HAL
open science

L'islam au Kazakhstan : les rapports Etats-religion (XVIIIème - XXème siècles)

Talgat Abdrakhmanov

To cite this version:

Talgat Abdrakhmanov. L'islam au Kazakhstan : les rapports Etats-religion (XVIIIème - XXème siècles). Histoire. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2012. Français. NNT : 2012BOR30050 . tel-00817205

HAL Id: tel-00817205

https://theses.hal.science/tel-00817205

Submitted on 24 Apr 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3

Ecole Doctorale Montaigne Humanités (ED 480)

Thèse de Doctorat en « Cultures et sociétés dans le monde arabe et musulman »

L'islam au Kazakhstan

Les rapports Etats-religion (XVIII-XXème siècles)

Préparée et soutenue publiquement le 13.12.2012 par

Talgat ABDRAKHMANOV

Sous la direction de M. Sobhi BOUSTANI

Membres du jury :

Sobhi BOUSTANI, INALCO

Michel BOZDEMIR, INALCO

Renée-Paule DEBAISIEUX-ZEMOUR, Université Bordeaux 3

Najib ZAKKA, Université Lille 3

Remerciements

Je tiens à remercier avant tout mon directeur de recherche, Monsieur Sobhi BOUSTANI, d'avoir accepté de reprendre en charge le suivi de mes recherches et la direction de ma thèse. C'est grâce à lui que j'ai pu achever ce travail.

Je remercie tout particulièrement Madame DEBAISIEUX pour ses conseils et l'aide qu'elle m'a apportés au niveau méthodologique.

Je remercie également ma sœur Jannat pour sa participation au recueil des informations et mon ami Pierre qui a contribué à la réalisation des cartes historiques ainsi qu'Anna pour ses traductions en anglais.

A la mémoire de M. Samaha KHOURY
avec qui j'ai commencé cette thèse

Résumé

Les relations entre l'Etat et la religion sont déterminantes dans l'histoire de chaque pays. Au Kazakhstan, le statut de l'islam a varié au gré du régime sur place. Implanté en plusieurs vagues, commençant par la conquête arabe du sud du pays, puis officialisé par les Qarakhanides, la Horde d'Or sous le khan Özbek et les khans kazakhs, l'islam a trouvé une certaine régulation à partir du XVIIIème siècle avec la colonisation russe. L'Empire russe, intéressé par le fait de gagner les musulmans à sa cause, favorise leur religion en créant l'Assemblée spirituelle à Orenbourg. L'impératrice Catherine II envoie des mollahs tatars dans la steppe kazakhe et construit de nombreuses mosquées pour mieux contrôler les Kazakhs. Mais le renforcement de l'islam donne des résultats inverses à ceux escomptés et l'empire durcit sa position envers le dernier, il limite le nombre de mollahs et de mosquées par région. Avec l'arrivée des soviétiques au pouvoir, tout semble changer. Mais provisoirement seulement ; les premières « déclarations démocratiques » n'aboutissent qu'à se retourner contre toutes les religions par une série de répressions à la fin des années 1920, et l'idéologie communiste espère mettre fin à l'islam. Pourtant les Directions spirituelles musulmanes avaient été rétablies durant la Deuxième Guerre Mondiale par Staline qui avait voulu utiliser le potentiel religieux pour servir ses buts. Elles ont fonctionné jusqu'à l'effondrement de l'URSS en reflétant les décisions du parti. L'indépendance du Kazakhstan a donné une chance aux croyants de rétablir la religion, mais en même temps elle a contribué à l'apparition de mouvances radicales. Depuis les années 2000 le gouvernement revoit sa politique en matière religieuse, en effectuant de nouveau des restrictions. L'histoire recommence-t-elle ?

Mots-clés : islam, identité nationale, religion, URSS, Empire russe, Kazakhstan, pouvoir politique, Etat-religion

Abstract

Relations between the state and religion are determining in the history of every country. At Kazakhstan the status of Islam has largely depended on the ruling regime. Islam was brought to Kazakhstan in several waves, starting from the conquest of the country's south by Arabs. It was legalized by Qarakhanides, the Golden Horde under Khan Özbek and Kazakh clans and was further regularized with Russian colonization starting from XVIII century. Russian Empire, interested in attracting Muslims, has favored their religion by creating a Spiritual assembly at Orenburg. Empress Catherine II (The Great) had sent Tatar mullahs to the Kazakh steppes to establish Moslem institutions (mosques, religious schools, etc). This was aimed at gaining control over the Kazakh population. But reinforcement of Islam has led to rather opposite result and, as a consequence, Empire hardened towards Islam - the numbers of mosques and mullahs were reduced. It seemed to change upon arrival of the Soviets to the region, but only for a limited time, followed by anti-religious declarations of the Soviet Government and repressions at the end of 1920s, aiming to exterminate the influence of Islam once and forever. However during Second World War, under Stalin, Muslin spiritual institutions were once more re-established. They continued to function during the post-war era and collapse of USSR, being in the total support for the latter. Independence of Kazakhstan has provided an opportunity for the citizens to freely express their beliefs, and at the same time it led to the emerging of certain radical movements. From the years of 2000 the Kazakh government revises once again its policy on religion towards restriction. The history repeats itself?

Key words: Islam, national identity, religion, USSR, Russian empire, Kazakhstan, political power, State and Religion

Transcription et translittération

Vu la diversité linguistique en Asie centrale en général et au Kazakhstan en particulier, nous utiliserons deux systèmes de translittération, un pour le kazakh et un deuxième pour le russe.

Les termes spécifiques et les noms de personnalités kazakhes sont translittérés par l'alphabet latin du kazakh (version de Qazaqparat[1]) utilisé sur l'internet.

Lettres cyrilliques kazakhs	Lettres latines kazakh	Lettres cyrilliques kazakhs	Lettres latines kazakhs	Lettres cyrilliques kazakhs	Lettres latines kazakhs
Аа	Aa	Ққ	Qq	Фф	Ff
Әә	Ää	Лл	Ll	Хх	Xx
Бб	Bb	Мм	Mm	Һh	Hh
Вв	Vv	Нн	Nn	Цц	Cc
Гг	Gg	Ңң	Ññ	Чч	Çç
Ғғ	Ğğ	Оо	Oo	Шш	Şş
Дд	Dd	Өө	Öö	Щщ	Şş şş
Ее	Ee	Пп	Pp	Ъъ	(″)
Ёё	Yo yo	Рр	Rr	Ыы	Iı
Жж	Jj	Сс	Ss	Іі	Ii
Зз	Zz	Тт	Tt	Ьь	(′)
Ии	Ïï	Уу	Ww	Ээ	Èè
Йй	Yy	Ұұ	Uu	Юю	Yu yu
Кк	Kk	Үү	Üü	Яя	Ya ya

[1] Depuis 2004 l'Agence de presse du Kazakhstan « Qazaqparat » a introduit cette translittération pour permettre aux Kazakhs de l'étranger qui n'utilisent pas l'alphabet cyrillique d'accéder à l'information dans le pays. Les lettres cyrilliques étaient remplacées par les lettres turques de CP 1254. Ce système est devenu le standard de Qaznet. Les pages web et les sources destinées à l'étranger utilisent aussi ce système. L'Institut des Langues de l'Académie des sciences du Kazakhstan est d'avis que ce système va être la base du nouvel alphabet latin du kazakh.

Les termes et les réalités russes et les noms des personnalités sont translittérés selon les normes du standard international d'ISO 9.

Lettres cyrilliques	Transcription ISO 9	Lettres cyrilliques	Transcription ISO 9	Lettres cyrilliques	Transcription ISO 9
Аа	Aa	Кк	Kk	Хх	Hh
Бб	Bb	Лл	Ll	Цц	Cc
Вв	Vv	Мм	Mm	Чч	Čč
Гг	Gg	Нн	Nn	Шш	Šš
Дд	Dd	Оо	Oo	Щщ	Ŝŝ
Ее	Ee	Пп	Pp	Ъъ	″
Ёё	Ёё	Рр	Rr	Ыы	Yy
Жж	Ž	Сс	Ss	Ьь	′
Зз	Zz	Тт	Tt	Ээ	Èè
Ии	Ii	Уу	Uu	Юю	Ûû
Йй	Jj	Фф	Ff	Яя	Ââ

En revanche, les termes et les noms entrés dans l'usage courant du français, comme par exemple kazakh (qazaq), Catherine II etc., font exception.

Les noms de personnalités et des localités étrangères autres que kazakhs et russes sont reproduits selon la phonétique française se rapprochant au maximum de l'original. Par exemple nous écrirons le nom de la tribu Qarlouq et pas Karlouk car le premier terme est graphiquement proche du mot original, par analogie avec Iraq-Irak.

Sigles

ASMO	Assemblée spirituelle des musulmans d'Orenbourg
CC	Comité central
CCE	Comité central exécutif
CAR	Conseil aux affaires religieuses
CCP	Conseil des commissaires du peuple
CCR	Conseil des cultes religieux
CPN	Commissariat du peuple aux nationalités
DARCE	Département des affaires religieuses des confessions étrangères
DGARCE	Direction générale des affaires religieuses des confessions étrangères
DSB	Direction spirituelle du Bachkortostan
DSCM	Direction spirituelle centrale des musulmans
DSMAC	Direction spirituelle des musulmans d'Asie centrale
DSMC	Direction spirituelle des musulmans du Caucase
DSMCN	Direction spirituelle des musulmans du Caucase du Nord
DSMES	Direction spirituelle des musulmans de la partie européenne et de la Sibérie
DSMK	Direction spirituelle des musulmans du Kazakhstan
IAS	Institut de l'athéisme scientifique
LMA	Ligue des militants athées
KGB	Comité de sécurité de l'Etat
NEP	Nouvelle politique économique
NKGB	Commissariat du peuple la sécurité de l'Etat
NKVD	Commissariat du peuple aux affaires intérieures
OGPU	Direction politique d'Etat
PCR	Parti communiste russe
PCK	Parti communiste du Kazakhstan
PCUS	Parti communiste de l'Union soviétique
POSDR	Parti social-démocrate de Russie
RSFSR	République socialiste fédérative soviétique de Russie
RSSAK	République socialiste soviétique autonome kazakhe
RSSK	République socialiste soviétique kazakhe
URSS	Union des républiques socilaistes soviétiques

Table des matières

Remerciements 2

Dédicace 3

Résumé 4

Abstract 5

Transcription et translittération 6

Sigles 8

Table des matières 9

Introduction générale 13

Première partie : Préambule historique 16

1.1 Début de l'islamisation et ses facteurs 16

1.1.1. Sur l'islamisation au Kazakhstan 16

1.1.2. Ancienne tradition turque et religions mondiales (VI-VIIème siècles) 16

1.1.3. Conquête de l'Asie centrale par les Arabes (VIIIème siècle) 19

1.2 Synthèse turco-islamique en Asie centrale 21

1.2.1 Samanides et Kazakhstan (IX-Xème siècles) 21

1.2.2 Diffusion de l'islam parmi les tribus turques 23

1.2.2.1 L'islam dans l'Etat des Qarakhanides (840-1212) 23

1.2.2.2 Khanat des Qaraqytaïs (1124-1218) 26

1.2.2.3 Etat des Oghouzes (750-1055) 26

1.2.2.4 Petchenègues (VIIIème siècle-1122) 27

1.2.2.5 Qimaqs (750-1035) 27

1.2.2.6 Qypchaqs 28

1.3 L'islam dans l'Empire mongol et dans les Etats post-mongols 30

1.3.1 Conquête de Gengis-khan 30

1.3.2 Islamisation de la Horde d'Or (l'Oulous de Djötchi, 1242-1502) 31

1.3.3 Politique des gengiskhanides vis-à-vis de l'islam 35

1.3.3.1. Adoption de l'islam par l'oulous de Djaghataï (1222-1370). 35

1.3.3.2. Mogholistan 37

1.3.3.3. Etat d'Aboulkhaïr khan (1428-1480) 39

1.4. Attitude des khans kazakhs envers l'islam. 40
Conclusion de la première partie 46

Deuxième partie : L'islam face à l'Empire russe 48

2.1. L'Empire russe et l'islam au cours de la colonisation des terres kazakhes (XVIIIème siècle-Ière moitié du XIXème siècle) 48
2.1.1. Conquête des khanats musulmans et enjeu religieux 48
2.1.2. Arrivée au pouvoir de Catherine II et changement de situation 49
2.1.3 Alexandre Ier et les affaires religieuses 52
2.1.4 Tatars et encouragement de l'islam chez les Kazakhs 57
2.1.5 Mosquées et écoles dans le cadre de la politique gouvernementale 59
2.1.6. Colonisation et spécificités de la législation chez les Kazakhs 62
2.1.7. La politique religieuse de Jangir dans le khanat de Bökey 63
Conclusion 67
2.2. De l'encouragement aux restrictions. Evolution des relations Etat-religion dans la deuxième moitié du XIXème siècle 68
2.2.1 Réformes des années 1860 et retrait des Kazakhs de l'Assemblée 68
2.2.2. Lutte contre la tatarisation et l'islamisation 71
2.2.3 Les mollahs et la restriction de leurs compétences 75
2.2.4. Politique de l'enseignement religieux 78
2.2.5. Institution de waqf 87
2.2.6. Mosquées 93
2.2.7. Pèlerinage 98
2.2.8. Tentatives de christianisation des Kazakhs 101
2.2.9. Djadidisme 103
2.2.10. Evolution de la conscience kazakhe : demande d'une direction propre. 105
Conclusion 112
2.3. La politique religieuse du gouvernement à la charnière des siècles 113
2.3.1 Révolution de 1905 et fraction musulmane 113
2.3.2 Espoir pour le changement 118
Conclusion de la deuxième partie 124

Troisième partie : **Politique soviétique et islam** 128

3.1. Islam et pouvoir soviétique dans les années 1917-1928 128

3.1.1. Islam et stratégie du Parti communiste russe pendant la période d'installation du pouvoir soviétique 128

3.1.2. Les musulmans du Kazakhstan : les spécificités de la conduite sociale durant les premières années du pouvoir soviétique 145

3.2. Confrontation de l'Etat et de l'islam (1928-1942) 161

3.2.1. La terreur antireligieuse bolchevik 161

3.2.2. Les musulmans du Kazakhstan dans les années des persécutions et des pertes 175

Conclusion 181

3.3. Tactique des autorités vis-à-vis de l'islam dans les années 1940-1960 183

3.3.1. La Deuxième Guerre Mondiale et le changement de l'orientation religieuse 183

3.3.2. Les conditions du rétablissement de l'islam au Kazakhstan 195

3.4. L'islam dans les années 1960-1991 207

3.4.1. Le facteur islamique dans la théorie de l'Etat 207

3.4.2. Le facteur islamique dans la société kazakhe 224

Conclusion de la troisième partie 243

Quatrième partie : **Indépendance, nouvelle ère des relations Etat-religion** 248

4.1. Politique du Kazakhstan en matière de religion 248

4.2. Indépendance et renouveau religieux 250

4.3. Le *muftiyat* kazakh et la lutte pour le pouvoir 252

4.4. Réorganisation de la DSMK et sa kazakhisation 256

4.5. Le *muftiyat* soumis à l'Etat 259

4.6. Enseignement religieux et presse islamique 261

4.7. Apparition des courants religieux 265

4.7.1 La situation religieuse générale 265

4.7.2 Mouvances islamiques 268

4.7.3 Le discours islamique tenu par les partis kazakhs 277

4.8. Spécificités de l'islam kazakh 278

4.9. Identité nationale et religieuse 280

Conclusion de la quatrième partie 283

Conclusion générale 286
Bibliographie 290
Annexes 297
Tableau chronologique 316
Table des cartes 318
Index des noms des personnalités 319
Index des noms des lieux 323

Introduction

« Pour un peuple privé de son indépendance politique, la religion est la seule expression de son unité nationale » écrivait l'historien russe et soviétique Vassili Bartold[2] au début du XXème siècle.

Dans l'histoire de l'humanité, la religion a toujours été l'un des éléments les plus importants de la société. Elle était aussi au cœur des préoccupations de diverses formations étatiques et servait d'outil pour la politique de l'Etat. De ce fait, les relations entre les Etats et la ou les religions ont toujours été compliquées. Le plus souvent, ces rapports ont donné lieu à des conflits, comme en France lors des guerres de religions, ou parfois à des compromis nécessités par les circonstances.

De ce point de vue, la politique russe donne une illustration claire de la complexité de ces rapports parfois difficiles, parfois subtils, qui ont été entretenus entre le pouvoir et la religion en vigueur dans certaines régions sous son autorité. Les steppes kazakhes colonisées au cours du XVIII-XIXème siècles par l'Empire russe subissent tout d'abord les essais de christianisation puis un changement radical sous Catherine II, lorsque l'islam devient la religion tolérée et même encouragée, et enfin de compte des restrictions, par crainte d'un renforcement des positions de ce dernier. A la suite de la révolution d'Octobre, le Kazakhstan fait partie de l'Union soviétique. Au XXème siècle, la collaboration avec les Bolcheviks dans un premier temps finit par des persécutions antireligieuses et « le règne de l'athéisme ». Une fois indépendant, le pays proclame les libertés et on assiste au retour de l'islam jusqu'à ce qu'apparaisse l'extrémisme religieux et que l'Etat impose son contrôle sur la religion.

Cette réflexion nous a conduit dans une recherche, ayant pour objectif de comprendre le caractère des relations entre la religion – l'islam, en l'occurrence – et l'Etat (Empire russe, URSS, Kazakhstan).

Les questions qui se posent peuvent être résumées ainsi : quels étaient les rapports entre les différents Etats et l'islam au Kazakhstan entre le XVIIIème et le XXème siècle? Pourquoi la politique de l'Etat a-t-elle changé en matière religieuse ?

Cette recherche s'inscrit dans la suite logique de la problématique de notre Master 2 de recherche, ayant pour sujet « L'émergence de l'islam au Kazakhstan après l'indépendance », où nous avons traité les différentes questions liées au renouveau religieux après l'obtention de l'indépendance par le pays.

[2] Connu également sous le nom de Wilhelm Barthold

Afin de développer notre problématique, nous avons suivi un plan composé de quatre parties dont la première est un préambule historique, rendu nécessaire pour replacer tous les éléments dans leur contexte. Les autres parties sont liées aux grandes périodes historiques, non dans le but suivre le simple déroulement chronologique des événements, mais parce que les relations « religion-Etat » ont été soumises à des variations selon la politique suivie au cours de ces périodes: la période coloniale, la période soviétique et la période après l'indépendance. De ce fait, ces parties sont inégales par leur volume : outre le préambule historique qui constitue la première partie, la deuxième partie englobe plus d'un siècle et demi, la troisième près de 70 ans, et la quatrième 20 ans jusqu'à l'achèvement de ce travail. Mais il faut surtout remarquer que les périodes citées ci-dessus sont très différentes selon l'intensité des événements en ce qui concerne la politique en matière religieuse.

La première partie est un préambule historique qui permet de connaître la situation religieuse avant l'époque étudiée, et de poser les bases pour nous faire une idée sur les relations qui pouvaient y avoir entre l'islam et les pouvoirs étatiques existant sur le territoire du Kazakhstan à partir du Qaghanat turc (VIe s). Nous nous arrêtons sur les débuts de l'islamisation avec les conquêtes arabes, sur l'histoire de l'islamisation des tribus turques comme Qarlouqs, Oghouzes etc., l'influence des Samanides sur les habitants des steppes ainsi que dans les pays de l'air turcique comme Qarakhanides. Cette même partie traite aussi des invasions mongoles et de la place de l'islam dans les Etats post-mongols et enfin dans le Khanat kazakh.

La deuxième partie est consacrée à la période coloniale (1731- 1917). Elle s'intéresse à la politique de l'Empire russe par rapport à l'islam. Cette politique passe par plusieurs phases, qui retiennent notre attention. En effet, on observe la mise en place d'une politique particulière vis-à-vis des peuples hétérodoxes, qui passe au début par le biais de la conversion forcée à l'orthodoxie, puis par une collaboration avec l'arrivée au pouvoir de Catherine II et enfin par le renforcement du contrôle et des restrictions par rapport à l'islam. Nous étudierons également les spécificités de la mise an application de la politique religieuse russe dans les différents territoires kazakhs en rapport avec les réformes administratives.

La troisième partie traite des relations Etat-religion pendant l'époque soviétique (1917-1991). Dans ce contexte nouveau, nous allons étudier la politique du Parti communiste et la législation concernant les religions en URSS en général, et en RSS Kazakhe plus particulièrement ; la collaboration du pouvoir soviétique et de l'islam des premières années de l'Etat soviétique et la confrontation des années 1930-1940. Nous prêterons l'attention à la Deuxième guerre mondiale et le changement temporel de la politique religieuse de Staline, au

rôle de la Direction spirituelle des musulmans d'Asie centrale dans la politique extérieure de l'URSS et aussi au facteur islamique pendant l'intervention militaire en Afghanistan et finalement à la Perestroïka et ses conséquences par rapport aux religions.

La quatrième partie, en dernier lieu, évoque les relations bilatérales après l'indépendance (1991-2012), et soulève toutes les questions qui gravitent désormais autour de l'identité nationale et des conséquences de la législation libre des années 1990, ainsi que de la multiplication des mouvements à caractère radical depuis les années 2000. Elle traitera aussi les problèmes de la Direction musulmane du Kazakhstan et sa politique dans le domaine des cadres religieux, les mouvements islamistes ayant l'influence sur la vie religieuse du Kazakhstan.

Première partie : Préambule historique

1.1. Début de l'islamisation et ses facteurs

1.1.1. Sur l'islamisation au Kazakhstan

Lorsqu'on parle de l'islamisation au Kazakhstan, il est toujours difficile de définir la date exacte du processus. L'histoire de l'islamisation de la population des steppes kazakhes est passée par quelques étapes principales qui ont eu une répercussion sur l'échelle et le degré de diffusion de l'islam dans cette partie de l'Asie centrale. Sa pénétration ne s'est pas faite en une seule fois mais selon un processus lent, contradictoire et durant des siècles. Ce phénomène était lié au mode de vie nomade des tribus turques[3] et des Kazakhs[4], aux faibles liens avec la population sédentaire musulmane des régions voisines de l'Asie centrale, à l'éloignement de la zone des principaux centres religieux. C'est pour cette raison que les uns indiquent le VIIIème siècle comme début à ce processus, tandis que d'autres le XIXème siècle.

Le syncrétisme religieux de l'islam et des traditions locales a aussi établi des confusions sur la nature de la religion. Sa particularité consiste en ce qu'elle est liée au courant mystique de l'islam, au soufisme. C'est à travers les prédicateurs des confréries soufies d'Asie centrale que l'islam a pénétré dans les zones nomades.

Un autre cas de figure de cette problématique est l'idéologie. A l'époque tsariste, il était admis que les Kazakhs étaient païens et que l'islamisation avait eu lieu seulement au XIXème siècle grâce à l'activité des mollahs tatars. Le but était évidemment d'amoindrir le rôle de l'islam dans l'histoire kazakhe, ce qui a continué et a trouvé son apothéose à l'époque soviétique.[5] En revanche, après l'indépendance du pays, on trouve aussi une tendance à accentuer le rôle de l'islam en général et situer l'islamisation plus tôt.

1.1.2 Ancienne tradition turque et religions mondiales (VI-VIIème siècles)

Les Kazakhs sont les descendants des nomades turcophones, ressortissants des profondeurs du continent, des régions d'Altaï, de Sibérie méridionale, de Mongolie, qui se sont disséminés ensuite dans les steppes eurasiennes. Assimilant un certain nombre de tribus

[3] A ne pas confondre avec Les Turcs de la Turquie. Les anciens Turcs sont les diverses tribus peuplant l'Asie centrale.
[4] En tant que nation, les Kazakhs se sont formés au milieu du XVème siècle
[5] Voir par exemple AQNAZAROV X., *Qazaqstandağı ïslam dininiñ taralw erekşelikteri (Spécificités de diffusion de l'islam au Kazakhstan)*

et d'ethnies, dont les tribus d'origine iranienne orientale, ils ont composé une base ethnique des formations étatiques des nomades qui s'appelaient qaghanat (*qağandıq* en kazakh)[6]. Le premier qaghanat turc, fondé dans la deuxième moitié de VIème siècle, est devenu un grand empire eurasien dont tenaient compte Byzance, l'Iran des Sassanides, la Chine. Depuis ce temps, le terme « turc » est mentionné par les Arabes, Syriens, Byzantins et entre en usage en sanskrit, tibétain, et diverses langues persanes.

La religion des anciens Turcs était le tengrisme - l'adoration de la nature. Le culte de Tengri (*Täñir* en kazakh) était essentiel dans le système polythéiste des Turcs. Tout se faisait selon sa volonté. Le terme de Tengri, chez les tribus turco-mongoles, signifiait à la fois le ciel comme Dieu et les esprits ou génies qui habitaient le ciel, ainsi que le ciel physiquement parlant. Les Turcs aussi adoraient la déesse Oumay (*Umay*)- protectrice du foyer et des enfants. Elle était considérée comme la conjointe de Tengri-Ciel. On pensait que Tengri et Oumay était un couple divin dont l'incarnation sur la terre était le couple royal. Les Turcs adoraient également le feu, les montagnes et les arbres sacrés, la terre et l'eau Jer-Sou (*Jer-Sw*), les esprits des ancêtres. Il y avait aussi des éléments de zoolâtrie : le culte du loup et du cheval. [7]

Le zoroastrisme s'est propagé au Kazakhstan au VI-VIIème siècle par l'intermédiaire des missionnaires sogdiens, en dépit du fait que ces certains éléments existaient au Kazakhstan méridional dès l'époque des Sakas et des Massagètes.

C'est par la Route de la Soie que le courant nestorien du christianisme a été introduit dans les pays de l'Est. Déjà à la fin du VIème siècle, parmi les Turcs du Premier qaghanat, il y avait des chrétiens qui portaient le symbole tatoué de la croix sur leur front parce qu'ils pensaient que cela devait les protéger des maladies et des malheurs. Au VI-VIIIème siècle le nestorianisme s'est diffusé largement dans les villes du Kazakhstan du Sud et de Jetisou[8]; dans la plupart d'entre elles il y avait des églises. Une partie des Oghouzes (*Oğız*) sont devenus des chrétiens-jacobites, mais surtout cette religion a influencé les Qarlouqs[9] (*Qarlıq*). Au cours du XIème siècle, le christianisme sous la forme du nestorianisme a été adopté par les dirigeants des Naïmans (*Nayman*) et des Kereyits[10] (*Kerey*)[11]. L'activité religieuse a marqué

[6] Egalement s'écrit comme khaganat ou kaghanat
[7] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana (Islam dans l'histoire du Kazakhstan médiéval)*, Almaty, Farab, 2000, p.32
[8] *Jetisw* en kazakh, la région du sud-est du Kazakhstan connu dans la littérature russophone comme Sémiretchie
[9] On trouve aussi Karlouk et Karluk dans la littérature, de l'ancien turc « neigeux »
[10] Egalement Kéraït, Kereit
[11] Avec la formation de la nation kazakhe, les tribus de *Nayman* et *Kerey* ont fait partie du *Jüz* moyen

les anciens Ouighours qui étaient des adeptes de trois religions : christianisme, manichéisme et bouddhisme.

Le bouddhisme a eu ses disciples parmi les Turcs à travers la mission des Sogdiens et des Chinois. Un grand nombre de théologiens et de prédicateurs du bouddhisme mahayana venait de l'Asie centrale qui a propagé cette religion au Turkestan oriental. Taspar-qaghan (VIème siècle) était un adepte fervent du bouddhisme. Et c'est encore au Jetisou que, depuis longtemps, les différentes cultures et civilisations se croisaient, que le bouddhisme a eu sa diffusion maximale. On en trouve la preuve dans les monuments archéologiques - les ruines des pagodes et des monastères bouddhistes.

Le manichéisme a aussi été amené par les Sogdiens qui l'ont répandu de Samarcande partout en Asie centrale. A Taraz, aux VI-IXème siècles, il y avait des monastères manichéens. La philosophie de cette religion reflète l'impact du zoroastrisme, du bouddhisme et du christianisme. C'était une religion dualiste interdisant de tuer un animal ou même de détruire une plante. Mais vu le mode de vie des nomades, la diffusion du manichéisme s'est révélée impossible.

Carte 1 : Territoire du Qaghanat turc au moment de sa division

Source : http://adyrna.kz/?p=3000

1.1.3. Conquête de l'Asie centrale par les Arabes (VIIIème siècle)

Le début de l'islamisation des habitants des steppes date de l'an 714, quand les armées de Qutayba ibn Muslim sont entrées au Sud du Kazakhstan actuel. Dès ce moment-là, le sud des steppes kazakhes apparaît comme la frontière de l'influence de l'islam. Les siècles suivants verront se dérouler le renouvellement des confédérations turciques dans leur aire de concentration que représente la ceinture steppique au nord de la mer d'Aral, ainsi que leur conversion massive à l'islam.

Les armées arabes, depuis peu musulmanes, dès les années 630, ont lancé la guerre sainte, tout d'abord en direction du nord vers le Caucase, ensuite vers l'Iran et le bassin d'Amou-Daria où elles sont arrivées au début du VIIIème siècle. Les victoires se sont succédées partout en Asie centrale, suscitant en même temps des mouvements de résistance locaux contre lesquels les répressions étaient extrêmement violentes.

Le pouvoir musulman a mis plusieurs décennies pour s'établir au sud des steppes. En 712-713, une union des Sogdiens, des habitants de la vallée de Ferghana, de Chach[12] et des Turguechs (*Türgeş*)[13] s'établit contre les Arabes. Le qaghan des Turguechs, Soulouq, qui luttait courageusement contre l'ennemi reçoit le pseudonyme d'Abu Mouzahim (« celui qui corne »). En 723, les armées unies des Turguechs, des Qarlouqs[14] et des villes de la Ferghana et de Chach remportent la victoire sur les guerriers de l'islam.

Ce n'est qu'en 732 que des Turguechs subissent une défaite devant les Arabes qui reprennent Boukhara. Les Chinois, profitant de la situation, s'emparent de Taraz en 740, Souyab en 748 et Chach en 749[15].

Les batailles contre les Chinois cessent à Talas en 751, où les tribus turques Qarlouqs ont provoqué des émeutes contre ces derniers, aidant ainsi les Arabes, sous la conduite du général Ziyad ibn Salih, à éloigner leur influence en Asie centrale (sauf au Turkestan oriental) pendant plus d'un millénaire. Cette date marque aussi l'arrêt de l'islamisation par les armes en Asie centrale, à l'exception d'une campagne arabe en 812 dans l'Otrar, et d'une autre, conduite par le Samanide Ismail ibn Ahmed contre les Qarlouqs de Taraz en 893, au cours de laquelle l'église de la ville est transformée en mosquée, la première au Kazakhstan.

---

[12] Ancienne ville qui se trouvait à la place de la capitale ouzbèke actuelle Tachkent

[13] L'Etat des Turguechs s'appela le qaghanat Turguech, situé au sud-est du Kazakhstan (région de Jetisou), exista de 704 à 756, avec sa capitale à Souyab

[14] Les Qarlouqs, héritiers de l'Etat des Turguechs, ont fondé leur propre qaghanat Qarlouq en 756. Leur Etat a survécu jusqu'à 940 quand les Qarakhanides les privent du pouvoir.

[15] POUJOL C., *Le Kazakhstan*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p.22

Entre 772 et 776, 150.000 prédicateurs arabes, volontaires, ayant à leur tête Abdoul Rahim *bap*[16], arrivent en Asie centrale. Abdoul Rahim et ses cousins Abdoul Jalel et Ishaq s'arrêtent à Isfidjab, (actuellement Saïram, au sud du Kazakhstan) pour étudier la région. Ensuite ils se divisent en trois groupes qui se rendent à l'intérieur des steppes kazakhes. Abdoul Rahim *bap* part à Jétisou, Ishaq bap en direction des montagnes Qarataou et Abdoul Jalel *bap* dans la région de Syr-Darya, où ils vont propager l'islam au sein des populations locales[17].

A mesure que les Arabes avancent au nord, l'islam se répand. La région d'Isfidjab, incluant la ville Saouran sur Syr-Darya et le fleuve Talas à l'est, devient au IXème siècle le centre de la propagation de l'islam, et, grâce à 1 700 caravansérails, bâtis dans le but de faire progresser la religion musulmane, obtient la possibilité d'exercer une influence sur les Turcs.[18] L'attitude des khalifes de Bagdad envers les Turcs change, désormais ils sont considérés comme les croyants et la garde turque devient le soutien du khalife.

Ainsi, les Omeyyades ne dépassent pas la rivière Talas. L'islamisation se poursuivra à un rythme plus lent. Cette période verra l'éviction progressive de plusieurs courants religieux qui coexistaient dans la région à l'exception du judaïsme et du nestorianisme, lequel se perpétuera jusqu'à l'époque de Tamerlan.

En raison de la présence des couches culturelles parmi la population citadine qui sont plus réceptives à la nouvelle religion, l'islam au Kazakhstan était considéré au début comme la religion des citadins et la confession de la population sédentaire.

---

[16] Titre spirituel plus souvent utilisé chez les soufis comme par exemple Arıstan-bap, le maître légendaire d'Ahmed Yasawi

[17] NAZARBAYEV E., « Osnovnye tendencii razvitiâ mekonfessionalnyh otnoenij v sovremennom Kazahstane (Les tendances principales du développement des rapports interconfessionnels au Kazakhstan actuel)», 29.01.2002, http://kisi.kz/site.html?id=681

[18] ORINBEKOV M., *Genezis religioznosti v Kazahstane (Genèse de religiosité au Kazakhstan)*, Almaty, Dayk-Press, 2005, p. 189

Carte 2 : Territoire du Qaghanat Turguech (704-756)

Source : http://history-page.ucoz.ru/index/tjurgeshskij_kaganat/0-31

1.2. Synthèse turco-islamique en Asie centrale

1.2.1. Samanides et Kazakhstan (IX-Xèmes siècles)

Au IXème siècle, quelques territoires au sud du Kazakhstan font partie de la dynastie perse des Samanides, fondé à la suite de la division du califat des Abbassides. L'époque de la prédominance politique des Arabes a pris fin, mais la conscience spirituelle et idéologique s'est renforcée formant un ensemble indivisible de la culture et de la vie quotidienne en Asie centrale.

Les villes de Mawarannahr[19], du Khwarezm et de l'Iran du Nord-est sont devenues des centres culturels pour les tribus turques et depuis lors, on a observé une complémentarité turco-persane considérable. Mis à part le facteur religieux, ce développement est dû à la conquête arabe qui a réuni l'Iran et l'Asie centrale.

[19] La région entre les deux fleuves Amou-Daria et Syr-Darya correspondant dans la littérature occidentale à la Transoxiane

Les Turcs, étroitement liés à l'Asie centrale de point de vue géographique, politique, historique et ethnoculturel, ont tout de suite senti les fruits de la renaissance néopersane. Le caractère des relations turco-iraniennes au Moyen Age, comme l'union de l'aristocratie spirituelle et religieuse de la population sédentaire et de l'aristocratie militaire et politique des nomades, permet de corriger la conception de l'histoire culturelle de la région. Le soufisme turc et la poésie classique turcophone sont des imitations des exemples perses. Aux IXème-Xème siècles, dans toute la région, selon la division des fonctions, les Turcs continuent à dominer dans la politique et l'art militaire, tandis que la population perse des villes domine dans le commerce et dans la sphère spirituelle. Ainsi, la division de la région en « turque » et « persane » était artificielle. L'Etat samanide représentait cette synthèse car il était multiethnique.

La ville de Farab (Otrar), où est née la figure emblématique de l'époque Al-Farabi, était soumise aux Samanides en 859. En général, toutes les villes du Kazakhstan méridional soit faisaient partie de l'Etat Samanide soit se trouvaient dans l'orbite de son influence culturelle et politique.

Les Turcs ont représenté une force militaire majeure des Samanides. Les politiciens connus de cet Etat étaient des anciens esclaves privilégiés- *ghoulam*[20], essentiellement des tribus des Qypchaqs (Qıpşaq) et Oghouzes. L'assimilation ethnique et linguistique de la population autochtone de Mawarannahr a atteint à l'époque une telle ampleur que le bilinguisme turco-tadjik est devenu une réalité. L'afflux des Turcs des steppes du Kazakhstan et la turquisation des Sogdiens ont augmenté sans défaillance. C'est exactement à l'époque des Samanides que le terme de « Turkestan » pour désigner d'abord les régions frontalières avec Mawarannahr et, après, toute la région, y compris celle d'entre les fleuves Syr-Darya et Amou-Daria, est apparu dans la littérature musulmane.

L'exil d'un des régents de la dynastie, Nasr[21] dans le Turkestan oriental a eu un impact décisif sur l'islamisation des Turcs-Qarlouqs avec, à sa tête, Satouq Boghra khan.

Sous Ismail Samani, l'islam se diffusant en direction du nord et de l'est de façon paisible, Boukhara est devenu un centre d'instruction pour les Bulgares de Volga, les Khazars, les Ouïghours, les Qimaqs, et d'autres. Toutes les missions diplomatiques et religieuses, les caravanes de commerce passaient par le territoire du Kazakhstan, fait qui a contribué à l'islamisation du pays. Pour lutter contre « les infidèles » à la frontière du monde

[20] Esclave militaire
[21] Il a échoué dans la guerre intestine contre son frère Ismail et a trouvé asile à Kachgar chez les Qarlouqs

musulman, se rassemblaient les volontaires –les *ghazis*[22]. Un des hauts lieux de propagation de l'islam était Isfidjab, où il y avait 1700 centres de *ghazis* dont les rangs se complétaient au fur et à mesure de l'islamisation des tribus turques[23]. Elle se faisait aussi par le biais des *ghoulams* qui étaient déjà musulmans dans leurs steppes au moment où ils étaient faits prisonniers ou se convertissaient après leur vente comme esclaves. En tant que soutien du trône, les *ghoulams* étaient des promoteurs fervents de l'idéologie officielle, de l'islam. Ils devaient correspondre à l'idéal des guerriers musulmans, réunissant la bravoure, la perfection physique et la connaissance du Coran, des Hadiths, du persan, des finesses de l'étiquette de la cour. Généralement ils étaient pieux, pratiquant la religion. Une des raisons pour expliquer cela était le facteur psychologique, car, après avoir subi des privations et des malheurs, leurs sentiments religieux se renforçaient, surtout s'il y avait « un miracle » quand l'ancien esclave devenait sultan.

Les descendants turquisés des Sogdiens, appelés *Sart* par les nomades, continuaient la tradition de la colonisation paisible de la steppe sur les itinéraires de la Route de la Soie en étant les intermédiaires de l'islam, ce qui a contribué au développement de la culture citadine au Sud du Kazakhstan et dans la région de Jetisou (Jent, Yangikent, Khouvara). Otrar, Isfidjab et Saïram et d'autres villes du Sud du Kazakhstan, bien avant l'époque des Qarakhanides, étaient des centres développés de l'instruction et de la culture musulmane. Par la suite, à la fin du Xème siècle, les grands chefs des Oghouzes ont adopté l'islam. En se convertissant, ces derniers s'appelaient eux-mêmes « les frères du sang » des Samanides.

1.2.2. Diffusion de l'islam parmi les tribus turques.

1.2.2.1 L'islam dans l'Etat des Qarakhanides (840-1212)

Bien que quelques groupes de Qarlouqs et d'Oghouzes se soient convertis à l'islam à l'époque précédente, leur islamisation massive se passe aux X- XIIIèmes siècles.

Les Qarlouqs, qui ont constitué la base ethnique de l'Etat des Qarakhanides, ont commencé à adopter l'islam à la fin du VIIIème siècle pendant la conquête arabe de la région. Une nouvelle vague d'islamisation a eu lieu à la fin du IXème siècle (Bilge Qoul Qadyr qaghan) et ce processus s'est terminé au Xème siècle. Les Qarlouqs ont fondé le premier Etat

[22] Guerrier religieux de l'islam contre les infidèles
[23] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana,* op.cit., p.88

turc musulman en Asie centrale - le qaghanat des Qarakhanides qui occupait les régions de Jetisou et du Turkestan oriental.

Le mouvement final de l'islamisation est lié au nom du fondateur de l'Etat Satouq Boghra Qarakhan (915-955), qu'il étend, au gré de ses avancées vers l'ouest, sur toute l'Asie centrale. Il portait le nom musulman d'Abd al-Kerim. Pendant le règne de son fils Mousa, à partir de 955, l'islam est proclamé comme la religion officielle du qaghanat et la population de Jetisou est massivement convertie à cette religion (environ l'an 960). Mousa Arslan Khan porte même le titre somptueux de *Chihab ad-dawla wa zahir ad-da'wa* (« La lumière de l'Etat et le pilier de l'appel à la foi »)[24]. Les prêcheurs de l'Asie centrale et de l'Iran qui ont déployé une activité intense en profitant du soutien des gouverneurs turcs, ont participé directement à l'islamisation massive chez les Qarakhanides, tels Aboul Hasan Mouhammed ben Soufian al-Kelimati, originaire de Nichapour (Iran du Nord-Est), et Aboul Hassan Said ben Khatim al-Ousbanikati.

La dynastie Qarakhanide, ainsi, commence son règne, dont la légitimité du pouvoir repose sur la religion musulmane - véritable principe de domination. La pratique imposée se veut orthodoxe, de façon à garantir une certaine homogénéité dans l'ensemble de l'empire[25].

L'adoption de l'islam a été définie pour les raisons politiques car la dynastie pouvait appartenir à la grande communauté économique, politique et culturelle – au monde musulman. Les fouilles archéologiques des monuments des IXème - début XIIIème siècles témoignent de la formation de la culture citadine musulmane au Sud du Kazakhstan. L'influence de l'islam a eu ses répercussions sur tous les domaines de la culture matérielle et spirituelle de la population des villes. Le développement des villes s'accompagnait de la construction de murailles défensives, de bâtiments administratifs, des palais des régents et de l'élite locale, des édifices du culte musulman, des constructions commerciales, d'ateliers, de caravansérails, de hammams, de maisons.

Al-Maqdisi, citant les villes du Kazakhstan méridional et de Jetisou, à la fin du Xème siècle, comme Isfidjab, Taraz, Merki, Qulan, Atlakh, parle des mosquées comme une construction obligatoire des cités. On connaît les transformations des églises chrétiennes en mosquées, en particulier à Taraz et Merki. La mosquée et le minaret symbolisaient le pouvoir administratif et la fidélité religieuse des autorités. La diffusion de l'islam est prouvée par une des mosquées les plus anciennes qui appartient au type « pilier », fouillée à Quyrıqtöbe. La mosquée fonctionnait tout au long du Xème et au début du XIIIème siècle. Une autre

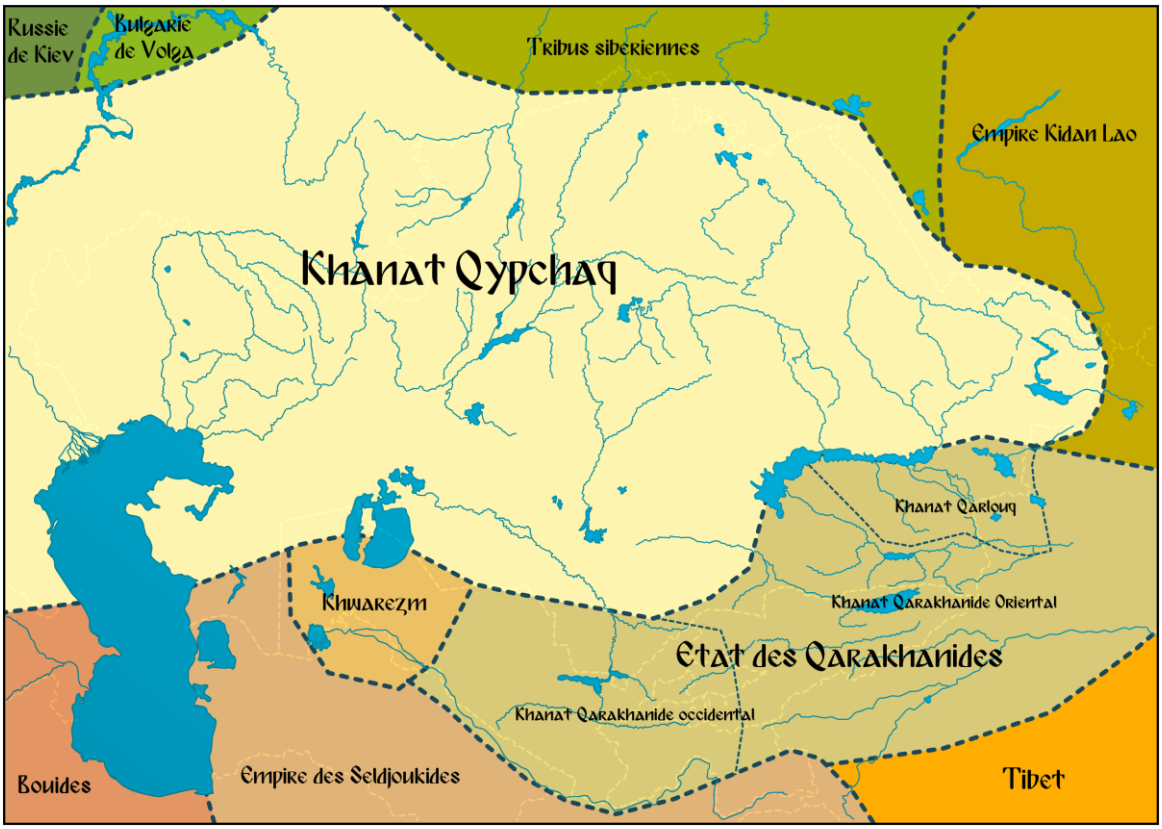
[24] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana*, op.cit, p.127
[25] VINATIER L., *L'islamisme en Asie Centrale*, Paris, Armand Colin, 2002, p.89

mosquée, bâtie dans une ville importante de Jetisou- Balasaghoun, date des Xème-XIème siècles. Le minaret sauvegardé de la mosquée surmonte jusqu'à aujourd'hui les ruines de la ville. D'autres édifices religieux construits sur Basse-Syr-Darya et à Taraz datent de la même époque.

Si le premier conquérant de Mawarannahr, Haroun Boghra khan ben Souleïman était considéré comme un protecteur de l'islam qui appréciait les savants, l'autre gouverneur Arslan-khan Ahmed était très attaché aux soufis.

La conversion des Qarlouqs à l'islam a conduit à leur rapprochement rapide avec le monde musulman mais les mettait en opposition avec les autres tribus turques à l'Est et au Nord (Qimaq, Basmyl, Ouighours etc.), dont une partie pratiquait le bouddhisme et le manichéisme. Ces guerres-là étaient religieuses ou, au moins, avaient des motifs religieux.

Or, les Xème- XIème siècles constituent une période où l'islam remonte progressivement vers le nord et touche les populations nomades turciques. Des nouvelles formes de conversion apparaissent : des aspirants-mercenaires sont recrutés par les souverains samanides et des nomades par le biais des soufis.



Carte 3 : Khanat Qypchaq et Etat des Qarakhanides

Source : http://www.tarih.spring.kz/kk/history/medieval/maps/

1.2.2.2 Khanat des Qaraqytaïs (1124-1218)

Au début du XIème siècle, la région de Jetisou devient le centre d'un pouvoir qui va s'étendre sur la plus grande partie de l'Asie centrale. Pour la première fois depuis l'islamisation de la zone, c'est une dynastie non musulmane de Qaraqytaïs qui domine la région. Les Qaraqytaïs ou les Kidans sont un peuple sinisé, ils ont pris possession de Pékin de 936 à 1135. Etant de religion bouddhiste, ils ne manquent pas de se heurter aux populations locales converties à l'islam. La bataille de Katvan, en 1141, oppose ces populations et se termine par la défaite de l'armée musulmane des Qarakhanides. Ceci était aggravé par l'arrivée au pouvoir d'un chef naiman Qouchlouq : étant nestorien, converti ultérieurement au bouddhisme, il persécute les musulmans[26].

Malgré les persécutions et la domination des Qaraqytaïs, cette période se manifeste par une sensibilité soufie, gardienne discrète d'une pratique bousculée par le pouvoir. Cette invasion, prélude à la conquête mongole, incite les populations soumises à se réfugier vers un islam à la fois populaire par sa pratique, et spirituel par la transmission de ses enseignants. Dès cette période, la diffusion de l'islam va prendre peu à peu de l'ampleur, dans les zones nomades, surtout après la mort d'Ahmed Yasawi en 1166.

1.2.2.3 Etat des Oghouzes (750-1055)

A partir du Xème siècle, les tribus de la confédération oghouze qui peuplaient la vallée du cours inférieur et moyen de Syr-Darya et la région d'Aral, commencent à se convertir à l'islam. Dans la lutte acharnée contre les Petchenègues, ils ont pris possession des terres entre l'Oural et la Volga et à la fin du IXème siècle ils ont créé leur Etat. Dès la fin du IXème et au début du Xème siècle les Oghouzes sont cités dans les œuvres historico-géographiques des auteurs arabes. Les steppes du Kazakhstan y sont nommées « *Mafazat al-ghouz* » (Steppes des Oghouz). Ce sont les Oghouz qui étaient les fondateurs des dynasties des Seldjoukides et des Ottomans.

Sous l'influence des religions monothéistes, les Oghouzes au début du Xème siècle ont commencé à dire « *bir tengri* » (un dieu) malgré le fait qu'ils continuaient à vénérer d'autres *tengris*. L'intérêt pour l'islam se faisait par curiosité ou en raison de la richesse des pays musulmans voisins. L'influence culturelle du Khwarezm, du Mawarannahr, le succès des Khazars musulmans et des Bulgares de la Volga avec leur littérature musulmane turcophone ont eu aussi leur impact sur les Oghouzes. Un grand rôle dans la diffusion de l'islam

[26] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana*, op.cit., p.137

appartenait aux marchands centrasiatiques. Le processus de la diffusion de l'islam et surtout la lutte idéologique à l'intérieur de la société oghouz, le rôle des cheiks soufis dans cette dernière se reflètent aussi dans les œuvres du folklore.

L'activité des chefs charismatiques, qui prêchaient l'islam dans le peuple, se reflète dans le cycle des légendes sur Qorqyt[27] fondé chez les Oghouzes à Syr-Darya.

1.2.2.4. Petchenègues. (VIIIème siècle-1122)

Au Xème jusqu'au début du XIIIème siècle, d'autres tribus turcophones se convertissent à l'islam : les Qimaqs, Qypchaqs, Petchenègues.

Les Petchenègues étaient originaires des steppes de Syr-Darya ; ils se sont trouvés à l'Ouest de la Volga à la suite de quelques vagues de migration. Selon Al-Bekri, une partie des Petchenègues a adopté l'islam par le biais d'un musulman prisonnier, théologien et savant. Suite à des différends religieux, la guerre a éclaté parmi eux et ce sont les adeptes de l'islam qui ont pris le pouvoir.

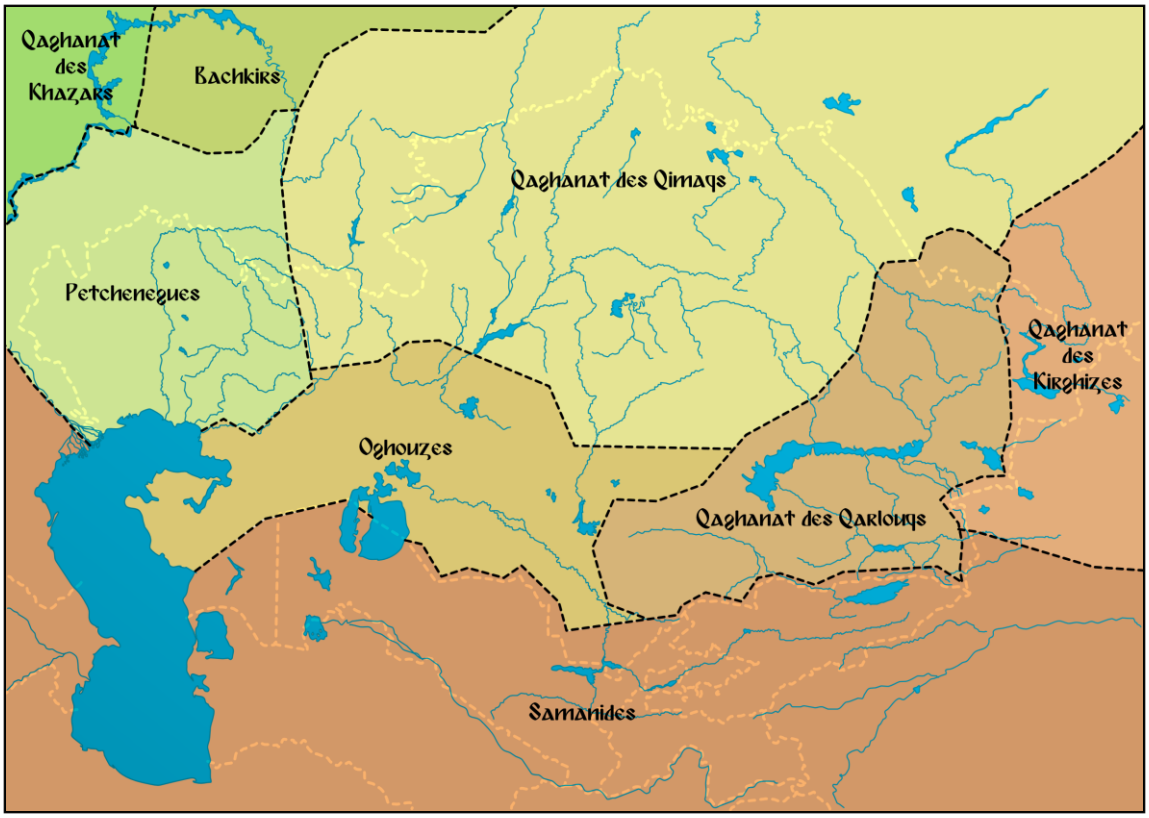
1.2.2.5. Qimaqs (750-1035).

Quant aux Coumans-Qypchaqs et les Qimaqs qui sont liés avec eux, ils commencent à connaître l'islam dès la fin du Xème siècle. On le constate à travers le changement du rite funéraire. Le géographe arabe al-Idrisi cite le savant musulman Qimaq, originaire des steppes du Kazakhstan oriental, Djanah ibn Hakan al-Qimaqi, qui a écrit son œuvre en arabe[28]. Sans doute, le groupe dirigeant des Qimaqs d'Irtych et du Jetisou du Nord-est a assimilé la culture musulmane à l'époque prémongole. Il existe très peu d'information sur l'islamisation des Qimaqs et Qypchaqs, mais des arguments solides permettent d'en parler. Les Qimaqs avaient des relations commerciales avec les pays musulmans ; dans les caravanes qui venaient de ces pays-là, il n'y avait pas uniquement des négociants mais aussi des savants, des diplomates, des soufis. Le séjour des musulmans (Arabes, Boukhariotes, Khwarezmiens, Turcs Qarakhanides) ne se passait pas sans laisser de traces dans la vie spirituelle de la population. Ensuite, certains Qimaqs ont pu être islamisés de force lors des confrontations avec les

[27]La légende raconte que Qorqyt, un poète et compositeur légendaire chez les peuples turcophones, dès sa jeunesse, n'a pas pu se résigner à la vie humaine éphémère, et a donc décidé de lutter contre la mort. Dévoré par ses pensées et rêvant de l'immortalité, Qorqyt quitte les gens, mais partout voit la mort : dans la forêt l'arbre pourri ou tombé, dans la steppe c'est le stipa brulé sous le soleil, même les montagnes puissantes lui dévoilent sa fin proche. Il se tourmente en voyant et écoutant tout cela, et il creuse d'un arbre le premier qobyz. La mélodie jouée sur qobyz émerveille les gens et depuis lors cette musique voyage dans le monde. Quant à Qorqyt, son nom est resté gravé dans les cordes de l'instrument et dans le cœur des gens.

[28] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana,* op.cit., p.145

musulmans Qarakhanides contre lesquels ils ont perdu la guerre. Selon des sources orientales, les Qimaqs étaient en partie sédentaires, on parle de 16 villes qimaqs dont la majorité se trouvait sur les routes commerciales.



Carte 4 : Kazakhstan au Xème siècle

Source : http://www.tarih.spring.kz/kk/history/medieval/maps/

1.2.2.6. Qypchaqs.

L'historiographie soviétique a tendance à diminuer le rôle de l'islam dans l'histoire des Kazakhs et d'autres peuples turcs, et une opinion existe selon laquelle les Qypchaqs[29] jusqu'au XIIIème siècle étaient chamanistes, tout en critiquant des « panturquistes » qui exagèreraient le facteur musulman dans l'histoire des Qypchaqs.

Certes, par rapport à la population du Kazakhstan méridional et de Jetisou, les Qypchaq conservaient davantage les anciennes croyances mais, vers le XIIIème siècle, Decht-i-Qypchaq était islamisé. Même parmi les Qypchaqs occidentaux (Coumans) il y avait des groupes islamisés – qui sont appelés dans les annales russes *Busurman* (Musulmans). L'intensité de la vie religieuse, à un certain degré, dépendait du mode de vie, des liens avec

[29] Les *Qıpşaq* est une des tribus du *Jüz* moyen des Kazakhs

les villes de la région de Syr-Darya et les relations politiques avec Khwarezm. Parmi les premiers convertis à l'islam, se trouvaient les représentants de la noblesse nomade, les khans, les chefs des tribus.

Ahmed Yasawi propageait l'islam dans le milieu des tribus Oghouzes et Qypchaqs en obtenant de leur part le titre de père spirituel *ata*. Bien que les Qimaqs et les Qypchaqs aient été dans leur majorité des nomades, ils complétaient la population sédentaire de Syr-Darya. Les groupes nomades étaient également en relation avec les villes méridionales qui étaient les centres politiques du khanat des Qypchaqs. Syghanaq et Jent dans les descriptions des voyageurs apparaissent comme des centres de la culture musulmane où il y avait beaucoup de soufis.

L'islamisation des Qypchaqs dépendait directement des relations du khanat avec les Etats de Seldjoukides, Khwarezmchahs et des Qarakhanides. Une partie des Qimaq-Qypchaqs est tombée sous la dépendance des Seldjoukides de Khorasan, qui avaient une influence spirituelle importante. Mais le rôle le plus grand dans le sort des Qypchaqs du Kazakhstan a été joué par l'Etat de Khwarezm. Parmi les personnalités connues du Khwarezm prémongol il y avait des savants des steppes qypchaqs. Si le Khwarezm avait besoin du soutien militaire des nomades qypchaqs, ces derniers, en retour, y recevaient l'instruction et la religion. Ainsi le Khwarezm devenait de plus en plus qypchaq. Rachid ad-Din, dans son œuvre, cite des savants qypchaqs parmi lesquels se trouvent des Chinois, Indiens, Ouighours. L'islam était introduit avant tout dans une partie des Qypchaqs qui passaient au service des régents du Khwarezm car la condition principale était la conversion à cette religion. Les khans qypchaqs Qyran (Ikran), Alyp-derek, ont adopté l'islam, en changeant leurs noms vieux-turcs en noms musulmans Qadyr khan et Qayir khan[30]. Les mariages dynastiques ont été habituels entre les deux Etats : le khan qypchaq Qyran a donné sa fille Terken au chah du Khwarezm Tekech. Les Qypchaqs étaient également la force de choc de l'armée du chah Ala ad-din Mouhammed dans la lutte contre les Qaraqytaïs, où ils ont chanté la victoire en tant que *ghazis* en 1210 (la bataille de Talas)[31]. Plus tard, c'est l'invasion mongole qui allait provoquer la chute des villes situées au bord de Syr-Darya, faisant beaucoup de victimes et revivifiant des éléments païens.

Or, la période prémongole se caractérise, au sud de la mer d'Aral, par la mise en place d'une culture mixte arabo-persane qui a fini par intégrer la communauté turcique gagnée à l'islam sunnite. Le territoire kazakh constitue déjà le dernier front de l'islam : des nomades

[30] Gouverneur d'Otrar, connu dans l'histoire comme responsable de l'invasion du Gengis khan en Asie centrale
[31] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana,* op.cit., p. 151

chamanistes y côtoient les représentants d'autres religions. Il est marqué par l'émergence et la dislocation des groupes tribaux dont certains se convertissent à l'islam migrant vers les zones sédentaires méridionales.

L'islamisation des tribus turques ne progressait pas régulièrement. Si, dans la région de Volga (Bulgars) ou dans le Jetisou (Qarlouq, Turguech), la conversion s'accélérait au cours du Xème siècle et si des liens étroits avec les centres musulmans de Mawarannahr, Khorasan, Moyen Orient étaient tissés, les Oghouzes et les Qimaq-Qypchaqs étaient bien en arrière. Il y avait des raisons à cela comme l'éloignement territorial des villes, la grande expansion du mode de vie nomade. Parallèlement, ceux qui transhumaient près des régions musulmanes ou s'étaient sédentarisés dans les villes et villages de la région de Syr-Darya et de Jetisou occidental, ont vite adopté la nouvelle religion.

1.3. L'islam dans l'Empire mongol et dans les Etats post-mongols

1.3.1. Conquête de Gengis-khan

Au début du XIIIème siècle les peuples de l'Asie et de l'Europe ont subi une secousse énorme avec l'invasion des nomades mongols avec Gengis khan à leur tête. Les peuples turco-musulmans de Decht-i-Qypchaq, Jetisou, Mawaranahr et du Turkestan oriental ont subi de grandes pertes matérielles et humaines. Cet événement a eu pour eux des conséquences politiques, ethnoculturelles et spirituelles énormes. Un empire multinational a été créé dont le Kazakhstan a fait partie.

L'historiographie médiévale musulmane explique les incursions périodiques des nomades de l'Est par la prédestination. Les musulmans voyaient en cela le châtiment et la colère d'Allah. Les historiens et théologiens musulmans ont élaboré un jugement relatif à Gengis khan reconnaissant que « le païen juste est meilleur que le gouverneur croyant injuste ».[32]

Gengis khan lui-même n'était pas indifférent à la religion. La question des liens des Mongols avec l'islam est importante et intéressante sous tous les rapports. Selon toute probabilité, « Yassa »[33] et « Biliks »[34] de Gengis khan étaient crées avec la participation des musulmans (avec des marchands, des prêcheurs des pays d'islam qui étaient nombreux en Mongolie depuis XIIème siècle). Par exemple, Yassa reconnaissait comme meilleur le mode

[32] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana*, op.cit., p.153
[33] Nom du code juridique de l'Empire mongol mis en forme sous Gengis Khan
[34] Les sentences de Gengis Khan

musulman d'abattage du bétail (annulé plus tard par Kubilaï). Même avant l'invasion, la Mongolie maintenait des liens commerciaux et culturels intenses avec le Turkestan oriental, la Perse, l'Asie centrale, Jetisou, le Kazakhstan méridional et oriental. Dans la littérature scientifique, on constate que les musulmans sont impliqués dans l'affaire de la fondation de l'Etat mongol : l'élaboration de la structure de l'armée, la codification du droit coutumier.

En Asie centrale et au Kazakhstan il y avait des rumeurs qui couraient sur les Mongols, perçus comme protecteurs du commerce, bienveillants envers les musulmans, tolérants, puissants. Gengis khan se présentait comme le seigneur de l'Est, en appelant Mohamed « le seigneur de l'Ouest ».

Gengis khan connaissait les soufis, avait entendu parler de leur héroïsme spirituel et de sainteté. Cela apparaît de son appel au cheikh du Khwarezm, fondateur de la confrérie Koubrawiyya, Nadjmeddin Koubra, à la veille du siège d'Ourguentch. Avant la prise de la ville, Gengis khan avait envoyé une personne porteuse d'une déclaration spéciale dans laquelle il offrait au soufi la libération, et des privilèges ; et il l'avait même invité à servir à sa cour. Mais Nadjmeddin Koubra a répondu par un refus comme un véritable soufi en partageant le sort d'autres citadins. Les *biliks* (sentences) de Gengis khan conduisent à l'idée d'une influence probable du soufisme, des maximes de Mohamed. Exemple : « Quiconque peut purifier (du mal) son intérieur, pourrait nettoyer sa propriété des voleurs » ou « Parmi la population pacifique, soyez doux comme le petit veau, et pendant la guerre jetez-vous dans la bataille comme un faucon affamé qui attaque son gibier »[35] sont dans l'esprit de l'éthique soufie.

1.3.2. Islamisation de la Horde d'Or (l'*oulous*[36] de Djötchi, 1243-1502)

L'islamisation touche les peuples turco-mongols, lorsqu'ils se lancent à la conquête de l'Asie centrale, aux XIIème-XIIIème siècles. Il est difficile de dater précisément la conversion des souverains de la Horde d'Or, issus des conquêtes de Gengis Khan. Ce n'était pas un processus progressif car tout dépendait, en fait, de la volonté des khans et des régions. De plus, l'islam coexistait avec les croyances traditionnelles des nomades et le christianisme. En majorité, c'était lié à la tolérance religieuse des nouveaux conquérants qui ne donnaient la priorité à aucune des religions. Seul l'émir Edige, qui régnait, de facto, dans les années 1395-1419, avait essayé d'introduire de force l'islam dans la population nomade.

[35] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana*, op.cit., p.168
[36] Division de l'empire de Gengis-khan

Pour conserver leur contrôle politique sur un territoire énorme avec une population multiethnique et pour une interaction étroite avec les villes, la civilisation sédentaire, les Mongols avaient intérêt à s'assimiler avec la population locale. Par le biais de la bureaucratie et du clergé musulman, l'aristocratie mongole cherchait le soutien du trône et le rapprochement avec le groupe dirigeant féodal des pays conquis. Les Mongols, tout en penchant vers l'influence musulmane, ont adopté en définitive l'islam et la langue qypchaq.

Quant à l'évolution de l'islam dans les tribus nomades turcophones comme Qypchaqs, Oghouzes etc., elle est passée par quelques étapes.

La première étape (deuxième moitié du XIIIème siècle) est basée sur l'emprunt de certains éléments de la culture musulmane par la société nomade. L'islam a été adopté par les représentants de l'aristocratie nomade qui occupaient des postes administratifs dans la cour du khan ou dans la chancellerie de ses gouverneurs généraux. L'élite turco-mongole nomade était intéressée par le renforcement du pouvoir du khan et de l'Etat dont la base idéologique était l'islam.

La deuxième étape (la première moitié du XIVème siècle) est liée au processus de l'adaptation de l'islam aux particularités de la société nomade. Les liens culturels stables entre la population sédentaire musulmane et la population nomade animiste étaient définis par les contacts ethnoculturels larges des villes et de la steppe. La diffusion importante de l'islam parmi les nomades qui s'étaient sédentarisés ou presque, d'un côté était provoquée par une certaine adaptation de la culture musulmane aux besoins spirituels, et, de l'autre, était la conséquence de grands changements dans la base socio-économique de la société nomade.

La troisième étape (fin du XIVème siècle - début du XVème siècle) est caractérisée par l'intégration de l'islam dans la culture nomade traditionnelle, lorsque l'islam se transforme en partie organique de la tradition ethnique des nomades turcophones. L'islam est adopté par la population qui devient l'adepte des cheikhs soufis de l'Asie centrale et de la Volga. La propagande du soufisme avait une grande importance dans l'implantation définitive de cette religion à Decht-i-Qyptchaq car elle permettait d'unir de manière souple l'islam avec les traditions et les cultes des nomades. L'activité des missionnaires des ordres soufies parmi les nomades de l'*oulous* de Djötchi prend de l'ampleur à la fin du XIVème et au début du XVème siècle.[37]

L'adoption de l'islam amène des changements dans le domaine de la législation de la Horde d'Or. Une fois qu'il est devenu la religion officielle, le pouvoir du khan obtient sa

[37] VASIL'EV V., « Utverždenie islama kak gosudarstvennoj religii v Zolotoj Orde (Adoption de l'islam en tant que religion d'Etat en Horde d'Or) », http://www.wiki.ru/history/golden_horde/detail.php?ID=86949

légitimité idéologique. La charia devient la base du droit en remplaçant Yassa de Gengis-khan.

La politique de propagande de l'islam a été achevée par le khan Berke (1255-1266). Berke a reçu une formation musulmane à Decht-i-Qypchaq, ensuite il a continué ses études dans les villes de l'Asie centrale. D'après Ibn Khaldoun, il s'est converti à l'islam par l'intermédiaire de Chemseddin (Saifouddin) al-Bakherzi, originaire de Boukhara et disciple du cheikh soufi Nadjmeddin Koubra.

Dans la résidence du khan Berke, il y avait un kadi principal, qui était en même temps interprète de l'arabe au turc, chacun des émirs avait aussi un muezzin et un imam. Berke commence à bâtir les mosquées et les écoles, et fait venir des savants et juristes musulmans. En avertissant le sultan égyptien Malik az-Zahir de sa conversion à l'islam, le khan Berke lui donne la liste de tribus islamisées. Cela signifiait l'introduction des piliers de l'islam en Horde d'Or.

Le khan correspondait avec le calife et maintenait des rapports diplomatiques, culturels et commerciaux étroits non seulement avec l'Asie centrale et l'Iran, mais aussi avec d'autres pays musulmans plus lointains. En Egypte à cette époque régnait Baybars (1250-1277). Les Mamelouks étaient intéressés à établir des contacts avec leur patrie historique, les steppes qypchaq. Cette politique a conduit au renforcement du flot de migration de Decht-i qypchaq en Egypte, et les relations avec l'Egypte sous Berke et Özbek ont contribué à la consolidation de ses bases religieuses. L'union politique de la Horde d'Or et de l'Egypte était assurée par les mariages dynastiques. Le sultan Baybars a donné sa fille à Berke, lui-même se mariant avec la fille de Berke.[38]

Tout en stimulant l'islam, Berke était tolérant envers d'autres confessions, il protégeait le christianisme en Russie. Malgré ses grands efforts, l'islamisation du pays n'était pas terminée. Il revenait à Özbek khan d'accomplir cette mission.

Sous le règne d'Özbek khan (1312-1342), à partir de 1312, l'islam devient la religion officielle en Horde d'Or. Il a fait construire 13 mosquées dans la capitale de la Horde d'Or, Saray. Ibn Batouta lors de son séjour à la cour d'Özbek-khan notait que les Turcs (Qypchaqs) suivaient le rite hanafite mais que l'alcool était autorisé. Le renforcement du rôle politique de l'islam est lié à l'établissement et au développement des relations politico-culturelles avec d'autres peuples, surtout avec l'Egypte mamlouk. A cette époque, l'Egypte cherchait à

[38] « Islam i Zolotaâ Orda » (Islam et l'Horde d'Or), *Info Islam*, 18.02.2012, http://www.info-islam.ru/publ/religija/istorija_islama_u_tatar/islam_i_zolotaja_orda/17-1-0-12561

devenir leader religieux et politique dans le monde musulman. Son adversaire principal était l'Iran des Houlagou dont les nouveaux conquérants mongols restaient païens – ils n'avaient pas adopté l'islam qui, auparavant, avait existé ici. Les régents de la Horde d'Or, néophytes de l'islam, devaient, d'après l'idée des sultans égyptiens, apporter un soutien à cette rivalité pour la cause du salut de l'islam. Ainsi les intérêts militaires et politiques de l'Egypte et de la Horde d'Or étaient masqués par la religion. Le sultan d'Egypte s'adressait à Özbek-khan comme « sultan musulman et de l'islam, sultan des Mongols, Qypchaqs et des Turcs ». C'est notamment au moment du rapprochement avec l'Egypte que le premier pèlerinage des nomades turcs s'effectue à la Mecque (fin XIIIème siècle). A cette époque-là les khans et les chefs des tribus de l'Asie centrale avaient coutume d'envoyer quelqu'un pour faire le hajj car souvent ils ne pouvaient pas quitter leur pays pour longtemps, mais par contre ils possédaient des richesses importantes. *Wakil al-hajj* ou *bedel-qajı*, la personne ayant fait le pèlerinage obtenait le titre du hajj ainsi que le khan qui l'avait envoyé, un exemple est celui du khan Berke.

Dans le folklore kazakh sont conservés les chansons et les dictons qui parlent des temps d'Özbek. « *Din Özbekten qalḡan* » (La religion est restée d'Özbek), « *Özbek hannıñ tusında atamız qazaq din baqqan, Altın orda handarı jerdiñ jüzin şañdatqan* (Au temps d'Özbek khan, les ancêtres des Kazakhs s'occupaient de la religion, les khans de la Horde d'Or étaient connus partout).[39]

Ainsi la politique d'Özbek et de son fils Janibek a fini par l'assimilation des Mongols et des Ouighours par la population turco-musulmane et aussi l'islamisation des Qypchaq, interrompue par l'invasion mongole. A partir du XIVème siècle, sur le territoire de la Horde d'Or, le rite funéraire musulman a absolument dominé.

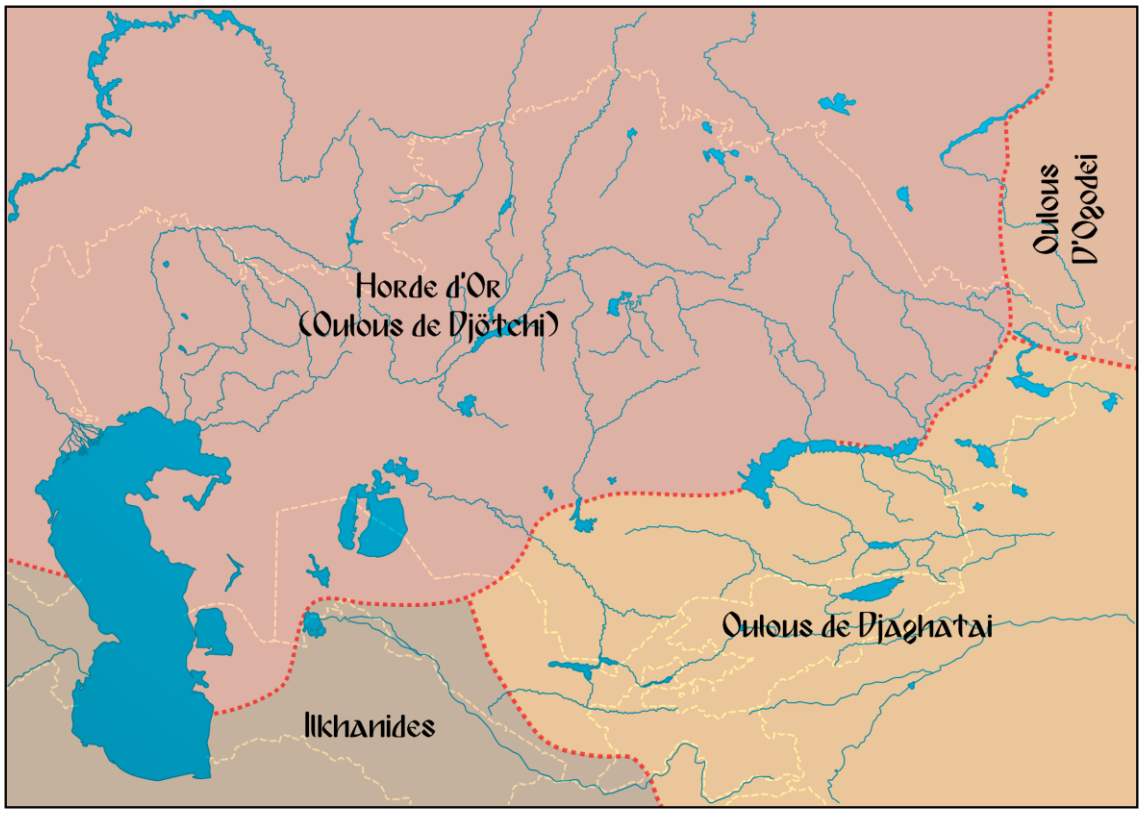
Imitant les gouverneurs d'Egypte, de la Perse et du Mawarannahr, Özbek a apporté un grand soutien à la religion, à la science et à l'art. Saray et d'autres villes sont devenues les lieux de rassemblement des savants, poètes et soufis. De la période qypchaq-noghay datent plusieurs monuments architecturaux du Kazakhstan, y compris les mosquées des grottes de Manghystaou. La mosquée Chaqpaq ata (XIV s) a été construite avec l'appui du gouverneur Toghlouq Timour, le représentant du khan Özbek.

Le fils d'Özbek, Janibek, ayant obtenu une formation musulmane, a joui de la réputation de khan juste et sage. Dans la tradition kazakhe il est appelé *Äz-Jänibek* (saint, prêcheur, soufi, de l'arabe *aziz*). La base de la politique religieuse et culturelle de Janibek était

[39] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana,* op.cit., p.185

le renforcement de la charia dans le pays, l'éradication du séparatisme périodique de la noblesse nomade.

L'islam devient un thème de préoccupations des gengiskhanides dans tous les Etats turcs de la période post-mongole : Aq Orda, Etat des ouzbeks nomades, Horde de Noghaï, Mogholistan, le Khanat de Sibir et d'autres. Dans tous ces Etats-là, l'islam était la religion officielle.



Carte 5 : *Oulous* des gengiskhanides

Source : http://www.tarih.spring.kz/kk/history/medieval/maps/

1.3.3. Politique des gengiskhanides vis-à-vis de l'islam.

1.3.3.1. Adoption de l'islam par l'oulous de Djaghataï (1222-1370)

Les relations mongolo-musulmanes étaient surtout favorables dans le Jetisou et Turkestan oriental. Ici au lieu de mener une politique anti-musulmane, comme c'était le cas des Qaraqytaïs et des Naïmans, les Mongols ont manifesté de la tolérance religieuse et même de la bienveillance envers les musulmans. Bien avant sa campagne centrasiatique, Djebé a

édité un ordre en Kachgarie et Jetisou, selon lequel le droit de la pratique publique des rites religieux était rendu aux musulmans. De ce fait, le Jetisou a accepté le pouvoir des Mongols de plein gré.

Après la division de la Horde d'Or entre les fils de Gengis-khan, les régions du Kazakhstan méridional, Jetisou et Mawarannahr se retrouvent sous le pouvoir de Djaghataï et les terres lui appartenant s'appellent l'*oulous* de Djaghataï.

Djaghataï et son entourage proche avaient des dispositions négatives pour la culture musulmane en idéalisant « Yassa ». Parmi ses descendants dans l'*oulous* de Djaghataï, à partir des années 1260, une lutte des représentants de deux courants opposés a été entamée. Les conservateurs, qui s'opposaient à la vie sédentaire et au rapprochement avec la tradition locale, étaient confrontés à la partie de l'aristocratie mongole qui comprenait la nécessité de la transformation culturelle. L'influence de l'islam et de la culture citadine essentiellement venait du côté du Mawarannahr, c'est pour cela que le sens de la lutte des deux groupes se définissait par « la question sur Mawarannahr ». En réalité, c'était la question du sort culturel des Mongols dans le monde de l'islam. Le qurultay[40] de 1269, consacré à cette question, n'a pas levé l'état critique de la polémique, il a reconnu l'indépendance des *oulous* de Djaghataï, Djötchi et d'Ogedey et a établi la paix entre eux.

Les différences culturelles et psychologiques entre les Mongols de Jetisou et du Turkestan oriental, d'un côté, et des Jalayirs, Barlas qui se sont sédentarisés au Mawarannahr, de l'autre, augmentaient rapidement. Les Mogols, fiers de la pureté des traditions nomades, appelaient les musulmans-djaghataïdes péjorativement *qaraounas* (métis), quant à ces derniers, ils considéraient les habitants de Jetisou comme des « barbares arriérés et violents » en les appelant *djete* (brigands). Finalement, ces différences ont conduit au schisme politique de l'*oulous* de Djaghataï en deux Etats, Mawarannahr et Mogholistan.[41]

Comme dans d'autres *oulous* héritiers de l'empire de Gengis-khan, les khans djaghataïdes étaient de différentes confessions. Par exemple, Moubarak chah et Barak étaient musulmans, tandis que Kebek non. La lutte entre deux lignes s'est accentuée pendant le règne de Kebek (1318-1326). Même s'il n'était pas partisan de l'islam, ses conseillers étaient musulmans, et particulièrement le prêcheur Badr ad-Din Maydani. Kebek a emprunté les éléments progressifs du système étatique des pays musulmans : en imitant Ghazan khan, il a effectué la réforme monétaire, et a développé les liens culturels avec l'Iran et les Etats du

[40] Assemblée générale dans le monde turco-mongol
[41] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana*, op.cit., p. 175

Moyen-Orient. Ces mesures ont rencontré une réaction réservée et parfois une animosité ouverte de la part des élites nomades.

Après la mort de Kebek, il y a de nouveau un essor de la politique anti-islamique. En raison de divergences idéologiques, les khans Ghazan et Tarmachirin ont été tués. Au Mawarannahr régnait un morcellement féodal. La tendance objective de l'intégration politique du Mawarannahr sur la base d'islam, le fusionnement complet et irrévocable des Mongols djaghataïdes avec la culture turco-musulmane locale ont amené l'apparition sur la scène historique de Tamerlan. Le caractère progressif des réformes de Tamerlan, la création d'un Etat fort centralisé islamique s'accompagnent d'un essor culturel, qui a pris le nom de la « renaissance de Tamerlan » dans la littérature. Une des actions les plus connues de l'émir est la construction du mausolée Qoja Ahmed Yasawi à Turkestan, au sud du Kazakhstan.

Parmi les khans djaghataïdes ayant adopté l'islam, se détache la figure du khan Tarmachirin (1326-1334). Son sort personnel et son activité politique sont intéressants d'un point de vue de l'islamisation des Mongols. Le prénom du khan est une forme altérée iranisée d'un prénom bouddhique Dharmachila qui veut dire « adepte de dharma » c'est-à-dire de la loi bouddhique. Cela donne à penser qu'il confessait le bouddhisme. Converti à l'islam, il devient un admirateur des soufis et même se joint à leur pratique grâce à son maître spirituel, le cheikh soufi d'Otrar Houssam ad-Din al-Yagi à qui Tarmachirin obéissait sans discussion. Il soutenait les cheikhs, les savants, construisait les mosquées, zawiyas, patronnait les tombeaux des saints à Boukhara, Samarcande et dans d'autres villes et il a établi des relations commerciales et diplomatiques avec les pays musulmans. Beaucoup de négociants, voyageurs et diplomates venaient de l'Iran, de la Syrie et de l'Egypte. Tamachirin fut tué dans l'insurrection de la noblesse nomade qui n'avait pas apprécié la rupture brusque du khan avec les traditions mongoles et sa conversion à l'islam.

1.3.3.2. Mogholistan (1346-1706)

La partie orientale de l'*oulous* de Djaghataï, Mogholistan, était loin derrière le Mawarannahr sur le plan de l'islamisation. Mais, vers le milieu du XIVème siècle, dans les régions de Jetisou et Kachgar les tendances proislamiques se renforcent. Le tournant radical vers l'islam est lié au nom du djaghataïde Toghlouq Timour, élu khan du Mogholistan en 1348.[42] Il prend des mesures décisives sur le plan de la consolidation des positions de l'islam.

[42] BASILOV V., KARMYŠEVA J., « Qazaqtardıñ isläm dinin qabıldawı » (L'adoption de l'islam par les Kazakhs), *Nomad*, N°5, 2006

A partir du XIVème siècle, l'islam joue déjà un rôle important dans la vie du Mogholistan. Les circonstances de la conversion à l'islam sont liées à la rencontre avec le cheikh boukhariote Djamaladdin.

D'après *Tarikh-i-Rachidi* de Doulati, les Moghols se sont convertis à l'islam officiellement dans la deuxième moitié du XIVème siècle, après la conversion de leur régent Toglouq-Timour en 1352/1353. Judin V. indique aussi qu'une des tribus mogols, Choras s'est islamisée avec Toghlouq-Timour. Cela veut dire que toutes les tribus n'ont pas adopté l'islam et que la date de la conversion du régent reflète plutôt le moment initial de l'islamisation des Mogols. En 1408, le pouvoir passe à Mouhammed-khan, connu pendant ses 8 ans de règne pour l'islamisation d'une grande partie de sa population. Il oblige la population à s'habiller à la musulmane et, en 1416, édite une loi sévère selon laquelle celui qui n'a pas de turban sur la tête est puni par des clous enfoncés dans sa tête. [43]

D'autres khans du Mogholistan suivent la politique proislamique de Toghlouq Timour tout au long des XIVème-XVIème siècles. Pour cet Etat centrasiatique qui a un rapport avec l'histoire des Kazakhs, Kirghizes et Ouighours, la religion est étroitement liée aux facteurs géopolitiques. Le voisinage avec les pays non-musulmans (Djoungarie, Chine, Tibet, Inde) trouve un écho direct dans la politique intérieure et extérieure, la culture et le mode de vie de la population. Cette circonstance a aussi des côtés positifs. La rencontre d'Appaq-khodja, soufi connu du Turkestan oriental, avec le dalaï-lama tibétain est symbolique et caractéristique de cette période-là. Ils sympathisent et le dalaï-lama écrit aux Oïrats une lettre pour qu'ils puissent aider à résoudre la dispute politique pour le pouvoir au Kachgar au profit d'Appaq-khodja[44]. Pourtant cet exemple de compréhension spirituelle mutuelle est assez rare pendant le Moyen Age.

Le djihad est devenu la stratégie principale de la politique extérieure des khans du Mogholistan, surtout après le XVème siècle lorsque les Oirats (Djoungares) ont commencé à changer les frontières de l'Etat. Dans le domaine des guerres religieuses s'illustre Ways khan (1418-1429), *murid*[45] du cheikh Mouhammad Kachani (l'ordre de Naqchbandiyya). Il interdit d'attaquer les musulmans, dirigeant ses combattants contre les Oïrats, lui-même étant le *murid* de Mouhammad Kachani de l'ordre Naqchbandiyya. Il réussit à convertir à l'islam le chef des Oïrats Isan-taïcha, en lui donnant sa sœur Makhtoum-khanoum en mariage. Ce fait ne manque

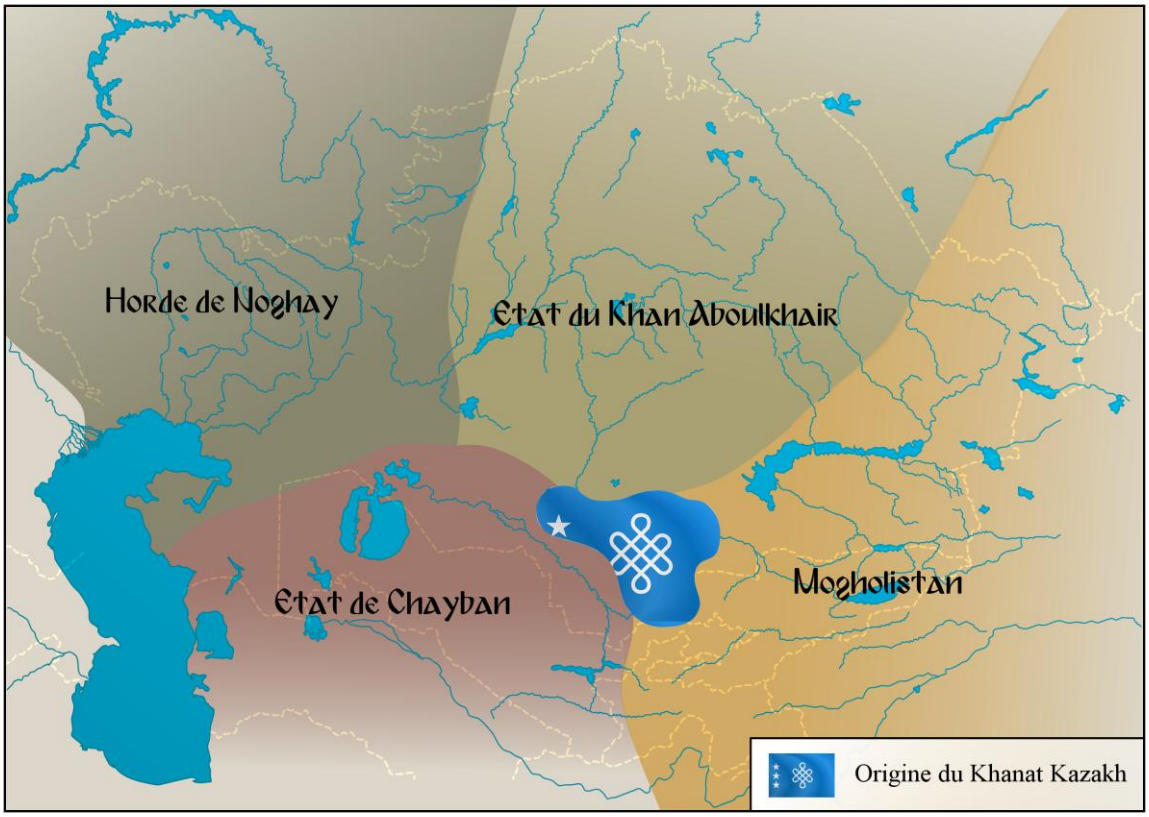
[43] STUART D., *Religiâ kazahov v XV-XVIII vv (Religion des Kazakhs aux XV-XVIII siècles)*, Thèse de doctorat en histoire, Institut d'orientalisme Süleymenov, Almaty, Kazakhstan, 2002, p.50

[44] Cela avait des conséquences graves pour le peuple ouïghour et dans l'historiographie ouïghour contemporaine sa personnalité est vue négativement

[45] Adepte du cheikh soufi

pas de provoquer des conflits parmi les Oïrats. D'autres exemples de conversion des Oïrats ne sont pas rares au cours du XVIème-XVIIIème siècles. Surtout cela s'est passé grâce à l'aide des soufis de Naqchbandiyya (Khodja Ishaq, Divana Machrab).[46]

Abdar-Rachid khan dont l'éducateur était Muhammad Haidar Doulati mène *ghazawat*[47] avec les Kalmouks et Kirghizes ; il est le *murid* du khodja kachgar connu Mouhammad Charif, de l'ordre Waysiyya. Ce soufi-là, ressortissant de Saïram est vénéré au Turkestan oriental comme le saint qui a diffusé l'islam parmi les nomades chamanistes dans les régions frontalières de la Djoungarie et de la Chine.



Carte 6 : Le territoire du Kazakhstan au XVème-XVIème ss

Source : http://www.tarih.spring.kz/ru/history/medieval/maps/

1.3.3.3. Etat d'Aboulkhair khan (1428-1480)

L'Etat d'Aboulkhair khan, dont le khanat kazakh a hérité des traditions était un Etat nomade typiquement musulman. L'idéologie officielle était l'islam du rite sunnite (hanéfites). La base législative et judiciaire était la charia, il y avait un poste du cadi supérieur- l'autorité

[46] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana*, op.cit., p.193
[47] La forme du djihad, la lutte armée

suprême dans les questions religieuses et juridiques. L'abondance des termes et des titres arabo-perses qui ont rapport avec la gestion étatique (*naïb, amir-i-chikar, moubachir* etc) est tout à fait caractéristique. Le clergé jouait un grand rôle dans l'Etat. On donnait une grande importance à l'éducation, la population faisait le pèlerinage. Les représentants de la religion on assisté à la cérémonie de l'intronisation d'Aboulkhair khan au Decht-i-Qypchaq à côté des chefs des tribus ouzbeks. Le khan était entouré des *khodjas*[48] (cheikhs), voyant dans leur présence le soutien religieux de l'Etat.

On peut juger quel était le rôle du clergé dans la vie politique à partir d'une réunion qu'Aboulkhair a organisée avant de faire incursion au Khwarezm en 1431. La plupart des chefs des tribus et des sultans ont voté contre cette idée, souhaitant éviter les relations avec Chahrouh (timurides). A l'exception des *seyids*[49] Qoul Muhammad et Qara Qaid qui ont soutenu cette idée et tous les autres chefs étaient obligés de donner leur accord.

Aboulkhair faisait des incursions contre les Oïrats qualifiant ces actions de guerre sainte. De même pour son petit-fils Mouhammed Chaybani qui menait les guerres avec le khanat kazakh en leur attribuant une portée religieuse. En particulier il voulait obtenir du clergé boukhariote une fatwa sur l'infidélité des Kazakhs.[50]

1.4. Attitude des khans kazakhs envers l'islam (1456-1731)

Après la chute de la Horde d'Or et la formation sur ses ruines des possessions féodales, au milieu du XVème siècle, s'est formée la communauté ethno-sociale kazakhe qui est due à la scission des nomades turco-mongols chaybanides pendant la gouvernance d'Aboulkhair. Ceux du sud, demeurés fidèles à Aboulkhair, restèrent à proximité du Syr-Daria et furent appelés les Ouzbeks. Les autres firent dissidence en partant avec des sultans-gengiskhanides Jänibek et Kerey dans le Jetisou entre 1458 et 1462 et portèrent désormais le nom de Kazakhs, « hommes libres ». Ainsi, l'ethnonyme « Kazakh » est devenu un nouveau nom collectif des tribus nomades turcophones auparavant appelés « Ouzbek » et plus tôt encore Qypchaq.

Les Kazakhs combattirent les Ouzbeks, tuèrent Aboulkhair en 1468 et leur pouvoir s'est vite répandu dans tout l'ex-*oulous* ouzbek. La consolidation de l'Etat Kazakh dans la 2e moitié du XVème siècle a amené une unification dans le cadre d'une formation politique de toutes les tribus turcophones de Decht-i-Qypchaq et du Turkestan. Dans le même temps, les

[48] En Asie centrale c'est une personne dont la lignée remonte aux missionnaires arabes de l'islam
[49] Titre honorifique chez les musulmans utilisé pour se référer à ceux qui disent être descendants du prophète
[50] NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana,* op.cit., p. 198

Kazakhs s'organisèrent en trois *jüz* (hordes) principales : la « grande » (Ulı) au sud-est – Jétisou, la « moyenne » (Orta) dans le nord et l'est du Kazakhstan et la « petite » (Kişi) à l'ouest du pays, du Chou à l'Oural[51]. Les hordes kazakhes ou *jüz* sont une fédération ou une union de tribus nomades, formées dans un but militaire, défensif, qui correspondent à trois zones géographiques au Kazakhstan, comprenant pour chacun pâturage d'été et pâturage d'hiver.

Les Etats comme Mogholistan et le khanat d'Aboulkhair ont servi de base pour le khanat kazakh. Dans l'ethnogenèse des Kazakhs, la population du Mogholistan a joué un rôle spécial. Les liens ethniques entre les Kazakhs et les Mogols étaient étroits. Les tribus doulat et qangly ont fait partie de Grand Jüz des Kazakhs, tandis que les Kereyits- celui du Moyen. D'autres tribus des Mogols sont parties chez Aboulkhair-khan. Dans la deuxième moitié du XVème siècle, les Kazakhs habitaient parmi les Mogols dont l'économie avait des traits identiques avec l'économie des Kazakhs. C'est pour cette raison que la politique des Mogols dès l'adoption de l'islam eut un impact sur les Kazakhs.

L'islamisation plus intensive des périphéries nomades de la région centrasiatique se fait au cours de XVIème siècle comme résultat de la formation de l'ethnie kazakhe. Les données archéologiques sur le territoire du Kazakhstan datent des funérailles musulmanes des XIIIème-XIVème siècles. Mais en même temps il existait des enterrements avec des objets, qui témoignent de la croyance d'une vie dans un autre monde. Dans les villes de Syr-Darya on peut trouver des informations sur la crémation des défunts jusqu'à XVème siècle ce qui prouve la présence des croyances antéislamiques.

Le nouvel Etat centrasiatique a conservé en général la continuité des formations politiques existant avant lui. Par analogie avec l'Etat d'Aboulkhair, le khanat kazakh a reconnu l'islam comme religion officielle. L'introduction de l'islam avec la formation de l'ethnie kazakhe a favorisé le renforcement du pouvoir des khans et l'union de différentes tribus en une communauté unique. Les habitants du khanat suivaient le rite hanafite du sunnisme mais dans la vie sociale et privée une sorte de synthèse de l'islam avec les éléments du tengrisme et du chamanisme était formée.

Dès le début, l'Etat s'est appuyé sur les normes juridiques musulmanes. Tous les khans kazakhs commençant par Kerey et Jänibek jusqu'au dernier khan Kenesarı ont exprimé leur attachement à la charia. Les lois d'Esim *(« Esim xannıñ eski jolı »)* comme celles de

[51] D.FARALE, *Les batailles de la région du Talas et expansion musulmane en Asie Centrale*, Paris, Economica, 2006, p.171

Qasım (« *Qasım hannıñ qasqa jolı* ») et de Täwke étaient basées sur la charia, dans son interprétation soufie.

« *Jeti jarğı* »[52] de Täwke khan[53] a représenté le droit musulman national, une sorte de la charia kazakhe. L'essence islamique de « *Jeti jarğı* » apparaît dans les normes du droit administratif, pénal et civil comme la punition sévère pour l'apostasie, les privilèges aux khodjas, la consécration de zakat, ouchour etc. Si quelqu'un s'est converti au christianisme, ses proches partageaient sa propriété[54].

En même temps, les normes juridiques étaient liées au droit coutumier (*adat*), bien enraciné dans la steppe. Il est connu que l'islam a consacré plusieurs normes et traditions de l'*adat*, ce qui rendait souvent difficile la distinction nette entre l'*adat* et la charia. On trouve cela dans « Jeti jarğı" car, dans la société kazakhe, le mélange des éléments de l'islam et des traditions populaires s'est perpétué. Par exemple, l'ancienne coutume des fiançailles des enfants (*Besik quda*). Selon cette tradition, lorsque le degré de parenté est éloigné, les intéressés renouent leurs liens avec des fiançailles entre leurs enfants ou les enfants de proches. L'islam a accepté aussi la pratique de la dot (*qalıñ mal*).

Donc, le renforcement des positions de l'islam s'est déroulé en interaction avec les croyances traditionnelles. Le syncrétisme religieux a eu lieu, quand la pratique de l'islam se mariait avec la conservation des anciennes traditions de l'animisme et du chamanisme comme l'adoration des ancêtres.

La structure de la société dans le khanat kazakh où l'aristocratie appelée « os blanc » (*aqsüyek*) avait des positions dominantes était reconnue par une consécration législative. L'aristocratie était à part de la division en *jüz* des Kazakhs. Cette couche se composait de gengiskhanides qui formaient la descendance de Gengis-khan et aussi des *qoja* considérés comme descendants des compagnons du prophète Mohammed. Les *qoja* étaient désignés comme une couche à part dans les lois de Täwke, ce qui montre le statut social élevé de l'islam.

Cet ordre privilégié *qoja* s'est formé dans la période entre XVIème et XIXème siècles, divisé en deux sous-groupes, les *seyit* et les *qoja*. Ils jouissaient d'une grande autorité au sein

---

[52] Le mot « *jarğı* » probablement vient de l'arabe *charia*

[53] Jusqu'au début du XXème siècle, en tant que relique, a été conservé le drapeau vert islamique de Täwke khan. Pendant la résurrection libératrice nationale de 1916, les *aqsaqals* (chefs des tribus, littéralement « la barbe blanche ») avec la lecture du Coran évoquaient l'esprit des khans, ont transmis solennellement ce drapeau à Amangeldi Imanov et ses guerriers.

[54] "Qazaqstandağı dinder", *Centre de consultation religieuse, psychologique et juridique de la région de Qyzylorda*, http://www.antisekta-kyzylorda.kz/kaz/content/kazakstandagi-dinder

de la société traditionnelle car ils étaient considérés comme les descendants du prophète et de ses compagnons.

La nouvelle classe aristocratique appartenait, dans les représentations kazakhes, à l'ordre des « os blancs », ce qui prouve l'adaptation des conditions religieuses aux attributs locaux du pouvoir. Pourtant les *qoja* étaient précédés des *töre*, les descendants de Gengis Khan, qui avaient constitué le premier ordre aristocratique parmi les Kazakhs. Les classes dirigeantes comme les khans et les sultans soutenaient les activités missionnaires des *qoja* de sorte qu'ils étaient montés en force. Les gengiskhanides kazakhs utilisaient l'islam pour leur propre politique profitant des liens étroits des qoja avec les élites musulmanes des proto-Etats de l'Asie centrale et du Turkestan oriental. Ainsi, des groupes entiers de sultans kazakhs deviennent *murid* auprès de *pir*[55] turkestanais. Un niveau plus élevé de l'alphabétisation et un degré supérieur de l'islamisation caractérisent les élites gouvernantes du reste de la population nomade. Cet enracinement de l'islam transparaît dans les noms propres utilisés par les khans et sultans qui portaient le préfixe *seyit* pour prouver leur appartenance à une lignée religieuse prestigieuse. Avec des anthroponymes d'origine arabe et perse, la noblesse kazakhe voulait souligner l'appartenance à la civilisation musulmane et montrer son instruction. Dans le milieu des os blancs et des chefs des tribus, le nom de Mouhammed et ses dérivés, les versions composées, était à la mode. Ainsi, l'ancêtre des khans kazakhs Orıs khan s'appelait Muxammad (Orıs- pseudonyme). Les prénoms complets des khans Täwekel- Täwekel-Muxammed, Esim- Eşmuhammed, Tursın khan- Tursın-Muxammed. Les khans kazakhs Qasım, Haqq-Nazar, Äbilmämbet, Äbilmansur (Abılay), Äbilqayır, Jäñgir (Jahangir) portaient les noms arabo-persans. Les noms arabes se métamorphosaient plus souvent et on trouve que Ormämbet, Narmämbet, Ayımbet, Maxambet viennent de la racine Mouhammed. Des prénoms comme Serğazı, Qurmanğazı, Qumarğazı, Äbilğazı se terminent par *ghazi*[56].

Au-delà, les gengiskhanides épousaient des femmes appartenant aux groupes des *seyit* ou *qoja* et essayaient de trouver pour leurs filles et leurs sœurs un époux, et tout cela pour être proches de l'ordre *qoja*[57]. Une fois apparentés, ils avaient du prestige aux yeux des nomades et trouvaient une légitimité auprès des élites des pays musulmans voisins. Cependant l'augmentation de leur nombre comme celui des *töre*, a impliqué l'adaptation de ce groupe social aux conditions de vie dans la steppe. Avec la colonisation des steppes au sein de

[55] Du persan, le chef des soufis
[56] *Ghazi*-participant de guerre sainte
[57] KUCHKUMBAEV S., Les combinaisons paradoxales de l'islam kazakh : renouveau institutionnel, identité nationale et politisation. In : LARUELLE M., PEYROUSE S., *Islam et politique en ex-URSS, Russie d'Europe et Asie Centrale : actes enrichis du Colloque de Kazan, 1-2 avril 2004,* Paris, L'Harmattan, 2005, p.210

l'Empire russe, l'aristocratie perd ses anciens privilèges et les *qoja* comme les *töré* se transforment en groupes claniques.

Tous les khans ont prêté serment sur le Coran. Les textes des serments des khans, sultans, chefs des tribus kazakhs en rapport avec le protectorat russe montrent que les deux côtés ont perçu l'appartenance musulmane des Kazakhs comme un fait logique. Les khans kazakhs s'occupant du renforcement des bases spirituelles et idéologiques, soutenaient l'ouverture des *medreses*[58], des mosquées. Comme bien d'autres nomades turcs, les représentants de la dynastie kazakhe se disaient musulmans du rite hanéfite et étaient parmi les *murids* des cheiks soufis centrasiatiques. Les représentations anciennes turques sur les « qaghans homologues des cieux » dans la synthèse avec la philosophie islamique ont fait partie de la base de la conception kazakhe sur le khan comme le cœur ou la tête de l'organisme étatique. Les privilèges de « l'os blanc » signifiaient en même temps l'acceptation d'une haute responsabilité pour le sort du peuple. Le blanc comme le synonyme de l'énergie généreuse et divine symbolisait la relation avec le haut monde et les forces spirituelles. Le khan devait incarner les meilleures qualités du peuple. Les khans comme Qasım, Täwke, Abılay étaient adorés et vénérés dans les chants populaires car ils correspondaient à l'idéal canonique des héros-chefs[59].

Sur le plan du pèlerinage, les représentants d'« os blancs » étaient plus assidus à cette pratique que d'autres couches sociales. Dans les sources, on parle des khans de Khiva qui faisaient le hajj au début du XVIIIème siècle.[60] Le hajj était une question de prestige pour l'aristocratie, dans une certaine mesure. Voir les villes comme la Mecque, Médine, le Caire, Istanbul de ses propres yeux était le rêve de chaque Kazakh.

L'influence des cheikhs soufis surtout des Djouïbari s'est faite sur les khans kazakhs. La famille des cheikhs naqchbandiyya Djouïbari était très populaire en Asie centrale et ailleurs au XVIème siècle. Ainsi, le khan Qasım, pendant le règne duquel l'Etat kazakh a atteint sa puissance suprême, a été considéré comme soufi. Il était le *murid* du cheikh boukhariote Abou Bakr Saad qui a joué un grand rôle dans la vie politique et spirituelle de l'Asie centrale du XVIème siècle. Les liens des Kazakhs avec les soufis centrasiatiques des XVIème-XVIIIème siècles continuaient d'être intensifs et effectifs : on signale la popularité parmi les Kazakhs du *pir* Abou Ar-Rahman khodja, l'activité du soufi Loutfoulla Tchousti. A

[58] Ecole secondaire musulmane

[59] Le héros *er, mart* chez les Kazakhs est une personne harmonieusement développée, la force physique et la bravoure vont de pair avec la perfection morale.

[60] NURTAZÏNA N., « Islam v Kazahskom hanstve (XV-XVIII vv) (Islam dans le khanat kazakh (XV-XVIIIème ss)) », Almaty, Qazaq universiteti, 2009, disponible sur : http://doc.nlrk.kz/result/ebook_142/index.html#ps

la fin des événements de 1598-1599, le Turkestan, Tachkent et Ferghana ont fait partie du Khanat kazakh et cela a été ratifié par le contrat entre les khans kazakhs et ceux de l'Asie centrale par le biais des cheikhs de l'ordre naqchbandiyya. Même plus tard, les cheikhs soufis souvent ont pris le rôle de pacificateurs contribuant ainsi à la stabilisation politique.[61]

Les mariages dynastiques parmi les sultans et khans du Kazakhstan, de l'Asie centrale, du Kachgar ont occupé une place importante parmi les facteurs de l'union culturelle, spirituelle et idéologique. Ainsi la sœur du khan kazakh Tursın-Muxammed, Hanım padişax s'est mariée avec le fils de Chaybani khan Mouhammad Timour Bahadur sultan. Esim khan s'est marié avec la fille d'Abd ar-Rahim khan du Mogholistan etc.

Un autre aspect de la vie religieuse dans le khanat kazakh était la conception de la guerre sainte. Cela s'explique par l'aggravation de la situation au Kazakhstan aux XVIIème-XVIIIème siècles, avec l'avancée des Russes et des Djoungars sur le sol kazakh, tous les deux hétérodoxes et représentants d'autres civilisations. Les khans kazakhs comme Täwekel et d'autres utilisaient le slogan du djihad pour lutter contre les Oïrats au cours du XVIIème-XVIIIème siècles. Sur ce plan de *ghazawat*[62] contre les Oïrats, le nom d'Esim-khan est devenu célèbre. Il entretenait des relations étroites avec les soufis-khodjas de Kachgar et de l'Asie centrale. La compréhension du danger commun de l'Est (Djoungars, Chinois) a amené à l'union spirituelle de la population du Kazakhstan et de l'Asie centrale. Appaq khodja, Ishaq khodja et d'autres cheikhs soufis de Kachgar jouissaient d'une grande autorité auprès des Kazakhs et des Kirghizes.

Pour les guerriers kazakhs, les Oïrats n'étaient pas uniquement les agresseurs mais aussi *kafirs*[63]. La légende veut que le khan Abılay fasse la prière spéciale de 2 *rakats*[64] demandant au Dieu la victoire devant chaque bataille comme le faisait Tamerlan. Les Kazakhs l'ont considéré comme *ärwaq* incarné en sa personne, envoyée pour effectuer de grandes réalisations.

---

[61] « Islam v Kazahskom hanstve » (Islam dans le khanat kazakh), *Kaz-eksams.ru*, http://kaz-ekzams.ru/889-islam-v-kazaxskom-xanstve.html
[62] Selon une légende même le mot « qazaq » viendrait de « ghazi haq » (véritable guerrier de l'islam)
[63] De l'arabe « infidèle »
[64] Unité de prière musulmane

Carte 7 : Le Khanat kazakh et trois jüz

Source : http://www.fond-astana.ru/kazaxskoe-xanstvo/

Conclusion de la première partie

L'islamisation des habitants du Kazakhstan s'est faite par vagues successives et a duré des siècles. Pour la première fois, l'islam est arrivé avec les conquêtes arabes d'Asie centrale, touchant le sud extrême du Kazakhstan. La bataille du Talas de 751 entre les armées arabes et chinoises a joué un rôle important pour l'avenir de cette région. La tribu turque Qarlouq a apporté une aide aux Arabes, qui repoussent alors les Chinois de cette région pour des siècles. Cela marque également la fin de l'islamisation par force. Les Qarlouqs et les Oghouzes se convertissent petit à petit à l'islam mais leur conversion massive se déroule aux X-XIIème siècles.

Cette vague est liée au nom du khan des Qarakhanides Satouq Boghra khan qui proclame l'islam comme religion officielle. C'était le premier Etat turc musulman en Asie centrale. Le voisinage avec le pays des Samanides joue aussi un rôle sur le processus d'islamisation car les Turcs au contact des Perses subissent leur influence. L'arrivée au

pouvoir des Qaraqytaï bouddhistes frappe un coup dur sur la position de l'islam. Alors c'est la sensibilité soufie qui va s'exprimer, elle se développera pendant la période mongole.

L'invasion de Gengis-khan au XIIIème siècle arrête pour le moment ce processus car les khans agissaient de différentes façons. Les uns niaient et persécutaient l'islam, d'autres, au contraire, l'encourageaient. Mais avec l'assimilation des Mongols dans l'environnement local, il prend de l'ampleur et devient la religion officielle sous le khan Özbek. La conversion permettait d'établir de bonnes relations avec les pays musulmans. Une fois la Horde d'Or éclatée, les Etats héritiers comme le Mogholistan, le khanat Özbek et la Horde de Noghaï continuent les traditions islamiques.

Le khanat kazakh, créé au milieu du XVème siècle, proclame aussi l'islam comme la religion d'Etat faisant introduire en partie la charia, car la législation était basée pareillement sur les traditions locales l'*adat*. Cette synthèse était établie dans les lois des khans Esim, Qasım et de Täwke.

C'est notamment cette dualité entre l'islam et les rites populaires qui va confondre plus tard les Russes lorsqu'ils se lancent à la conquête de l'Asie centrale et essaient de convertir les Kazakhs au christianisme.

Deuxième partie

L'islam face à l'Empire russe

2.1. L'Empire russe et l'islam au cours de la colonisation des terres kazakhes. (XVIIIème siècle-Ière moitié du XIXème siècle)

2.1.1. Conquête des khanats musulmans et enjeu religieux

C'est à partir du XVIIIème siècle que le territoire du Kazakhstan entre dans les enjeux politiques de la Russie tsariste. En 1731, le *Jüz* cadet intègre l'Empire ; quant au reste du Kazakhstan, la colonisation va se poursuivre jusqu'à la deuxième moitié du XIXème siècle, marquant ainsi la fin des khans kazakhs. Bien avant les Kazakhs, d'autres populations turcophones et musulmanes ont été vaincues par le colonisateur russe.

La politique de la Russie par rapport à l'islam dépendait des circonstances historiques, du contexte politique, des liens culturels de la Russie avec l'islam, et aussi de ses particularités « civilisatrices ». La nécessité d'élaborer une politique vis-à-vis des sujets musulmans est apparue en Russie dès le temps de la conquête des Etats musulmans- des khanats de Kazan, Astrakhan, Sibir, c'est-à-dire à partir du XIVème siècle. Tout d'abord, la Russie à renoncé aux traditions de la Horde d'Or dans les relations avec les hétérodoxes, limitées par la levée des tributs et la non-intervention dans la vie intérieure de leur communauté.

Mais déjà au XVIIIème siècle, l'église orthodoxe et l'Etat ont pris une orientation en vue de l'élimination de l'islam. Celle-ci débute par un oukase du 11 septembre 1740 à l'office de christianisation de Kazan, où était prescrite la conversion des Tatars et des Bachkirs à l'orthodoxie. L'oukase du 19 novembre 1742 a permis de détruire également les mosquées. Pendant cette campagne, dans la seule région de Kazan, 418 de 536 mosquées ont été détruites. En khanat d'Astrakhan 29, en khanat de Sibir 98 mosquées ont été démolies[65]. L'archevêque de Kazan, Luka Konaševič a exigé de détruire toutes les mosquées en Russie et de baptiser tous les musulmans. Pourtant les autorités n'ont pas osé tout détruire par peur de la réaction des pays musulmans voisins et des contre-attaques sur les églises.

[65] AYTBAYEVA R., *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke* (*Politique étatique de l'Empire russe vis-à-vis à l'islam au Kazakhstan au XIXème siècle*), Thèse de doctorat en histoire, Institut d'orientalisme Süleymenov, Almaty, 2006, p. 53

Les communautés musulmanes restantes se sont enfermées dans le conservatisme comme moyen de survie et se sont toujours opposées au pouvoir russe. Selon ses capacités, la population musulmane de la Russie organisait des soulèvements. C'est notamment le joug religieux qui a été une des causes du soulèvement bachkir, dont Batyrcha[66] était à la tête, en 1755. La population musulmane a soutenu pratiquement tous les soulèvements des paysans et des cosaques en Russie- de I. Bolotnikov, S. Razine, E. Pougatchëv.

2.1.2. Arrivée au pouvoir de Catherine II et changement de situation

Les bases de la politique religieuse par rapport à la population kazakhe étaient définies par Catherine II qui cherchait à faire de l'Empire russe la protectrice des musulmans et transformer leurs affaires religieuses en un des outils du pouvoir. La politique nationale et religieuse du pouvoir se construisait sur la conception de la mission civilisatrice de la Russie en Asie. La politique des poursuites religieuses et de la christianisation forcée des musulmans caractéristique au XVIème siècle a été remplacé au XVIIIème par la politique de la tolérance religieuse devenue un des principes de la construction de l'Etat.

Une série des facteurs a influencé sur ce changement cardinal. Parmi eux le soulèvement de Pougatchëv, les insurrections des Kazakhs sous la direction de Sırım Datulı et des Tchétchènes avec le cheikh Mansour, les guerres de la Russie avec l'Empire ottomane au XVIIIème siècle et la présence de la population musulmane qui se révoltait à l'intérieur du pays ont fait que la confrontation de l'Etat avec l'islam devenait dangereuse. La tsarine russe a trouvé nécessaire de pousser l'islamisation des nomades car elle croyait que la construction des mosquées allait rapprocher les Kazakhs et l'empire.

Le gouvernement de Catherine II a pris des mesures pour faire de la Russie la protectrice des sujets musulmans et intégrer leurs couches actives dans la structure de l'Etat. Des droits de noblesse ont été donnés aux *mourzas*[67] tatars et chefs bachkirs en 1784 ; selon les lois de 1763 et 1776, les commerçants musulmans (avant tout les Tatars) pouvaient créer des entreprises et même de nouvelles colonies pour les musulmans dans la steppe kazakhe, et avaient des privilèges (allègements d'impôts…) dans le commerce avec les pays orientaux comme le Turkestan, l'Iran, l'Inde et la Chine. En même temps on assiste à une atténuation de l'interdiction de construire des mosquées. Des centres religieux apparaissent comme les bourgs de Seid et Sterlibach, qui ont joué un grand rôle dans l'histoire des musulmans russes

[66] Idéologue et leader de soulèvement musulman en 1755-1756, publiciste et mollah, dont le vrai nom est Ghabdulla Ghaliev

[67] Le titre aristocratique dans les Etats turcs comme le khanat de Kazan, Astrakhan, Crimée et la Horde de Noghaï

et cela jusqu'à la révolution d'octobre 1917. Les Tatars commerçant en Asie centrale ont eu la possibilité d'envoyer leurs enfants dans les *medreses* de Boukhara et dans d'autres centres religieux.

En 1773 l'islam obtient un statut officiel avec la publication de la loi « Sur la tolérance de toutes les croyances », qui interdisait au clergé orthodoxe de se mêler aux affaires d'autres confessions. Parmi d'autres réformes il y avait un oukase de Catherine II du 22 septembre 1788 sur l'établissement de l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg[68] de laquelle les Kazakhs dépendaient et qui était destinée à contrôler la vie des communautés musulmanes.[69]

L'oukase reconnaissait officiellement l'islam comme une religion tolérée mais en même temps sévèrement contrôlée. Il a mis la base de la structuration et la bureaucratisation du clergé musulman. C'était un essai de former dans l'empire le clergé musulman officiel selon le principe synodal de l'Eglise orthodoxe avec une hiérarchie claire. C'est le mufti – chef spirituel des musulmans – qui dirigeaient les assemblées. Au haut clergé, appartenaient, à part lui, les *akhouns*.[70] Selon la Charte des affaires spirituelles des confessions étrangères, la désignation sur les postes spirituels pour toutes les organisations confessionnelles tolérées dans l'Empire russe relevait de la compétence des autorités de l'Etat. Ainsi, le haut clergé était nommé directement par le tsar.

Sous Catherine II et Alexandre Ier les musulmans jouissaient de plus grande liberté. Le gouvernement fonctionnait comme cela : l'Etat n'intervient pas dans les affaires des musulmans tant qu'eux remplissent certaines règles. Par rapport aux Kazakhs, la politique du gouvernement était particulièrement attentive. Tout le long du XIXème siècle les Kazakhs prêtaient serment selon les dogmes de l'islam.[71]

L'Assemblée était pensée comme un organe dont la fonction principal serait la réalisation de la ligne progouvernementale parmi les musulmans et la progression de la colonisation russe en Asie centrale et au Kazakhstan. Le directeur de cet établissement était pour la première fois dirigé par un Tatar M. Houssaïnov[72] et cela désigné par Catherine II. L'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg dirigeait le clergé dans tous les gouvernements et régions sauf la Transcaucasie et la Tauride.

---

[68] Même si l'institution s'appelait l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg, elle avait son siège à Oufa

[69] NURĞALÏEVA A., *Očerki po istorii islama v Kazahstane (Abrégé de l'histoire de l'islam au Kazakhstan),* Almaty, Dayk-Press, 2005, p.33

[70] Titre musulman en Russie prérévolutionnaire

[71] Le khan se mettait à genoux sur le tapis et prêtait solennellement serment de fidélité à la Russie devant le Coran répétant les paroles du religieux. A la fin il embrassait le Coran et le mettait sur la tête et une fois debout mettait son tampon sur le document.

[72] Avant la désignation il était *akhoun* kazakh de la Commission frontalière d'Orenbourg.

La Direction spirituelle musulmane de la Tauride avec son centre à Simferopol, était prévue en 1794 après la colonisation de la Crimée (1785) mais finalement créée en 1831 par l'oukase de Nicolas Ier.[73] Elle s'occupait des affaires spirituelles des musulmans des gouvernements[74] indépendants occidentaux et Taurique. Un mufti et son adjoint- *kadi-asker*[75] la dirigeait. Le clergé « paroissial » qui comprenait les *khatibs*[76], les imams, les mollahs, les muezzines et les serviteurs auprès des mosquées géraient directement les kadis des *ouiezds*[77] faisant partie de la direction spirituelle.

Le projet de l'Assemblée d'Orenbourg, était élaboré par le gouverneur général d'Orenbourg, O. Igelström[78] et ratifié par Catherine II. La fonction principale de cet établissement d'Etat était le contrôle sur la désignation des mollahs et l'organisation des examens des candidats pour occuper le poste du religieux musulman, c'est à dire le choix des personnes loyaux aux pouvoirs. Par l'instauration de l'Assemblée spirituelle des musulmans d'Orenbourg, l'Etat russe a placé l'islam et ses instituts dans le système étatique. Le but politique était de faire du personnage du mufti tatar le contrepoids du *cheikh-ul islam* en Empire ottomane. Cette assemblée avait été aussi créée pour contrôler le clergé musulman et l'utilisation ultérieure des instituts islamiques officiels dans la politique étatique parmi la population musulmane, tant à l'intérieur de la Russie qu'à l'extérieur, avant tout en Asie centrale et au Kazakhstan. C'était un organe collégial où les décisions étaient prises à la majorité des votes, et où les muftis n'avaient pas le droit de prendre de décisions personnelles.

Le clergé touchait des appointements, l'état et l'entretien des principales mosquées était contrôlé, pour leur reconstruction des moyens étaient prélevés sur les impôts. A partir de 1787, le Coran fut publié en Russie dans son édition originale arabe selon l'indication du gouvernement[79]. D'après la demande de l'Assemblée, avec l'oukase de 15 décembre 1800, il était permis l'édition de livres musulmans religieux. Dès 1802 la typographie orientale était transférée de Saint-Pétersbourg à Kazan qui devient le centre de la diffusion de l'islam.[80]

Parmi les compétences de l'Assemblée il y avait celles des questions familiales et celles des biens. Elle se guidait sur la synthèse des prescriptions de la charia et de la

---

[73] ALIEVA M., BATURINA L., « Rossijskoe gosudarstvo i musul′manskij mir. Istoriâ vzaimootnošenij s XIIIv do nachala XXv. » (Etat russe et monde musulman. Histoire des relations du XIIIème au début du XXème s.), *Qarağandı wnïversïtetiniñ xabarşısı,* N° 2, 2006, p. 129
[74] Le gouvernement ou bien la *gubernià* en russe est une entité territoriale de la Russie impériale
[75] Le titre de l'adjoint du mufti dans le gouvernement Taurique à l'époque de l'Empire russe
[76] Le prédicateur qui fait le sermon lors de la prière du vendredi et des fêtes musulmanes
[77] Subdivision administrative russe
[78] Igelström est une famille de la noblesse d'origine suédoise qui s'est illustrée au service de l'Empire russe
[79] Il était publié par l'édition *Šnora* à Saint-Pétersbourg avec le tirage de 3 600 exemplaires
[80] NURĞALÏEVA A., op.cit., p.45

législation russe. L'assemblée restait sous la surveillance méticuleuse de l'administration locale et du Ministère des affaires intérieures qui ne permettaient pas l'application des normes de la charia ostensiblement contradictoires aux lois russes. Outre cela, c'étaient les questions de la construction et de la restauration des mosquées, ainsi que la passation des examens pour les enseignants qui relevaient de la compétence de l'Assemblée.

Les aspirations de l'Assemblée spirituelle d'obtenir son statut, et d'être libérée de la tutelle du gouvernement, étaient rejetées par le pouvoir en place. En même temps, ce dernier n'allait pas jusqu'à prendre des mesures radicales pour fermer cette Assemblée, ce qui avait été proposé plusieurs fois par les hauts fonctionnaires et l'Eglise orthodoxe russe.

A travers l'Assemblée, le gouvernement annonçait ses décisions, par exemple sur la limitation des normes de la charia ou bien l'introduction de l'enseignement du russe dans les écoles. Mais la rupture entre l'appareil et le clergé de la mosquée a permis à ces derniers d'agir à leur guise. Cela a été le cas surtout au Kazakhstan où l'influence de cette Assemblée se limitait pratiquement à la nomination des mollahs fidèles à l'Etat.

Les questions de la direction religieuse n'ont pas obtenu de mention dans les documents importants du gouvernement russe comme dans la « Charte sur la gouvernance des allogènes » ou la « Règlements sur les Kirghizes sibériens ». Dans le premier document, il est défini que le clergé hétérodoxe est subordonné à la police locale[81]. Dans aucun des documents le rôle de l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg n'était indiqué.

2.1.3. Alexandre Ier et les affaires religieuses

Alexandre Ier comprenait cette politique de tolérance par l'instauration du contrôle et la gestion des affaires religieuses les concordant aux intérêts de l'Etat. Le Manifeste du 25 juillet 1810 a établi la Direction générale des affaires religieuses des confessions étrangères (DGARCE). C'était la nouvelle étape dans la politique russe concernant les religions. Quelques temps après, le 19 avril 1819, un Département asiatique était crée au sein du Ministère des affaires étrangères s'occupant de la vie des peuples d'Asie centrale.[82]

Le gouvernement d'Alexandre Ier avait comme objectif principal de sa politique en matière de religion la prévention des conflits à base religieuse. C'est pour cela qu'il planifiait de transmettre les fonctions de réalisation des mesures de la politique religieuse au Ministère des affaires intérieures. La DGARCE qui disposait de beaucoup de responsabilités et devait

[81] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.78
[82] NURĞALÏEVA A., op.cit., p.46

assurer la soumission des religions aux intérêts de l'Etat, a fait partie de ce Ministère en tant que Département des affaires religieuses des confessions étrangères (DARCE) le 2 février 1832.

Pour toutes questions relatives aux affaires religieuses, l'Assemblée devait faire un rapport aux pouvoirs locaux et centraux. Par exemple, toute information sur les mariages et divorces parmi les musulmans devait être transmis à la DGARCE. Elle s'occupait des affaires des églises : catholique, grégorienne arménienne, arménienne catholique et protestante, et aussi des affaires spirituelles des musulmans, juifs et lamaïstes. Si dans la pratique de gestion des organisations confessionnelles, il y avait des questions non prévues par les lois en vigueur, elles pouvaient être réglées sur présentation du ministère par le tsar.

La loi donnait une grande compétence au Département. Elle permettait de congédier les personnes spirituelles dont l'activité était jugée nocive pour l'Etat ; d'exercer une surveillance sur le collège spirituel et les monastères ; de permettre les voyages d'affaire et les congés du clergé, d'instaurer les nouveaux départements ; de gérer la paie des personnes spirituelles sur le budget de l'Etat, d'effectuer un contrôle sur l'utilisation du capital privé des religieux et des moyens laissés aux soins du clergé.

Durant le XIXème siècle, le gouvernement réglait la question de l'élection ou de la nomination du mufti. En 1817, Alexandre Ier signa un oukase sur la fondation du Ministère des affaires spirituelles, où il était défini que le mufti devait être élu par la communauté musulmane. Ce règlement est entré à la Charte du Département des affaires spirituelles des confessions étrangères, ratifiée par Nicolas Ier[83]. Pourtant ces actes législatifs n'étaient pas mis en application, et les muftis étaient nommés par l'empereur sur la présentation du Ministère des affaires intérieures. C'est seulement en septembre 1889 que le Conseil d'Etat a introduit les modifications correspondantes dans la législation, et la pratique habituelle a pris force de loi[84].

D'autres personnes spirituelles étaient désignées par le Ministre des affaires intérieures ou les autorités des gouvernements. Les gouverneurs et les directions des gouvernements, les chefs des districts, et d'autres fonctionnaires devaient exercer une surveillance administrative sur l'activité du clergé des confessions étrangères et sur l'exercice précis des lois et des décrets du gouvernement. La direction des Eglises de toutes les religions était soumise à la charte des affaires spirituelles des confessions étrangères, car ayant prêté serment de

[83] L'empereur Nicolas Ier comptait plus sur les méthodes de la police pour réaliser la politique religieuse et contrôler les musulmans.
[84] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.75

dévouement au tsar et à son héritier, celle-ci devait respecter les droits et les priorités de l'empereur et les lois de l'Etat. Cette norme avait une grande importance car elle se répétait dans tous les chapitres de la charte.

Avec l'oukase du Sénat du 21 septembre 1828 les mollahs dépendants de l'Assemblée étaient chargés de tenir les registres. La réalisation de cet oukase était rendue difficile dans les terres kazakhes car il n'y avait pas assez de mollahs. Ces registres étaient tenus dans les mosquées des villes.

Lorsque les mollahs ont passé l'examen pour être serviteur du culte officiel (connaissances de la théorie et de la pratique de l'islam), leurs documents étaient envoyés au DARCE. Si le Département ratifiait la candidature, le *muftiyat*[85] d'Orenbourg donnait au mollah une attestation sur l'attribution du titre religieux d'*akhoun* où était indiqué également le titre pédagogique (*mudarris, mughalim*). Cela a engendré l'apparition de l'islam officiel et non-officiel dans l'histoire de l'Empire.

Malgré le fait que, dans la « Règlements sur les Kazakhs sibériens », l'entretien des mollahs était à la charge des sultans, on peut voir que ce n'était pas le cas, car qu'ils étaient entretenus par l'Etat. Pour augmenter leurs revenus, les mollahs essayaient de cumuler plusieurs postes en étant à la fois secrétaires, interprètes et mollahs. Par exemple Mahmout Mouhametov, envoyé déjà en 1819 dans les steppes kazakhes à la demande des députés de Grand *jüz* et du sultan Süyik Abılayxanov, était le muezzin de la mosquée d'Omsk. Il demandait à être nommé secrétaire du sultan.

Etant fonctionnaires d'Etat, les mollahs obtenaient non seulement des appointements mais recevaient aussi des frais de voyage. Les mollahs exerçant la commande d'Etat prétendaient à une récompense « pour le service et le zèle rendus à l'empereur ».

Un des exemples représentatifs du service des mollahs est le cas de Ghabdesalam Ghabdrahimov qui était l'*akhoun* de la mosquée d'Orenbourg. Il s'acquittait d'une fonction de reconnaissance et de diplomatie du gouvernement au Kazakhstan et en Asie centrale. Dans les années 1823-1824 il était le membre de la commission sur la solution des affaires du khanat de Bökey sous la présidence du khan Şerğazı Ayşwaq. Le rapprochement étroit de Ghabdrahimov avec l'élite kazakhe est dû au fait que l'*akhoun* s'occupait de l'éducation de leurs enfants dans son *medrese*. Tous les frais pour l'enseignement et le logement des enfants des khans et des chefs kazakhs étaient à la charge de l'Etat russe. En 1825, par l'ordre de l'empereur Alexandre Ier, G. Ghabdrahimov est nommé sur le poste de mufti-représentant de

[85] Egalement appelé muftiyya, c'est un équivalent de la Direction des musulmans

l'Assemblée. Pour ce service, ce mufti fut récompensé de deux médailles d'or, de deux anneaux de diamant et de la pelisse de zibeline par ordre d'Alexandre et Nicolas Ier. De plus, lui et ses fils ont obtenu le titre de *tarkhan*[86].

Les mollahs du département se trouvaient sous la surveillance de l'administration de région : s'ils prenaient un congé, ils devaient en avertir le département de la zone, indiquant pour quelle période ils partaient et s'il n'y avait pas de raisons qui l'empêchaient. Le gouvernement russe ne permettait pas au clergé musulman de faire quoi que ce soit sans autorisation, et cherchait aussi à ne pas laisser les croyants de cette zone sans surveillance. Dans le cas d'une absence longue des personnes spirituelles, on leur trouvait un remplaçant.

L'administration russe s'adressait à l'aide des mollahs non seulement pour veiller aux intérêts de l'Etat mais aussi pour résoudre des problèmes difficiles liés à l'islam. La direction régionale d'Omsk a reçu une demande d'*akhoun* du département de Semey Ahmet Mouhametov et d'imam Mouhamedyar Ichmouhametov, où était notifiée l'importance d'expliquer aux Kazakhs les règles du Coran, interdisant le lévirat. Il était indiqué que les Tatars et Ouzbeks suivaient ces règles, tandis que le lévirat dans le milieu kazakh amenait au vol du bétail, ce qui serait puni par Dieu dans l'avenir. Mais pour cette demande l'avis de l'*akhoun* de la mosquée d'Omsk, très connu en Russie, Mouhamet Charif Abdourahmanov, était réclamé par la direction d'Omsk. Ce dernier, reconnaissant cette mesure comme utile pour les Kazakhs mêmes, avertissait que ce peuple vivait selon ses anciennes coutumes ; c'est pourquoi l'introduction de ce règlement pouvait leur paraître comme une mesure radicale et susceptible de semer le trouble. De ce fait, l'*akhoun* pensait préférable de le leur conseiller mais pas plus. Quant à l'administration russe, elle était avant tout favorable à la sauvegarde de sécurité dans la steppe mais pas de la pureté de l'islam.

Ce fait-là était la preuve de la vitalité des rites préislamiques dans le milieu kazakh. Et cette circonstance donnait raison aux Tatars et d'autres peuples centrasiatiques d'avoir une attitude dédaigneuse envers les Kazakhs en les appelant *kafirs*. Ce comportement conduisait aux conflits interethniques, ce qui contribuait à la construction des mosquées nationales et aussi la désignation des mollahs de son milieu, comme c'était souvent le cas en khanat de Bökey.

L'islam ne divisait pas ses disciples selon l'appartenance ethnique. Malgré les demandes des Kazakhs d'avoir un mollah compatriote, l'Assemblée restait neutre.

[86] Couche privilégiée de l'élite turque, dans l'Empire russe c'étaient des militaires tatars et bachkirs qui ne payaient pas d'impôts. Ce titre héréditaire, était donné aux personnes pour leurs mérites diplomatiques ou militaires.

L'administration russe dans les situations conflictuelles adoptait la position des Kazakhs, soutenant plus les coutumes populaires que les rites islamiques.

L'instauration de l'Assemblée a permis aux serviteurs du culte musulman d'obtenir le statut juridique et c'est seulement le mufti qui détenait certains privilèges. Tous les autres représentants du clergé musulman avaient un bas statut social. Selon la loi, tous leurs droits et devoirs étaient dus à leur fonction, mais ils n'étaient pas héréditaires. De ce fait, ils n'étaient pas exemptés de la taille personnelle et d'autres impôts. Dans ce rapport, le clergé musulman de l'Assemblée d'Orenbourg se différenciait de celui de la Crimée qui a constitué une couche religieuse spéciale et à la base des oukases du 9 décembre 1796 et du 22 mai 1801 obtenait quelques privilèges. Dans l'Etat il y avait une situation inégale pour les différentes confessions qui était fixée juridiquement : la religion dominante – l'orthodoxie – et les religions tolérées. Certaines confessions bénéficiaient de facilités matérielles, d'autres en partie, les dernières n'en avaient pas du tout. Le clergé orthodoxe, par exemple, bénéficiait d'un dégrèvement fiscal, tandis que les personnes du rite sunnite et leurs enfants ne payaient pas de charges uniquement pendant l'occupation de ce poste. Le clergé du district musulman d'Orenbourg (à qui appartenait le Kazakhstan) n'était pas libéré du paiement des impôts, bien que la loi donnât le droit de les prendre sur les visiteurs des mosquées. Pour la violence physique ou l'agression des religieux musulmans la loi prévoyait une punition moins sévère que pour les mêmes actions vis-à-vis des religieux chrétiens. Selon l'oukase du 25 janvier 1822, si le mollah a commis un crime, il était puni par le châtiment corporel tandis que le prêtre était libéré. C'est seulement en février 1850 qu'un oukase a libéré le clergé musulman des punitions. Dans le domaine de la justice, l'ASMO appliquait une sorte de synthèse entre les normes de la charia et la législation russe. Sous la pression des pouvoirs, elle prenait des décisions qui interdisaient aux serviteurs religieux les lois de la charia contradictoires aux lois de l'empire russe. Ces interdictions concernaient principalement le système de punition pour l'infraction des normes de la morale prévu par le droit musulman.

L'inégalité juridique des diverses organisations confessionnelles jouait aussi en ce que la conversion était autorisée à sens unique, à partir des religions tolérées à la dominante. Les personnes classées comme appartenant au christianisme ne pouvaient pas se convertir à l'islam, au judaïsme ou au bouddhisme.

La législation de la Russie tsariste n'autorisait pas le statut d'athée au sein de l'empire, chaque sujet de l'Empire russe, dès sa naissance, appartenait à une des religions existantes par filiation et ce jusqu'à la fin de ses jours, indépendamment de son attitude réelle envers la religion, et était considéré officiellement un adepte de cette religion. C'est pour cela qu'il y

avait une obligation d'exercice des rituels et cérémonies religieux. En 1833 une circulaire spéciale fut éditée qui prescrivait seulement aux musulmans de la Russie de suivre tous les dogmes et les rituels de leur religion. Le non-respect de ces directives entrainait des châtiments corporels, par exemple le gouverneur de la région de Turkestan imposait à la population, en 1865, de respecter toutes les prescriptions de l'islam sous peine de condamnation.

2.1.4. Tatars et encouragement de l'islam chez les Kazakhs

L'utilisation des Tatars pour avancer en Asie centrale avait comme but de contrôler les routes transcontinentales qui passaient par la région. Au XVIIIème et au XIXème siècle ils encourageaient l'élargissement de l'activité commerciale des Tatars en Asie centrale. Les Tatars et les Bachkirs avaient un monopole de commerce de la Russie avec les khanats d'Asie centrale jusqu'à la deuxième moitié du XIXème siècle. En 1812 ils ont obtenu le droit de faire du commerce détaxé dans les villes.[87] Les commerçants musulmans de la Volga et les religieux sont devenus intermédiaires entre la Russie et ses voisins du sud. Le clergé tatar de la Commission frontalière d'Orenbourg exerçait dans la steppe kazakhe les fonctions de service de renseignement russe. M. Houssaïnov l'a dirigé à partir 1785 jusqu'à ce qu'il devient le premier mufti de l'Assemblée. Il dirigea maintes fois les délégations gouvernementales dans le *Jüz* Cadet et Moyen pour les pourparlers avec les khans et les sultans kazakhs. Il a été très attentif à ce qu'il n y ait pas de propagande antirusse dans les années de la guerre russo-turque. Son successeur à ce poste, G. Ghabdrahimov a pris part dans les affaires politiques des Kazakhs. Dans les années 1823-1824 il était membre de la commission pour résoudre des problèmes sous la présidence du khan Ayşwaq.

Les mollahs tatars avaient le droit d'aller dans les steppes kazakhes, dont l'accès était autorisé par l'administration russe qui les invitait à informer la population de nouvelles directives du gouvernement. Pour mettre les Kazakhs au courant des «Règlements sur les Kirghizes sibériens », des fonctionnaires spéciaux accompagnés d'un interprète et d'un mollah tatars y étaient envoyés.

Dans les conditions de la diversité de la société, le tatar a joué le rôle de langue intermédiaire entre les Russes et les Kazakhs. Les Tatars de la Volga ont beaucoup influencé sur la culture spirituelle des Kazakhs dans la connaissance avec l'héritage musulman et aussi sur le plan de l'instruction. Les Tatars enseignaient dans les écoles la langue tatare dans un

[87] NURĞALÏEVA A., op.cit., p.48

premier temps puis le russe. Le tatar était la langue officielle de communication entre les pouvoirs russes et les dirigeants locaux, les Tatars étant leurs secrétaires. Tous les documents officiels écrits en russe, étaient d'abord traduits en tatar et puis transmis aux chefs locaux. Ainsi les écritures étaient menées en russe et tatar. Vu que parmi les Kazakhs il n'y avait pas de traducteurs connaissant le russe, ce sont les Tatars qui s'en sont chargés. L'influence des Tatars était visible dans les questions des relations nuptiales. Ils contribuaient à la réduction d'impact des *biys*[88], le remplacement d'*adat* par la charia. Cela ne pouvait que provoquer le mécontentement de la population envers les mollahs tatars.

Avec l'aide du clergé musulman de la Volga, le gouvernement espérait éloigner les nomades kazakhs de l'influence des khanats d'Asie centrale. Le gouvernement a conclut que la diffusion de l'islam est un fait positif car la religion monothéiste correspondait plus aux intérêts de l'Etat central et pouvait servir en tant qu'idéologie pour dépasser le tribalisme et unir les nomades, et ainsi faciliter l'établissement du contrôle administratif le rendant plus efficace. En même temps, les pouvoirs n'étaient pas indifférents pour ce qui est du modèle de l'islam. Le modèle des khanats centrasiatiques ne les satisfaisaient pas, c'est pour cette raison qu'ils ont employé des Tatars. Leur mentalité et le mode de vie pendant les deux siècles de la colonisation est devenu plus proche des Russes que des habitants d'Asie centrale traditionnellement penchant vers la culture musulmane. C'est comme cela que le gouvernement russe voulait opposer dans la steppe l'islam « civilisé » à l'islam « arriéré et fanatique du type centrasiatique ».

D'autant plus que les pouvoirs russes cherchaient à faire face à l'influence politique des khanats d'Asie centrale, prenant en conscience que dans les années 1790 pendant la guerre russo-turque, Boukhara et Khiva ont renforcé la propagande islamique à quoi s'ajoutait le khanat de Kokand fondé en 1798. Cette propagande s'accompagnait par l'excitation des propos antirusses chez l'élite kazakhe. Ils misaient surtout sur le clan de *qoja* qui habitait parmi les Kazakhs.

Les mollahs tatars qui étaient jusqu'à 1780 hors la loi, ont été activement employés par le gouvernement afin d'influencer idéologiquement sur les peuples du Kazakhstan, d'Asie centrale et du Caucase. Afin d'empêcher la diffusion de la propagande antirusse, les pouvoirs aspiraient à tempérer la migration du clergé musulman des khanats et ont interdit à ses habitants de passer sur ses territoires. Donc, grâce aux efforts des pouvoirs officiels, l'islam se répandait non seulement en venant du sud mais aussi du nord, et ce de la région de la Volga.

[88] Détenteur du pouvoir dans le système sociopolitique de la société traditionnelle kazakhe, juge

Mais la conservation des liens économiques, culturels et politiques des khanats d'Asie centrale avec les Kazakhs créaient les possibilités pour continuer l'influence religieuse. Les khans de Grand *jüz* avaient leur siège à Turkestan qui était sous le protectorat de Boukhara ou de Kokand. Dans le premier quart du XIXème siècle les possessions du khanat de Kokand ont été élargies jusqu'à la mer d'Aral et le fleuve Ile.

La politique du gouvernement par rapport à l'islam dans cette période-là se caractérisait par l'ambigüité : dans la législation il y avait des oukases au contenu tolérant mais il y en avait d'autres qui lésaient les droits des musulmans.

D'une côté un vaste Etat unitaire était considéré comme russe d'où venait les essais d'unification et d'homogénéité religieuse, ethnique et culturelle dans l'empire. D'un autre côté cette aspiration était modérée par la peur de répugner les musulmans par des poursuites ouvertes et aussi par le rattachement du territoire du Kazakhstan. Le khan Äbilqayır a pris le protectorat de la Russie et les territoires du *Jüz* cadet ont donc du fait étaient intégrés à la Russie. Le khan de *Jüz* moyen Abılay passait tout à tour sous le protectorat de la Russie et de la Chine, c'est seulement sous le règne de son fils que le *Jüz* moyen a fait partie de l'empire russe ; les régions essentielles du Kazakhstan du nord-est et du centre, dans les années 1820-1840.[89]

Mais jusqu'au début du XIXème siècle, l'influence russe n'était pas si forte. Les lignes frontalières sont devenues les territoires d'appui pour encercler la steppe kazakhe de l'ouest et du nord et l'instrument de progression de la Russie vers le sud. Au cours de l'expédition militaire dans les années 1860, les villes de Turkestan, Chymkent et Aoulie-Ata ont été prises et les territoires de Grand *jüz* ont été rattachés à l'Empire. Avec la fin de la colonisation des terres kazakhes, la politique confessionnelle du gouvernement russe continua à poursuivre son but c'est-à-dire l'établissement du calme et de la sécurité des routes commerciales avec la région de Kachgar.

2.1.5. Mosquées et écoles dans le cadre de la politique gouvernementale

La formation du corps des serviteurs de culte dans les steppes kazakhes à la fin du XVIIIème et dans la première moitié du XIXème a amené à la construction des mosquées. Elles étaient construites dans les endroits où les Tatars étaient concentrés. Les entrepreneurs tatars, en règle générale, étaient les constructeurs des mosquées et des écoles religieuses.

[89] NURĞALÏEVA A., op.cit., p.56

Les conditions de leur construction étaient réglementées par les lois. Selon les oukases du 19 novembre 1742 et du 23 aout 1756, la construction des mosquées était autorisée s'il n'y avait pas de tentation pour les habitants de confession chrétienne. La deuxième règle était la présence de 200-300 personnes du genre masculin, si avec le temps leur nombre augmentait, les nouvelles mosquées ne se construisaient plus. Selon d'autres oukases du 13 décembre 1817 et du 31 mai 1829, les mosquées comme les églises devaient être construites dans les endroits ou les places ouvertes de tous les côtés et les plus fréquentés.[90]

L'Etat définissant l'ordre de construction des mosquées, ne cherchait pas à contredire aux normes musulmanes. Avant 1844 la construction des mosquées était réglée par les pouvoirs locaux, l'ASMO et la DGASCE. Seulement le 18 janvier 1844 une nouvelle règle était imposée selon laquelle les nouvelles mosquées à la charge de la direction spirituelle et civile, devaient être construites selon un plan architectural établi par le gouvernement. A titre d'exemple, la mosquée d'Atbasar, bâtie en 1864 à la charge du sultan supérieur Köşek Jadaev et des sociétés kazakhes, a été ratifiée par le gouverneur général Von Friedrich.

Cela a lésé les droits des musulmans puisqu'ils ne pouvaient pas choisir les schémas compositionnels. Enfin du compte l'édit de 1862 a permis de faire la construction selon d'autres plans.

La volonté de l'administration russe d'exercer un contrôle pour la construction des mosquées, s'exprime par l'obtention de la permission du gouverneur général de la Sibérie occidentale et également de l'accord de l'Assemblée d'Orenbourg. Malgré toutes ces prescriptions, les mosquées construites dans les années 1830, 1850 et même 1860, dans leur grande majorité, étaient érigées sans aucune autorisation. Par exemple, 6 mosquées se trouvant dans l'*ouiezd* Aqmola, construites dans les années 1830-40 se sont faites sans la permission de la direction, dans l'*ouiezd* de Petropavlovsk 6 des 13 mosquées étaient bâties de même manière, elles aussi dans l'illégalité[91]. Les autorités ne suivaient pas l'exécution des décisions adoptées. L'explication se trouve dans le fait que la population n'exprimait pas son souhait de construire les mosquées. Leur nombre ne dépassait pas les limites indiqués par les pouvoirs à cause du petit nombre de personnels de l'administration russe et son manque de volonté d'intervenir dans la vie religieuse des Kazakhs.

---

[90] NURĞALÏEVA A., op.cit., p.37

[91] AYTBAYEVA R., *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 93

Les écoles ouvertes par le gouvernement dans la première moitié du XIXème siècle au Kazakhstan poursuivaient un but assez utilitaire – la préparation des fonctionnaires du milieu kazakh. Les disciplines enseignées étaient définies conformément à ce but : la langue russe, la rédaction des documents officiels, l'arithmétique, la calligraphie, les règles du calcul sur le boulier, la langue tatare et la charia. Il s'agissait de préparer des administrateurs fidèles, soumis aux autorités, de ce fait il était indiqué d'accueillir à l'école les enfants des Kazakhs rendant service au gouvernement et connus pour leur fidélité. Cela pouvait être non seulement les enfants des sultans, des *biys*, des chefs mais aussi des Kazakhs ordinaires.

La charia était enseignée pour les élèves kazakhs, comme la Bible pour les enfants russes, par souci de la religiosité et de la morale. Le législateur de l'idée musulmane était nommé par le gouverneur militaire des mollahs, approuvés par l'ASMO.

A l'époque de Nicolas Ier le corps des lois de l'Empire russe fixait le droit des différentes religions à exercer librement ses pratiques. Mais le gouvernement n'a pas renoncé à l'idée de la christianisation des peuples non-russes afin de les russifier et assimiler.

Dans le cas des mariages mixtes entre les musulmans et les chrétiens, la personne musulmane devait abandonner sa religion. Les nouvelles lois donnaient la facilité aux musulmans et aux païens convertis à l'orthodoxie comme l'exemption du service militaire. L'hétérodoxe, converti au christianisme s'il avait commis un crime grave sa peine était allégée. Cette pratique était courante jusqu'à 1864 et était annulé en 1866.

Selon l'oukase spécial de 1822, les Kazakhs baptisés récemment obtenaient des privilèges spéciaux. Ils prenaient le statut des migrants russes dont leurs droits de bien étaient protégés par l'administration, les premiers six ans ils étaient également exemptés des impôts. Depuis 1836 les néophytes kazakhs obtenaient la somme de 25 roubles. Les religieux ayant réussi à convertir à l'orthodoxie plus de 100 hétérodoxes, étaient décorés d'ordre de Sainte Anne.

Les Kazakhs néophytes se trouvaient sous le patronage des pouvoirs qui les défendaient de ses parents non-baptisés. Avant 1861, les Kazakhs convertis à l'orthodoxie partaient ailleurs et obtenaient un autre statut social. La rupture des liens parentaux était une des causes principales d'absence des conversions massives à l'orthodoxie.

Les conversions dans le sens inverse, étaient punies. Le code synodique de 1845 ne prévoyait plus la condamnation à mort comme celui de 1649. Il prévoyait la privation de tous les droits et la déportation pour les travaux forcés de 8 à 10 ans. L'activité missionnaire était autorisée uniquement à l'Eglise orthodoxe russe.

2.1.6. Colonisation et spécificités de la législation chez les Kazakhs

La différence de l'époque et du caractère de la colonisation des terres kazakhes par la Russie a joué le rôle sur l'utilisation de la législation différente. Les pouvoirs pendant plus d'un siècle ne cherchaient pas à changer le système de gouvernance et la vie des *jüz* kazakhs resta longtemps sans grands changements. Les Kazakhs conservaient les éléments de la démocratie des steppes, le pouvoir des khans et des sultans élus. L'introduction des structures de gestion se faisait au fur et à mesure et le pouvoir des khans commençait à être affaibli vu leur désignation par les tsars.

Déjà dès l'époque de la tsarine Anne Ire de Russie les Kazakhs avaient le droit de mener les débats judiciaires selon les coutumes populaires. En 1784 avec la demande d'Igelström un tribunal frontalier et 5 *rasprava*[92] étaient instaurés au Kazakhstan. Le tribunal frontalier fonctionnait sur la base des lois de l'Empire. Lorsqu'il est dissout en 1799 le pouvoir judiciaire passe à la Commission frontalière. Les *rasprava* composés du délégué et deux membres parmi les Kazakhs devaient étudier les affaires selon *l'adat*. Mais la nécessité de mener les écritures a amené au fait que les mollahs tatars désignés comme secrétaires ont acquit un rôle important car les *qazıs* (cadi) étaient analphabètes.[93] Comme la conséquence, l'emploi de la charia est devenu plus large pour résoudre certaines affaires (partage des biens entre les héritiers).

C'est seulement à partir du premier quart du XIXème siècle qu'on peut parler de la véritable intégration des Kazakhs dans l'Empire russe. Cela s'exprima en changement d'organisation de gestion des territoires kazakhs. L'abolition du pouvoir des khans était une mesure importante dans cette voie. La religion musulmane, officiellement tolérée, ne subissait pas d'oppressions. Dans « Règlements sur les Kirghizes sibériens»[94], daté de 1822, la liberté d'exercice des rituels religieux était soulignée. La politique attentive et pondérée vis-à-vis de l'islam au Kazakhstan était dictée par la croissance de ses annexions territoriales et par la peur d'éloigner les nomades de la Russie par des actes irréfléchis. C'est pourquoi, soulignant sa tolérance religieuse, les autorités essayaient d'utiliser les instituts islamiques pour réaliser leur politique sur ce territoire. La construction de mosquées sur le budget de l'Etat, la rémunération des mollahs, la remise de cadeaux précieux pour un service empressé, prouvaient son intention. Ce soutien apporté à l'islam est caractéristique seulement pour le

[92] Nom du tribunal dans l'Empire russe de 1775 à 1796 pour les paysans de l'Etat et à partir de 1781 pour les Cosaques aussi.
[93] NURĞALÏEVA A., op.cit., p.41
[94] Il s'agissait de supprimer le pouvoir du khan et de diviser les territoires kazakhs de la Sibérie en régions afin qu'ils soient intégrés à l'Empire

premier quart du XIXème siècle. Néanmoins, dans le même « Règlement sur les Kirghizes sibériens », est exprimé l'espoir de convertir les Kazakhs au christianisme, étant donné que leur religion est considérée plutôt païenne que musulmane.

En 1824 « Règlements sur les Kirghizes sibériens », préparé par l'ex gouverneur de la Sibérie Speranski, s'applique aux Kazakhs du *Jüz* moyen. Le territoire du *jüz* était divisé sur les *okrug* et *volost* avec à leurs têtes les sultans élus. L'adoption des Règlements a stimulé la liquidation du pouvoir du khan dans le *Jüz* moyen. Le terme d'hétérodoxe était remplacé par allogène par rapport aux peuples autochtones. Selon Speranski ces Règlements devaient prendre en compte les spécificités de mode de vie et de l'économie des Kazakhs, et leur permettre de passer au sédentarisme comme un grade plus élevé de l'évolution sociale.

Selon le premier document des « Règlements sur les Kirghizes sibériens » de 1822, qui a marqué le début de la mise des Kazakhs sous la direction générale de l'Empire, il était prévu de bâtir des édifices de culte. Les Règlements indiquaient que dans chaque district à part d'autres bâtiments publics, une maison de prière avec un logement pour le clergé pouvait être construite. Elle prévoyait pareillement de dresser des plans et faire les devis avec l'indication des moyens financiers locaux pour la mise à exécution. Ces plans et devis devaient être présentés au gouvernement pour leur ratification. La responsabilité de la construction rapide de ces édifices était confiée à la direction régionale.

Pour les Kazakhs du *Jüz* Cadet, le gouverneur général d'Orenbourg P. Essen a élaboré les « Règlements sur les Kirghizes d'Orenbourg», introduits en 1824. Le pouvoir du khan était annulé et la région était dirigée par la Commission frontalière d'Orenbourg. Les sultans dirigeants étaient désignés par le gouverneur, d'autres par la Commission. La justice des *biys* était aussi restreinte dans son mode de fonctionnement comme dans le *Jüz* moyen.[95]

Ces Règlements garantissaient aux Kazakhs la liberté de confession. Dans la récolte des impôts, on prenait en considération l'entretien du clergé qui relevait du sultan. La loi de 1854 a supprimé les postes d'*ağa sultan* dans le *Jüz* moyen et du sultan dans le *Jüz* cadet, la même année l'institut du pouvoir du khan a été aboli dans le khanat de Bökey.

2.1.7. La politique religieuse de Jäñgir dans le khanat de Bökey[96].

En 1801, une partie des Kazakhs a établi le khanat entre les fleuves Oural et Volga qui était vassal de la Russie. Appelé du nom de son fondateur, Bökey-khan, ce khanat existait jusqu'à 1878 avant d'être complètement englobé par la Russie. L'islamisation la plus

[95] NURĞALÏEVA A., op.cit., p.43
[96] Connu comme la Horde intérieure dans les documents officiels de l'Empire russe.

dynamique des Kazakhs a eu lieu ici. Le khan Jäñgir, seul gouverneur kazakh instruit à l'européenne, est un personnage contradictoire et intéressant. On peut considérer son activité à la tête du khanat de Bokey comme modernisatrice. Il a fait beaucoup de choses pour la sédentarisation de la population dépendant de lui, il a essayé d'introduire des technologies avancées dans l'élevage en fonction des conditions réelles, il s'est occupé de la sylviculture. Jäñgir a fondé la première école dans les steppes kazakhes où l'on enseignait les bases des sciences, les langues orientales, le russe, il a crée le premier musée et a contribué de manière importante aux recherches orientalistes.

Sa politique, dans le domaine religieux, a été plutôt axée sur les idées progressives. Il a contribué à la diffusion de l'islam dans les steppes, car, au moment où le khanat de Bökey a été créé, les positions de l'islam parmi sa population étaient très faibles. Les serviteurs du culte - les mollahs étaient moins nombreux et étaient représentés essentiellement par des Tatars de Kazan. A. Tereŝenko dans son œuvre, *Traces de Decht-Qypchaq et la Horde intérieure kirghiz-kaïsak*, publiée en 1853 dans la revue « Moskovitânin » écrit la chose suivante : « Jäñgir a tout essayé pour avoir un clergé propre au milieu kirghiz, pour cela il envoyait les enfants comme les adultes dans les écoles d'Orenbourg et chez les meilleurs mollahs. Au bout de 20 ans il a atteint son but, à Orda il y avait 139 mollahs, c'est-à-dire 1 mollah pour 170 tentes. »[97] Si, dans le « Rapport du Conseil temporaire sur la gouvernance de la Horde intérieure à la Commission frontalière d'Orenbourg sur les registres et les mollahs » du 23 décembre 1850, il y a une liste de 113 mollahs selon les tribus kazakhes, dans le rapport du sultan Adil, écrit en novembre 1845, figure un chiffre de 130. Il faut voir que le nombre des mollahs dans le khanat de Bökey était supérieur aux autres régions kazakhes.

Jäñgir khan, déjà, dans les années 1830-1840, a mené une politique anti-tatare dans le domaine religieux, devançant de deux ou trois décennies le début de la lutte officielle contre la tatarisation.

Les mollahs, à part la célébration des rites religieux, devaient éduquer les enfants. Il y a les données selon lesquelles le khan Jäñgir a tenté de charger les mollahs de tenir les registres afin de collecter l'information sur la population dépendant de lui. En 1838, était édité l'oukase du Senat sur la diffusion du système sur l'introduction des registres sur la population musulmane. Selon l'oukase, il fallait noter l'information sur la naissance, la mort et le mariage dans les registres. Pourtant malgré les intentions du gouverneur, ils n'ont pas été

[97] NURĞALÏEVA A, op.cit., p. 59

introduits par crainte de les voir mal interprétés par le peuple qui était superstitieux et méfiant vis -à -vis de toute sorte de nouveauté.

La ligne parlementaire envers la religion à Orda se réalise dans le fait suivant : lorsque, en 1826, la délégation avec, à sa tête, le khan Jäñgir se rend à Moscou en l'honneur du couronnement de l'empereur Nicolas Ier, l'*akhoun* Ayt Mouhammed est décoré d'une grande médaille d'or sur le ruban d'Anne.

Plusieurs personnes qui ont écrit sur le khan Jäñgir au XIXème siècle l'ont qualifié de musulman zélé. A l'extérieur, il ne buvait pas de vin et pratiquait les rites musulmans. Lui-même n'a pas fait le pèlerinage à la Mecque, mais son fils Ahmet-Kerey l'a réalisé en 1873.

Il a contribué à l'édition de la littérature musulmane. Lors de son séjour à Kazan en 1844, le khan a exprimé la volonté d'éditer le manuscrit du livre *Moukhtasar* de l'imam Oubeydollah Sadrouch, le *fakih*[98] du VIIIème siècle. Ce livre-là était très populaire chez les mollahs et le khan en a commandé 2000 exemplaires.

Toutefois, la maison du khan était ornée des portraits de l'empereur, de lui-même et de son fils. Quant à la mosquée qu'il a fait construire près de sa résidence, elle avait une architecture européenne selon le plan conçu par le khan lui-même.

Ses actions prouvent bien l'ambition de concentrer dans ses mains la haute direction des affaires spirituelles des habitants des steppes. Il s'est approprié le droit de décider de beaucoup d'affaires qui relevaient de la compétence du haut pouvoir spirituel. Par exemple pour la perception de l'impôt dans son propre intérêt, il a utilisé comme outil la religion car autrement les Kazakhs ne payaient pas habituellement les taxes à leurs khans. Il collectait la zakat sous prétexte de construire une mosquée ou une *medrese* même si c'était de la compétence des imams. Jusqu'en 1834 la zakat était collectée en nature, 1/40 du bétail par personne. De 1834 à 1840, le khan a pris une partie du bétail de chaque tribu et enfin en 1840 il a annoncé que la perception serait faite en argent ce qui était réalisé en 1841.[99]

En outre, l'arbitraire du khan dans la sphère religieuse s'exprimait dans la permission qu'il donnait de construire une mosquée. Longtemps dans le khanat de Bökey il n'y avait pas de mosquée constante. En juillet 1826 Jäñgir a soutenu la demande de Qarawıl-qoja Babajanov pour la construction d'une mosquée à Oral et s'est adressé à la Commission frontalière d'Orenbourg. L'*akhoun* des musulmans d'Oral S. Saparbayev s'est aussi rangé à son avis. La demande a été transférée à l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg pour être soumise à l'examen. L'Assemblée a décidé, en août, de satisfaire cette demande à

[98] Théologien musulman
[99] NURGALIEVA A, op.cit., p. 64

condition d'obtenir une permission écrite de la part des musulmans, habitants d'Oral. C'était à la chancellerie militaire d'Oral de recueillir les accords et au bout d'un an de correspondance, la Commission frontalière d'Orenbourg a proposé à Qarawıl-qoja de bâtir une mosquée à Orda près de la résidence du khan. Quant à l'idée de la mosquée à Oral, elle l'a laissée à la charge des habitants de ville. Apparemment, à cause des difficultés pour obtenir la permission pour la construction des mosquées, vu les atermoiements bureaucratiques, le khan a commencé à donner lui-même de telles permissions. Ainsi, en 1833, il a donné le certificat pour la construction de la mosquée au mollah K. Atkeltirov sur la rive gauche de Bouksaka.

Pour la désignation d'imams, le khan Jäñgir a affronté la même sorte de problèmes, car sa demande d'avoir ce titre pour le *qazı* D. Hammatov a été rejetée en 1824. De ce fait, lui-même était parfois l'imam pour faire la prière. En plus de cela, il nommait les mollahs pour les tribus kazakhes. En 1850 il y avait 113 mollahs désignés par le khan et la période de leur nomination se situait entre 1840 et 1845. Dans la tradition courante de l'Empire russe, il fallait demander l'autorisation pour désigner le mollah à l'administration de région (Orenbourg), et le candidat devait passer les épreuves de l'Assemblée spirituelle musulmane à Oufa.

Or, nous voyons que le renforcement de l'islam chez lez Kazakhs du khanat de Bökey était dû à l'expression de la politique officielle religieuse du gouvernement. Les mollahs étant l'outil pour enraciner le respect et la soumission pour le khan auprès du peuple.

En ce qui concerne le christianisme, il n'y avait pas d'implantation. En décembre 1842, l'archevêque d'Astrakhan Enotaev a adressé une demande au gouverneur d'Astrakhan sur la nécessité d'avoir, dans la résidence du khan Jäñgir, un prêtre orthodoxe et de construire une petite église. A cette époque-là, il y avait 269 orthodoxes qui habitaient de façon permanente, et 300 personnes ambulantes[100]. Le khan n'avait pas de contrainte, mais, par contre, cette idée n'était pas bien reçue chez la population et finalement elle a été ajournée. Plus tard, en 1844, des propositions ont été faites de bâtir une église orthodoxe transportable mais cela ne s'était jamais réalisé.

Plusieurs auteurs qui ont écrit sur le khan Jäñgir ont relevé ses efforts pour développer l'instruction en ouvrant l'école à Orda. Avec sa politique d'instruction, il a essayé d'éviter l'influence du clergé musulman de Kazan dans les questions de gestion puisque, à cause de l'analphabétisme des chefs des tribus, les mollahs jouaient un certain rôle.

[100] NURGALIEVA A, op.cit, p.67

La fondation de l'école en 1841 poursuivait l'objectif de former des fonctionnaires parmi les Kazakhs. L'école était à la charge du khan ainsi que les enfants qui y entraient. On enseignait les lois et les règles de l'islam, le tatar, l'arabe et le persan. Une partie des matières était en russe comme la langue russe, l'arithmétique, les bases de la géographie et de l'histoire.

Conclusion

La politique de l'Etat russe par rapport à l'islam a changé au cours des siècles : depuis l'ambition de l'éradiquer jusqu'à l'attribution du statut de la religion tolérée officiellement au XVIIIème siècle et l'utilisation de ses institutions dans la réalisation de sa politique. Ce changement était éveillé par la résistance de la population musulmane mais aussi par les craintes de la réaction négative des voisins extérieurs musulmans.

Le gouvernement russe définissait sa politique par rapport aux religions selon leur statut, si elle était officielle, tolérée ou interdite. La religion dominante de l'Empire russe, l'orthodoxie, s'est transformée en organe étatique dépendant du tsar et exerçant les fonctions de l'Etat. De la même manière se construisaient les relations avec d'autres religions.

Après l'adoption de la Charte sur la tolérance des religions, les musulmans ont eu accès à l'état de bourgeois et de marchands. La communauté musulmane de la Volga est devenue partie prenante de la société russe, initiée à sa culture et ses traditions mais pas à la religion. La société russe était ouverte pour les musulmans, mais en même temps indifférente et même méfiante vis-à-vis de l'islam. La cause en était apparemment que les Etats musulmans comme le khanat de Crimée et la Turquie ottomane étaient les adversaires traditionnels de la Russie dans la politique extérieure. Dans l'idéologie officielle, la tradition d'opposition à l'islam était confirmée.

Au Kazakhstan, l'appui sur l'islam était défini par la colonisation graduelle de ses territoires. C'est pour cela que la politique religieuse se caractérisait par la vigilance et le refus de l'intervention brutale dans la vie intérieure de la communauté musulmane. L'utilisation des institutions islamiques s'est traduite par la création de l'Assemblée avec le but de contrôler le clergé ; par la construction de mosquées (aux frais de l'Etat), par la permission d'ouvrir les écoles près d'elles, par la désignation des appointements et par la récompense des mollahs fidèles à la Russie pour leurs services rendus. Ces actions du gouvernement et de l'administration ont généré l'idée d'une protection de l'islam dans l'opinion publique.

L'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg, créée en 1788 dirigeait la vie religieuse des Kazakhs qui y sont restés jusqu'en 1868. L'Etat russe est passé à la reconnaissance du statut officiel de la confession musulmane. Les mesures entreprises ont contribué à l'amélioration des relations des musulmans avec les autorités. Le clergé et les commerçants musulmans sont devenus des intermédiaires entre la Russie et ses voisins musulmans, établissant des liens et l'aidant à pénétrer à l'intérieur de l'Asie, surtout au Kazakhstan. Les mollahs tatars, encouragés par la Russie, s'installent dans les steppes kazakhes en construisant les mosquées et les écoles religieuses.

Parallèlement, les pouvoirs en place continuaient sans répit leur politique de christianisation et de russification, soutenant la propagande antimusulmane qui avait élaboré des stéréotypes négatifs par rapport à l'islam dans la conscience publique russe.

2.2. De l'encouragement aux restrictions. Evolution des relations Etat-religion dans la deuxième moitié du XIXème siècle.

2.2.1. Réformes des années 1860 et le retrait des Kazakhs de l'Assemblée.

Dans les années 1850-1860 la colonisation des terres kazakhes par la Russie est terminée et comme résultat, les Kazakhs des trois *jüz* se retrouvent dans l'espace de l'Empire. En 1864, les lignes offensives d'Orenbourg, de la Sibérie et de Syrdarya (construite dans les années 1850), se sont rejointes. Après la prise de Tachkent en 1865, les nouveaux changements dans la division administrative des steppes kazakhes ont été réalisés.

Suite à ces événements, en février 1865 la région du Turkestan était créée au sein du gouvernement général d'Orenbourg. En 1867 elle se transforme en gouvernement général du Turkestan qui incluait les régions méridionales de Jetisou. Les territoires du nord ont été divisés entre les gouvernements généraux d'Orenbourg et de la Sibérie occidentale.[101] Les régions d'Aqmola et de Semey dépendaient du Ministère des affaires intérieures, les régions d'Oral et Torghay de celui des affaires étrangères tandis que les régions du Turkestan de celui de l'armée.

Après la création du gouvernement général du Turkestan, un « Règlement temporaire » sur la direction des régions Jetisou et Syrdarya a été adopté le 11 juillet 1867.

[101] NURĞALÏEVA A., op.cit., p.71

Avant la nomination de Kaufmann, les pouvoirs russes ignoraient totalement le clergé musulman dans ses intérêts politiques. Mais après sa prise de pouvoir, le premier gouverneur a pris des mesures préventives pour éviter l'islamisation profonde de la population nomade de la région. Lorsqu'en 1868 le « Règlement steppique » était adopté avec le retrait des Kazakhs des régions des steppes de la compétence de l'Assemblée d'Orenbourg, le gouverneur du Turkestan a trouvé nécessaire de l'appliquer aussi sur ses nomades car il considérait les Tatars coupables d'avoir diffusé l'islam. Il a expulsé tous les Tatars désignés par l'Assemblée. Tout en reconnaissant la présence de la conscience musulmane chez les nomades, Kaufmann aspirait à conserver le niveau de religiosité qui était avant la colonisation de ces terres par la Russie. Plus tard, il chercha à le diminuer graduellement.

Le retrait des Kazakhs de la direction de l'Assemblée s'est effectué selon « Les statuts temporaires sur la direction dans les régions d'Oral, Torghay, Aqmola et Semey » de 1868. Le règlement temporaire prévoyait le changement du système des organes locaux des pouvoirs : le remplacement du pouvoir des sultans par celui des dirigeants des *ouiezds*. Selon la nouvelle division administrative, 4 régions et 4 *ouiezds* dans chacune des régions ont été créées. Les régions d'Oral et Torghay ont fait partie du gouvernement général d'Orenbourg tandis que les régions d'Aqmola et Semey ont intégré celui de la Sibérie occidentale.

La direction suprême des affaires religieuses relevait de l'administration de région et à travers elle au Ministère des affaires intérieures. La direction locale était gérée par les mollahs. Ceux-ci étaient élus seulement parmi les natifs locaux et étaient confirmés par l'administration de région.

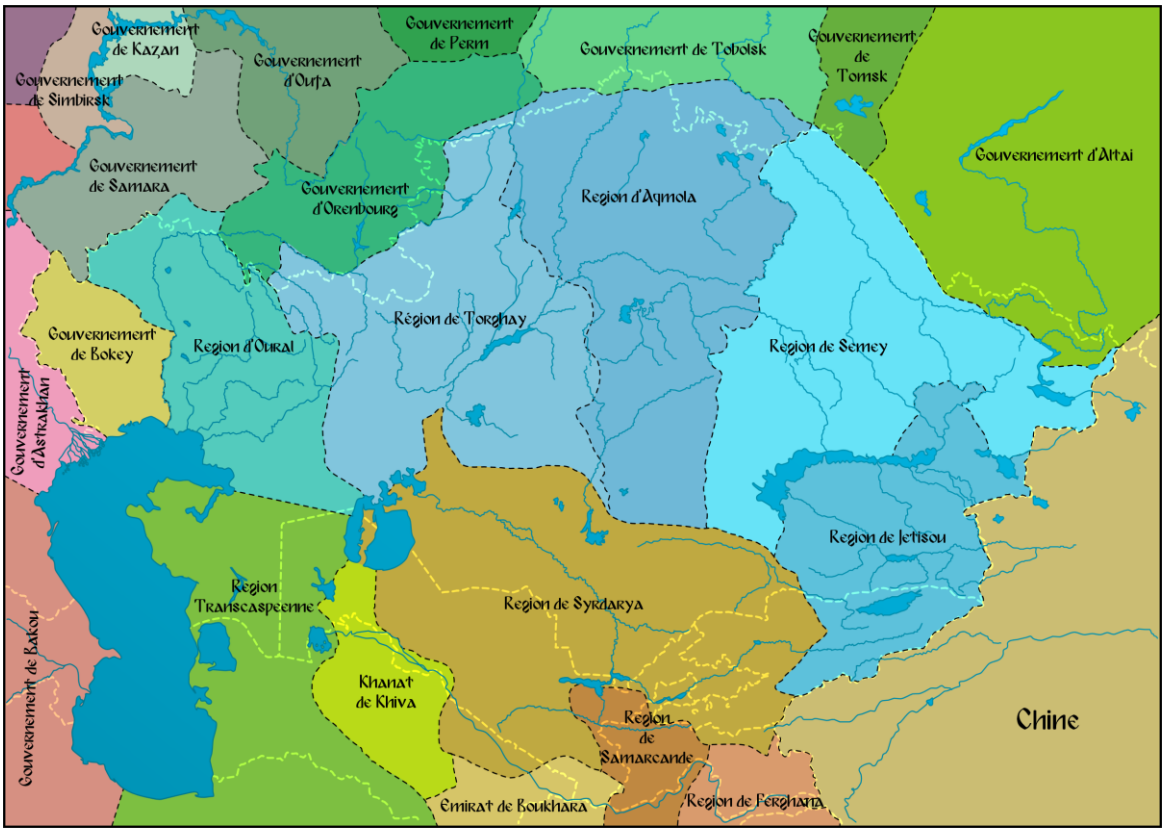
La justice des *biys* était établie, dont les prérogatives ont été considérablement élargies. Le Règlement temporaire a défini trois types de justice : militaire, populaire et civile, sur la base des lois communes de l'empire.

L'Assemblée même était conçue désormais non comme moyen de gestion mais comme outil dangereux de la cohésion des musulmans. Officiellement cette mesure se justifiait par le bas degré de l'islamisation des Kazakhs et l'absence de leur propre organisation spirituelle. Le ministre de l'éducation populaire, inspectant les établissements scolaires de la région d'Orenbourg, écrivait au gouverneur général en décembre 1877 que « Les Kirghizes se disant musulmans, ne se laissent pas guider par le Coran, ni la charia dans leur vie privée et du point de vue religieux tout autant que civil et moral, mais préfèrent les coutumes populaires »[102].

[102] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.79

Le souhait de diffuser en priorité la foi chrétienne au lieu de l'islam, se heurtait dans la pratique au renforcement des positions de celui-ci dans la seconde moitié du XIXème siècle. Le retrait des Kazakhs de l'Assemblée spirituelle devait être un geste de résistance à ce phénomène. Mais cet acte législatif ne signifiait pas sa mise à exécution. Car les mollahs, élus par les départements kazakhs, continuaient à passer l'épreuve sur la connaissance de la religion devant l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg.

En 1900 le gouverneur militaire de la région de Semey engagea une demande sur le retrait de deux mosquées kazakhes de la compétence de l'Assemblée. Mais le Département des affaires spirituelles des confessions étrangères a fait traîner cette question en longueur. Ce qu'il y a de particulier c'est que jusqu'en 1900 l'inexécution de cette directive n'a été perçue par personne. Apparemment, cette inexécution est due au fait que les Tatars habitant dans la steppe restaient sous la direction de l'Assemblée selon la Charte des affaires spirituelles des musulmans datant de 1896, tandis que les Kazakhs en étaient retirés[103].



Carte 8 : le Kazakhstan dans les frontières de l'Empire russe

Source : http://www.yenidenergenekon.com/205-alas-orda-turk-devleti/

[103] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.79

2.2.2. Lutte contre la tatarisation et l'islamisation

Avec la fin de la colonisation de l'Asie centrale et le retrait des Kazakhs de l'Assemblée d'Orenbourg, la Russie tsariste change complètement sa politique envers l'islam par peur de son renforcement. Avant tout cela consistait à diminuer l'influence des Tatars sur les Kazakhs au plan religieux et augmenter leur russification. L'administration de la région et les explorateurs étaient contre les mesures forcées, comprenant que cela pourrait rebuter les populations. Ils comprenaient que le moyen le plus efficace pour diffuser l'orthodoxie et la culture russe, c'était la connaissance des langues natales des peuples asiatiques et la publication de la littérature respective dans ces langues.

Pourtant cette conception ne s'est imposée que dans la deuxième moitié du XIXème siècle, quand ils ont vu qu'un siècle et demi de colonisation n'avait pas changé le mode de vie des Kazakhs ; de plus les nomades commençaient à s'isoler. En analysant les causes de cette évolution des choses, les investigateurs russes ont décelé les erreurs de la politique menée par la Russie. L'une d'elles, c'est une erreur linguistique. Etant donné que l'administration russe n'avait pas de spécialistes des langues orientales, elle a recouru au service des Tatars, en les utilisant comme intermédiaires dans les conversations avec les Kazakhs. Ce n'est qu'à la fin du XVIIIème siècle qu'en Russie s'ouvrent des écoles enseignant le tatar, le persan et l'arabe. Les disciplines orientales ainsi que la faculté des langues orientales à Saint-Pétersbourg et à Kazan, ne seront introduites qu'au XIXème siècle. L' « utilisation » des Tatars a conduit à l'usage du tatar dans les échanges avec les Kazakhs. Mais il est étonnant de constater que l'administration russe ne s'inquiétait pas que ces échanges ne se fassent pas dans la langue natale des autochtones. En introduisant le tatar les Russes ont soumis les Kazakhs à leur influence: l'éducation des enfants par les mollahs tatars, l'explication des bases de religion, le guide des actes rituels, la correspondance avec l'administration russe… Cela a constitué un impact spirituel et idéologique important.

A partir des années 1870, le gouvernement et l'administration russe locale commencent donc à prendre les mesures qui doivent affaiblir l'influence des Tatars. Une des mesures était l'élargissement du réseau des écoles russo-kazakhes. Ce sont les écoles laïques enseignant la lecture et l'écriture avec l'enseignement du russe. La lutte contre la tatarisation se trouvait au cœur du problème linguistique. La langue, comme moyen de conversation et d'influence sur les esprits des gens, constituait un point de focalisation. L'adepte de la succession et de l'idée de parler avec les autochtones dans leur langue natale était Ilminsky, le connaisseur et l'interprète des langues turques.

Ce n'était pas seulement l'administration russe, mais aussi les éclaireurs kazakhs qui s'inquiétaient de tatarisation des Kazakhs. Ils abordaient ce problème du point de vue de l'assimilation du peuple par la perte de la langue. Ibıray Altınsarıulı, à partir des années 1880 a commencé à étudier la charia afin de composer un manuel en kazakh pour éviter que le tatar reste toujours une langue écrite utilisée entre les Kazakhs.

Şoqan Wälixanov qui soutenait la culture européenne, encore au début des années 1860, écrivait que la tatarisation était un fait indésirable et nuisible. Il pensait que l'aide du gouvernement ne devait pas se réaliser en diffusant le christianisme et en persécutant l'islam mais en ouvrant des écoles russes, en organisant le clergé musulman, qui devait se composer uniquement de Kazakhs. Les propositions faites par Walïxanov ont été prises en compte dans l'adoption des « Règlements temporaires » de 1867-1868.

Son contemporain M. Babajanov a lui aussi relevé les problèmes posés par la tatarisation des Kazakhs dans sa revue « Abeille septentrionale » en 1860. Il indiquait les côtés positifs aussi bien que négatifs dans l'activité des mollahs tatars. L'avantage était la prise de connaissance par les Kazakhs de l'écriture perse, arabe et tatare. Le côté négatif de l'activité des mollahs tatars se dévoilait dans la tatarisation.

Un des moyens pour échapper à la tatarisation était le rapprochement avec les Russes, le renforcement des relations bilatérales, selon les éclaireurs de cette époque.

C'est ainsi que la mesure de lutte contre la tatarisation de la steppe a été le transfert des écoles bachkires, kazakhes et tatares y compris les *mektebs* et *medreses* à la charge du Ministère de l'Education (cette décision a été confirmée par le Conseil d'Etat en 1874).

Le ministre de l'instruction populaire avait fait le tour des établissements d'études d'Orenbourg. Dans son rapport, il avait relevé les moyens suivants de tatarisation des Kazakhs[104] :

1/ Les élèves des *medreses* fanatiques migrent annuellement de la Sibérie occidentale au nord de la steppe kazakhe et y habitent comme les Kirghizes[105].

2/ Certains Kirghizes, surtout les riches des villages dans lesquels habitaient les instituteurs, envoient leurs enfants les plus capables dans un des *medreses* tatars proches où ils deviennent des prêcheurs musulmans.

3/ L'administration diffuse l'alphabet arabe et publie pour les Kirghizes les décrets en tatar, la plupart des interprètes appartient au milieu tatar et la langue tatare est le seul moyen de

[104] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke,* op.cit., p.59

[105] A l'époque de l'Empire russe et même jusqu'en 1925 on utilisait le terme Kirghizes pour désigner les Kazakhs. Quant aux Kirghizes, ils étaient appelés Kara-Kirghizes.

communication entre les organes gouvernementaux et le peuple kirghize, ce qui fut une erreur administrative. Cette erreur est considérée comme une bévue de la politique russe au Kazakhstan.

Le ministre terminait son rapport avec la proposition de remplacer le tatar par le kazakh, l'alphabet tatar par le russe et les interprètes tatars par ceux des Kazakhs. Cette proposition était préalablement faite au gouverneur général d'Orenbourg et au ministre des affaires intérieures, qui ont donné leur accord.

Afin de réaliser ces mesures, un recueil d'informations sur les Tatars habitant parmi les Kazakhs est établi : l'appartenance religieuse des secrétaires, la langue des demandes faites par les Kazakhs et la décision des *biys*. On peut apprendre des rapports des chefs d'*ouiezds*[106] que, dans la seconde moitié des années 1870, les secrétaires étaient en général des Russes qui parlaient le kazakh familier. Ils étaient sélectionnés en raison de leur fidélité et nommés par le chef d'*ouezd*. Les Tatars peu nombreux qui habitaient dans les villes d'*ouiezd* enseignaient la lecture et l'écriture ainsi que la religion aux enfants kazakhs. Les chefs soulignaient leurs efforts entrepris pour diminuer le nombre des Tatars et coopter les Kazakhs dans les familles et écoles russes pour apprendre le russe. Pour la diffusion de la langue, ils comptaient sur les élèves kazakhs sortants des écoles russes.

Ordre a donc été donné par l'empereur d'introduire l'enseignement en russe dans les écoles auprès des *medreses*. Pour qu'il soit mis en œuvre, cet ordre est passé par le clergé musulman officiellement reconnu. Il est connu que le mufti d'Orenbourg Sälimgerey Tevkelev soutenant l'ordre d'empereur, a chargé les *akhouns*[107] et mollahs de son exécution. Le gouverneur militaire d'Aqmola dans son rapport au gouverneur général de la Sibérie occidentale est allé plus loin dans l'application de cet ordre, il proposait d'exiger la connaissance du russe par les mollahs.

En 1890 une loi exigeant des mollahs, prétendant à ce poste, de savoir le russe familier a été adoptée. Pour les candidats au poste de mollah, d'*akhoun*, d'imam, non seulement le verdict de la communauté était nécessaire mais il leur fallait aussi passer une épreuve devant l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg sur leurs connaissances de l'islam, et dans l'école d'Aqmola dont le cycle est de trois ans- sur la connaissance du russe.

Cependant le gouvernement et l'administration russes ne pouvaient pas changer la situation. Les causes de leur échec se trouvaient dans la poursuite de buts politiques et

[106] Unité de découpage administratif en Russie tsariste
[107] « Prêtre » musulman en Russie prérévolutionnaire, l'analogue du cadi jusqu'en 1788

idéologiques : dans l'ambition d'éloigner les Kazakhs de l'entourage musulman, imposer de force les valeurs européennes (russes).

Ce fait-là est déjà noté au XIXème siècle par les chercheurs russes. Estimant les actions du gouvernement, Älïxan Bökeyxan[108] écrivait que « Pour empêcher la propagande de l'islam, l'administration chassait de la steppe les Tatars qui possédaient, grâce à cela, l'auréole du martyre, tout en restant dans la steppe, comme les Kirghizes les cachaient ». L'administration exigeait des maîtres dans les écoles nationales la maîtrise du russe. Pour ouvrir ces écoles ou construire une mosquée, il fallait avoir une permission spéciale qui, d'habitude, n'était pas donnée. La politique de russification a même éveillé des soupçons dans la population envers la culture et l'éducation occidentales, et provoqué un sentiment de rejet de tout ce qui provenait du gouvernement.

La tatarisation était identifiée à l'islamisation des nomades. Si l'islam était accepté comme une religion tolérée dans l'Empire, le gouvernement russe ne l'admettait pas comme une force unifiant les croyants, la force constituant l'Etat, car, dans l'islam, le spirituel et le laïque, l'étatique et le privé n'ont pas de limites visibles, la politique compose avec la religion un tout unique. C'est pourquoi le gouvernement, dans les années 1890, prend certaines mesures qui limitent l'activité des mollahs, leur influence sur la population. Ainsi, il reconnaît comme fautif l'ordre des autorités locales de charger les mollahs de procéder à l'enregistrement des nouveau-nés, des mariés et des morts. En 1897, l'ordre du gouverneur général de la Région Steppique, Taube, fait transmettre les registres aux chefs des villages.

La lutte contre l'islam prenait la forme d'une tentative pour limiter la vigueur de la charia. En 1891, est produit un ordre du Conseil d'Etat, confirmé par l'empereur, sur la responsabilité des mollahs pour usurpation non-autorisée du pouvoir. Il s'agissait d'empêcher que les mollahs traitent des affaires familiales et nuptiales sur la base de la charia. Le gouvernement tsariste s'accommodait plus de voir traiter ces affaires sur la base des coutumes du peuple devant un tribunal populaire.

La tatarisation et l'islamisation, en fin de compte, conduisaient à l'unité de deux différents peuples : la première par l'assimilation et la deuxième par une religion. La politique « diviser pour régner » n'était pas étrangère pour la Russie. Le gouvernement russe a eu toujours peur d'une unification de la population musulmane de plusieurs millions d'individus dans l'Empire, et de son soutien par un environnement musulman hostile à la Russie, avant tout celui de la Turquie ottomane.

[108] Homme politique kazakh, leader du mouvement Alaş

2.2.3. Les mollahs et restriction de leurs compétences

Cette période dans la politique de la Russie envers le clergé musulman se caractérise par les essais d'affaiblir l'influence des mollahs. La Russie ne recourait pas à l'aide des mollahs tatars et chaque fois essayait de limiter leur influence, de réglementer leur nombre. Les règlements temporaires de 1867-1868 faisant sortir les Kazakhs de la direction de l'Assemblée, ont soumis les mollahs aux autorités administratives locales : la désignation et la démission des mollahs, le droit d'enseigner et d'ouvrir une mosquée étaient de la compétence des chefs de gouvernement et du district. La raison résidait dans la crainte éprouvée par l'administration russe que l'islam s'enracine bien dans la conscience des Kazakhs.

Le gouverneur militaire d'Aqmola proposait d'interdire aux Tatars d'aller dans la steppe, même pour les affaires commerciales. Cette proposition fut rejetée par le gouverneur militaire de Semey comme une atteinte portée aux droits d'une couche entière de la population et la privation des Kazakhs de la possibilité des recevoir des connaissances élémentaires. Il s'agissait non seulement de mettre un terme à l'activité des mollahs tatars et de raccourcir leur séjour dans la steppe.

Selon les lois russes, la tenue des actes de l'état civil se trouvait dans les mains des mollahs. Pour affaiblir leur impact et leur rôle dans la société, la tenue des registres au Kazakhstan a été transférée aux pouvoirs locaux. Les autorités russes devaient réagir aux plaintes de la population, y compris contre les mollahs. Ainsi, le mollah de *volost* Jumabay Bayburïn a été accusé d'avoir établi un faux certificat de divorce et a été jugé. Au cours de l'enquête, il s'est avéré qu'il avait brûlé exprès les registres. Des 22 livres tenus par le mollah durant les années 1869-1892, seulement 10 ont été conservés[109]. L'enquête a commencé après le dépôt de la plainte de la part de victime. La directive du gouverneur général de la région steppique Taube a exigé la destitution immédiate de l'accusé de son poste. Il se peut que ce ne fût pas un cas unique.

La restriction par la loi d'avoir un mollah par *volost* n'était pas réellement respectée. Chaque aoul[110] avait son propre mollah. Cette circonstance amena souvent à la rivalité entre les mollahs nommés et non-nommés. En particulier, le mollah du département de la partie Kalmouk du khanat de Bökey se plaignait du choix systématique de Kazakhs pour remplir le rôle du mollah.

---

[109] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 113

[110] Village en kazakh

Conférant à la religion une importance éducative, le gouvernement russe a introduit une épreuve destinée aux mollahs sur la connaissance de religion. Bien que les Kazakhs soient sortis de la direction de l'Assemblée, les mollahs continuaient d'y passer les épreuves et seulement après cela étaient désignés sur le poste.

En cas de constat de l'inexécution de ses fonctions, on le destituait du poste occupé. Par exemple, la population des parties Qamys-Samar et Talov du khanat de Bökey se plaignait du mollah du département car il n'avait pas de mosquée, ne s'occupait pas de sa construction, ni de l'ouverture d'une école pour les enfants. De plus on l'accusait de manque d'instruction et d'autres mauvais agissements. La réponse donnée, une fois les faits confirmés, a été sa destitution.

Il faut noter qu'il y avait beaucoup de plaintes contre les mollahs et entre les mollahs mêmes. L'explication de ce phénomène est le caractère électif du poste et la recherche, pour ce poste, de personnes de son entourage. C'est pour cela qu'à partir de la deuxième moitié du XIXème siècle, il y avait de plus en plus de cas de calomnies, subornations et plaintes contre les mollahs et d'autres fonctionnaires qui s'accumulaient dans les tribunaux russes.

A l'occasion de la mise en place du « Règlement temporaire » de 1867-1868 sur l'élection des mollahs du milieu kazakh, leur nombre a considérablement augmenté dans la seconde moitié du XIXème siècle. De plus, le souhait de connaître profondément la religion s'est développé parmi les Kazakhs, ce qui s'est traduit par la croissance du nombre d'élèves chez les mollahs et aussi d'élèves sortant des *medreses* d'Oural-Volga.

Les mollahs compétents, surtout ceux qui ont visité la Mecque, comprennent qu'il est indispensable d'avoir une Direction religieuse, leur propre mufti qui pourrait gérer toute la vie religieuse, un développement de l'activité des mollahs, en leur donnant le droit d'enregistrer les naissances et les décès et le droit de prêter serment.

La correspondance entre le gouverneur militaire d'Aqmola et le gouverneur général de la région steppique atteste qu'en 1889 Qojahmet Sadin, originaire de Kokchetaou, qui a fait le hajj en 1886, convainquait les Kazakhs des districts de Kokchetaou et d'Aqmola de la nécessité du dépôt de demande à l'empereur et de l'envoi à Saint-Pétersbourg de la députation pour la désignation d'un mollah spécial chez les Kazakhs.

Les mollahs ont essayé de diffuser cette idée parmi la population. En rapport avec la diffusion de lettres hectographiques et puis par la collecte des moyens pour partir sur les lieux saints et à Saint-Pétersbourg avec la demande de résolution des questions religieuses, a été mise en place une surveillance inédite sur les mollahs kazakhs effectuée par les chefs paysans, qui rapportaient toutes leurs actions au gouverneur militaire.

Le chef paysan du district Kokchetaou Trockij, a surveillé, à partir de 1893 - l'année de son travail dans la région d'Aqmola, les gens influents parmi les Kazakhs. On peut apprendre de ces rapports que les Kazakhs des régions de Semey et Aqmola maintenaient des relations avec Wali-khan, colonel de la garde habitant à Saint-Pétersbourg, descendant du dernier khan kazakh Wali. Il était au courant des événements dans la steppe et apportait de l'aide aux nouveaux arrivés kazakhs à Saint-Pétersbourg. Selon l'information du chef paysan, Wali-khan était en liens étroits avec les Kazakhs de différents *volosts*. Dans le district d'Omsk les frères Käkenov - l'officier et le mollah s'occupaient de la propagande des voyages à la Mecque, de la diffusion des billets pour l'aller et de l'accueil de la population de différents districts chez eux. Ce chef paysan indiquait les centres musulmans suivants : Kokchetaou et Qyzyljar [111].

Bien évidemment, on proposait de supprimer ces centres et de chasser les personnes les plus actives des lieux d'habitat. Cette mesure était considérée comme suffisante car Trockij était convaincu que le peuple n'était pas arrivé à comprendre et à demander la résolution des problèmes religieux.

Déjà en 1903 le gouverneur général de la région steppique avait fait des rapports au ministre des affaires intérieures sur les gens plus ou moins influents dans la région steppique et leurs activités : les assemblées des Kazakhs de Qyzyljar chez Töreğulov, Aqşorïn et l'*akhoun* principal de ville pour étudier les problèmes religieux. A Kokchetaou 6 lettres hectographiques ont été trouvées chez les mollahs Talasov, Qulıqov, Qadırov et Qosşığulov. Qosşığulov a ouvert un internat auprès de la mosquée sans autorisation. On a trouvé 108 livres musulmans non-autorisés par la censure russe, etc. Le gouverneur général steppique a demandé l'autorisation de renvoi de Talasov et Qosşığulov et 1 500 roubles pour organiser une surveillance sur l'activité propagandiste des personnes hors la loi, mettre une garde fortifiée dans les villes Qyzyljar et Omsk et renforcer a police du district dans la région steppique.

Pour ce qui est de prêter serment dans la mosquée en présence du mollah, l'administration russe rappelait les spécificités de l'islam kazakh. Elle refusait que le serment soit prêté vu l'absence de cette tradition chez les Kazakhs et en plus en présence du mollah. N'importe quelle personne sachant lire et écrire pouvait être mollah. L'administration cherchait à empêcher l'islam de se renforcer et à la charia d'être diffusée parmi les Kazakhs ; c'est la raison pour laquelle elle en appelait toujours au droit coutumier

[111] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 115

des nomades, pensant ainsi aux intérêts de la Russie. La volonté des mollahs de régler les affaires familiales et nuptiales par la charia mais pas par l'*adat* était perçue par l'administration comme une appropriation non-autorisée du pouvoir.

Chez les Kazakhs connus (comme Abay Qunanbayulı[112]), chez les mollahs et les instituteurs, on effectuait des perquisitions politiques : la bibliothèque et la correspondance était enlevées.

Vers la fin du XIXème siècle, le nombre des mollahs a augmenté au Kazakhstan, mais ils ne se sont pas regroupés en organisation. De plus, en rapport avec le mouvement réformateur, le clergé s'est divisé en qadimistes traditionnalistes et djadidistes rénovateurs. Dans leur polémique, ils en appelaient à l'opinion publique et aux autorités russes. Mais la supériorité numérique était rapide chez les djadidistes et les autorités russes ont soutenu les *qadimistes*, craignant le renforcement des réformateurs.

Les autorités russes construisaient donc leur politique vis-à-vis des mollahs dans le souci des intérêts de l'Etat. Le clergé musulman qui avait obtenu un statut officiel seulement à la fin du XIXème siècle, était exploité par la Russie pour réaliser sa politique au Kazakhstan. Les mollahs exerçaient les tâches diplomatiques et celles de renseignements, et contribuaient à la naturalisation des Kazakhs en Russie et aussi à l'établissement de la paix par le biais de la religion dans la steppe.

Pour leurs mérites spéciaux, ces mollahs obtenaient une récompense généreuse- le traitement annuel. Ce type de relations entre les autorités et les mollahs a été caractéristique seulement dans la première moitié du XIXème siècle.

Quand ils n'ont plus eu besoin de leurs services, les autorités ont voulu voir dans les mollahs uniquement les serviteurs de culte dans le cadre autorisé par les lois russes. Ce cadre visait à limiter l'influence des mollahs et le renforcement de l'islam dans la conscience des Kazakhs. Ces mesures limitatrices ont provoqué la réaction inverse : d'un côté, leur non-respect et leur infraction, et, de l'autre, les revendications d'égalité en droits avec la religion dominante.

2.2.4. Politique de l'enseignement religieux

La politique de la Russie par rapport aux établissements scolaires confessionnels des peuples rattachés s'est formée avec le postulat de répandre dans le peuple les idées religieuses et morales et puis de diffuser les connaissances basiques. Ainsi, au Kazakhstan, les premières

[112] Ecrivain, poète kazakh le plus célebre

mektebs[113] auprès des premières mosquées commencent à se construire sous la directive de Catherine II dans les années 1780 avec l'espérance d'implanter, à travers la religion, la morale, l'ordre et la soumission aux autorités chez les Kazakhs. Il est connu que ces *mektebs* n'étaient pas visités par les Kazakhs. Il faut en voir les raisons dans le peu de besoin d'enseignement livresque dans la population mais aussi dans sa méfiance envers les écoles ouvertes par le gouvernement chrétien. Les premiers contacts avec les Kazakhs depuis le XVIIIème siècle par le biais des Tatars ont déterminé aussi l'enseignement du tatar dans la première moitié du XIXème siècle. Vers les années 1860, cette politique était reconnue comme fautive. [114]

A partir des années 1860, la politique scolaire du tsarisme dans les gouvernements d'Oufa et d'Orenbourg, amenait, d'une côté, à l'élargissement des écoles étatiques, et de l'autre, à l'étatisme des écoles et des *medreses*, leur soumission aux intérêts d'Etat. Elle se répandait sur tout le territoire du Kazakhstan.

L'élargissement du réseau scolaire étatique dans la région se faisait en ouvrant des écoles russo-kazakhes pour la population locale. Le système pédagogique de l'orientaliste connu, le missionnaire Ilminsky, servait de base pour l'organisation des écoles pour les peuples non-russes. Il visait à renforcer l'influence idéologique de l'absolutisme sur les allogènes et à préparer des fonctionnaires fidèles pour réaliser la politique coloniale. La cohésion des allogènes avec l'Empire était possible à travers la diffusion de l'orthodoxie et de la langue russe parmi eux, selon Ilminsky. Un des moyens importants en vue de soumettre ces peuples spirituellement devait être les écoles gouvernementales avec l'enseignement initial dans la langue maternelle des élèves. Les idées d'Ilminsky étaient partagées par le curateur de la zone scolaire de Kazan, P. Šestakov, le gouverneur général d'Orenbourg, N. Kryjanovskij, et d'autres personnes de grades élevés.

Le système d'Ilminsky était soutenu par le gouvernement, ratifié par le Conseil du ministre de l'enseignement populaire, et, le 26 mars 1870, légalisé dans le règlement « Sur les mesures dans la formation des allogènes peuplant la Russie »[115]. Dans le règlement, les allogènes étaient divisés entre chrétiens et musulmans. Les moyens de l'instruction se différenciaient, mais l'objectif était le même : la russification et la cohésion avec le peuple russe.

---

[113] Ecole primaire musulmane dans l'Empire russe

[114] AYTBAYEVA R., « Mekteby i medrese v politike Rossijskogo gosudarstva v Kazahstane v XIX veke » (Mektebs et medresses dans la politique de la Russie au Kazakhstan au XIX siècle), *Eurasian Community*, N°1, 2004, p.147

[115] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 102

Pour la formation des Kazakhs, aussi des Tatars et des Bachkirs de confession islamique, les écoles étaient prévues avec l'enseignement du russe. Les idées suivantes étaient empruntées au système d'Ilminsky : l'utilisation de la langue natale comme moyen d'éducation, la préparation des instituteurs chez les Kazakhs mêmes. Le programme des ces écoles incluait la langue russe, la calligraphie, l'arithmétique et la charia. L'enseignement reposait sur des manuels édités spécialement avec les caractères russes pour éloigner les Tatars, Kazakhs et des Bachkirs de l'écriture arabe. On cherchait à empêcher la tatarisation associée à l'islamisation.

L'instruction des peuples non-russes devait se limiter à l'école primaire. Le gouvernement était contre l'éducation des enfants dans les gymnases et les universités. La préparation de l'intelligentsia nationale – le porteur des cultures nationales – était contraire aux intérêts du tsarisme. Il lui fallait une école comme outil de la lutte politico-idéologique mais pas comme institution éducative et civilisatrice. L'Etat ne pouvait pas se permettre ce type de luxe pour les allogènes dans le même temps que la population russe n'avait pas la possibilité d'obtenir une formation secondaire et supérieure. Cependant, ces écoles primaires contribuaient objectivement à l'évolution de l'alphabétisme et de la culture spirituelle des Kazakhs.

L'attitude des organes étatiques pour les établissements scolaires traditionnels des peuples musulmans – les *mektebs* et les *medreses*, se reflète dans le règlement « Sur les mesures de la formation des allogènes peuplant la Russie ». Les autorités intéressées à l'exploration rapide de la richesse de la région, cherchaient à initier les peuples turcs aux intérêts nationaux russes. La poursuite de ces fins se voyait dans la diffusion de l'éducation et de la langue russes, mais à travers les écoles nationales. Selon le règlement, il était prévu d'ouvrir dans les *mektebs* et *medreses* des classes dites russes. La première année on autorisait l'utilisation de la langue maternelle des élèves, mais, par la suite, il fallait suivre les cours uniquement en russe. L'édition des manuels était prévue pour les élèves kazakhs en langue maternelle familière avec des caractères russes.

En même temps la restriction des droits autonomes pour les écoles musulmanes était envisagée. Les autorités locales ne devaient ouvrir de nouveaux *mektebs* et *medreses* qu'avec l'obligation de mettre l'instituteur de la langue russe à la charge des sociétés musulmanes. Pour encourager les personnes souhaitant obtenir les postes spirituels à apprendre le russe, on prévoyait de mettre en place le cursus scolaire russe.

Pour coordonner les efforts des autorités locales, visant à appliquer les mesures concernant les écoles non-russes, en 1875, dans le ressort académique d'Orenbourg, un poste

d'inspecteur des écoles tatares, bachkires et kazakhes était créé. Dans les charges imposées, il y avait le contrôle des *mektebs* et *medreses*, le recueil d'informations sur eux, la composition et l'édition de manuels dans les langues locales. Afin de renforcer le contrôle sur les écoles musulmanes en 1874, ils étaient transférés sous la direction du Ministère de l'instruction populaire (alors qu'avant ils relevaient du Ministère des affaires intérieures). [116]

Dans les années 1880, l'intervention de l'Etat dans la vie des établissements scolaires nationaux devient plus active. La raison en était l'échec du règlement « Sur les mesures pour la formation des allogènes peuplant la Russie ». Malgré tous ses efforts, le gouvernement ne pouvait pas limiter complètement l'activité et la sphère d'influence des *mektebs* et *medreses*. Leur nombre augmentait et le contrôle restait nominal. Les classes russes s'ouvraient lentement. De plus, elles donnaient des résultats inattendus pour les autorités. L'apprentissage du russe élargissait l'horizon des élèves des *medreses*, donnait le goût des études c'est-à-dire se transformait en facteur de développement des intellectuels nationaux. C'était contraire à la politique nationale et coloniale du tsarisme. Les représentants de l'administration scolaire russe ont donc décidé de fermer les classes russes.

En même temps, les classes russes auprès des *medreses* montraient l'arriération qui avait cours pendant les études dans les *mektebs* et *medreses* et étaient devenues un exemple pour introduire les idées et les méthodes progressistes. Par la suite les classes russes s'ouvraient désormais selon l'initiative de la population même.

Un des essais d'intervention dans la vie des établissements d'enseignement musulmans était la directive du Ministère de l'instruction, datée de 1892, sur la suppression des livres manuscrits des *mektebs* et des medreses et l'interdiction faite aux mollahs ayant obtenus leur formation à l'étranger de mener une activité pédagogique. Cela équivalait à la fermeture de plusieurs établissements scolaires musulmans. Les années 1890 voient le développement remarquable de la conscience nationale, et la réaction sensible aux décrets du gouvernement. Cet oukase a en effet suscité des protestations de la part de la population ; dans les organes étatiques étaient reçues des demandes des visiteurs de ne pas intervenir dans la vie intérieure des établissements scolaires nationaux. Sur la recommandation du Ministère des affaires intérieures, cette décision du ministre d'instruction a été annulée en 1894[117].

Le gouvernement a chargé l'école de tâches politiques, idéologiques et défensives, d'autres formes de l'instruction étaient conservées. Le témoin flagrant de ce fait était

[116] AYTBAYEVA R., « Mekteby i medrese v politike Rossijskogo gosudarstva v Kazahstane v XIX veke », op.cit., p.148

[117] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 104

l'attitude des autorités pour le djadidisme. L'attitude de méfiance initiale envers les djadidistes s'est transformée dans l'instauration d'une surveillance policière, de perquisitions dans les maisons, du bannissement et de la fermeture des *medreses* djadidistes. Par exemple, les cours pédagogiques dans la bourgade de Seyit, préparant les instituteurs laïcs de plusieurs peuples turcs, ont été supprimés sur l'ordre du gouverneur d'Orenbourg en 1901.

Les pouvoirs ont eu peur que l'initiation des masses populaires aux connaissances amène la déstabilisation du système politique. Le développement économique du pays demandant des gens cultivés, a poussé le gouvernement à ouvrir des écoles mais il se bornait à des demi-mesures. Ainsi, les écoles pouvaient être uniquement primaires pour la masse générale de la population.

Les écoles confessionnelles – les *mektebs* sur le territoire du Kazakhstan commencent à apparaître sur l'ordre et avec l'autorisation du gouvernement russe à partir du début du XIXème siècle. Durant ce siècle, on observe leur évolution quantitative surtout dès les années 1860-70.

Les sources conservées, généralement écrites par les fonctionnaires d'Etat, ne permettent pas d'avoir des données réelles sur ces écoles. Ils avaient une attitude dédaigneuse envers elles et essayaient de les ignorer. Les rapports des gouverneurs contiennent certaines données sur le nombre des *mektebs* et *medreses* et le nombre des élèves.

A partir de 1896, dans les rapports, apparaît le nombre des écoles auprès des mosquées et *medreses* : en 1896 il y avait 206 ; après une forte diminution en seulement 4 ans il n'en restait que 74.[118] Par rapport aux régions de Semey et Aqmola, dans les régions d'Oral et Torghay, il y avait plus d'établissements scolaires musulmans.

En 1886 dans la région de Semey on comptait 15 *mektebs* -13 dans les villes et 2 dans les villages tatars. Dans le rapport, il était indiqué que dans ces villages, en général, ce sont les garçons qui fréquentaient les écoles, les filles étudiaient 39 fois moins que les garçons, et c'était le cas des filles kazakhes car les filles tatares prenaient des cours à domicile. Le gouverneur de Semey a fait une petite analyse en divisant les élèves selon l'appartenance ethnique –tatars et kazakhs – et en comptant le pourcentage des élèves sur la population. Il y avait 370 élèves dans chacun, 1 élève pour 12 hommes parmi les Kazakhs.

[118] AYTBAYEVA R., « Mekteby i medrese v politike Rossijskogo gosudarstva v Kazahstane v XIX veke », op.cit., p.149

Dans le rapport de 1888, il y avait les chiffres suivants : dans 12 *mektebs* – 716 garçons et 45 filles.[119] Dix ans plus tard, en 1898, dans la région, il y avait 16 écoles musulmanes auprès des mosquées et 13 écoles musulmanes dans les maisons privées. Ces chiffres-là donnent une opinion sur l'évolution des établissements musulmans à la fin du XIXème siècle et celle du nombre des élèves, ce qui montre l'augmentation de l'intérêt pour la religion et les savoirs. Surtout cela concerne les filles. Si en 1894 il y avait 59 filles, en 1900 il y en avait déjà 348.

Les revues de la région Aqmola montrent que le nombre des *mektebs* dans la région durant 11 ans n'a guère changé. En 1887, dans les villes du district il y avait 12 *mektebs* avec 267 garçons et 118 filles, tandis qu'en 1898 il y avait 11 *mektebs* avec 332 garçons et 93 filles.

C'est une autre image que renvoient les régions méridionales du Kazakhstan-Syrdarya et Jetisou. Dans la revue de la région de Jetisou, pour l'année 1893, il est montré que dans les maisons de prière chez les musulmans il y a 105 écoles où étudient 3 338 garçons et 680 filles. Dans les années qui suivent, le nombre des établissements scolaires baisse sans raisons apparentes. Ainsi, en 1897, on montre seulement le nombre des enfants étudiant chez les mollahs – 7 859. Probablement ce sont les enfants des Kazakhs. En 1900, on indiquait 63 écoles autochtones, où il y avait 1611 garçons et 488 filles. Par contre, cela doit correspondre aux écoles des peuples musulmans comme les Tatars, les Ouzbeks, les Dounganes et les Ouighours. Le rapport montrait que les Kazakhs n'avaient pas d'école, l'enseignement se faisait à la maison. Le nombre des élèves kazakhs équivalait 1 716 garçons et 299 filles.

En 1870, dans la région de Syrdarya il y avait 545 établissements scolaires musulmans avec 10 021 élèves. En 1888, il y avait 1 111 *mektebs*, 31 *medreses* avec un nombre d'élèves de 20 055. Dans la même région, en 1890, il y avait 27 *medreses* avec 1 522 élèves et 1 195 *mektebs* avec 18 022 garçons et 3 924 filles. Le nombre des *mektebs* a augmenté 84 fois, celui des élèves a augmenté de 3 733 personnes par rapport aux données précédentes. Quant aux *medreses*, leur nombre diminuait de 4 fois, celui des élèves de 320 personnes[120].

Le gouverneur de la région Syrdarya soulignait aussi l'insuffisance de chiffres surtout pour les filles. L'inexactitude des chiffres pour les écoles musulmanes s'explique par le souhait de la population de dissimuler ses écoles à la comptabilité publique, conséquence de

[119] SÄBITOV N., *Mekteby i medrese u kazahov*, Almaty, Académie des Sciences de la RSS KazakheNauk, 1950, p. 16

[120] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 106

la politique limitatrice du tsarisme. L'autre raison était, apparemment, la diffusion de la forme domestique de l'éducation, ce qui est typique chez les nomades kazakhs.

La différence entre les *mektebs* et *medreses* était indéfinie. Selon l'estimation d'E. Smirnov, dans la région de Syrdarya les vrais *medreses* existaient uniquement à Tachkent et Khodjent. D'autres établissements scolaires portant le même nom existaient dans d'autres villes et villages mais c'étaient les *mektebs* habituels qui avaient conservé leur nom précédent. L'existence des *medreses* était instable, elle dépendait de la situation matérielle de la population, de la personnalité du clergé et de la présence de mécénats. Au XIXème siècle, les *medreses* bachkiro-tatars en Oural et Volga sont devenus des centres d'études religieuses pour tout l'Orient russe.

Un de ces centres reconnus était le *medrese* de Sterlibach, ouvert déjà au XVIIIème siècle, à Sterlibach, dans l'*ouiezd* de Sterlitamak du gouvernement d'Orenbourg, puis celle d'Oufa. Au XIXème siècle il s'est transformé en établissement universitaire de type médiéval. Le haut niveau de l'enseignement, l'esprit démocratique de l'école attirait la jeunesse de la région mais aussi celle du Kazakhstan et de l'Asie centrale. Au début du XIXème siècle, le nombre d'élèves se montait à 200, dans les années 1860-1880 à 500-600 personnes, dont 10-20 Kazakhs de la région d'Oral. Dans le gouvernement d'Orenbourg des *medreses* importants existaient au fort de Seyit, au total 9 où, en 1869, étudiaient 469 Bachkirs, Tatars et Kazakhs[121].

Plusieurs *medreses* portaient le nom de leurs fondateurs. Par exemple, l'école djadide connue – *medreses* Rasuliyya à Troitsk, a été fondée en 1884 par l'instituteur bachkir Zaynoulla Rasoulev, sur les fonds de l'éclaireur kazakh Ibıray Altınsarıulı. Dès la fin du XIXème siècle, après les réformes liées à l'introduction de la méthode phonétique de l'enseignement, du système des cours et des matières laïques, cette école est devenue un établissement populaire mais aussi le centre de la vie religieuse des Bachkirs et des Kazakhs des régions d'Oral et Torghay.

Le but principal des *medreses* était l'éducation religieuse et morale et la préparation des précepteurs spirituels, des dirigeants des établissements islamiques et des communautés. Dans le cursus dominaient les disciplines théologiques : le dogme musulman, le droit, la logique, l'arabe. Le programme des *medreses* à nouvelle méthode, comme celui de Rassouliya par exemple, incluait la théologie, la langue tatare, l'arabe et le russe, la calligraphie, la lecture, l'apprentissage et l'interprétation du Coran et des hadiths, les mathématiques,

[121] AYTBAYEVA R., *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 106

l'histoire russe, tatare et mondiale, l'histoire de l'islam et l'histoire sacrée, le droit musulman, la logique, l'éthique, l'hygiène, la géographie, la physique, la chimie, la zoologie et la pédagogie. Le cursus était prévu pour 11 ans. La durée de l'enseignement dans un *medrese* n'était pas limitée dans le temps mais pour effectuer le cursus complet il fallait 10-15 ans. Bien entendu, rares étaient les personnes qui pouvaient étudier autant du temps.

La plupart des choses pour acquérir la renommée et la popularité dépendait de *mudarris*[122], de ses ambitions pour l'instruction réelle. Les enseignants d'avant-garde qui se penchaient sur les matières laïques, souhaitant dépasser la scholastique, n'épargnant rien pour la création des bibliothèques, assuraient à leurs disciples un niveau de préparation relativement assez haut pour ces temps-là. Les fonctionnaires gouvernementaux comparaient ces *medreses* avec les facultés théologiques des universités, les séminaires spirituels ou les académies. Au Kazakhstan il n'y avait pas de *medreses* de ce niveau. Et pour continuer leurs études, les Kazakhs allaient dans les *medreses* d'Oural-Volga et dans ceux d'Asie centrale.

L'organisation des cours était définie par l'objectif que se fixait l'établissement scolaire. Le but des *mektebs* était l'apprentissage à la lecture et l'écriture, la connaissance des principes de l'islam. Le cursus scolaire correspondait au but prévu : la lecture et l'écriture en arabe, la théologie islamique et les bases de l'arithmétique. La caractéristique indiquée par les représentants russes correspond à la réalité, car dans ces écoles on apprenait l'alphabet arabe, la lecture et l'interprétation du Coran et quelques lettres spirituelles. Il ne s'agissait pas de s'occuper de l'évolution intellectuelle de l'enfant et lui donner les connaissances élémentaires.

Une des causes en était la complexité de la langue arabe : la similitude de l'écriture de plusieurs lettres, la dépendance de leur position à l'intérieur du mot, le nombre inférieur des voyelles, la grande différence des langues turques. Non seulement la méthode phonétique mais aussi la méthode littérale de l'apprentissage de l'arabe compliquait les choses. C'est pour cela que les élèves apprenaient à lire avec difficulté.

L'autre raison était la rupture entre la langue enseignée à l'école et celle de la conversation dans la famille. Ce n'est pas hasard que plusieurs élèves étudiant quelques années sortaient des *mektebs* sans savoir lire. Même ceux qui avaient réussi à apprendre à lire et écrire en arabe, n'avaient pas l'acquis de la lecture. Au bout d'un certain temps ils oubliaient tout ce qu'ils avaient appris à l'école. Une autre raison de la faiblesse des connaissances était le défaut d'assimilation véritable par l'élève. Il apprenait tout par cœur, et

[122] Instituteur dans les écoles musulmanes

la punition corporelle n'était pas rare, car l'impossibilité de faire apprendre par conviction amenait à l'usage de la cravache.

Selon les cours, certains *mektebs* correspondaient aux écoles paroissiales russes, d'autres aux écoles populaires d'une classe. Malgré ses défauts, les *mektebs*, comme écoles primaires, exerçaient leur mission pédagogique en diffusant l'instruction élémentaire dans une partie définie de la population.

Selon l'information du chef du district d'Aqmola, l'alphabétisme de la population était de 10% dans le district[123]. L'alphabétisme dans les régions d'Aqmola et Semey devait être au même niveau et un peu élevé que dans les régions d'Oral, de Torghay et du Turkestan.

Comme nous l'avons évoqué ci-dessus, les mesures entreprises par rapport aux écoles confessionnelles des musulmans ne donnaient pas les résultats souhaités. Le dernier essai pour instaurer un contrôle sévère a été entrepris après l'événement d'Andijan. Au Turkestan, a été créée une commission pour l'étude des questions religieuses de la région. L'avis de la commission a été de refuser d'intervenir dans le cursus scolaire, d'essayer de régler l'enseignement dans les *mektebs* et *medreses*, et qu'un contrôle soit exercé par le Ministère de l'instruction populaire. La commission proposait de faire attention aux établissements scolaires russes, afin d'améliorer leurs travaux et d'attirer la population locale. Quant au contrôle sur les écoles musulmanes, on proposait de le limiter par des mesures à caractère administratif et de le concentrer dans les mains des chefs des régions et des districts. La commission a dressé un « Projet du règlement sur la gestion des établissements scolaires musulmans ». Le projet ne contenait principalement rien de neuf. De nouveau était soulevée la question des classes russes auprès des *medreses* et des enseignants - sujets russes (généralement du milieu kazakh). Comme c'est connu, le projet est resté sans effet après les discussions.

Les Tatars faisaient partie de la population musulmane de la Russie la plus compétente, ayant le sens le plus développé de la conscience nationale et religieuse et des idées avancées de la réforme de l'éducation musulmane. C'est la raison pour laquelle ils étaient les enseignants les moins souhaités.

Donc, la politique de la Russie vis-à-vis aux établissements scolaires musulmans visait à les utiliser pour les intérêts de l'Etat mais pas pour ceux de l'individu et de la société. De ce fait, les premiers *mektebs* auprès des mosquées ouvertes par l'Etat orthodoxe, ont été créés dans le but d'initier à la religiosité et à la soumission au pouvoir. Ils n'ont pas eu de succès,

---

[123] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 108

non seulement à cause de la méfiance de la population mais aussi parce qu'elle n'en ressentait pas le besoin.

L'autre but de la politique scolaire gouvernementale – opposer les *mektebs* et *medreses* aux écoles russo-kazakhes et faire de la population locale des fonctionnaires soumis, a aussi échoué. Ces écoles-là cédaient aux écoles musulmanes numériquement, ne pouvaient pas concurrencer les écoles traditionnelles. D'autre part, elles ont joué un rôle progressiste, en initiant les Kazakhs à la culture russe et formant les intellectuels nationaux.

Les tentations d'installer un contrôle sur les *mektebs* et *medreses* à travers la subordination au Ministère de l'instruction populaire et de limiter leur croissance par le biais d'ouverture des classes russes (c'est dans ce cas-là que leur ouverture était autorisée) n'a pas non plus de succès. Un inspecteur scolaire pour le gouvernement qui devait contrôler les établissements scolaires russes et musulmans, ne suffisait pas. Son contrôle était purement nominal. A la fin du XIXème siècle les *medreses* s'ouvraient non seulement sans classes russes à l'intérieur, mais aussi sans aucune autorisation des pouvoirs en place.

Les essais d'intervention dans la vie intérieure des écoles musulmanes sur l'utilisation des livres, soumis à la censure, et l'admission seulement des enseignants du milieu local fidèles aux Russes restèrent sans résultats. Ils suscitaient la réaction négative de la population si bien que les autorités furent obligées d'annuler ces directives.

Les autorités jugèrent qu'il n'était pas nécessaire de contrôler et d'intervenir dans la vie intérieure des établissements scolaires musulmans. Les chefs des gouvernements et des districts devaient juste surveiller le nombre des écoles et effectuer une prévention de l'idéologie antiétatique. Il était difficile de définir le nombre des écoles : les formes domestiques de l'enseignement, mais aussi la volonté de cacher la présence de l'école – suite à leur restriction – ne donnaient pas la possibilité de fixer exactement leur nombre.

On peut dire que les buts du gouvernement d'utiliser les écoles musulmanes pour servir les intérêts de l'Etat ne se sont pas révélés justes. Elles restaient les foyers de l'instruction et de la culture, malgré les formes arriérées de l'éducation, éveillant la conscience nationale et religieuse de la population, véhiculant les idées avancées.

2.2.5. Institution de *waqf*

Une des plus importantes institutions de l'islam est le *waqf* dont l'existence est consacrée par la charia. Le *waqf* est un bien inaliénable, dans un sens large – toutes les terres obtenues par les musulmans où le *kharâj* était payé, et dans un sens étroit – les biens

mobiliers et immobiliers. Leur destination essentielle était le soutien de l'éducation, des établissements de charité et du personnel du clergé ; c'est pour cela que les *waqfs* appartenaient aux *medreses*, mosquées, cimetières, mausolées et aussi aux descendants des saints. Les *waqfs* étaient crées grâce aux dons des gouverneurs, des sociétés, des personnes privées et à l'acquisition des mosquées par l'achat. Aux biens de *waqf* appartenaient les constructions d'irrigation, les terres cultivées, les magasins, les moulins, les ateliers, les caravansérails. Dans les pays musulmans, les établissements religieux faisaient partie de l'institut d'Etat et il n'y avait pas de taille supplémentaire au profit du fisc. Le bien héréditaire était la propriété de l'édifice religieux dont une partie des revenus allait à son entretien, l'autre se répartissait entre les religieux. Il y avait également les *waqfs* familiaux personnels consacrés aux descendants des cheikhs et des saints respectés. Possédant des terres immenses, les organisations spirituelles obtenaient de grands revenus et jouaient un rôle important dans la vie économique de l'Etat. Dans le khanat de Boukhara 20% des terres cultivées appartenaient aux biens de waqf tandis qu'au khanat de Khiva jusqu'à 32%[124].

L'idée de la puissance économique des établissements islamiques dans les pays musulmans s'est répandue sur l'histoire de l'islam en Russie. Les conditions historiques de l'existence de l'islam sur le territoire russe ne favorisaient pas l'évolution des *waqfs*. Le Kazakhstan et d'autres régions de l'Empire russe traditionnellement musulmanes n'étaient pas considérés comme une partie du monde musulman. L'islam se diffusait ici non par la conquête ou par la force mais graduellement, à travers les liens avec le monde musulman, par le biais de l'activité missionnaire. Par conséquent, ce sont seulement les aspects constituant le mode de vie islamique qui se sont répandus. Les fonctions politiques et économiques de l'islam étaient considérablement tronquées.

D'un autre côté, la Russie après la conquête du Kazan et de l'Astrakhan aux XVI-XVIIIème siècles menait une politique de christianisation et de déconstruction des mosquées. La lutte contre l'islam s'accompagnait par l'octroi de facilités pour les Tatars nouvellement baptisés. Le code synodique de 1649 permettait d'enlever les terres des hétérodoxes, en particulier des musulmans, au profit des convertis à l'orthodoxie. A l'époque de la christianisation des hétérodoxes, il ne peut pas être question de formation des biens de *waqf* chez les musulmans autant sous forme des possessions foncières.

Avec l'instauration en 1789 de l'Assemblée, les fonctions et les droits des mollahs nommés étaient élargis. Au XIXème siècle, la condition patrimoniale du clergé officiel s'est

[124] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.86

consolidée. Il avait déjà une source permanente des revenus : la rémunération pour l'exercice des rituels (l'attribution du prénom, le mariage, les funérailles, sacrifices pendant les fêtes religieuses). Par exemple, pendant la fête du mouton, on donnait au mollah la meilleure partie de l'animal sacrifié, la peau et de l'argent. Après la mort d'un musulman, on lui donnait certaines affaires : des vêtements, les objets d'usage courant, le cheval, la vache. Une partie de l'argent reçu allait à l'entretien des écoles religieuses et se transmettait à l'Assemblée pour l'entretien du *muftiyat*. Le reste faisait partie de revenu des religieux.

Le niveau du développement socio-économique dans l'aoul kazakh ne permettait pas parler de revenus élevés des mollahs, surtout financiers. Les établissements musulmans sur la grande partie du Kazakhstan commencent à apparaître après la fin de colonisation par la Russie avec l'autorisation des pouvoirs ; il ne saurait donc être question de *waqf* comme l'immobilier. De plus, selon le « Règlement temporaire » de 1867-1868, la terre était proclamée la propriété d'Etat, les *waqfs* n'étaient pas autorisés.

La pratique de donation au profit des établissements musulmans en Russie n'a eu lieu qu'à la fin du XIXème siècle, c'est pourquoi elle ne s'est pas transformée en système. Au Kazakhstan, apparemment, les mosquées construites sur les moyens des gens aisés et des visiteurs relevaient de cette pratique. Pourtant ce n'étaient que des constructions simples, et il est peu probable que leur rentabilité ait été considérable. En 1889, dans toutes les mosquées (circonscriptions) de l'Assemblée spirituelle d'Orenbourg éparpillées dans 23 gouvernements et régions de l'Empire, dans la possession de l'Assemblée il y avait au total 21 biens de *waqf*. En même temps, dans la région de Syrdarya, il y avait 2027 biens de *waqf* : *medreses*, mosquées, caravansérails, magasins, moulins, immobiliers de la cour, cellules, boulangeries, jardins, parcelles de terrain, bibliothèques, argent en espèces. En Asie centrale, chaque medrese avait un revenu moyen des waqf de 439 roubles[125].

Mais dans la région du Turkestan où les établissements islamiques avaient une histoire ancienne, le bien de *waqf* n'était pas développé de la même manière. Selon les données d'archives, dans une grande partie de la région Jetisou, il n'y avait pas de *waqf*. Les biens de *waqf* se trouvaient principalement dans la région de Syrdarya. Après la conquête de la région, ce bien restait en inviolabilité de la part de l'administration russe bien qu'elle ne refuse pas l'idée de définir des droits de possession et de frapper d'un impôt ces biens-là.

Le premier essai de définir les droits du bien a été fait par l'administration en 1867. Deux commissions ont été créées dans le but d'étudier les documents de *waqf* et d'établir les

[125] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 88

droits de possession et d'utilisation des terres. Les dirigeants de Tachkent et des *ouiezds* de la région ont dû obliger la population à présenter tous les documents relatifs au *waqf* à la commission dans un délai d'un mois à travers leur administration. Les résultats de ce travail ne sont pas parvenus à la commission, et en 1874 les documents ont été rendus à la population.

C'est seulement après 1886 que le gouvernement tsariste a eu le courage d'attaquer la puissance économique des organisations religieuses. Dans le « Règlement sur la gestion de la région de Turkestan » de 1887, la question sur les *waqfs* a obtenu la solution suivante :

1) l'établissement des nouveaux *waqfs* se faisait avec l'autorisation du gouverneur général

2) les *waqfs* devaient être contrôlés par la direction régionale : la ratification des documents, la structure de la direction, la surveillance sur le bon usage des revenus et le droit de leur révision

3) l'étude des documents de *waqf* et la nomination des droits étaient assurées par les commissions foncières et d'impôts

4) les modalités de taxation des terres inhabitées de *waqf* d'un impôt foncier de l'Etat étaient définies[126].

Pour réaliser ces décisions en vigueur il fallait étudier le *waqf*. Avec cet objectif, l'administration de la région exigea de la population la présentation des documents établissant les droits de *waqf* sur les terres afin de les faire étudier par les commissions foncières et celles des impôts. Il s'est avéré pendant l'étude des documents que certaines possessions foncières de *waqf* ont perdu leurs noms et, même avant l'annexion par la Russie, sont passées à la propriété de la population. Ces terres ont été déclarées propres à ceux qui les cultivaient.

De la même façon, on trouvait les biens de *waqf* dont les documents étaient perdus et auxquels les sociétés ont renoncé. Le conseil du gouverneur général a pris la décision en 1888 de les considérer comme n'ayant pas de propriétaires et appartenant au fisc. Suite à cela, le nombre des *waqfs* a été diminué considérablement. De surcroît, ils pouvaient être enlevés au profit de l'Etat de telle sorte que la propriété terrienne était limitée.

Les événements d'Andijan ont introduit des correctifs à cette question. La commission, créée par le gouverneur général de la région de Turkestan Doukhovski considérait qu'il ne fallait même pas prendre de mesures indirectes pour renforcer l'idée de l'islam, pour une religion seulement tolérée par les autorités russes. Par contre, l'organisation de gestion des biens de *waqf* et la surveillance du bon usage des revenus de *waqf* étaient

[126] AYTBAEVA R., « Qazaqstandağı waqıptıq bağıt » (Les *waqfs* au Kazakhstan), *Qazaq tarixı*, N°5, 2003, p. 25

estimées comme des mesures inutiles aux intérêts russes. Ce point de vue était partagé par la direction régionale de Ferghana et, à propos de la discussion du règlement sur la gestion de la région du Turkestan, par les députés du Conseil d'Etat.

Outre cela, la commission analysant l'expérience des années passées croyait que tous les établissements musulmans entretenus aux moyens de *waqf* allaient se réunir petit à petit grâce à la cupidité et la mauvaise foi de *mutawallis*[127]. La ruine naturelle des foyers de l'islam correspondait bien aux intérêts de l'Etat chrétien. C'est pour cela que la commission a jugé bon de ne pas se mêler des affaires de *waqf* car l'établissement de certaines règles pouvait freiner le déclin des édifices musulmans ou même encourager leur renaissance.

La Russie partait de l'économie logique des forces, et était loin de l'idée d'élargir le personnel de la gestion de la région et de leur entretien par les moyens d'Etat et du zemstvo. D'autre part, elle avait peur que l'anéantissement des établissements musulmans par les autorités russes suscite le mécontentement de la population et des actions antigouvernementales. D'où la décision de ne pas intervenir dans les affaires de *waqf* et d'attendre son autodestruction. La non-intervention dans les affaires de *waqf* signifiait la non-ingérence dans le règlement des revenus. Mais l'administration russe ne devait pas oublier ses intérêts étatiques, c'est-à-dire la possibilité de transfert de ces biens à la propriété d'Etat.

Les commissions foncières et celles des impôts devaient se guider sur les règlements généraux suivants :

1/ L'inspection des biens de *waqf* ne devait pas concerner les moyens de dépense des revenus obtenus d'eux.

2/ L'inspection devait limiter l'enregistrement des biens de *waqf* et leur éventuelle étude du point de vue juridique.

3/ Cette inspection avait le droit de destituer les *mutawallis* dans le cas où leur activité serait reconnue comme antigouvernementale.

4/ L'inspection devait sévèrement observer pour que, dans les cas de dissolution des établissements, les *waqfs* soient traités comme des biens tombés en déshérence faisant partie des biens d'Etat[128].

A la base du travail de la commission un « Projet du règlement de *waqf* » était élaboré. Les articles de ce Projet prévoyaient les mesures suivantes :

---

[127] Gérant des biens de *waqf*

[128] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.89

1/ Les biens de *waqf* se trouvaient sous le contrôle de l'administration régionale ou celle de l'*ouiezd*.

2/ Les dirigeants des biens de waqf (*mutawallis*) étaient nommés et destitués par les chefs des *ouezds*.

3/ L'administration russe devait avoir une information complète sur le nombre des installations de *waqf*, le volume du bien et de leurs revenus.

4/ L'instauration des nouveaux *waqf* devait être faite par autorisation du gouverneur général qui l'attribuait dans des cas exceptionnels méritant attention.

5/ Dans le cas de disparition des établissements au profit desquels les *waqfs* étaient prévus en héritage, les derniers passaient à la propriété de l'Etat.

6/ Le même cas pour les *waqfs* donnés aux établissements reconnus nuisibles et aux sociétés musulmanes étrangères

7/ La vente des *waqfs* fonciers était interdite.

Ces articles du Projet devaient donner un coup d'attaque contre la puissance économique des institutions religieuses et leur autonomie. M ais le Projet n'a pas vu le jour. Avant la révolution d'Octobre, le problème des *waqfs* n'était complètement résolu ni dans la législation ni dans la pratique des pouvoirs tsaristes.

Donc, les *waqfs*, en tant qu'institution économique de l'islam, représentaient une fortune énorme qui donnait aux établissements religieux dans les pays musulmans une autonomie économique et politique. Dans la littérature cette idée s'est répandue sur l'islam russe. En effet, dans l'Empire russe, il n'y avait pas de conditions historiques pour le développement de *waqf*.

La diffusion graduelle de l'islam parmi les Tatars, Bachkirs et Kazakhs avec la conservation remarquable des représentations préislamiques ne contribuait pas à la formation rapide des *waqfs* comme c'était dans le cas de la conquête de nouvelles terres. La politique de christianisation des premiers peuples musulmans, faisant partie de l'Empire aux XVI-XVIIIème siècles, la destruction des mosquées, la poursuite du clergé ne permettaient pas l'évolution de *waqf*.

La pénétration faible de l'islam dans le milieu kazakh a amené à l'interdiction législative de création de *waqf* par l'Etat russe. Les autorités, acceptant les religions tolérées dans l'Empire, et mis à part la religion orthodoxe dominante, cherchaient à ne leur pas donner d'autonomie, avant tout en matière de consolidation économique. Les cadeaux des mollahs lors des fêtes religieuses, une certaine somme versée pour l'attribution du prénom, l'office des morts ne donnent pas lieu de parler de la richesse du clergé musulman. Quant à la construction des

mosquées, *medreses* par les gens fortunés, elle a eu de l'ampleur dans la seconde moitié du XIXème siècle. On peut considérer ces organisations comme *waqf* mais pas les parcelles de terre.

Concernant le *waqf* existant dans la région du Turkestan avant l'arrivée de Russes, l'administration russe essayait montrer sa non-intervention, pour ne pas provoquer le mécontentement de la population et éviter de la pousser aux manifestations et de renforcer les instituts musulmans qui devaient se dissoudre eux-mêmes à cause du pillage des biens. En même temps, la Russie ne voulait pas rater sa chance de transférer ces biens à la propriété de l'Etat, en cas d'absence des documents correspondants. Toutes ces ambitions de la Russie trouvent leur reflet dans le « Projet du règlement sur la gestion des *waqfs* », qui n'a pas été mis en œuvre. Jusqu'à la révolution de 1917, l'Etat russe n'a pas osé entreprendre de mesures concrètes vis-à-vis du bien de *waqf*.

2.2.6. Mosquées

Ne pas permettant le renforcement économique de l'islam, le gouvernement utilisait les instituts de cette religion pour réaliser sa politique. Un de premiers moyens pour attirer les Kazakhs vers la Russie était la construction des mosquées sur le compte de l'Etat. Ainsi, en 1734, dans l'instruction de l'expédition d'Orenbourg, il était indiqué que les mosquées peuvent être construites si les khans la souhaitaient.

Cette politique de construction des mosquées a continué pendant le règne de Catherine II et même au début du XIXème siècle. Malgré l'exécution des oukases et l'apparition de quelques mosquées, le but d'apaiser les Kazakhs n'a pas été réalisé. Le soulèvement des nomades provoqué par les restrictions foncières et la liberté d'agir pour les khans désignés pas le gouvernement, ne pouvait pas être arrêté par des mesures de propagande. Les mosquées construites n'étaient pas fréquentées, vu l'absence de cette nécessité.

Justifiant la politique de Catherine II, Dobrosmyslov écrivait que les Tatars et les mosquées étaient le pont sur lequel les Kazakhs devaient passer pour s'approcher des Russes. Plaçant dans les mosquées les espoirs politiques, il était naturel de satisfaire les demandes faites pour leur construction par des gens influents dans la steppe. Par exemple, une charte de l'empereur Alexandre Ier adressée au sultan Şanşar Sultanmämetov sur la demande de bâtir une mosquée au bord de la rivière Irtych, a été conservée.

A mesure que l'autorité de la Russie se renforçait au Kazakhstan, elle se libère de la responsabilité de construire les mosquées à sa charge et essaie de limiter leur évolution. Cette

conclusion peut être tirée de l'analyse du « Règlement temporaire de 1868 » où la construction des mosquées se fait avec l'autorisation du gouverneur général, l'entretien des mosquées et des écoles coraniques et des mollahs tombe sur le compte des sociétés kazakhes, mais les sociétés n'ont pas le droit de forcer des gens qui ne veulent pas y participer.

Afin de contrôler les mosquées, l'administration russe à la fin du XIXème siècle recueille périodiquement les renseignements des établissements religieux. En 1881, le gouverneur militaire d'Aqmola demandait aux chefs de districts les listes des mosquées, en vue de connaître leur nombre dans chaque *volost*, les sources de leur entretien, à qui chacune appartient, qui exerce les fonctions de mollah, s'il y a un permis de construction.

En 1891, la chancellerie du gouverneur général steppique rassemblait l'information concernant la religion, la vie de la population musulmane de la région. Le gouverneur s'intéressait au nombre de mosquées, à celui des visiteurs pour chaque mosquée, à la présence d'autres lieux de prière, aux sources de leur entretien, au type et à leur valeur. Il est intéressant à noter que ces renseignements ne concernaient pas les musulmans en général, mais avaient un caractère national.

D'après le rapport du chef de la police de Petropavlovsk sur les mosquées tatares de la ville, il y avait à Petropavlovsk 6 mosquées tatares, dans chacune 600 ou plus de visiteurs, elles étaient à la charge des sociétés et des Tatars aisés et avaient été construites par eux. Toutes les mosquées en ville étaient en pierre, d'une valeur de 3 à 10 mille roubles.

Le chef du district d'Oskemen annonçait qu'il n'y avait pas de mosquées dans touts les *volosts* du district : dans le *volost* de Qulja 1 pour 4 000 personnes, à Kurchim 3800, à Naryn 5 200, Sebe 3200[129]. Faute d'autres édifices de culte, l'office religieux était rendu par le mollah de *volost* dans les lieux d'hivernage ou, la plupart du temps, en plein air. Comme partout, les mosquées étaient à la charge des sociétés, avaient été construites par les Kazakhs riches ou *şalaqazaq*. Par *şalaqazaq* on entendait les ressortissants d'Asie centrale et parfois les Tatars s'implantant dans les steppes kazakhes.

Le type de mosquées était décrit de la manière suivante : les mosquées dans la steppe étaient du type très simple, c'est un petit bâtiment avec un mur qui séparait la mosquée transversalement pour former une antichambre et une chambre de prière. Au sud de la chambre il y avait un ressaut à l'extérieur (comme la niche) pour la lecture des prières par le mollah. Le toit était en planche avec un petit minaret. Les mosquées les plus précieuses dans les habitats des *şalaqazaq* étaient estimées à 500, dans les *volosts* à 200-300 roubles.

---

[129] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 94

Dans le district de Qarqaraly il y avait encore moins de mosquées. Juste une à Qarqaraly pour 130 242 personnes pour la population kazakhe masculine. Il n'y avait pas de maisons de prière, l'office se faisait habituellement dans les tentes et lieux d'hivernage, et, les jours fériés, dehors. La valeur de la construction en bois n'atteignait que 1500 roubles.

Dans le district d'Aqmola, il n'y avait pas de différence remarquable par rapport à ce qui est indiqué ci-dessus. Une mosquée pour 3 *volosts* dont la valeur ne dépassait pas celle d'une maison.

Le chef du district de Semey avait donné des informations concernant la religion et la vie des Tatars. Ses données appartenaient à la ville de Semey. Il y avait 11 mosquées : 9 mosquées tatares, 2 celles de Sarts avec 1000 personnes pour un nombre total de Tatars de 10 000. Il n'y avait pas de maison de prière. Toutes les mosquées de Semey étaient construites en bois excepté une en pierre. Le type de construction était une cage avec un ou deux minarets. La mosquée en pierre était construite dans le style mauresque avec une coupole au milieu et deux minarets du front, elle coûtait 35 000 roubles. Le reste des mosquées coutait moins de 6, 8, 10 mille chacune.

A Verny, il y avait 4 mosquées avec 1000 visiteurs pour chacune, qui étaient principalement en pierre, une en bois. Dans la *volost* de Qarasou il y en avait 28, à Qarayim 39, Malybay 32.

Dans la zone steppique du Kazakhstan à la fin du XIXème siècle, il y avait peu de mosquées, le nombre de visiteurs se comptait par quelques milliers de personnes Les mosquées kazakhes étaient de simples constructions dont leur valeur variait entre 200-500 et 1500 roubles. Les mosquées tatares à Qyzyljar et Semey avaient de 600 à 1000 visiteurs. Les plus simples avaient la valeur de 3-5 mille roubles tandis que la plus riche 35 000[130]. Le nombre de mosquées et de maisons de prière augmentait vers le sud du Kazakhstan, surtout dans le district de Verny, mais la plupart n'appartenait pas aux Kazakhs mais à d'autres peuples musulmans : Ouighours, Dounganes, Ouzbeks.

Avec le renforcement du pouvoir de la Russie au Kazakhstan il n'était pas nécessaire d'utiliser la religion et ses institutions, en tous cas elle n'était pas le seul moyen d'influence sur les Kazakhs. En plus, le gouvernement ne renonçait pas à christianiser les habitants de la steppe. L'élargissement des institutions islamiques, la consolidation informelle des rites musulmans dans le milieu kazakh rendaient difficile ces intentions. C'est pour cela qu'à la fin du XIXème siècle, le gouvernement essayait de contrôler rigoureusement l'exécution des

[130] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 97

oukases adoptés auparavant. Ainsi, dans le code des punitions était inclus l'article 1073, permettant à la direction générale locale de fermer les mosquées bâties sans autorisation. La punition pour les accusés était le recouvrement en argent et la fermeture de la mosquée comme le rétablissement de l'ordre légitime violé.

En même année, en 1895, le Ministère des affaires intérieures avait envoyé l'explication 6500 à la direction locale sur la défense de construire plus d'une mosquée sur le *volost*, ce qui était le reflet de la fréquence des demandes de construction de mosquées dans les *volosts*. En 1896, par la proposition 6416 du même ministère du département des affaires spirituelles des confessions étrangères on indiquait qu'il était indispensable d'appliquer l'exigence consistant à autoriser uniquement une mosquée sur un *volost*.

Afin d'exécuter les décisions adoptées et de contrôler le nombre des mosquées, on commençait à les inscrire dans les rapports annuels des gouverneurs de régions. Par exemple, dans la revue de la région d'Oral on notait qu'en 1888 il y en avait 63, dans la période entre 1889- 1892 leur nombre atteint à 77 mosquées.

Dans la région de Torghay en 1892 il y avait 24 mosquées dont 4 en pierre et 20 en bois, en 1893, 24 mosquées et 7 maisons de prière, au total 31 édifices. Selon les données de N. Balkachin dans la région de Torghay il y avait 43 *volost*, mais pas assez de mosquées. L'administration russe considérait que cela ne voulait pas dire qu'il fallait construire une mosquée dans chaque *volost*. Les données sur les régions d'Aqmola et Semey prouvent cette opinion et l'attitude des pouvoirs en place envers les mosquées[131].

Dans le gouvernorat du Turkestan, la situation était différente, dans le sens que le pouvoir russe instauré depuis 1867 avait trouvé la population plus ou moins attachée à l'islam avec des établissements religieux et un clergé. C'est pour cela que, malgré l'application des articles des règlements « Temporaire » ou « Steppique », l'administration ne se mêlait pas de la vie religieuse de la population.

Les événements d'Andijan ont attiré l'attention des autorités russes sur les questions du règlement des instituts islamiques. La population de Turkestan se trouvait sous la direction du Ministère militaire. Le ministre militaire, le général-lieutenant Sakharov, considérait ces événements comme une catastrophe liée à l'abus de liberté de croyance donnée à la population. Il a cru nécessaire de recommander à la population que le gouvernement ne supporterait pas les fins politiques de la religion tolérée et l'opposition au régime installé. Il proposait d'indiquer dans la loi que l'office libre des rites religieux était autorisé seulement

[131] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 99

dans les mosquées et les maisons de prière. Il s'agissait, dans ce cas, de mosquées autorisées et contrôlées. Il proposait également d'instaurer un contrôle sévère de l'administration russe sur les instituts religieux et d'éloigner la population nomade de l'influence excessive du « fanatisme musulman ». La Russie et les explorateurs ont souvent utilisé le terme de « fanatisme » par rapport aux diffuseurs tatars de l'islam parmi les nomades ; le rejet de la langue et de la culture russes, n'importe quel mécontentement et n'importe quelle manifestation étaient vus comme des formes de fanatisme. Pourtant il n'y avait pas de fanatisme dans la région.

L'établissement du contrôle sur la vie religieuse des musulmans était proposé par la commission créée par le gouverneur général Doukhovskı. La commission proposait de limiter la construction des mosquées, surtout des grandes comme celles du vendredi qui demandent des moyens considérables, témoignant de la grandeur de l'islam et de la foi des croyants. La commission pensait que la population kazakhe, indifférente à la religion, bâtissait des mosquées sous l'influence des ressortissants tatars et des sédentaires ouzbeks. Elle était sûre que ces catégories de population diffusaient l'islam non seulement pour des raisons idéologiques mais aussi pour un profit matériel. C'est pourquoi limiter la construction des mosquées devait aboutir à deux choses : empêcher de renforcer l'islam parmi les Kazakhs et éliminer un des moyens de leur exploitation par les Tatars et Ouzbeks.

Le gouverneur général du Turkestan Tevâšev n'était pas du même avis. Depuis l'occupation de la région par la Russie, il n'y avait aucun frein pour la construction des mosquées. Les exigences de la charte en rapport avec une construction selon les plans et façades uniques et avec la connaissance du nombre de visiteurs n'étaient pas respectées. Toutes ces questions n'étaient pas contrôlées par l'administration russe et étaient laissées à la volonté de la population. Le gouverneur était donc opposé aux actes législatifs règlementant la construction des mosquées.

Or, la politique étatique de la Russie vis-à-vis des mosquées au Kazakhstan avait changé durant le XIXème siècle. La mosquée dans le monde musulman exerçait des fonctions idéologique, sociale et communicative, éducative. Naturellement, les représentants des autorités russes ne pouvaient pas ignorer cette institution de l'islam. C'est pour cela qu'au début ils plaçaient leurs espérances dans la construction des mosquées, implantation dont ils attendaient la soumission religieuse, pour rééduquer les nomades et les faire pencher vers la Russie. Pour arriver à ces fins, ils construisaient les édifices de culte sur le compte du fisc, essayaient de régler le nombre de visiteurs, de définir leurs plans et façades, leur bonne position. Le gouvernement russe ne refusait pas aux volontaires de construire des mosquées.

Ce comportement, en ce qui concerne les mosquées, avait prévalu dans la première moitié du XIXème siècle. A mesure que le pouvoir russe se renforçait sur le territoire du Kazakhstan, et aussi par peur de l'islamisation de la population et de l'influence russe, il y a eu une aspiration à réduire le nombre des mosquées, à régler leur apparition, à refuser leur construction. Cependant cette politique de la deuxième moitié du XIXème siècle n'a pas réussi, non seulement à cause des organes de contrôle peu nombreux, mais aussi parce que, parmi les milieux gouvernementaux et les administrateurs de région, il n'y avait pas d'opinion unique sur les instituts islamiques : ils hésitaient entre le contrôle dur et la liberté totale dans la construction des édifices religieux. Apparemment, cette disparité a été la cause de la conservation de la situation.

2.2.7. Pèlerinage.

Un des éléments les plus importants des relations entre la Russie et les musulmans était le pèlerinage dans les lieux saints - Mecque et Médine. Il jouait un grand rôle dans la diffusion en Russie de la pratique religieuse et des coutumes des musulmans d'autres régions du monde musulman. Le pèlerinage était aussi un canal important de distribution des manuscrits sur le territoire russe, des publications des sommités musulmanes, stimulant l'échange d'idées et de points de vue dans le monde musulman.

Dans la première moitié du XIXème siècle, rares sont les personnes qui ont fait le pèlerinage du territoire kazakh et, de plus, ils étaient les ressortissants des khanats centrasiatiques. Pour le gouvernement russe, apparemment, cela ne posait pas de problèmes. Mais à la fin du XIXème siècle, quand la population musulmane de l'Empire a atteint 16-18 millions[132], le problème du pèlerinage à la Mecque prend petit à petit une plus grande importance en Russie en fonction de la pénétration des idées panislamistes. D'autres Puissances européennes voyaient dans le pèlerinage avant tout un phénomène religieux et politique, ce qui leur permettait de lier les soulèvements dans les colonies à population musulmane avec des ordres provenant de la Mecque.

Selon les informations des agences militaires et politiques russes, sur les territoires musulmans de l'Empire russe, il existait un système d'organisation efficace du pèlerinage. Les districts et les régions étaient partagés entre les guides ayant leurs délégués qui s'occupaient de toutes les questions pratiques de son organisation. Le système existant des exactions apportait de grands profits.

---

[132] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.63

Par exemple, en 1875, l'ambassadeur impérial de Russie à Constantinople, informait le gouverneur général d'Orenbourg que, dans un bateau russe provenant d'Odessa, il y avait 25 Kazakhs allant à la Mecque. A Constantinople, ils étaient arrivés sans passeports pour l'étranger. Devant cette situation, l'ambassade ne pouvait pas appliquer la loi avec sévérité, pour ne pas susciter des bruits défavorables dans la population musulmane de la ville. Ce n'était pas un cas exceptionnel, le plus souvent les pèlerins avaient des passeports turcs ou perses. L'ambassade a donc demandé aux autorités locales d'instaurer un contrôle strict afin de respecter les lois sur les déplacements à l'étranger. L'ambassadeur impérial a ajouté son opinion sur ce qu'il y avait d'indésirable dans l'apparition des musulmans en grands groupes, vu la situation politique dans l'Empire ottoman.

Les pèlerins ressortissant de l'Empire russe préféraient se servir d'anciens passeports turcs et boukhariotes. Cela s'expliquait par les complexités bureaucratiques qui accompagnaient la réception du passeport international en Russie, et aussi par l'interdiction périodique de remise des passeports aux pèlerins en rapport avec la situation dangereuse épidémiologique dans les pays d'Orient. Au Kazakhstan, l'administration russe créait des obstacles illégaux comme la privation du droit de visite de la Mecque aux personnes dont les *volosts*[133] avaient les arrérages. Le soupçon d'absence de moyens pouvait aussi être un obstacle, bien que personne ne donnât les informations exactes dans le livre des impôts, c'est seulement la direction locale qui les connaissait. De plus, les moyens pour effectuer le pèlerinage étaient tirés de toute la communauté. La question sur la fiabilité politique était habituelle : la personne qui voulait aller sur les lieux saints, ne devait pas avoir été traduite en justice.

L'absence de documents officiels ne diminuait pas le nombre des pèlerins russes, mais les mettait dans la dépendance de toutes sortes d'aventuriers qui demandaient une somme énorme pour le passeport. Au cours de leur voyage, les pèlerins pouvaient compter sur l'aide des compatriotes résidant dans les pays traversés. A La Mecque ou à Médine il y avait des maisons spéciales, pour loger les pèlerins d'une nationalité définie, basées et investies en grande partie par des compatriotes aisés. Par exemple, en 1898, à La Mecque, 8 familles de Tatars, 2 familles kazakhes et 7 personnes étudiant dans le *medrese* y habitaient[134]. Le pèlerinage demandait des moyens considérables et était véritablement risqué. C'est pourquoi les pèlerins jouissaient d'un respect profond parmi leurs compatriotes.

---

[133] Entité administrative plus petite qu'*ouiezd*

[134] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.64

Il était impossible de définir le nombre des pèlerins de Russie au XIXème siècle, parce que la majorité écrasante était sans passeports. Il est connu qu'en 1895 il y avait 60 pèlerins du Kazakhstan, dont seulement 18 étaient revenus au pays en raison de l'épidémie de fièvre typhoïde. En 1898, 250 Kazakhs[135] ont fait le pèlerinage.

La pratique du pèlerinage était aussi liée au risque de contamination des infections dangereuses, de la peste, du choléra, du typhus dans le territoire russe. En particulier, on liait la reprise de l'épidémie de peste dans la région Astrakhan avec le hajj. En janvier 1897, auprès du Ministère des affaires intérieures, une Commission spéciale pour la lutte contre la peste était créée. La question du règlement du pèlerinage des musulmans de Russie était du ressort de cette commission. Les collaborateurs de la commission ont étudié les rapports sur le pèlerinage de l'ambassade russe à Constantinople et des consulats à Djedda, Mechhed et Bagdad. Les médecins Sokolov, Dalgat, Toulanov et Takaev ont été expédiés à Djedda et envoyaient leurs rapports à la commission. Mais il fut décidé d'envoyer à la Mecque un officier de l'armée russe d'origine musulmane, Daouletchine, pour avoir une estimation politico-religieuse complète (surtout en rapport avec les évènements sanglants d'Andijan en 1898) et un avis sur les aspects médico-épidémiologiques du pèlerinage. Son « Rapport », publié en 1899 avec la marque top-secret, a présenté un volume suffisant d'informations objectives et généralement scrupuleusement recueillies, pour la prise d'une série des décisions vis-à-vis des problèmes liés au pèlerinage des musulmans russes. Daouletchine a essayé d'atténuer l'existence du danger, de dissiper les préjugés, et a donné la recommandation non seulement de refuser toutes les interdictions mais aussi de faciliter le chemin de la Russie à la Mecque pour les pèlerins, vu l'absence de risque épidémiologique réel.

La version initiale du document sur cette question, préparée par le Ministère des affaires intérieures, a suivi ces recommandations. Le pèlerinage était reconnu comme une affaire purement religieuse qui intéressait les pouvoirs seulement du point de vue épidémiologique. La diminution considérable des frais pour le passeport à l'étranger était prévue. Les gouverneurs étaient chargés de créer les conditions favorables pour les pèlerins qui ne prenaient pas les chemins de fer : l'achat de l'alimentation à bas prix, les locaux pour le repos, la fourniture d'une aide médicale. Il était prévu également d'instaurer la réduction pour les prix de train et d'organiser l'embarquement des pèlerins à Djedda par les bateaux de la Société russe de la navigation et du commerce.

---

[135] AYTBAYEVA R., *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke, op.cit.,* p.64

Pourtant l'étude de ce document par les ministères et les pouvoirs régionaux intéressés a conduit à l'apparition de certains formulaires sur le fanatisme musulman et l'influence négative du hajj sur la situation socio-politique dans les régions musulmanes de l'Empire. La proposition faire passer tous les pèlerins par les ports de la mer Noire et Istanbul a suscité de grands débats. Cette mesure facilitant le contrôle antiépidémique entrait en contradiction avec les essais d'empêcher la propagande panislamique, dont le centre était la capitale de l'Empire ottoman. La proposition sur les billets de train avec promotion a été annulée. Mais même après tout cela, « Les règles temporaires sur le pèlerinage des musulmans » et le document du Ministère des affaires intérieures qui les accompagnait ont montré que le hajj et le pèlerinage des orthodoxes à Jérusalem étaient placés, en fait, sous des conditions différentes. L'application de ces documents en vigueur a facilité énormément le hajj de la Russie, et cela a conduit à une augmentation remarquable du nombre des pèlerins officiellement enregistrés : de 8-10.000 à la fin du XIXème siècle à 16.000 en 1902. Le même phénomène s'est produit au Kazakhstan. Comme A. Bökeyxan l'indique, « Les Kazakhs, encore dans la première moitié du XIXème siècle étaient indifférents envers la religion, l'islam en particulier »[136]. Il y avait très peu de personnes qui allaient à la Mecque, tandis qu'en 1905, seulement à Omsk, il y avait 500 personnes[137] qui avaient obtenu des passeports internationaux pour aller à la Mecque de la chancellerie du gouverneur général steppique. Malgré le fait que la tendance à l'augmentation du nombre des pèlerins musulmans de la Russie était freinée par les épidémies et les « zigzags » de la politique intérieure et extérieure, le pèlerinage s'est poursuivi jusqu'à la Première guerre mondiale et la révolution en Russie.

2.2.8. Tentatives de christianisation des Kazakhs

L'Etat russe n'a jamais renoncé à sa politique de christianisation de la population des terres annexées. Le haut clergé orthodoxe, s'appuyant sur la formule idéologique « Moscou est la troisième Rome », était pour l'unification confessionnelle des sujets de la Russie. Mais le gouvernement dans cette politique devait agir avec souplesse et vigilance, non seulement à cause de l'expérience négative de la christianisation des Tatars et des Bachkirs, mais aussi en tenant compte de ses intérêts internationaux quand les voisins étaient des pays musulmans.

[136] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.65
[137] Idem, p.66

Le premier missionnaire dans la steppe kazakhe fut le prêtre Filaret Sin'kovskij, qui a dirigé en 1833 « la mission spirituelle kazakhe », créée dans le cadre d'une éparchie de Tobolsk.

Au XIXème siècle, une section missionnaire anti-islamique auprès de l'Académie spirituelle de Kazan était créée sous la direction du partisan acharné de l'activité missionnaire, N. Ilminsky. C'est sous l'impulsion de cette section qu'a été fondée en 1867 la Fraternité de Saint Gouri qui essayait, à travers le système des écoles allogènes, de diffuser les bases de la religion chrétienne parmi les Kazakhs et d'autres peuples orientaux de la Russie.

Dans le même temps, en 1881, selon l'Oukase du Saint Synode, une mission spirituelle antimusulmane kirghize était fondée, qui accomplissait ses travaux dans la région de Semey.

Ainsi, comme on le constate, ce sont les acteurs religieux qui ont aspiré à la christianisation. L'Etat encourageait en silence cette activité, en n'apportant pas une aide bien définie aux missionnaires. Seuls les enthousiastes devenaient missionnaires, mais ils étaient peu nombreux. En 1891 on comptait seulement 5 personnes : le chef de mission, 2 missionnaires et 2 sacristains effectuaient leur mission au Kazakhstan[138].

On trouve la preuve de la stimulation de l'activité missionnaire dans l'introduction de l'information sur les camps des missionnaires dans les rapports des gouverneurs des régions. Par exemple, en 1899, dans la région de Torghay, il y avait 3 camps de missionnaires : à Aleksandrovsk, Makariev et Aqtobe. Dans chacun d'eux, des écoles missionnaires étaient ouvertes, où les enfants des Russes recevaient une formation à côté des Kazakhs.

Sur le territoire de Turkestan la fraternité diocésaine de Notre-Dame de Kazan se voulait très active : son but était la diffusion de l'instruction spirituelle et morale et la conversion à l'orthodoxie des hétérodoxes dans l'éparchie de Turkestan. Pourtant les membres de cette fraternité n'ont pas pu accomplir leur mission à cause des difficultés matérielles.

Au XIXème siècle, au Kazakhstan, il n'y avait que 4 missions dont les résultats étaient minuscules, cela en raison du petit nombre de missionnaires capables et des difficultés financières rencontrées, mais aussi de la mauvaise volonté voire de la résistance des Kazakhs.

L'attitude de l'administration russe régionale envers les missionnaires chrétiens était différente, il n'y avait pas de point de vue unique. Ainsi, le gouverneur général de Turkestan, Kaufmann, ne reconnaissait pas l'activité de la mission orthodoxe, mais il n'était pas contre

---

[138] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 55

les intentions anti-islamiques. Il négligeait l'islam, pensant qu'une religion privée de tout soutien officiel disparaîtrait toute seule, que la population, voyant les avantages de l'éducation et de la culture russes, y compris de la religion, s'éloignerait de l'islam. En revanche, l'autre gouverneur général Kolpakovskij témoignait de l'attention aux missionnaires orthodoxes.

Allant plus loin en Asie, les représentants russes se croyaient les civilisateurs « des nomades arriérés et sauvages », les porteurs d'une culture plus élevée, qu'ils associaient avec l'orthodoxie.

D'où vient l'attitude négative envers l'islam ? Un des chercheurs russes, Aničkov caractérisant l'islam, écrivait qu' « il a voué les peuples à la stagnation intellectuelle totale. En nivelant tout, dépersonnalisant et soumettant un mode de pensée et un mode de vie unique, l'islam avec sa culture, basée sur le fanatisme religieux, l'esclavage, l'interprétation casuistique des problèmes moraux et de la ritualité extérieure, a complètement tué chez ses adeptes l'aspiration au progrès »[139]. Il décrit les *medreses* comme les foyers de l'ignorance et du fanatisme musulman. En général, les explorateurs de la région comme l'administration russe percevaient l'islam comme une force opposante à l'instruction et au christianisme.

Ils pensaient nécessaire de lutter contre l'islam. La majorité des chercheurs voyaient ce moyen de lutte en instruisant par le biais de christianisme qui devait amener à une renaissance culturelle et morale des nomades et à une cohésion intérieure étroite avec le peuple russe et le gouvernement orthodoxe. Mais la christianisation comprenait aussi la russification. Pour faciliter ce phénomène, ils essayaient de créer un mélange d'islam et de christianisme.

Pour atteindre trois objectifs : christianisation, russification et intégration à l'Empire, ils ont cru indispensable de concentrer tous les efforts sur l'éducation. Ce sont les écoles ministérielles dites russo-kazakhes et les écoles missionnaires, mais aussi les classes russes auprès des *medreses*.

2.2.9. Djadidisme

A la fin du XIXème siècle le mouvement réformateur apparaît parmi les musulmans appelé djadidisme. Une des figures éminentes de ce mouvement, I. Gaspirali a proposé l'idée de l'unité culturelle et nationale de tous les peuples turcs de la Russie sur la base « d'unité de la langue, de l'idée et des actions » des musulmans. Considérant l'éducation comme l'axe privilégié pour la renaissance nationale des musulmans du pays, il a orienté tous ses efforts pour la construction de nouvelles écoles réformées. Dans ces écoles, il y avait une nouvelle

[139] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p. 56

méthode d'enseignement de l'alphabet arabe (phonétique), des matières laïques.[140] Sur son exemple, plusieurs écoles musulmanes sont devenues réformées. En un bref délai, ces écoles ont trouvé leurs adeptes. Bien évidemment, l'administration a commencé à s'inquiéter de ce courant et de la popularité de ces écoles.

Ni « le progrès de l'islam », qui mène à l'augmentation d'adeptes de cette religion, ni l'union des peuples turcs sur la base d'unité de croyance ne pouvaient susciter la sympathie des autorités russes pour les réformateurs, dont les idées se différenciaient des objectifs de l'Etat : l'affaiblissement des positions de l'islam et l'initiation des Kazakhs et d'autres peuples d'Asie à la culture russe qui pouvait faciliter leur contrôle.

C'est pour cela que, tout de suite, une attitude méfiante envers le djadidisme se manifeste. Le département de la police du Ministère des affaires intérieurs prévenait les gouverneurs régionaux d'être attentifs à l'égard de tous les mouvements et de l'état d'esprit de la population musulmane de la Russie, et de se renseigner dorénavant et en détail sur ces mouvements. Dans les circulaires de ce département il était dit qu'il fallait trouver les noms, la situation publique et matérielle, l'éducation, les liens dans le milieu musulman des auteurs de publications novatrices éditées dans la presse tatare, et aussi l'existence des rapports entre les partisans de nouveau mouvement avec les Jeunes Turcs et d'autres centres musulmans étrangers dans la région, leur personnel enseignant.

A ce propos, les chefs d'*ouiezds* indiquaient dans leurs rapports l'arriération de la population kazakhe, l'absence des écoles réformées. Le gouverneur militaire de la région de Semey rapportait, à la demande du département de la police du Ministère des affaires intérieures, datée de 1900 sur la nouvelle méthode d'enseignement, que la majorité des policiers de la région niait déceler des ambitions novatrices parmi les Tatars. Mais l'inspecteur des écoles populaires informait le gouverneur général que dans la plupart des *medreses* auprès des mosquées tatares de région de Semey, l'enseignement se faisait depuis 2-3 ans sur la méthode phonétique.

L'historien Täjibayev croyait qu'au Kazakhstan il n'y avait pas d'écoles novatrices à la fin du XIXème siècle, qu'elles étaient apparues au début du XXème siècle. Il faut signaler que dans les années 1890, sur le territoire de Tatarstan et de Bachkortostan, ces écoles étaient très répandues et qu'elles avaient de plus en plus la préférence. Les établissements scolaires

[140] SULTANĞALÏEVA A, *Islam v Kazahstane (Islam au Kazakhstan)*, Almaty, Institut des recherches stratégiques du Kazakhstan du président de la République du Kazakhstan, 1998, p. 41

d'Oural-Volga devenaient les centres de la vie religieuse non seulement pour les Tatars et les Bachkirs mais aussi pour les Kazakhs des régions Oural et Torghay.

Malgré le fait que les djadidistes luttaient pour l'élévation culturelle des musulmans par le développement de l'instruction et des sciences, l'enseignement en langue maternelle, l'introduction des matières laïques, la propagande de l'amitié entre les peuples, ils ont rencontré la résistance acharnée des qadimistes - des partisans des vieux temps et des autorités. Le gouvernement tsariste a vu dans les aspirations à l'autodétermination des peuples turcs la menace du séparatisme politique. Bien sûr, le séparatisme présentait un danger pour le pouvoir, et afin de « s'opposer à l'influence tataro-musulmane » en 1910, une conférence spéciale convoquée par P. Stolypine a été organisée. Elle a pris la décision d'interdire l'enseignement dans les écoles djadidistes des disciplines laïques. Mais les mesures répressives de l'autocratie ne pouvaient pas arrêter le processus naturel du mouvement novateur des peuples musulmans.

L'administration russe a été obligée, à la fin du XIXème siècle, de remarquer le renforcement de l'islam dans la conscience des nomades, l'augmentation du nombre des mollahs compétents et renommés.

2.2.10. Evolution de la conscience kazakhe : demande d'une direction propre

La population musulmane habitant au Kazakhstan était gérée différemment pour ce qui était des affaires spirituelles. Cela répondait à la politique de diviser pour régner, menée par l'Empire, et aussi à la volonté d'écarter les Kazakhs de la population tatare islamisée. C'est à partir des années 1870 que l'administration russe s'est de plus en plus inquiétée de l'intérêt informel des Kazakhs envers l'islam et de leurs aspirations à mieux connaître leur propre religion.

Les craintes de l'administration russe n'étaient pas infondées. Une des manifestations de l'évolution de la conscience religieuse des Kazakhs à la fin du XIXème et au début du XXème siècle fut la demande d'instauration du *muftiyat* et de la subordination des Kazakhs à l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg. Cette demande était le fruit des décisions impopulaires prises par le gouvernement parmi la population kazakhe et des mollahs soutenus par cette population, comme le transfert des registres des mollahs à l'administration locale, l'assermentation introduite en 1897, l'introduction de l'institut des chefs paysans engendrant des rumeurs sur l'éventuelle christianisation des nomades. La discrimination faite aux droits

des mollahs et à la religion en général était vue par les Kazakhs comme une conséquence d'une absence de direction spirituelle propre et du *muftiyat* qui aurait pu sauvegarder en l'occurrence l'unité du système religieux. L'évolution de la conscience religieuse à la fin du XIXème siècle s'est traduite par une augmentation du nombre des écoles musulmanes, des mollahs compétents parmi les Kazakhs, des pèlerins à la Mecque. Ce phénomène était reconnu par l'administration russe qui tâchait d'expliquer l'activité religieuse de la population. La dégradation économique générale connue par le peuple le poussait aux mouvements spontanés sous forme de demandes d'établissement de leur propre direction. Les administrateurs constataient personnellement ces changements et proposaient de satisfaire certaines revendications concernant les mollahs, la construction des mosquées mais pas la direction religieuse. Sur la question de la subordination des Kazakhs à l'Assemblée, les autorités étaient unanimes – ne pas créer des organisations artificielles et ne pas souder la population de la steppe par ces organisations.

Le gouvernement russe cherchait à désunir les Kazakhs, menant toujours sa politique de séparation des peuples en les montants l'un contre l'autre. Dès la fin du XXème siècle, avec la diffusion des idées du panturquisme et du panislamisme, les initiatives, venant surtout de la population musulmane, n'étaient pas souhaitables quelles qu'elles soient : le djadidisme ou la société de charité ou la création de la direction spirituelle

Le conseiller secret réel Čerevanskij a donc proposé, lors de la séance de la conférence spéciale sur les affaires de la foi, de diviser le *muftiyat* d'Orenbourg en créant quelques directions zonales[141].

a) de Saint-Pétersbourg
b) de la Crimée avec le centre à Simferopol
c) Caucasienne à Tiflis
d) D'Orenbourg
e) Steppique à Aqmola, Atbasar, Yrghyz
f) Bachkire à Oufa

Cette proposition était faite par peur d'une centralisation des affaires dans la direction spirituelle du mufti d'Orenbourg qui amènerait à la création d'une « Rome musulman » à Oufa. La conférence spéciale était d'accord avec ce projet. Ces modifications ont conduit aux essais de morcellement encore plus grand des organisations religieuses de l'islam.

[141] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.81

Le conseiller secret A. Budilovič pensait que la fondation d'une direction spirituelle pour la population kazakhe, au moins pour les régions septentrionales ne suffit pas et craignait que cela contribuera à son rassemblement et son unification. Il expliquait cela par l'histoire de la longue colonisation du Kazakhstan, les émeutes contre les réformes menées, la diffusion difficile des principes étatiques russes dans la steppe.

La conférence spéciale sur les affaires musulmanes auprès du Ministère des affaires intérieures de la Russie sous la présidence du comte Ignatiev exprimait également la peur de voir un pouvoir spirituel trop centralisé, ce qui ne correspondait pas aux intérêts de l'Etat.

Malgré l'existence de divers projets sur la réforme de la direction spirituelle des musulmans et son élaboration dans les plus hautes instances, le gouvernement tsariste n'a pas osé les mettre à exécution. Dans la région steppique : Oral, Torghay, Aqmola et Semey après le retrait de l'Assemblée, la situation est restée sans organisation spirituelle.

La population du Kazakhstan comprenait que l'absence d'un centre musulman unique aboutirait à l'affaiblissement des positions de l'islam au Kazakhstan, par conséquent à la fin du XIXème siècle, il y avait de plus en plus de demandes pour une direction musulmane.

Dans cette situation, l'administration de région, d'un part, menait un travail de propagande : il cherchait à convaincre la population de la politique tolérante du gouvernement à l'exemple des musulmans de la Russie intérieure, il indiquait la nécessité de suivre les oukases adoptés dorénavant sur la construction d'une mosquée par un *volost* et d'un mollah, d'autre part, et avec la permission du gouvernement il prenait des mesures pour isoler des personnes plus influentes. Ainsi, le mollah Talasov et son adjoint Qosşığulov, qui habitaient à Kokchetaou, accusés d'excitation des Kazakhs contre les directives du gouvernement, furent expulsés en Sibérie orientale sous la surveillance de la police pour un délai de 3 et 5 ans[142].

Les chefs paysans considérant objectivement les changements qui se passaient parmi les Kazakhs comme l'effet d'une transformation de la conscience religieuse, proposaient de corriger la politique religieuse, plus précisément de diminuer au maximum le hajj, de définir un salaire assez convenable pour les mollahs nommés, pris de la recette publique, d'enregistrer tous les hadjis, de leur affecter des appointements suffisants sur cette même recette, permettant à chaque *volost* kirghize dans les parties les plus peuplées d'établir la mosquée à côté de la maison municipale et l'école et d'exercer une surveillance attentive. Le sens de telles propositions se voit dans le refus des mesures ostensiblement limitatives par

[142] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.67

rapport aux instituts confessionnels et dans l'installation d'un contrôle sévère sur eux à travers la transformation de tout le clergé en fonctionnaires d'Etat, ce qui n'était pas encore atteint.

La Russie s'est retenue de transformer la vie musulmane pour des raisons économiques. L'administration russe ne se souciait pas d'autres problèmes : le financement des mosquées et des mollahs était pris sur la communauté. Elle laissait une part considérable de souveraineté à l'élite locale. En même temps, les autorités russes menaient au Kazakhstan un travail orienté vers un but précis mais peu rapide sur l'élimination des personnes haut placées du système religieux et administratif qui consolidaient la communauté musulmane. C'est ainsi que les Kazakhs des régions Oral, Torghay, Aqmola, Semey étaient sortis de la direction de l'Assemblée spirituelle musulmane d'Orenbourg.

La situation était différente dans la région du Turkestan rattachée dans les années 1860 et qui dépendait du ministre militaire, à la différence des régions steppiques se trouvant sous la direction du Ministère des affaires intérieures. Les autorités tsaristes n'avaient pas adopté le document régulant l'activité des organisations religieuses au Turkestan. Dans les deux « Règlements sur la gestion des régions de Turkestan » la question des affaires spirituelles n'était pas relevée. L'idée de la subordination du Turkestan à l'une des directions spirituelles existantes des musulmans a tout de suite été rejetée après la conquête de la région par la Russie. Quant à l'adresse du mufti d'Orenbourg en 1878 au Conseil d'administration régionale de Jetisou pour obtenir des renseignements sur le système spirituel existant de cette région, par le biais du Ministère des affaires intérieures, elle était expliquée par le gouverneur général C. Kaufmann d'après le Code des lois de l'Empire russe de 1857, ou la Charte des confessions étrangères de 1896 sur l'interdiction de diffuser leur activité dans la région du Turkestan. Or, les affaires spirituelles des musulmans étaient ignorées par la loi et le droit. La plupart des gouverneurs de la région maintenaient cette position. Seulement en 1884 une organisation de la direction des affaires spirituelles des musulmans était fondée par le général-lieutenant Černâev, avec une commission spéciale où sont entrés uniquement les musulmans qui étaient guidés par le droit islamique, pas par des lois russes, dans leurs activités. C'est pour cela que la commission a été dissoute par le général commandent Grodekov, et les matériaux recueillis ont été envoyés à Saint-Pétersbourg à la commission du comte Ignatiev, pour l'élaboration du Règlement de gestion de la région du Turkestan. Le projet de création de la direction spirituelle spéciale est donc resté sans effet. Il faut noter que le gouvernement ne prenait pas de mesures quand la population était calme ou quand il n'y avait pas de revendications ou actions de la part des musulmans. Après le soulèvement d'Andijan en 1898 dont la cause a été vue comme une ignorance excessive de l'islam de la part de

l'administration russe et un manque de contrôle sur les affaires spirituelles des musulmans du côté des autorités locales, de nouveau la question sur la direction spirituelle des musulmans de la région s'est posée.

Le gouverneur général Doukhovski qui a dû étouffer le soulèvement, a exprimé au ministre militaire son opinion sur ce sujet. Il proposait de créer une direction spirituelle spéciale du Turkestan, mais sans mufti dans laquelle le président ou le censeur, connaissant la charia et les langues turques et perse, serait le représentant de la Russie. Cet avis du gouverneur fut transmis au Département des confessions étrangères du Ministère des affaires intérieures. Le Département fut d'avis que l'établissement des organes spirituels allait encourager l'unification des musulmans et le renforcement de l'islam ; il s'est prononcé pour l'organisation du contrôle gouvernemental sur les mollahs, les écoles et les *waqfs* pour que leur nombre n'augmente pas.

Le ministère militaire et le conseil de l'Etat étaient du même avis. A la base de cette opinion, la commission créée par Doukhovski a élaboré des projets des règlements sur :

1/ La direction des affaires spirituelles des musulmans

2/ La direction des établissements scolaires musulmans

3/ La gestion des *waqfs* [143].

L'article 1 du règlement de la « Direction des affaires spirituelles des musulmans » permettait de faire les prières uniquement dans les mosquées et les maisons de prière autorisées par le gouvernement. Cette limitation était motivée par le souci politique de prévenir la propagande du « fanatisme musulman ». Sous le terme de fanatisme étaient sous-entendues toutes sortes de sermons religieux réputés antiétatique. Il est connu qu'historiquement le fanatisme religieux ne s'est pas manifesté dans cette région.

L'article 2 de ce projet de Règlement contenait les demandes de recensement des mosquées existantes et l'ordre de construction de nouvelles dans le respect des règles de la Charte de la construction et avec la permission du gouverneur général, la fermeture des mosquées en plus. Ces restrictions poursuivaient l'objectif de protéger la population nomade de l'influence excessive du clergé musulman et de réduire les lieux de prière pour des raisons politiques ou matérielles. L'administration russe était toujours d'avis que les Kazakhs étaient moins religieux et moins islamisés. De ce fait, elle essayait de les garantir de l'influence du clergé des régions sédentarisées et de diminuer le nombre d'instituts islamiques dans les dernières.

---

[143] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.83

Dans l'article 3, l'entretien des mosquées était effectué grâce aux versements bénévoles des sociétés. Le gouvernement et les gouverneurs qui le représentaient voulaient gérer la région sans dépenser trop d'argent du fisc. Probablement, c'est une des causes de l'absence de suites de plusieurs projets.

Dans l'article 4, il était indiqué qu'il ne fallait choisir l'imam et d'autres employés de la mosquée que dans son milieu. Par cela se poursuivait le but d'arrêter l'arrivée des imams du milieu tatar et boukhariote et d'autres pays musulmans. La même proposition était lancée dans les régions steppiques.

L'article 5 obligeait des imams des circonscriptions à tenir les registres des naissances et des décès, et même il était permis de percevoir en paiement pas plus de 20 kopeks pour chaque enregistrement. Le Ministère militaire considérait qu'on pouvait se passer de cet article pensant que le droit de tenir les registres favorisait le renforcement du pouvoir du clergé musulman. L'activité financière des structures religieuses n'était pas non plus quelque chose de nouveau. L'Assemblée, par exemple, avait les recettes recueillies pour l'enregistrement dans les registres ou l'impôt nuptial, qui étaient dépensées pour entretenir les fonctionnaires, réparer les bâtiments, compléter les moyens de la chancellerie et aider certaines personnes spirituelles[144].

Donc, les articles de ce projet ne prévoyaient rien de particulièrement nouveau et l'introduction de la direction spirituelle amènerait à l'unifier d'attitude des autorités envers les régions et l'établissement du contrôle sur la vie spirituelle des musulmans de la région. Mais ce projet proposé au chef d'état-major général, est resté sans suite.

La population de la région du Turkestan exigeait du gouvernement russe l'instauration d'une l'assemblée spirituelle musulmane. Ainsi, dans la pétition de la population de la région de Semey, adressée directement au tsar, au délégué du comité des ministres, il y avait une demande de créer une direction spirituelle avec par qui aurait le droit d'élire les mollahs et d'autres membres d'Assemblée, les serviteurs des mosquées, de tenir les registres des affaires familiales et héréditaires, de s'occuper de la construction des mosquées, de l'ouverture des écoles et de leur gestion, du contrôle sur les *waqfs*. Outre cela, la pétition contenait les revendications sur la participation des représentants de la population dans l'élaboration préalable dans les débats sur des propositions législatives, l'édition des journaux et des magazines, des livres en langues orientales etc. On peut constater que la population locale, vers le début du XXème siècle, en était arrivée aux demandes politiques. Cette évolution était

[144] AYTBAYEVA R, *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke*, op.cit., p.84

préparée par le rythme du développement économique de la région, le réveil de la conscience religieuse, le développement de l'instruction dans le dernier quart du XIXème siècle.

Le comité des ministres en 1905 s'est exprimé pour la fondation d'une direction spéciale pour les affaires religieuses dans la région du Turkestan. Cette question avait été spécialement discutée dans la réunion spéciale sur les affaires religieuses. Le gouverneur général a transmis les questions, les opinions au conseil d'Etat.

Le gouverneur général du Turkestan Tevâšev a argumenté sur l'inutilité d'une direction spirituelle spéciale au prétexte que les musulmans n'avaient jamais eu de hiérarchie spirituelle. De plus, il soulignait qu'elle était contraire aux intérêts russes. Les craintes du gouverneur général étaient traditionnelles. La peur des savants et des gens compétents a conduit au rejet de nouvelle méthode d'enseignement, du djadidisme, à la restriction d'accès de la population locale à l'éducation secondaire et supérieure – les écoles ouvertes par le gouvernement étaient uniquement les écoles primaires. Tout cela provenait de la conviction qu'il est facile de manipuler les gens analphabètes. L'avis du gouverneur général Tevâšev exprimait l'avis de la plupart. C'est pourquoi la réunion n'a pas trouvé de raisons de changer l'ordre établi pour la gestion des affaires spirituelles dans la région et d'intervenir à la vie religieuse de la population.

Tous ces projets, après leur élaboration dans le département des affaires spirituelles des confessions étrangères, n'ont pas été mis en vigueur. Une des raisons en était l'obligation d'accroître les organes de contrôle, ce qui aurait demandé l'assignation des sommes considérables. L'autre raison importante, c'est l'absence d'approche unique sur ce sujet de la part des autorités russes. Si certains proposaient de durcir le contrôle sur la vie spirituelle des musulmans, d'autres prouvaient avec les arguments solides l'inutilité et même la nocivité de cette mesure pour la Russie. A titre d'exemple sur ce dernier point de vue, on peut noter l'opinion de l'autre gouverneur général de la région de Turkestan, Tevâšev, qui l'a exprimée dans sa réponse aux questions du Comité des Ministres, déjà émises au début du XXème siècle, en rapport avec les événements révolutionnaires et la nouvelle nécessité de résoudre les problèmes religieux. Evidemment, les demandes fréquentes d'étudier les questions relatives à la religion – comme la direction spirituelle au Kazakhstan, la situation des mollahs, le *waqf*, les mosquées et les *mektebs* et les droits égaux avec la religion dominante – ont poussé le gouvernement de la Russie à éditer une oukase datée de 12 décembre 1904 et de 18 février 1905 sur la liberté de confession et le dépôt de pétitions.

On peut conclure que, dans la société russe, il y avait deux approches de la religion et des questions religieuses. Les adeptes de première approche proposaient de transformer la

religion en une partie de la structure de l'Etat. Les disciples de deuxième approche penchaient vers une séparation entre la religion et l'Etat, donnant la possibilité de coexistence de ces deux systèmes. Ces deux systèmes avaient une influence sur la politique menée par rapport à l'islam au Kazakhstan. Le gouvernement russe balançait entre ces opinions, adoptant tour à tour des règlements différents, changeant son attitude sur la question religieuse à telle ou telle époque, au gré de la situation politique.

C'est pour cela qu'il ne prenait pas de mesures radicales et décisives dans le domaine de la religion. Outre cela, il craignait le mécontentement de la population qui pouvait se transformer en révolte. Il y a avait beaucoup d'insurrections au Kazakhstan, qui étaient souvent soutenues par les mollahs. Le gouvernement craignait aussi l'exode massif des nomades ce qui était leur forme traditionnelle de protestation.

Il est certain que le mécontentement massif de la population musulmane de la Russie pouvait avoir une résonance négative dans le monde musulman et créer des tensions dans les relations avec la Turquie et l'Iran, et, par la suite, des actions de représailles contre les communautés chrétiennes dans ces pays-là. Le gouvernement redoutait toujours l'union de la masse composée de millions de musulmans russes, surtout en rapport avec la pénétration en son sein des idées du panislamisme. Ces craintes et aussi l'absence d'un avis unique sur les questions religieuses chez les fonctionnaires russes conduisaient à une certaine inconséquence et à des contradictions, même à une étroitesse de vues de la politique russe dans la région.

Conclusion

Après la consolidation de son pouvoir dans la seconde moitié du XIXème siècle, l'anti-islamisme russe est apparu dans la suppression des structures musulmanes solides : le refus d'établir une direction religieuse spéciale au Turkestan, l'abolition de l'institut des hauts juges provinciaux et celui de *cheikh-ul-islam*.

Dans la deuxième moitié du XIXème siècle, la politique visait à limiter les instituts confessionnels de l'islam au Kazakhstan : le nombre des mollahs désignés par l'administration, la construction des mosquées, l'ouverture des *mektebs* et des *medreses*, l'apparition des nouveaux *waqfs*.

La Russie essayait de décentraliser la structure confessionnelle islamique par son refus de soutien, d'attention envers les instituts islamiques et ses représentants. Mais en même

temps la Russie ne se refusait pas à utiliser ultérieurement l'islam pour ses intérêts politiques. Tout cela donnait une impression d'une grande contradiction dans sa politique.

Inquiet de l'influence tatare sur les nomades et du renforcement de l'islam parmi eux, sans renoncer à l'idée d'une christianisation, le gouvernement a retiré les Kazakhs de la direction de l'Assemblée selon le « Règlement temporaire » de 1868. Le motif principal de cette décision était l'opinion que chaque organisation spirituelle, la Direction religieuse allait favoriser l'unification des nomades auparavant indifférents à l'islam. Toute la vie spirituelle désormais était soumise à l'administration locale : aux gouverneurs généraux et militaires. Ces derniers sont partis de la même idée, refusant, après la conquête du Turkestan, la création de la direction spirituelle spéciale et limitant des charges du mufti d'Orenbourg afin de diffuser restreindre son influence sur cette région.

Avec l'évolution de la conscience nationale qui prenait souvent une forme religieuse, la population des régions steppiques tout comme celle du Turkestan commença à demander l'égalité des droits des musulmans avec ceux des adeptes d'autres religions – avant tout de l'orthodoxie. L'égalisation en droits s'est exprimée par la demande d'instaurer une direction spirituelle spéciale et de faire dépendre d'elle de toute la vie spirituelle, d'annuler les restrictions pour la construction des mosquées, de l'ouverture des écoles, figurant dans les règlements « Temporaire » et « steppique ».

C'est pour cela que dans les Ministères des affaires intérieures et militaires, dans le Conseil d'Etat, à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle, la question sur la fondation des directions spirituelles était soigneusement étudiée. Les avis des gouverneurs généraux étaient pris en compte, des projets relatifs à ces directions spirituelles étaient élaborés mais aucun d'entre eux n'était ratifié. Les craintes que les personnes spirituelles, nommées par le gouvernement, allaient acquérir une autorité parmi la population, et que l'organe même allait favoriser la consolidation de la société, ces deux facteurs étaient considérés comme non-souhaitables et nuisibles aux intérêts étatiques de la Russie, paralysant les actions du gouvernement, amenant au rejet des projets revus.

2.3. La politique religieuse du gouvernement à la charnière des siècles.

2.3.1. Révolution de 1905 et fraction musulmane

Le système de gestion des affaires religieuses des confessions « étrangères », de la tolérance russe par rapport aux religions et de la politique-même de l'Empire vit une crise.

Cette crise a trouvé sa manifestation dans la multiplication des émeutes sur une base religieuse, et dans le développement des mouvements nationaux libérateurs y compris sous couleurs religieuses.

Cette montée du mouvement national, religieux et culturel dans les régions de l'Empire a fait de l'opinion publique un facteur important de la vie politique. La question de la réalisation des principes de liberté de confession commence à être discutée dans la société. Le point de vue officiel niait l'existence de la discrimination fondée sur un principe religieux. Un autre point de vue, exprimé par les représentants des milieux révolutionnaires, était contre toutes les restrictions religieuses et pour l'égalité en droit avec l'orthodoxie.

Ainsi, au début du XXème siècle, on a assisté à une tendance d'union du mouvement antimonarchiste, en développement constant, avec les mouvements nationaux et culturels. Cela a obligé le gouvernement à réformer sa politique dans ses rapports Etat-religion. Au début de l'an 1902, l'empereur Nicolas II donne l'ordre au Ministère des affaires intérieures et au Synode de préparer un projet du manifeste sur la base duquel la liberté d'expression et de conscience pourrait être élargie.

La désignation du prince Sviatopolk-Mirski, libéral modéré, au poste du ministre des affaires intérieures a stimulé le changement de la législation réglant la vie confessionnelle des organisations religieuses non-orthodoxes. Le but principal devait rester le même, renforcer l'unité et la non-division de l'Empire russe. Ce qui le différenciait des changements précédents était uniquement le moyen de sa mise en application. Il était prévu d'appliquer le principe de tolérance religieuse et l'égalité de tous les citoyens de l'empire sans distinction ethnique. Au début de 1905, le Conseil spécial, sous le patronage de Witte, a commencé l'élaboration des mesures concrètes pour réaliser les modifications.

Avec l'adoption de l'oukase « Sur le renforcement des bases de la tolérance religieuse », du 17 avril 1905, la situation des confessions étrangères, leur statut social et législatif ont radicalement changé. Même si l'oukase a confirmé la domination de l'Eglise orthodoxe, il a supprimé la discrimination des autres confessions. Il n'a concerné l'islam que de manière générale, mais il a reconnu que la législation qui régule la vie des musulmans était périmée et qu'il était nécessaire de réviser les actes législatifs. Dans les conditions de la montée révolutionnaire, c'était une mesure obligée mais qui n'a pas été suffisante. Son adoption n'a pas calmé les esprits mais a conduit à une évolution des manifestations religieuses.

En mai 1905, un conseil spécial pour préparer les changements dans la législation a été tenu sous la présidence d'Ignatiev. Il devait élaborer l'ordre d'électivité et la désignation du

clergé musulman, l'ouverture des *mektebs* et des *medreses*. Une des questions était aussi la création des directions spirituelles pour les Kazakhs des régions d'Oral, Torghay, Aqmola et Semey. En ce qui concerne la région du Turkestan, la réunion a décidé qu'il n'était pas souhaitable de régler leurs affaires religieuses.[145]

Or, les oukases de 1904-1905 n'ont pas apporté de solutions concrètes concernant les religions. De plus, la politique des députés de la Douma s'éloignait des principes déclarés quelques temps plus tôt. La première Douma de février 1906 a proposé un projet de loi où elle souhaitait montrer la position privilégiée de l'Eglise orthodoxe par rapport aux autres religions. La plupart des propositions n'ont pas été prises en considération. Stolypine en 1909 reconnaissait que l'islam représentait un grand danger pour la sécurité de l'Etat et que la question musulmane en Russie pouvait être dangereuse.

La vague révolutionnaire a donné la possibilité aux hétérodoxes russes de s'exprimer dans l'activité politique. Avec la publication du Manifeste du 17 octobre 1905 des manifestations politiques ont eu lieu dans les grandes villes du Kazakhstan.

Dans les séances de travail de la Ière et la IIème Douma, il y avait des députés kazakhs comme Älïxan Bökeyxan, Qalmenov, Qulmanov, Birimjanov. Dans la IIème Douma le Kazakhstan était représenté par 6 députés, dont le mollah Kosşığulov. Birimjanov et Kosşığulov ont fait parti de la commission qui préparait la loi sur l'enseignement musulman. La participation de représentants peu nombreux des régions rattachées a attisé la question de l'organisation nationale de l'Etat. Le manifeste du 3 juin 1907 prétendait que la Douma devait être d'esprit russe et que les autres peuples devaient avoir leurs représentants à la Douma, mais n'étaient pas concernés par les questions à proprement parler russes. Dans les régions où la population n'avait pas atteint le niveau suffisant de « citoyenneté », les élus n'étaient pas « aptes » à siéger à la Douma.

Ainsi, les Kazakhs, qualifiés de « sauvages », n'ont pas obtenu leur représentation dans la IIème et IVème Douma et, pour cela, ils ne pouvaient agir qu'à travers la fraction musulmane de la partie européenne de la Russie. Cette fraction musulmane, peu nombreuse (6 personnes à la IIIème et IVème Douma), avait réuni les gens instruits ayant la connaissance du russe. La priorité, pour cette fraction, était la conservation de l'authenticité religieuse et culturelle des musulmans, l'obtention de l'égalité juridique et réelle. En 1914 Mustafa Şoqay était devenu le secrétaire de cette fraction, tandis que Ä. Bökeyxan était membre du bureau de cette fraction musulmane de la IVème Douma.[146]

---

[145] NURĞALÏEVA A., op.cit, p.123
[146] Idem, p.125

Les musulmans des diverses régions de l'Empire, demandaient au gouvernement la réalisation de leurs souhaits. Ces demandes étaient le changement d'ordre de remplacement des postes religieux (élection au lieu de désignation), la prise en charge partielle par l'Etat des frais de l'entretien du clergé, l'égalité en droit du clergé musulman avec celui de l'orthodoxie, l'instauration des organes de la direction spirituelle dans les régions qui n'en comptaient pas. Sous la pression de la société, la fraction musulmane a proposé comme mesure urgente l'annulation de toutes les restrictions des droits juridiques des citoyens, liées à la religion et l'origine ethnique, et l'adoption de la loi sur la conversion d'une religion à l'autre.

L'apparition du mouvement religieux modéré au Kazakhstan se manifeste par la création dans certaines villes comme Semey, Qyzyljar, Aqmola et Verny des organisations religieuses et la demande de création au Kazakhstan d'une direction spirituelle à part, la construction des mosquées, l'ouverture des écoles religieuses, l'enseignement des bases de l'islam en kazakh etc.

Il n'y avait pas d'avis unique sur la question du *muftiyat* pour les régions steppiques. Les uns étaient pour la création du *muftiyat* spécial, d'autres proposaient de les inclure à l'Assemblée spirituelle d'Orenbourg.

En août 1906, à Nijni Novgorod, le congrès musulman de la Russie a tenu ses séances de travail, avec la participation des délégués kazakhs Qoybağarov, Jantörin, Şäymerden Qosşığulov (qui était membre du parti des cadets). Qosşığulov a représenté le peuple kazakh au premier congrès des musulmans le 15 août 1905, tenu également à Nijni Novgorod. La question religieuse était l'une des questions les plus importantes en 1906.

Les participants du congrès se sont exprimés pour la limitation de l'intervention de l'Etat dans les affaires des musulmans, l'absence du contrôle du gouvernement sur les directions religieuses, la concentration dans leurs mains de l'activité religieuse, scolaire et de charité. Ils proposaient de donner aux musulmans des droits juridiques plus larges dans le domaine de la religion et de la culture et de ne donner à aucune religion un statut officiel.

Les délégués pensaient faire adopter le projet de la réforme religieuse, proposée par le congrès par le biais de la Douma, mais les idées du congrès de Nijni Novgorod ainsi que du congrès suivant de juin 1914 à Saint-Pétersbourg n'ont pas été utilisées dans les mesures réformatrices prises par le gouvernement.

Malgré les oukases adoptés en 1904-1905 sur la tolérance religieuse, l'orientation sur la russification culturelle des peuples autochtones a continué. Les parents ne voulaient pas mettre leurs enfants dans les écoles laïques, ils résistaient à leur construction ce qui est caractéristique du Kazakhstan du sud. Alektorov signalait au gouverneur militaire de la région

d'Aqmola en 1905 que « L'école qui était vue par les Kazakhs comme un monstre créé pour avaler leur religion, leurs coutumes et les préparer pour êtres soldats, prend de la popularité dans la population, peu à peu, la langue kazakhe cède la place au russe dans l'école et enfin, ce dernier devient dominant ».

Dans leur politique, les autorités préféraient s'appuyer sur les éléments conservateurs car ils craignaient la percée des idées libérales dans le milieu du clergé. C'est surtout l'activité des adeptes du djadidisme qui provoquait les craintes.

En 1911, le gouvernement a promulgué un ordre sur l'interdiction d'enseigner dans les *mektebs* et *medreses* aux gens qui avaient obtenu une formation théologique à l'étranger, principalement en Turquie et en Egypte. La même année, le ministère des affaires intérieures a exigé des gouverneurs de ne pas accepter des personnes ayant terminé leurs études dans les *medreses* réformés, au poste de mollah (Ghaliya à Kazan, Aliya à Oufa etc.) sans l'attestation de la direction du gouvernement sur leur loyalisme politique et l'absence de lien avec le mouvement national et religieux.

Les craintes du gouvernement par rapport à la diffusion des idées djadidistes ont été justifiées, si l'on prend en considération le fait que les établissements musulmans selon l'ancienne méthode se transforment en réformés. Par exemple, 30 anciens *mektebs* du Turkestan deviennent réformés au début du XXème siècle. Cela se produit dans d'autres villes du Kazakhstan. Le nombre des Kazakhs qui ont terminé leurs études dans ces établissements comme le *medrese* de Houssayniya (Orenbourg), Ghusmaniya et Ghaliya (Oufa), Rassouliya et Mouhamadiya (Troitsk) a augmenté parallèlement.[147]

L'ouverture de nouveaux *mektebs*, *medreses* et mosquées se faisait avec la permission officielle des pouvoirs, mais comme celle-ci était difficile à obtenir, il y avait beaucoup d'écoles non-enregistrées à la campagne. Le problème des écoles non-enregistrées est devenu la préoccupation de la réunion des fonctionnaires de la région de Jetisou en janvier 1912.

Une autre préoccupation du gouvernement suscitait la diffusion des idées panislamistes. Ainsi, en octobre 1912, la prescription du ministre des affaires intérieures de Stolypine a été envoyée à tous les gouverneurs « Sur la nécessité de prise de mesures en rapport avec l'intention de la Turquie de faire progresser les idées panislamistes en Russie ». Pendant la Première Guerre Mondiale le département de la police recevait des informations relatives aux essais du service de renseignement turc de pousser les musulmans russes à la

[147] NURĞALÏEVA A., op.cit, p.129

guerre religieuse contre les Russes ; c'est pour cela qu'il a renforcé le contrôle de la population musulmane.

Sans doute, les idées panislamistes (venant du Turkestan) ainsi que panturquistes et modernistes (de Kazan et Bakhtchyssaraï), qui proposaient aux Kazakhs le chemin du progrès culturel à travers la Turquie et non la Russie, ont influencé le mouvement national et culturel kazakh. Les pèlerins allant à la Mecque s'arrêtaient en Turquie et ont reçu l'influence de telles idées.

Comme résultat, durant la première guerre mondiale, il y a eu de plus en plus d'activité antigouvernementale suscitée par les actions antimusulmanes. On le trouve retranscrit dans le discours du groupe musulman des députés de la IVème Douma le 11 février 1916 par K. Tevkelev. Les autorités russes y ont été accusées de politique de nationalisme, de racisme et d'intolérance religieuse.

La conséquence de ces fautes accomplies par la politique russe par rapport aux régions non-russes a été les événements de 1916. Le facteur islamique s'est fait connaître dans la région du Turkestan où les Kazakhs composaient la majorité de la population ainsi que dans les régions de Samarcande et Ferghana. Les soulèvements ont été causés par l'oukase de 25 juin 1916 sur le recrutement forcé des allogènes aux travaux du front arrière. En plus le recrutement correspondait au moment du jeûne des musulmans, ce qui était perçu par eux comme un sacrilège.

2.3.2. Espoir de changements.

La révolution de février 1917 est revenue aux sécessions de 1905 et a créé les conditions pour la libéralisation de la politique nationale et religieuse. Toute la population de la Russie a obtenu les droits et les libertés citoyennes. La législation orientée contre les allogènes a été annulée. Tout cela a amené une certaine animation de la vie politique dans la région Steppique et au Turkestan, qui sont devenus des centres de confrontation des différentes idées et mouvements. Ses participants espéraient changer les choses dans le domaine national et religieux. L'apparition des organisations féminines témoigne de cette agitation, par exemple à Oral a été créée la Société musulmane féminine. Dans le travail du premier congrès musulman de la Russie après la révolution de février, se trouvait une Kazakhe Dosjanova, élue, de la région de Torghay. Elle était élue comme membre du Conseil musulman russe.

A Moscou un bureau central temporaire des musulmanes de la Russie était fondé dont l'objectif était la création des comités musulmans féminins dans tous le pays. En juin 1917, la charte typique du Comité musulman féminin a été publiée. Celui-ci poursuivait le but de faire reconnaître pour les musulmanes tous les droits, l'égalité en droits politique et civils, la propagande des idées démocratiques etc.

L'apparition de cette résolution a fait réagir le clergé musulman du Kazakhstan. Le congrès des mollahs de *l'ouiezd* Lbichensk tenu le 23 juillet 1917 à Jympity sous la présidence de K. Qusdäuletov a exprimé l'opinion que toutes les questions religieuses devaient être résolues par les mollahs. Ceux-ci ont blâmé les tentatives d'organisation du mouvement des femmes musulmanes, mais le fait-même d'organisation du congrès témoignait d'une volonté de progresser, d'aller d'avant des religieux.[148]

La question des conditions et des spécificités d'intégration du Kazakhstan dans le nouvel Etat russe était activement discutée. Selon l'initiative de l'élite kazakhe au printemps 1917, des congrès de régions ont été organisés. A noter le congrès de la région de Torghay auquel les représentants d'autres régions du Kazakhstan ainsi que des organisations musulmanes du Bachkortostan, du Tatarstan et de l'Ouzbékistan ont participé. Ce congrès a opté pour la république démocratique parlementaire, non-centralisée, pour le développement de l'éducation scolaire et l'enseignement commun des garçons et des filles, la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Le congrès des Kazakhs de la région de Jetisou tenu à Verny, à la différence de celui de Torghay, exigeait l'égalité de toutes les religions, la création à Petrograd de la direction spirituelle musulmane et pour les 5 régions steppiques du Kazakhstan la création d'une direction spéciale, la construction des mosquées du vendredi dans les villes des régions et des *ouiezds* etc. Le congrès de la région d'Oral a soutenu les décisions principales de celui de Torghay, et s'est exprimé pour la subordination de la direction régionale au *muftiyat* d'Orenbourg. Les congrès posaient, en outre, la question de l'organisation du clergé musulman.

Du 1 au 11 mai 1917, le Congrès musulman de la Russie a été organisé à Moscou. Il a rassemblé près de mille personnes avec les délégués des régions Steppique et du Turkestan. La majorité des députés a opté pour la forme fédérative de la Russie et l'autonomie des régions musulmanes. Le Conseil musulman de la Russie était composé de 30 personnes, 7

[148] NURĞALÏEVA A., op.cit, p.146

Kazakhs y travaillaient : Aqbayev, Dosmuxamedov, Toğısov, Bökeyxan, Tanaşev, Dosjanova, Janaydaqov.

Déjà au mois de mars 1917, l'élite libérale avait fondé le parti Alaş qui a dirigé la vie politique de la steppe jusqu'en octobre. Il a été l'initiateur de deux premiers Congrès kazakhs qui se sont passés à Orenbourg. Au congrès du 21 au 28 juillet 1917 sont venus les délégués des régions d'Aqmola, de Semey, de Torghay, d'Oral, de Jetisou, de Ferghana et de la Horde Bökey. Ils ont choisi la république démocratique fédérative parlementaire où les régions avec la population kazakhe dominante devaient obtenir une autonomie territoriale nationale.

Sur la question religieuse, le congrès a pris la décision de la subordination temporaire des musulmans d'Aqmola, Semey, Torghay, Oral et de l'*ouiezd* Manghystaou à l'Assemblée spirituelle d'Orenbourg. Etait prévue la création d'une section kazakhe à l'assemblée, avec l'introduction du kazakh dans les écritures et les élections du *qazı* dans chacune des régions.

Dans le deuxième congrès, il a été proposé d'attribuer à la région autonome kazakhe le nom d'Alaş-Orda, suivi de la ratification dans l'Assemblée constitutive de la Russie.

Avant les élections à l'Assemblée constitutive, le programme du parti Alaş a été publié. Il prévoyait, parmi ses objectifs premiers, le droit de vote commun, la représentation ethnique proportionnelle, la république fédérative démocratique avec le président, l'égalité des régions autonomes. En ce qui concernait les questions religieuses, le programme déclarait la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'égalité des religions devant la loi, la liberté de diffusion de toutes les croyances, la liberté de confession, la création d'un propre *muftiyat* sur le territoire du Kazakhstan. Il prévoyait également les restrictions de l'influence de la charia et des fonctions des mollahs, ils auraient dans leurs compétences les questions de procédure - mariage, divorce, enregistrement des nouveau-nés et des décès.

Les élections des délégués de l'Assemblée constitutive, qui ont eu lieu en novembre 1917, ont montré que la plupart des Kazakhs partageaient les demandes du programme du parti : dans la région de Jetisou, le bloc du parti a obtenu 57,5% des voix, dans les régions de Torghay et Oral 75%.[149] En tout, le parti a obtenu 43 sièges. Selon le nombre de voix obtenues dans les élections dans l'Assemblée constitutive (262 404 voix), Alaş a pris la huitième position parmi les cinquantaines de partis avant la révolution d'octobre.[150]

Le spectre des opinions, relatif à l'avenir de l'Etat et au sort de l'islam, ne s'est pas limité à l'avis des libéraux. Par exemple, le bureau musulman de la ville d'Oral a commencé à éditer l'hebdomadaire « Uran » connu pour ses opinions islamiques modérées.

---

[149] JÜSIPOV S., *Političeskaâ analitika issledovaniâ (Analytique politique de la recherche)*, Moscou, 2001, p.456
[150] NURĞALİEVA A., op.cit, p.148

Dans les régions méridionales du Kazakhstan, c'est le parti Choura-i-islamiya (Conseil musulman), crée en mars de 1917, qui a eu un grand impact. Il avait été crée par les djadidistes et s'appuyait sur la synthèse de l'unité turque et musulmane. Un de ses dirigeants, Mustafa Şoqay était responsable de l'organe exécutif du parti qui a pris le nom de Conseil musulman régional du Turkestan. Les organisations locales du parti se trouvaient aussi à Chymkent, Aoulie-Ata, Perovsk, Qazaly et d'autres villes. Hormis les Kazakhs, il y avait des Tatars et des Ouzbeks.

En novembre 1917, un autre parti Üş jüz était crée, et, à partir de décembre, il éditait son journal – du même nom – à Petropavlovsk. Le programme du parti se caractérisait par la synthèse de la fédération turco-tatare et des slogans populistes dans l'esprit des Bolcheviks « Toute la terre aux paysans ! ». Pour la question religieuse, Üş jüz était favorable au fait d'inclure les demandes justes de la charia dans les lois de la justice kazakhe.

Les Kazakhs de Syrdarya, adeptes de l'orientation turkestanaise, ont organisé en août 1917 une conférence régionale à Tachkent. Le journal *Birlik Twı*, édité depuis juin 1917, était plus radical que les autres journaux kazakhs. En dehors de cela, ses adeptes éditaient la revue *Jas Alaş* à Tachkent.

Les représentants du clergé musulman étaient eux aussi pour l'autonomie du Turkestan ; ils ont créé, au cours de l'été 1917, leur propre organisation Oulema djamiyati (Conseil des oulémas). Ils voyaient le Turkestan comme une république autonome de la Russie avec son Assemblée législative et sa Constitution.

Ainsi, malgré la différence d'opinions des diverses forces politiques, tous les partis étaient pour l'autonomie des Kazakhs, mais estimaient différemment le rôle de l'islam.

Déjà en mai 1917, les oulémistes exigeaient du Comité du Turkestan d'introduire immédiatement la charia dans la justice. Les oulémistes étaient dirigés par l'orientaliste et le turcologue S. Lapin. Lapin présenta son projet de justice des *qazıs* selon lequel la justice de la charia était obligatoire pour les turkestanais, et facultative si l'un des deux – soit le demandeur soit le défendeur – était un Russe.

Les adeptes de Choura-i islamiya et les *oulémistes* cherchaient à obtenir l'autonomie nationale, mais si les premiers maintenaient les visées réformatrices du Gouvernement temporaire de la Russie, les *oulémistes*, restant loyaux à l'égard de la Russie, incitaient le peuple à la lutte seulement sous la bannière religieuse. Finalement ce sont les *oulémistes* qui ont obtenu 2/3 des voix dans les élections pour la Douma de la ville de Tachkent.[151]

[151] NURĞALÏEVA A., op.cit, p.152

Comme cela, l'étape de l'évolution des mouvements politiques dans le Turkestan a fini par une défaite temporaire de fractions modernistes loyales aux pouvoirs. En règle générale, les *oulémistes*, pendant les premiers mois après la révolution de février, ont déployé une activité énorme. Mais, peu après, les jeunes turkestanais ont pris une place prépondérante sur le plan politique, grâce aux efforts de Şoqay. Et les élections à l'Assemblée constitutive ont démontré la victoire de Choura-i islamiya dans les régions de Ferghana et Jetisou.

Sur le reste du territoire du Kazakhstan ce sont les partisans d'Alaş qui se trouvaient en opposition à l'islam.

Or, les participants de divers mouvements politiques au Kazakhstan attendaient que le gouvernement temporaire résolve enfin la question nationale. Pourtant il a refusé la demande d'autonomie, chargeant l'Assemblée constitutive de la résolution de ce problème.

Concernant la politique religieuse gouvernementale, elle a subi les changements essentiels. Au début, le gouvernement temporaire est apparu comme la coalition des conservateurs et libéraux, et il n'y avait aucune mesure législative au sujet de la question nationale et religieuse. Au printemps, il s'est transformé en une coalition des démocrates libéraux, des socialistes modérés et du Conseil de Petrograd. Avec le décret du gouvernement temporaire « Sur l'annulation des restrictions religieuses et nationales » en date du 20 mars, il a aboli les limitations. En juin 1917, le gouvernement temporaire a édité le décret « Sur la liberté de conscience » selon lequel cette liberté était assurée à tout citoyen de la Russie. L'article 4 du décret définissait que pour changer la religion – pour les personnes âgées de plus de 14 ans – il ne fallait pas de permission. Et, pour la première fois, on reconnaissait le statut athée des citoyens.

Au cours de l'été 1917, le Gouvernement temporaire a adopté et mis en vigueur la loi sur la liberté de conscience. A la différence des oukases des temps de la révolution de 1905-1906, cette loi garantissait l'égalité entre toutes les religions. Donc, après la période de la politique d'assimilation active pendant les réformes de Stolypine, le gouvernement russe est revenu à sa politique traditionnelle de pragmatisme souple pour les questions nationale et religieuse. En revanche, les religions ne bénéficiaient pas des mêmes conditions et la séparation de l'Eglise et de l'Etat tant attendue, n'a pas été réalisée. Cette tactique du freinage a amené à la radicalisation des mouvements sociaux et nationaux.

Les événements révolutionnaires en Russie et la chute de l'Empire ont permis à l'élite nationale kazakhe d'essayer de réaliser son idéal, d'autant plus que les Bolcheviks, avant les événements d'octobre 1917, affirmaient l'idée de disposer de soi-même. Mais il n'y avait pas d'unité parmi les chefs religieux et politiques au sein du peuple kazakh : à l'ouest du

Kazakhstan la section occidentale d'Alaş-Orda, au nord et à l'est le parti Alaş et Üş jüz, au sud les partis Choura-i islamiya et Oulema Djamiyati. La division des Kazakhs en *jüz* se répercutait sur l'absence de l'unité.

Le premier qui a amorcé la réalisation de l'autonomie nationale a été le Turkestan avec son Conseil populaire, le Gouvernement temporaire et l'Assemblée constitutive du Turkestan, créé le 27 novembre 1917. La question de l'autonomie du Turkestan a été étudiée au cours d'un congrès extraordinaire. Il s'est ouvert juste après l'arrivée au pouvoir des Bolcheviks. Les essais des Bolcheviks pour empêcher l'organisation du congrès et diviser les Turkestanais ont échoué. Le gouvernement, composé de cadres bien formés et préparés, était représenté par les peuples turcs de la région et les minorités ethniques. Les Bolcheviks, selon l'ordre du pouvoir central, ont commencé les préparatifs pour liquider le gouvernement de Kokand. Le 13 décembre, le jour de l'anniversaire du prophète Mohamed, une manifestation a eu lieu à Tachkent pour le soutien de l'autonomie de Kokand et la protection de l'islam. Après des confrontations sanglantes, les manifestants ont été chassés. En février 1918, l'autonomie de Kokand, qui avait existé plus de deux mois, a été abolie.

La majorité des Kazakhs se sont montrés favorables à l'unification de toutes les régions kazakhes avec le Turkestan, qui englobait deux régions kazakhes denses en terme de population- Syrdarya et Jetisou. La minorité, dirigée par A. Bökeyxan, Baytursınulı et Dulatov, était pour l'intégration de la région autonome sibérienne, car elle craignait l'influence des conservateurs du Turkestan.

Le pouvoir soviétique a répondu par un refus de collaborer avec le gouvernement d'Alaş-Orda. Suite à cela, Alaş-orda a conclu une union militaire avec les atamans des armées cosaques et a annulé tous les actes législatifs des Bolcheviks sur leur territoire. Les cosaques blancs et les gardes-blancs ont soutenu, dans un premier temps, les nationalistes kazakhs. Mais plus tard, voyant les tendances séparatistes dans leurs actions, Koltchak a refusé l'autonomie des Kazakhs car cela contrevenait aux souhaits de leurs leaders sur le rétablissement de la monarchie russe. Mais ils étaient prêts à laisser le droit à l'autonomie pour les questions nationales et religieuses.

Ensuite, en mars et avril 1918, Dosmuhambetov a visité Moscou où il a rencontré Staline et Lénine. Les adeptes d'Alaş-orda espéraient désormais la création de l'autonomie kazakhe en collaboration avec les pouvoirs soviétiques. Mais lorsque le gouvernement d'oualayat Oyil (section occidentale d'Alaş-orda) a soutenu l'attaque contre les armées blanches et lorsque le dernier bastion de l'ataman Tolstov, la ville de Gouriev, a été pris

d'assaut, le Comité révolutionnaire kazakh a pris la décision de supprimer les derniers établissements d'Alaş-orda.[152]

Conclusion de la deuxième partie

La politique de l'Empire russe par rapport à l'islam au Kazakhstan, d'un côté, s'est définie par ses objectifs, et, de l'autre, par les spécificités de l'islam chez les Kazakhs. La colonisation graduelle des grands espaces du Kazakhstan et la faible connaissance de la culture du peuple ont fait que la politique religieuse menée par la Russie était assez délicate à mettre en œuvre. Elle a renoncé à l'idée de persécuter les institutions islamiques et à son but d'éradiquer cette religion.

Dans la première moitié du XIXème siècle, la Russie soutient l'islam. Cela se manifeste par l'envoi des mollahs tatars dans la steppe, la construction des mosquées à la charge du fisc. Mais ces mesures-là ne représentaient pas vraiment un soutien, car d'autres objectifs étaient poursuivis. Par le biais de l'islam et de ses institutions, le gouvernement a essayé de gagner les Kazakhs à sa cause, pour bien établir le protectorat russe et s'assurer de leur résignation religieuse. C'est la raison pour laquelle seuls des mollahs loyaux à l'Empire étaient envoyés. De plus, la Russie a toujours conservé la perspective d'une christianisation, en considérant les nomades plus comme des païens que des musulmans.

L'utilisation des Tatars dans la régulation des relations avec les Kazakhs en tant que mollahs, instituteurs, interprètes et intermédiaires dans les affaires commerciales a amené à l'augmentation de leur influence sur les Kazakhs. Les résultats obtenus se sont donc avérés contraires aux buts de la Russie, car au lieu de se rapprocher de la culture russe et de s'intégrer à l'Empire, les Kazakhs, à partir du milieu du XIXème siècle, commencent à s'intéresser davantage à l'islam. Ce phénomène a été expliqué par les administrateurs russes comme la conséquence de l'impact des Tatars, la tatarisation de la steppe, ce qui était analogue à l'islamisation.

De ce fait, à partir du milieu du XIXème siècle, la politique de la Russie vis-à-vis de l'islam change, en choisissant de limiter l'influence de cette religion sur les Kazakhs. La lutte contre la tatarisation, considérée comme la cause de l'islamisation, commence. Une série de mesures sont prises pour empêcher cette influence : le tatar est remplacé par le kazakh dans les écritures, l'alphabet cyrillique est utilisé au lieu de l'arabe, les interprètes tatars sont écartés par leurs collègues kazakhs qui ont terminé les écoles russes ou par des Russes

[152] NURĞALÏEVA A., op.cit, p.157

connaissant le kazakh familier. Toutes les écoles ministérielles (russo-kazakhes), les *mektebs* et *medreses* sont transférées sous la compétence du Ministère de l'instruction populaire. Le système éducatif des allogènes, élaboré par le missionnaire et l'éclaireur connu Ilminsky, est appliqué. Ce système est basé sur l'éducation primaire dans les langues autochtones.

Admettant l'islam comme une religion uniquement tolérée dans l'Empire, la Russie ne voulait pas son renforcement. Cela se reflète dans un document historique comme les « Règles temporaires » de 1867-1868. Elles essayent de restreindre le nombre des mollahs et des mosquées jusqu'à un seul sur un *volost*. La rémunération des mollahs, la construction des édifices de culte et leur entretien était à la charge de la communauté. Les mollahs devaient être choisis dans le milieu kazakh. Pour affaiblir leur influence sur la population, les autorités ont cherché à miner leur autorité en transférant la tenue des registres aux chefs des villages. A la fin du XIXème siècle, les mollahs pour avoir un poste, devaient parler le russe. En ce qui concerne les mollahs influents et actifs, ils étaient déportés en Sibérie. Les restrictions ont touché des questions comme l'ouverture des *mektebs*, le hajj, le *waqfs* au Turkestan, sur le reste du territoire ils étaient interdits dès le début.

La Direction spirituelle - l'Assemblée - était conçue par les pouvoirs russes comme un facteur de consolidation. Pour cette raison, les Kazakhs des régions steppiques ont été retirés de sa compétence selon les réformes des années 1860. Quant au Turkestan, il ne dépendait d'aucune Direction religieuse existante en Russie. C'est au début du XXème siècle que la question du morcellement des Directions religieuses a été mise à l'étude.

Ni la politique de christianisation, ni celle de la russification n'ont donné de fruits. Cela n'est pas dû à la divergence entre le christianisme et l'islam au niveau des rites, ni à l'orientation idéologique des écoles russo-kazakhes, et ni à l'activité des Tatars, mais au développement intérieur des Kazakhs. Sous l'influence de certains facteurs économiques et politiques, la conscience des nomades a évolué ainsi que leur identification en tant que peuple désirant avoir ses propres organes religieux à égalité avec d'autres confessions.

La politique limitatrice du tsarisme n'a pas donné les résultats souhaités car la Russie ne pouvait pas mettre en place autant de contrôle dû aux frais que cela engendrait. Les administrateurs de la région ne pouvaient pas exercer un contrôle strict sur les institutions musulmanes. En plus, il n'y avait pas d'avis commun parmi les représentants des pouvoirs : les uns étaient pour le durcissement du contrôle, les autres contre tout contrôle. Il est évident que les administrateurs du Kazakhstan agissaient de la façon dont ils comprenaient la question. Le gouvernement russe ne pouvait pas ne pas prendre en considération son environnement musulman extérieur. Pour cette raison il ne menait pas les mesures radicales

envers les musulmans de la Russie intérieure par peur de la réaction négative des pays musulmans.

Concernant l'islam « kazakh », la Russie soutenait les traditions populaires qui n'étaient pas liées à l'islam, en motivant ses décisions par l'absence de telle ou telle règle auparavant. Cela a touché la prestation du serment dans la mosquée dans la présence du mollah, l'organisation de la direction religieuse, l'examen des affaires familiales, nuptiales, etc., selon la charia. Mais les autorités russes ne reconnaissaient pas non plus le soufisme malgré son côté populaire. Ils voyaient la force et la vivacité du soufisme et le considéraient comme un phénomène qui n'avait rien à voir avec les buts russes dans la région.

Pour l'Empire russe, il était typique de constituer la religion dominante - l'orthodoxie - en un organe étatique sous le contrôle du tsar. De la même manière se construisaient les rapports avec d'autres religions tolérées dans l'Empire. Les Directions spirituelles se trouvaient sous la compétence du département des affaires spirituelles de la confession étrangère au sein du Ministère des affaires intérieures. Ce département était chargé de désigner les religieux, de les destituer, de définir leur rémunération et leurs congés, d'exercer un contrôle sur l'activité des Directions religieuses.

L'ASMO n'avait qu'un impact moindre sur les Kazakhs, il était limité à l'épreuve de connaissances de la foi que devaient subir les mollahs et à leur nomination.

Après le retrait des Kazakhs de la direction de l'Assemblée, toute la vie spirituelle des régions Torghay, Oral, Aqmola et Semey a été soumise au Ministère des affaires intérieures et sur place aux gouverneurs généraux et militaires, dans la région de Turkestan au ministre de l'armée. Il n'y avait que le khanat de Bökey qui était restée dépendante de l'AMSO. Ce morcellement dans la gestion était caractéristique des pays colonisateurs pour la réalisation de la politique consistant à « diviser pour régner ».

Les projets des directions spirituelles ont été discutés en Russie à plusieurs reprises à la charnière du XIXème et XXème siècles, ce qui était le résultat de la demande de la population du Kazakhstan d'établir un *muftiyat* afin de gérer toute la vie spirituelle et appliquer le principe de non-intervention des pouvoirs laïques. Pourtant le gouvernement n'a pas pris de décision concrète jusqu'à la révolution de 1917.

En ce qui concerne l'institution économique de l'islam, le *waqf*, la Russie a empêché sa création. A l'intérieur de la Russie ainsi qu'au Nord et à l'Ouest du Kazakhstan il n'y avait pas de condition pour sa fondation, et l'Etat l'a interdit au niveau législatif. Cette circonstance a conditionné la faiblesse économique de l'islam en Russie et l'absence de motivation pour créer un Etat théocratique indépendant. Dans la région du Turkestan où les biens de *waqf*

étaient bien développés avant l'arrivée des Russes, on pouvait donc créer les nouveaux *waqfs* avec l'autorisation des pouvoirs. Les anciens *waqfs* ont dû être réenregistrés afin de transférer ceux qui n'avaient pas de documents à l'usage de l'Etat.

Tout en faisant obstacle au renforcement économique de l'islam, le gouvernement utilisait ses institutions pour réaliser sa politique. Il essaya de gagner à sa cause des Kazakhs utilisant les fonctions importantes de la mosquée : idéologiques, éducatives, communicatives. C'est pour cela que le gouvernement russe au XVIIIème et au début du XIXème siècle encouragea la construction des mosquées, désigna les sommes, exigea de l'administration locale qu'elles soient conformes au plan ratifié, essaya de contrôler le nombre de visiteurs. Avec le renforcement de son pouvoir au Kazakhstan, la Russie avait pour objectif de stopper la consolidation des positions de l'islam. C'est ainsi qu'elle a cherché à réglementer le nombre des mosquées, et qu'à l'occasion elle ne donnait pas l'autorisation de construire des édifices de culte ; et la même ligne politique a été observée vis-à-vis d'autres institutions de l'islam : le clergé, les établissements scolaires- *mektebs* et *medreses*.

Troisième partie

Politique soviétique et islam

3.1. Islam et pouvoir soviétique dans les années 1917-1928

3.1.1. Islam et stratégie du Parti communiste russe pendant la période d'installation du pouvoir soviétique

La révolution d'octobre de 1917 a apporté de grands changements dans le développement politique des peuples de l'ex-Empire russe. Le Parti communiste russe (les bolcheviks) (PCR) est arrivé au pouvoir avec l'intention de mettre en œuvre les principes révolutionnaires sur l'organisation de l'Etat et de ses peuples. Les objectifs importants, comme l'installation du pouvoir et l'organisation de la gestion de l'Etat, ont posé au parti la question de l'élaboration d'une nouvelle politique dans tous les domaines de vie de la société multinationale et multiconfessionnelle, accablée par le passé colonial. La réalisation du programme politique a commencé dans les conditions d'une confrontation dramatique dans le pays.

Cherchant à détruire rapidement l'appareil clérical du précédent pouvoir (les institutions de l'Eglise orthodoxe russe en faisaient partie), le Conseil des commissaires du peuple (CCP) de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) a changé le statut des institutions religieuses et des serviteurs du culte. Dans la période d'octobre 1917 à janvier 1918, le gouvernement a élaboré le décret sur le transfert des établissements scolaires religieux sous la compétence du Commissariat du peuple à l'éducation ; les décrets « Sur le mariage civil, les enfants et la gestion des livres des actes de l'état civil », « Sur le divorce », « Sur la réforme de toutes les directions du service spirituel » ont été adoptés.[153]

Le programme complet des relations entre l'Etat et la religion est décrit dans le décret du Comité central (CC) de la RSFSR « Sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la séparation de l'Ecole et de l'Eglise » du 20 janvier 1918, dans lequel se répètent les règlements du programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), adoptés au IIème congrès en 1903, et les premiers arrêtés du CC du PCR de la RSFSR sur la question religieuse.

[153] NURTAZÏNA N., «Bor'ba s islamom, Religioznaâ politika sovetskoj vlasti v Kazahstane v 20-40 gody XX veka » (Lutte avec l'islam, Politique religieuse du pouvoir soviétique au Kazakhstan dans les années 1920-1940), Almaty, Qazaq wniversïteti, 2008, p.5, disponible sur: http://doc.nlrk.kz/result/ebook_140/index.html#ps

Il est connu que Lénine, en prenant connaissance du décret, a changé le nom initial de « Sur la liberté de conscience et les associations ecclésiastiques et religieuses» en « Sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la séparation de l'Ecole et de l'Eglise ». D'autres modifications ont été faites dans la loi avec le but d'affaiblir l'influence du clergé orthodoxe suprême.

Le décret a proclamé la laïcité de l'Etat, qui a affirmé sa neutralité dans les affaires de religion et de l'église. Les actions liées aux règlements sociaux publics ne devaient pas s'accompagner de rites et de cérémonies religieuses, le serment religieux était supprimé. En conformité au décret, la tutelle officielle des institutions religieuses sur l'éducation était abolie, les écoles confessionnelles étaient fermées, l'enseignement des disciplines religieuses dans les établissements scolaires publics et l'édition des manuels d'enseignement religieux étaient supprimés. L'Ecole se séparait de l'Eglise, mais l'article 9 laissait aux citoyens le droit d'obtenir une formation religieuse à titre particulier. L'enregistrement des actes d'état civil était transféré au pouvoir civil. Le mariage dans les églises n'était pas interdit mais n'avait aucune valeur juridique, seul le mariage civil était reconnu. Dans les articles 10-13 « Sur la situation juridique des organisations religieuses », les normes de l'Etat laïque étaient respectées de telle sorte que, dans les documents officiels, la mention de la confession était interdite. L'aide publique à l'Eglise orthodoxe russe, qui existait avant la révolution, a été supprimée. Toutes les organisations religieuses qu'elles soient orthodoxes, musulmanes ou autres devenaient des sociétés privées égales en droit, elles étaient basées sur le principe du bénévolat et étaient financées par les croyants. Les organisations religieuses utilisaient les maisons de prière et les biens du culte gratuitement, selon l'arrêté du pouvoir central et local. D'après le décret, ces organisations jouissaient du statut de personne morale. Le dernier règlement touchait avant tout les intérêts de l'Eglise orthodoxe qui était un grand propriétaire terrien durant le tsarisme[154].

En des délais très courts, le nouveau gouvernement a élaboré les principes des relations entre l'Etat et la religion. Ces normes juridiques ont abrogé la division des organisations religieuses entre les dominantes, les tolérées (y compris musulmanes) et les non-tolérées.

Avec l'adoption de la Constitution de la RSFSR en juillet de 1918 par le Vème congrès russe des Soviets, les règlements principaux du décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat sont devenus les normes du droit constitutionnel. Les normes adoptées étaient assez

[154]Voir l'annexe, « Le décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Union soviétique », Bibliothèque numérique du CERMTRI, http://www.bibnumcermtri.fr/IMG/pdf/F_Le_decret_4_corr.pdf

démocratiques, à l'exception de l'article qui privait les organisations religieuses du droit à être personne civile. C'était la différence principale de la législation soviétique par rapport au régime juridique des pays européens sur la religion. Les constitutions soviétiques suivantes ont copié les règlements fondamentaux du décret de 1918. Le seul point qui a changé concerne la tolérance envers la propagande religieuse.

Le décret sur « La séparation de l'Eglise et de l'Etat et la séparation de l'Ecole et de l'Eglise » avait une efficacité juridique sur le territoire de la RSFSR, mais était en usage dans tous les territoires du pays.

Les décrets du pouvoir soviétique permettaient aux populations de s'exprimer librement sur les sujets religieux et d'agir selon leurs convictions. Mais la nature de la politique religieuse du parti bolchevik était contradictoire à son début, car les déclarations publiques n'ont pas été mises en application.

La gestion des institutions religieuses par l'Etat était devenue une tradition de l'autocratie russe, légalisée par Pierre Ier en 1721. L'église orthodoxe russe avait commencé à être dirigée par le Saint Synode et s'était transformée en soutien de l'autocratie. Au XIXème siècle, l'intelligentsia russe, sous l'influence des révolutions bourgeoises européennes qui avaient engendré la liberté de conscience et certaines exigences politiques, avait commencé à nier de plus en plus la religion et l'Eglise. La pensée scientifique européenne avait eu une influence colossale sur l'évolution des principes athées. La doctrine de Darwin sur l'évolution naturelle des espèces biologiques et de l'origine de l'homme, ainsi que les œuvres d'E. Heckel sur l'autogenèse de la vie de la matière morte, fournissaient des arguments théoriques sur la genèse naturelle du monde et son unité. K. Marx et F. Engels ont contribué à la confirmation de la nouvelle conception dont la base était le matérialisme.

La désapprobation de l'Eglise était fondée sur les directives du programme du POSDR. Le fondateur du parti, Lénine, dans ses œuvres *Socialisme et religion* (1905), *Sur l'attitude de la classe des ouvriers vers la religion* (1905), *Matérialisme et empiriocriticisme* (1908), *Classes et partis dans leur rapports à la religion et l'église* (1909), *Sur l'importance du matérialisme militant* (1922) a défini les buts du parti et de la classe ouvrière par rapport à la religion et l'église. Lénine les a stigmatisées comme oppresseur et colonisateur des peuples de la Russie, et ne comprenait pas la question religieuse hors de « la lutte des classes ». Il était d'avis que la religion avait une hiérarchie – voire « des classes » – qui était à l'origine d'une domination financière.[155]

[155] MUXTAROVA G., *Islam v sovetskom Kazahstane (Islam au Kazakhstan soviétique),* Oral, 2007, p.12

Au début du XXème siècle, la longue évolution de la société russe et la recherche de la foi ont évolué en négation complète de la religion. Les principes de l'Etat laïque, initiés sur les idées des révolutions bourgeoises, les découvertes scientifiques qui ont étayé la conception matérialiste (d'où les demandes humanistes de la liberté de conscience dans les premiers décrets soviétiques) et les dispositions radicales ont trouvé leur place de façon complexe et contradictoire dans la théorie de l'Etat athée, élaborée par Lénine.

Finalement, si les bases théoriques du modèle soviétique des relations entre l'Etat et la religion se sont formées sur les principes de l'Etat laïque, la mise en pratique de ces derniers a été étroitement liée avec les règlements du programme du parti communiste et basée sur les idées du socialisme scientifique.

Le radicalisme révolutionnaire et l'idéologie marxiste-léniniste ont engendré un système spécial de représentations et de valeurs de la politique religieuse étatique en URSS, qui a trouvé sa réalisation juridique dans la base législative de la politique soviétique. Dès le début elle s'est avérée sélective et répressive.

En dehors de la négation de la religion et de l'Eglise, les idées du communisme scientifique contenaient un certain dédain de la spécificité confessionnelle des peuples musulmans et son ignorance. Dans la plupart des cas, les leaders bolchéviques se tenaient du point de vue européocentrique envisageant un modèle d'évolution de la société applicable à la Russie en général, et des peuples musulmans en particulier. Selon leur avis, « les peuples arriérés » devaient rapidement se joindre à la civilisation mondiale.

Le PCR ne pouvait pas ignorer les musulmans de la Russie. Bien avant octobre 1917, Lénine s'était intéressé à la taille de la population en Orient. Au début du XXème siècle, quand l'appartenance religieuse et non nationale, a été fixée, la population totale des musulmans atteignait 30 millions. C'est sur ces données que les représentants de nouveau pouvoir se sont fondés en 1917. En 1920, le Commissariat du peuple aux nationalités a recueilli les données sur les musulmans de Russie, sur la base d'enquêtes complexes. Selon leur compte, il y avait 5,2 millions « de Kirghizes » (regroupant Kazakhs et Kirghizes).

Si, en 1880, parmi les musulmans, il y avait seulement 12 personnes détenant une formation supérieure, en 1910 leur nombre avait atteint 200. Un autre fait est que, chez les Tatars de Kazan, il y avait en moyenne une école pour 100 personnes, tandis que chez les orthodoxes le nombre était beaucoup plus faible, une école pour 2000 personnes[156].

[156] MUXTAROVA G., op.cit., p.15

L'évolution de niveau culturel des musulmans a été à l'origine d'une « agitation panislamique ».

Les circonstances se compliquaient en Orient du fait que le bolchévisme n'avait pas eu d'échos avant la révolution parmi les musulmans. L'influence du parti jusqu'en 1917 était faible, vu le petit nombre, voire l'absence, de classe ouvrière. Le nombre des musulmans parmi les bolchéviques mêmes n'était pas considérable. Jusqu'en octobre 1917, on peut compter une dizaine des personnes comme Narïman Narïmanov, Mechadi Azizbekov, Magomed Dalgat, Yousouf Chamsoutdinov, Gaydar Bammatov, Mir-Said Sultangaliev etc. Les communistes parmi les Kazakhs sont arrivés juste pendant la révolution. Par exemple : Älibï Jangeldïn a adhéré au parti en 1915, Turar Rısqulov en 1917, Mirjaqıp Dulatov et Alma Orazbayeva en 1919 etc. La plupart d'entre eux ont suivi le parti communiste non pour des raisons de lutte des classes, mais pour la cause de l'autodétermination nationale.

Avec la prise du pouvoir dans les régions musulmanes (Crimée, Caucase du Nord, région de la Volga, Kazakhstan, Turkestan), les autonomies nationales ont été partout proclamées, comme le résultat logique de la politique impériale séculaire russe. Les Etats d'Idel-Oural, la république de Crimée, l'imanat de Daghestan et de Tchétchénie, l'émirat du Caucase du Nord, la république autonome Turkestan (Kokand), l'autonomie kazakhe étaient la réponse des musulmans au défi des Bolcheviks.

En décembre 1917, avec la proclamation de l'autonomie kazakhe, le gouvernement d'Alaş-Orda avec, à sa tête, Ä. Bökeyxan, a installé un contrôle sur les régions des steppes. Il agissait avec les autonomistes de Kokand et de Bachkortostan en formant un front unique. Dans la guerre civile, Alaş-Orda a soutenu les unités des garde-blancs de Doutov et est entré en dialogue avec Koltchak. Pourtant l'imprévoyance politique des leaders du mouvement contre-révolutionnaire, leurs aspirations à rétablir la Russie autocrate sans la constitution et les autonomies nationales, a plutôt éloigné les mouvements de libération nationale.

Ici, les leaders bolchéviques ont plus de succès. En faisant preuve de sagacité et de souplesse politique et en promettant la structure autonome, ils ont capté les initiatives des musulmans. Lénine et son entourage comprenaient bien qu'en réalité les peuples musulmans représentaient une force qui pourrait les soutenir ou devenir une opposition difficile aux Bolchéviks. Le Turkestan et la Région des steppes sont devenus l'arène de la confrontation puissante et de l'interaction des idées et des mouvements massifs pro- et anti-bolcheviks, des innovations et traditions politiques.

Le pouvoir soviétique avait fait des déclarations politiques, en se déclarant le protecteur des peuples musulmans. Les premiers décrets du Commissariat du peuple

« Déclaration des droits des peuples de la Russie » (2 novembre 1917), « A tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient » (20 novembre 1917) contenaient des normes progressistes. Il faut préciser que le terme « musulman » était employé à cette époque au sens large : comme la nationalité et comme la désignation de toute la population de l'Orient. A la base de son activité, le gouvernement voyait l'annulation de toutes sortes de privilèges nationaux et religieux parmi d'autres principes démocratiques. Ce sont les déclarations du pouvoir soviétique et la propagande bien ciblée faite à un moment opportun qui ont armé et motivé les forces peu nombreuses des bolchéviks dans les provinces périphériques. Dans les conditions de la guerre civile, les messages et autres communiqués ont obtenu l'audience et le soutien d'une partie des populations musulmanes. Le clergé musulman était recruté pour diffuser la propagande soviétique dans les aouls kazakhs.

En décembre 1917, le Commissariat du peuple soviétique a initié l'organisation du congrès musulman à Petrograd. Il a rendu solennellement au Congrès une des reliques musulmanes connues, le Coran d'Othman, confisqué sous le tsarisme. Dans le monde musulman celui-ci était considéré comme sacré, le manuscrit du Coran ayant été écrit à l'époque du calife Othman (VIIs). Célèbre comme troisième calife juste, et premier classificateur des sourates du Coran, il a été tué en 656. Selon la tradition islamique, au moment de sa mort, il tenait dans ses mains le Coran sur les pages duquel son sang a coulé. Le livre précieux avait été emporté de Samarkand après sa conquête en 1869, sur l'ordre du gouverneur général de la région du Turkestan Kaufmann, et était conservé dans la bibliothèque publique de Saint-Pétersbourg. Le décret « Sur le transfert du Coran, emporté par le gouvernement tsariste à la disposition des musulmans de Turkestan » était signé par Lénine, Bontch-Brouïevitch et d'autres. Il stipulait de l'envoyer à Tachkent. Le Coran d'Othman a été conservé à Oufa et en 1923 transféré à Tachkent[157].

D'autres actions impressionnantes à l'égard des reliques musulmanes ont suivi : la reconstruction de la tour Suyumbek à Kazan, de la mosquée Caravane-sérail à Orenbourg. Par conséquent, la partie loyale du clergé a déclaré « Pour le pouvoir soviétique, pour la charia » et appelé les croyants à la mise en pratique exacte et absolue des obligations civiles. Non seulement les chefs musulmans mais aussi les représentants des églises arménienne, luthérienne et baptiste ont soutenu le pouvoir soviétique.

Lénine a appelé ses compagnons à être attentifs à l'Orient. Dans ces années-la il y avait beaucoup de déclarations qui ont été faites pour séduire les musulmans, par exemple la

[157] MUXTAROVA G., op.cit. p.18

charia était considérée compétente comme le droit coutumier. Il est connu que Frounze, envoyé au Turkestan pour l'installation du pouvoir soviétique, connaissait les langues orientales, le Coran, et l'une de ses premières mesures a été le décret sur la déclaration du vendredi comme jour férié.

Cette tactique par rapport aux musulmans n'avait pas uniquement pour but de les gouverner. Les premières années de révolution avaient connu l'effervescence des passions idéologiques et des rêves utopiques. Les actes révolutionnaires avaient aussi été portés par l'idée du rôle mondial du communisme. Au début on avait espéré le soutien du prolétariat européen quand les manifestations des ouvriers avaient eu lieu en Allemagne, Austro-Hongrie etc. Mais en 1918, les foyers des manifestations prolétaires avaient été étouffés et l'attention des Bolcheviks s'était dirigée vers l'Orient. L'idée d'utiliser le potentiel révolutionnaire de l'Orient dans la lutte anti-impérialiste avait été proposée par le musulman communiste Mirsaet Sultangaliev.

L'orientation promusulmane de la Russie soviétique a été mise en avant lors du premier congrès des peuples de l'Orient à Bakou en 1920. Le slogan traditionnel de l'internationalisme s'est modifié en « Prolétariats de tous les pays et peuples opprimés du monde entier, unissez-vous », « Une nouvelle culture suprême viendra de l'Orient dans l'Europe bourgeoise ».

Les discours emphatiques étaient calculés sur l'effet produit dans le monde musulman. Dans le télégramme envoyé au chef du Conseil national de la Turquie, Mustafa Kemal, en janvier 1921, Lénine a écrit que « la Russie donne l'autonomie à tous les peuples qui sont sur son territoire et soutient la formation des républiques locales selon le principe du droit de chaque peuple à l'autodétermination. ». [158] Ce communiqué du gouvernement soviétique à l'attention de la Turquie devait gagner la bienveillance du monde musulman intérieur qui avait de la sympathie pour son voisin.

En Turquie, dans les années 1920, prend forme le modèle spécifique des relations entre l'Etat et la religion. En 1924, Mustafa Kemal commence le processus de sécularisation. Il supprime l'institution du califat, annonce la laïcité de l'Etat, remplace la charia par le système législatif, interdit la procédure judicaire islamique et l'éducation musulmane et change l'alphabet arabe par l'alphabet latin. L'exemple de la Turquie a poussé les Bolcheviks à entreprendre des actions brusques.

[158] MUXTAROVA G., op.cit. p.19

Les déclarations du pouvoir soviétique ont produit un effet dans le monde musulman. La Russie soviétique a conclu des traités d'amitié et de fraternité avec la Turquie, l'Afghanistan et l'Iraq. L'intérêt politique extérieur orienté vers l'Est a prédéfini en quelque sorte l'adoption d'une attitude circonspecte envers les musulmans.

En même temps, désavouant chaque fois le passé historique, les Bolcheviks ont continué les traditions de l'Empire russe cherchant continuellement l'expansion géopolitique, y compris sur les terres musulmanes.

Pour mener une politique nationale, le Commissariat du peuple aux nationalités était fondé à l'intérieur du Commissariat du peuple de la RSFSR. Celui-ci était crée le 26 octobre 1917 au cours du IIème congrès russe des soviets. La spécificité de sa création et de la structure de l'appareil était basée sur le principe ethnique, mais pas sur le principe du domaine de compétence (comme par exemple l'économie, la culture, l'industrie etc.) adopté dans la pratique mondiale. Il n'y avait pas d'élément analogue dans l'histoire de la Russie impériale. Au début du XXème siècle, il y avait 189 ethnies et les Bolcheviks les prenaient en considération.

Les problèmes nationaux étaient étroitement entrelacés avec ceux des confessions. Comme la religion avait de l'influence sur la conscience et la vie des peuples, cela a amené au changement des compétences du Commissariat qui devait examiner en complément de ses attributions les questions de caractère confessionnel.

Staline, qui a dirigé cet organe dès décembre 1917, organisait les entretiens avec les musulmans, en particulier avec le délégué du Conseil musulman de la Russie A. Tsalikov. Il voulait connaître l'attitude des musulmans envers le pouvoir soviétique.

En janvier 1918, à l'intérieur du Commissariat du peuple aux nationalités (CPN) s'est organisé le Commissariat socialiste musulman. Dans la formation du personnel on tenait compte de connaissance de la langue nationale et l'appartenance à l'islam comme condition nécessaire à la réussite du travail. M. Vahitov (représentant de l'élite tatare) a dirigé le Commissariat musulman et ses filiales, créées dans les périphéries nationales (au Kazakhstan à Semey et à Verny) et qui devaient attirer les masses musulmanes aux idées du socialisme. Au sein de ce Commissariat il y avait une commission qui travaillait sur l'étude des divers courants religieux du clergé musulman, mais le clergé n'y était pas représenté.

Les demandes de résolution des questions litigieuses étaient déposées auprès du gouvernement. Elles sont apparues suite à la mise en application du décret sur la liberté de conscience : la permission d'enseigner les dogmes religieux, le dégrèvement fiscal du clergé. Les autorités locales et le clergé ont interprété la liberté de conscience différemment. Le

clergé musulman la comprenait comme une possibilité de prêcher les dogmes dans les établissements d'enseignement général. Il mettait sur un plan d'égalité les termes « national » et « confessionnel » et se référait à l'appel « A tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient ». Les pouvoirs locaux, ne comprenant pas bien ce décret, agissaient de façon extrême : soit ils laissaient le clergé enseigner les dogmes dans les écoles, soit ils persécutaient les mollahs par des mesures administratives pour l'enseignement dans les mosquées.

Souhaitant ramener le calme parmi une population musulmane de plusieurs millions de personnes, le CPN a fait quelques concessions. En 1918, il a diffusé une lettre d'instructions, où il a coupé court à l'utilisation de la répression envers les mollahs pour l'enseignement de la religion dans les mosquées. On a donc permis aux mollahs d'enseigner dans les maisons des personnes qui le désiraient, il était également interdit de fermer les écoles théologiques financées par les contributions volontaires.

Dans les circulaires de 1920-1921, le CPN indiquait de mettre fin aux répressions des mollahs pour la propagande de l'islam et de son enseignement dans les mosquées et les maisons privées, de cesser de fermer les écoles où les adultes pouvaient apprendre les dogmes religieux. En contrepartie, les *medreses* et *mektebs* ne pouvaient pas se nommer musulmans. Parallèlement, dans les écoles laïques et privées où on dispensait les matières d'enseignement général, les cours de dogme religieux étaient interdits.

La politique souple initiale par rapport aux musulmans avait mis en évidence un mouvement « des adeptes de la charia soviétique », qui prétendaient que le communisme et la charia ne se contredisaient pas, ils avaient le soutien du CPN. L'administration finançait dans certains endroits l'activité des tribunaux appliquant la charia. Il reconnaissait les droits des musulmans au respect des fêtes et des rites religieux. En 1918, le vendredi et les grandes fêtes musulmanes ont été officiellement reconnus comme fériés pour les travailleurs du Commissariat musulman. En 1919, le Comité central exécutif du Kazakhstan a permis la célébration de *Qurban ayt*[159] au Kazakhstan. Cela mettait sur un pied d'égalité les fêtes traditionnelles avec les nouvelles fêtes soviétiques.

Mais à partir de 1922, la position du CPN s'est durcie, la méfiance et le soupçon ont pris naissance envers les musulmans. Le constat avait été fait que la hausse du niveau culturel amenait à une prise de conscience de la pensée communiste. Il en a découlé un rejet du clergé et une mise à l'index de celui-ci, jugé contrerévolutionnaire. A partir de ces positions, le CPN

[159] Appelation kazakhe de l'Aïd al-Adha

en 1923 a initié le travail de « la commission pour la réforme de l'écriture turque ». La question du changement d'alphabet avait été décidée en 1928-1929 quand débuta la lutte ouverte contre l'islam.

L'activité du CPN avait un caractère contradictoire, où se reflétait l'essence de la politique du parti communiste. La conception bolchevik agissait selon une séduction graduelle des musulmans pour les amener à sa cause. Des concessions idéologiques étaient faites dans les moments où ils présentaient une menace pour l'installation du nouveau pouvoir. En autorisant les organisations musulmanes, l'application de la charia, le respect des rites religieux, les Bolcheviks ont mis involontairement sa politique antireligieuse en sommeil. Mais quand les masses musulmanes ont pris activement part à la transformation de la structure sociale, le pouvoir a commencé à reculer sur ses positions.

Le CPN, créé pour défendre les intérêts des nationalités, leur spécificité culturelle et religieuse, a durci son contrôle sur l'activité des organisations nationales. En 1923, le Commissariat était dissout. Les déclarations démocratiques dans leur réalisation pratique ont révélé leur contradiction.

La question sur le caractère de la politique religieuse dans les premières années du pouvoir soviétique a obtenu une interprétation contradictoire. Le décret sur la liberté de conscience portait en lui un caractère démocratique, mais sa mise en pratique a été ralentie particulièrement par rapport à la position de l'église orthodoxe russe. Les changements dans le domaine religieux ont touché, avant tout, l'église orthodoxe car elle était privée de ses privilèges précédents et du soutien matériel de l'Etat.

Sur le fond de la lutte acharnée avec l'orthodoxie perçue par les Bolcheviks comme le pilier de l'autocratie, la politique par rapport aux musulmans était spécifique.

L'élite nationale avaient des opinions plus tempérées et libérales sur la structure traditionnelle de la société, et elle a su freiner cette lutte. Les représentants de l'élite musulmane comprenaient l'utopie du marxisme et n'acceptaient pas l'idéologie d'athéisme militant.

Ils se sont opposés radicalement au slogan de la lutte contre le panislamisme. Les leaders nationaux, comme T. Rısqulov, N. Khodjaev, A. Baytursınulı et A-Z. Validov, ont exprimé leur désaccord par rapport à la publication des thèses de Lénine sur la question nationale. Ils prévenaient que cela amènerait à l'isolement des peuples de l'Orient, qui pourrait provoquer une attitude antirusse. En 1917, défendant l'islam, le leader du parti « Oulema djamiyati » créé à Tachkent, a fait valoir les droits des peuples musulmans à

l'autodétermination, voyant dans les principes musulmans et les bases de la charia l'essence de la vie des peuples turcophones.

Les Bolcheviks du milieu musulman comprenaient que l'islam représentait plus qu'une simple religion. Bien que le but de leur parti ait été la création d'une société athée, ils se retenaient de faire la critique de l'islam, sachant d'avance que cela amènerait à la perte de sympathisants déjà peu nombreux. A. Baytursınulı et T. Rısqulov pensaient que l'islam devait être absent de la croyance sociale, mais il fallait conserver ses valeurs morales et communautaires. La campagne religieuse devait être limitée à la lutte contre les éléments conservateurs du clergé et à la dénonciation des rites archaïques.

Dans les premières années, il y avait, parmi les communistes nationaux, des mollahs, ce qui prouvait avec certitude que la culture et le mode de vie musulmane d'un côté, et le marxisme de l'autre, n'étaient pas incompatibles. Certains étaient sûrs que le pouvoir soviétique ouvrirait des possibilités pour le réveil des peuples musulmans.

Dans de larges couches de la population musulmane on ne comprenait pas le bolchevisme, on le jugeait à partir de ses représentations d'une société égalitaire juste mais l'athéisme n'était pas admis. Les valeurs religieuses étaient à la base de la conscience massive du peuple, elles formaient la psychologie sociale, les normes de la conduite et le mode de vie habituel. Dans la société kazakhe il n'y avait pas de raisons propres pour refuser ou supprimer l'islam.

Après la fin de la guerre civile, les organes du parti et des soviets ont eu assez d'influence dans les villes mais dans les aouls kazakhs et les villages russes régnaient le chaos et l'illégalité, cela s'accompagnait d'exactions faites par des groupes armés. Le pouvoir central était loin de la population. Celle-ci le percevait comme un organe de contrainte politique et militaire.

En 1922 dans le sud du Kazakhstan une nouvelle organisation « Asie centrale » était créée avec, comme but, celui de développer l'islam et d'unir tous les croyants. Dirigée par Enver-pacha[160], elle appelait à la lutte contre trois ennemis des musulmans : les pays capitalistes comme l'Angleterre et la France, le pouvoir soviétique ainsi que les communistes.

La réglementation de l'exploitation des terres des aouls kazakhs suscitait l'animosité de la population russe. La population kazakhe souffrait en premier lieu du chômage. Le gouvernement bolchevik local essayait d'empêcher ces derniers à participer à la gestion administrative et recrutait uniquement des ouvriers russes. C'était là un facteur de l'échec des

[160] Un des chefs de la révolution des Jeunes-Turcs qui a popularisé les idées du panturquisme

Bolcheviks, car les travailleurs russes dominaient dans les organes soviétiques locaux, et l'attitude prudente et la méfiance politique leur étaient dictées par le pouvoir central. La population locale était indignée par cette conduite « raciste » des représentants du pouvoir soviétique. Dans certains endroits, les consignes du parti n'étaient respectées, ce qui minait l'autorité du pouvoir sur la population. L'administration de la région était composée en général de gens peu cultivés, il était donc simple d'accuser les cadres kazakhs et le clergé musulman des erreurs faites ou initiées par le pouvoir soviétique.

La collaboration avec les musulmans était impossible car le pouvoir les accusait de contrerévolution. Dans la IIIème conférence kazakhe du PCR en 1923, il a été recommandé de lutter contre « le mythe nationaliste de l'unité du peuple ». L'animosité, la défiance et la critique rigoureuse provenaient de l'incompréhension des processus qui se passaient dans la république. Le parti n'a pas vu, dans son ardeur, les efforts des musulmans qui avaient commencé à réorganiser la société et à résoudre leurs problèmes.

Comme avant, cachant leurs intentions envers l'islam, les Bolcheviks menaient la lutte secrètement. En 1922 la Direction politique unie d'Etat était fondée. Dans ses compétences figurait la gestion du travail des services dans les comités des gouvernements qui contrôlaient sur place la réalisation du décret sur la séparation de l'Eglise de l'Etat et de l'Ecole de l'Eglise. Au cours de cette même année, une subdivision spéciale des renseignements appelée « Section orientale » était créée. Selon ses données, la politique envers l'islam n'était pas si tolérante qui pouvait le laisser supposer le compromis publiquement déclaré par les Bolcheviks. Les collaborateurs de cette « Section orientale » s'occupaient de l'étude de la situation dans les républiques musulmanes, attiraient l'attention sur les organisations religieuses. Ils exerçaient la surveillance, la filature et donnaient l'information au gouvernement : les bulletins courants et la revue de synthèse, avec l'analyse de la situation dans les régions musulmanes, et cela mensuellement.

C'est pourquoi, au Kazakhstan, comme dans d'autres républiques, les Bolchéviks ont orienté leur action vers l'isolement politique et idéologique d'une partie influente de l'intelligentsia nationale, et petit à petit ils l'ont évincée de la sphère de l'administration d'Etat et de la vie sociale de la république. Il était évident que les modifications sociales que prévoyaient les leaders nationaux n'étaient pas perçues de la même manière par le parti.

N'ayant pas de soutien social, le pouvoir a misé sur la soumission idéologique des masses populaires. Une de ses stratégies était l'affaiblissement de l'influence de la religion dans laquelle ils voyaient « l'arriération politique complète du peuple kazakh ».

En 1923, la propagande antireligieuse s'en est prise au Kazakhstan. Dans le but de coordonner le travail auprès de la section de propagande de CC du PCR, la Commission antireligieuse était créée en 1922. Son nom officiel entre 1922-1928 était la « Commission pour la réalisation de la séparation de l'Eglise et de l'Etat » et, à partir de 1928, son appellation s'est transformée en « Commission antireligieuse ». Le nom de la commission symbolisait son activité clairement et coïncidait avec les problèmes qui préoccupaient le parti à ce moment-là.

La commission était dirigée par E. Iaroslavski, elle est devenue le centre non seulement de la propagande idéologique, mais aussi de la propagande de l'athéisme qui correspondait aussi à la lutte politique. A la fin des années 1920 elle appelait à la liquidation du clergé en tant que classe, et organisait la politique répressive envers les institutions religieuses et les croyants. De là sortaient les directives, les décisions accompagnées par la mention « Top secret » et « Garder confidentiel».

La mobilisation des forces antireligieuses au Kazakhstan a commencé avec la création de la section du travail de propagande auprès du comité régional kazakh à Orenbourg et d'autres sections analogues en 1923, ce travail était dirigé par M. Kenjïn.

La section avait pour fonction d'organiser le travail antireligieux au cours de la propagande du parti, d'enseigner l'art politique, d'abonner aux périodiques, de collecter les moyens pour la production typographique. Une attention spéciale était portée au travail dans les régions rurales comme la mise en place de parrainage de la ville sur le village, la délivrance des journaux et l'intervention lors des réunions des lecteurs athées. Selon l'instruction, les sections de propagande ont obtenu des fonctions considérables. Elles pouvaient donner des indications idéologiques à la milice et faire pression sur le bureau de recrutement des travailleurs.

Dans sa première réunion, la section de la propagande, le 14 juin 1923, a adopté un décret sur le travail antireligieux parmi la population kazakhe. Une décision à part était la nécessité de contrecarrer l'activité des musulmans. Après le congrès musulman de 1923, le clergé du Kazakhstan s'est chargé de l'organisation des *muhtasibats*[161], en général la vie confessionnelle était bien organisée.

C'était la première expérience de la propagande antireligieuse dans la région. Au début, les sections de propagande pratiquaient l'organisation de manifestations de masse. En 1923, comme c'était planifié, pendant le *Qurban ayt*, les sections du parti ont organisé des

[161] Dans la structure de la Direction spirituelle centrale des musulmans, créée en 1920 c'était un maillon intermédiaire qui se composait de 3 personnes avec à sa tête le *muhtasib*

conférences et des pièces de théâtre antireligieuses. Les spectacles et les meetings se terminaient par la lecture des rapports « Religion et réaction », « Genèse du monde », « Science et religion » », « Science et communisme ». Les tracts avec de la propagande économique sur l'inopportunité des dépenses pour les mollahs et la pratique des cérémonies dénuées de sens étaient distribués en kazakh. En septembre 1923, a eu lieu la fête « Salut, la révolution mondiale !» qui a regroupé 35.000 personnes, et la conférence en quatre langues : russe, allemand, kazakh et tatar[162].

Les comptes-rendus de la république étaient émaillés des chiffres. Le nombre des meetings antireligieux était d'une très forte ampleur. Une grande partie de la population a subi des menaces des répressions administratives, certains ont perdu leur poste de travail. Dans les circulaires de la commission, l'attention des membres du parti était portée sur la propagande à mener auprès de la jeunesse en l'encourageant aux actions militantes. A la veille des fêtes religieuses, les jeunes organisaient des spectacles en célébrant les Pâques et le Noël komsomols, *Qurban* et *Oraza*[163] komsomols, raillaient le clergé et les sentiments des croyants.

Les œuvres de Lénine, Lounatcharski, Boukharine, Iaroslavski, Cunow étaient présents dans la lecture collective, organisée pour la jeunesse. A Orenbourg, des productions en kazakh avec des tirages de 50 à 100.000 exemplaires étaient éditées, elles avaient pour thème l'explication matérialiste des phénomènes naturels et de la vie sociale. Les lecteurs donnaient le ton en se référant au marxisme et en niant la religion.[164]

Une des formes du travail avec les jeunes gens était la discussion sur l'existence de Dieu dans les entreprises où dominaient les ouvriers et également dans les écoles avec la participation des représentants de religion surtout orthodoxe, car le clergé musulman ne souhaitait pas se joindre à ces manifestations bruyantes. Pendant les rassemblements de masse, les organisateurs intimidaient la population, faisant peur aux gens avec « l'impérialisme mondial », exigeant la fermeture des lieux de culte et forçant les croyants à entrer dans le parti. Les meetings finissaient avec le chant de l'Internationale et la marche funèbre pour les martyrs de la révolution.

Détourner du culte passait par l'organisation de fêtes prolétaires et l'introduction de modes de vie civils. Les fêtes des récoltes et des semailles, les samedis communistes étaient organisés exprès les jours des fêtes religieuses. Les funérailles, les mariages civils et bien

[162] MUXTAROVA G., op.cit, p.35
[163] *Oraza ayt*- Aïd al-Fitr
[164] MUXTAROVA G., idem

d'autres essais étaient entrepris afin de détourner de la religion. Dans cette aspiration de couvrir le plus de gens possible, d'influencer idéologiquement un maximum de personnes, la tendance était l'augmentation du contrôle sur la vie publique et privée. Ce type de propagande antireligieuse fonctionnant dans les villes n'a pas eu grand succès à la campagne, suscitant la méfiance, la prudence et une sourde protestation.

La Commission antireligieuse analysant la situation observée partout, a élaboré la circulaire spéciale « Sur la propagande antireligieuse à la campagne » le 5 novembre 1923. Selon la circulaire, il était recommandé d'effectuer dans les villages de petites formes du travail c'est-à-dire une étude scientifique approfondie des questions de religion dans les cercles, les « coins de sans-dieu » et dans les mosquées.

Les conférenciers devaient étudier la psychologie et les mœurs des participants, être prudents, gentils et donner les réponses réelles de la vie des croyants. La forme de ce travail agissait en :

1) propagande économique et inopportunité de l'entretien improductif du clergé et de l'accomplissement des cérémonies inutiles
2) diversion du culte par le biais de l'organisation de divertissements culturels, de la concentration de l'attention sur les fêtes prolétaires.
3) divers moyens de substitution du culte religieux par les formes de vie civile comme les fêtes de la production (fêtes de la récolte et de l'ensemencement) soit par la réalisation solennelle des actes civils (funérailles, mariages civils), des chants de prière par les samedis communistes et la plantation d'arbres.[165]

L'organisation du travail antireligieux sous la forme de lectures a suscité des protestations dans les aouls kazakhs et n'a pas apporté les résultats attendus. Le comité régional kazakh a exigé des comités des gouvernements la préparation sérieuse des lecteurs pour les débats sur les thèmes religieux car il était évident que les conférenciers étaient incompétents en comparaison des croyants.

Les musulmans considéraient les communications des lecteurs athées comme un blasphème et un manque de respect de soi. Cette forme de résistance permettait aux musulmans d'isoler leurs us et les normes traditionnelles et de sauver leur mode de vie ancestral. Malgré l'ouverture des « coins rouges » dans les mosquées et l'organisation des lectures de masse, les aouls kazakhs ne sont pas devenus athées.

[165]MUXTAROVA G., op.cit., p.38

La versatilité du PCR dans les républiques musulmanes était évidente car il n'y avait pas de base sociale du parti parmi la population locale. La propagande religieuse s'est transformée naturellement en bolchevisation des masses. Le PCR, contrevenant à l'alinéa 13 de son programme qui interdisait l'accès du clergé au parti, a fait des concessions et permis aux citoyens croyants d'y être admis. Plus tard on a découvert que l'admission au parti s'était déroulée de manière peu formelle et que les masses des aouls n'étaient pas convaincues par l'idéologie bolchevik. Les communistes considéraient que l'obstacle se trouvait dans la population riche (*bays)* et dans les traditions claniques. Là où des cellules du parti n'étaient pas créées, c'était le rôle des anciens et des imams de soutenir les mesures du pouvoir soviétique.

L'assimilation de l'idéologie communiste se passait par des méthodes de séduction ciblées. Avec la fondation des cellules du parti, la vie dans les aouls s'est animée, mais pas dans le sens que l'on espérait. Au début étaient admis les croyants mais aussi les serviteurs du culte. Dans les réunions des cellules du parti, on étudiait les questions de concession du droit de citoyenneté aux mollahs et du transfert du jour de repos du dimanche au vendredi. L'état de ces cellules dans les aouls est devenu l'objet d'une attention particulière de la part des organes du parti. Ils ont constaté que la religion tenait encore une place importante et que dans « les coins rouges » il y avait des feuilles avec des chants religieux.

La soviétisation parmi les croyants était inadmissible. Quel que fût le travail que les Bolcheviks faisaient parmi la population kazakhe, ils se heurtaient aux spécificités de conscience et de conduite, qui étaient liées à « l'arriération culturelle du peuple, la domination de mode de vie patriarcal clanique et le conservatisme musulman en général ». Le comportement des Kazakhs leur semblait routinier, arriéré et déformant l'essence du parti. Lorsque le plan de création des cellules du parti a été mis en œuvre, il était clair qu'il fallait préparer les lecteurs kazakhs.

Pourtant ni la propagande antireligieuse ni la création des cellules du parti n'a pu effectuer la soviétisation de la population musulmane. Elle passait de manière plus efficace et personnelle par le biais des diverses institutions de l'Etat.

Au total, si la propagande athée atteignait son but, c'était seulement dans les couches de la population dont l'opinion se laissait manipuler comme les membres du parti, les fonctionnaires, les militaires, les ouvriers des entreprises, la jeunesse (plutôt citadine que rurale). La propagande obtenait du succès dans les villes, les cités ouvrières, les contingents des forces armées où le mode de vie soviétique était rapidement implanté et où les fêtes, les

normes de comportement étaient introduites. Les adversaires de la religion, les athées militants étaient « façonnés » dans les couches de la population citadine et chez les jeunes.

En même temps la propagande a conditionné la formation des esprits et des opinions conformistes. L'admission dans le parti et l'acceptation de l'athéisme sont devenues pour la plupart l'équivalent de la prospérité dans la vie. Les groupes loyaux obtenaient certains privilèges sociaux auprès du nouveau pouvoir. L'appartenance au parti donnait des avantages, par exemple des postes de travail gratifiants.

L'implantation massive de l'athéisme, afin d'asseoir la base sociale des Bolcheviks, visait les couches politiquement non expertes. La nouveauté de la situation pour les gens récemment arrivés au parti donnait de l'enthousiasme à la lutte antireligieuse ; les opportunités, auparavant inimaginables, devenaient possibles. Les masses arrachées à leur milieu social avaient elles-mêmes besoin de ce système.

Ainsi, les déclarations politiques par lesquelles le nouveau pouvoir se présentait comme le protecteur des peuples d'Orient sont restées des promesses sans suite. Les Bolcheviks pensaient que la question du rapport avec l'islam était avant tout une question politique dont la décision déterminerait la solidité de leurs conquêtes et l'attitude des musulmans envers eux. Le PCR ne pouvait pas ne pas tenir compte des dispositions et des attentes des peuples musulmans, mais la collaboration avec eux était impossible.

La lutte avec la religion au Kazakhstan était retardée par son éloignement de Moscou, par la situation instable des organes du pouvoir et par le manque de liaison avec le peuple. Ces circonstances obligeaient à faire quelques concessions dans les domaines importants de la vie des musulmans surtout au niveau confessionnel. Vu l'éloignement géographique du Kazakhstan, les organismes comme l'OGPU (Direction politique d'Etat) et le NKVD[166] n'avaient pas encore pu installer un contrôle absolu. La tactique suivie par le PCR était plutôt pragmatique que tolérante malgré sa méfiance.

L'ambigüité de la politique des pouvoirs par rapport aux peuples musulmans s'est manifestée dans l'organisation du système de contrôle et de gestion de la religion. A côté des institutions civiles comme les comités exécutifs des soviets, ce sont les services comme l'OGPU, le NKVD qui effectuaient le contrôle relatif à la mise en pratique du décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Leur activité visant la limitation et en fin du compte la liquidation de la religion s'est déroulée au Kazakhstan dans les années 1922-1923. Le NKVD a installé un contrôle direct sur les organisations religieuses, la section orientale de l'OGPU

[166] Commissariat du peuple aux affaires intérieures

menait une surveillance secrète et une action de renseignement auprès du gouvernement sur l'activité des organisations religieuses musulmanes. Les rapports de ses organismes mettaient en lumière que les déclarations politiques de la direction se sont trouvées en contradiction avec l'activité des représentants locaux de ces organes.

Les avancées des autorités par rapport à l'islam se trouvaient en désaccord avec l'idéologie antireligieuse militante ; c'est pour cela que leur tactique évaluait selon les cas de figure. La diffusion des idées du marxisme dans le domaine de la critique de l'islam répondait aux fins de la lutte politique du PCR : la scission sociale de la communauté ethno-confessionnelle unie et la création de la base sociale du bolchevisme dans les régions musulmanes. La propagande antireligieuse massive est devenue une des formes de l'installation de l'idéologie communiste au Kazakhstan. Le changement des grandes actions antireligieuses planifiées par les méthodes de la politisation individuelle dans les cercles marxistes montre comment s'est transformé le caractère de la politique religieuse : de la propagande de l'athéisme au contrôle des intérêts des musulmans.

3.1.2. Les musulmans du Kazakhstan : les spécificités de la conduite sociale durant les premières années du pouvoir soviétique

La montée des peuples musulmans pendant les révolutions de 1917 s'est exprimée dans l'activité socio-politique de l'élite nationale y compris la partie éduquée du clergé. Les normes de l'islam étaient à la base de leurs opinions politiques. A. Bökeyxan soulignait que « la politique faisait toujours pression sur la conscience religieuse des Kazakhs, en fermant les mosquées, *medreses* et en confisquant les bibliothèques ».

Généralement, l'idéologie de l'élite nationale était orientée vers un Etat laïque et les formes démocratiques de régulation de la question confessionnelle. Dans le programme du parti Alaş crée au 1er Congrès des Kazakhs (juillet 1917) il y avait un point sur la liberté de conscience et l'égalité confessionnelle. Le gouvernement de l'autonomie de Kokand avec, à sa tête, M. Şoqay s'orientait vers une société polyethnique et multiconfessionnelle du Turkestan, lorsque, en janvier 1918, il a annoncé l'intention de créer un parlement sur la base d'un vote général, direct, égal et secret, garantissant 1/3 des places aux non-musulmans. En s'adressant au peuple, ces forces politiques prenaient en considération le facteur religieux,

mais ne le plaçaient pas en tête des problèmes à régler. En même temps, il n'y avait pas de demandes antireligieuses dans l'élite musulmane[167] de différentes orientations politiques.

Pendant les débats du Premier congrès kazakh sur les décisions à prendre, beaucoup d'initiatives apparaissaient, témoignant des problèmes du moment au sein du peuple. La population parlait de la question de la vie religieuse : l'installation d'une Direction religieuse indépendante au Kazakhstan, l'ouverture d'une mosquée dans chaque aoul, le statut législatif du clergé, les formes de l'organisation et le travail des communautés religieuses, le développement de l'éducation etc. Un petit nombre des mollahs souhaitait établir une division entre la conscience laïque et religieuse, mais n'excluait pas la religion de leurs demandes politiques. Dans la conception du monde kazakh, l'islam était à l'ordre du jour pour des changements ultérieurs. A côté des réformes démocratiques dans la politique, l'économie et d'autres domaines, les problèmes de la vie religieuse des Kazakhs attendaient leurs solutions.

On espérait résoudre des problèmes au travers des nouvelles conditions politiques. La tactique des autorités soviétiques d'attirer graduellement les peuples musulmans grâce à des concessions et des compromis idéologiques, c'est-à-dire l'organisation des congrès musulmans, le retour des reliques religieuses enlevés sous le tsarisme ainsi que d'autres mesures, a créé un impact sur le clergé, qui était prêt reconnaître le nouveau pouvoir.

Le clergé musulman, en retour, a lancé les mots d'ordre « Pour le pouvoir soviétique ! Pour la charia ! » et a appelé les croyants à l'exécution absolue des fonctions civiles.

La loyauté initiale des pouvoirs vis-à-vis des peuples musulmans a donné de l'espoir à leurs représentants. Les militants religieux musulmans ne manquaient pas une occasion pour souligner qu'ils étaient prêts à collaborer avec les organes soviétiques. Ces progressistes interprétaient les nouveautés politiques comme la possibilité de rapprocher les idéaux de l'islam et ceux du socialisme.

Les communistes parmi les musulmans se trompaient aussi sur l'attitude du pouvoir soviétique, espérant sur ses capacités potentielles. Lors du premier congrès du Parti communiste du Turkestan (juillet 1918), le délégué A. Klevleev a exprimé l'opinion qu'à la base le communisme ne différait pas des dogmes de l'islam. Les rapports avec les pouvoirs soviétiques étaient vus sous un jour positif et cette interprétation était proclamée parmi le peuple.

Non seulement la population mais aussi certains responsables, n'ayant pas d'expérience politique, ne voyaient pas la contradiction entre les slogans des Bolcheviks et les

[167] Les premières années du pouvoir soviétique, le terme « musulman » était utilisé comme terme de nationalité plutôt que de désignation religieuse

demandes religieuses. La conciliation des musulmans avec la révolution socialiste a été acceptée car eux-mêmes voulaient le changement social, et ont donc soutenu les idées sur la libération nationale.

C'est le clergé qui diffusait l'information sur les premiers décrets du CCP. Les tracts révolutionnaires demeuraient incompréhensibles dans les aouls car très peu de gens comprenaient le russe, seulement 0,01% de la population[168]. C'était lors des prières dans les mosquées, le seul lieu public dans les aouls, que les imams informaient la population sur les mesures du pouvoir.

Comment la population nomade kazakhe pouvait-elle comprendre les bases législatives et les conséquences du décret « Sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la séparation de l'Ecole de l'Eglise » ? Dans un premier temps, on ne trouvait pas le vrai sens de la politique religieuse de l'Etat. L'accentuation de l'égalité avec l'église orthodoxe russe, qui, elle, avait été privilégiée sous le tsarisme, semblait intéressante. Au début de la mise en pratique des bases de ce décret, les mesures n'avaient pas nui aux communautés musulmanes mais plutôt aux communautés orthodoxes car elles n'avaient jamais bénéficié des subventions de l'Etat. La population kazakhe n'était pas à même d'évaluer ce nouveau pouvoir, elle croyait aux déclarations qui semblaient apporter la solution des problèmes nationaux.

Les musulmans (jusqu'à 1940 on pouvait appeler tous les Kazakhs musulmans) vivaient dans une grande attente. Le caractère démocratique des appels du gouvernement soviétique répondait aux espoirs sociaux et politiques formés depuis octobre 1917 au Kazakhstan. Les libertés déclarées trouvaient un écho dans le milieu nomade. Leur réalisation semble possible dans les nouvelles conditions politiques.

La politique bolchevik a impliqué les Kazakhs dans la guerre civile sanglante (1918-1920) et elle les a amenés à la famine et au désarroi. Les musulmans réagissaient comme ils pouvaient en fonction de changements brusques qui se passaient dans la société espérant que cela était nécessaire pour une meilleure justice.

Dans les années 1922-1927, on a pu observer l'apogée de l'activité des communautés musulmanes – en fonction du but de résoudre les problèmes confessionnels mûris avant la révolution. Pour la vie de la région, le Congrès musulman russe qui s'est tenu à Oufa en 1923 a eu une grande importance. Le Comité central du PCR et le Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR tout en méfiance ont permis son organisation sur la base des demandes

[168] MUXTAROVA G., op.cit, p.49

de la Direction spirituelle centrale des musulmans (DSCM) des gouvernements intérieurs de la Russie, de la Sibérie et du Kazakhstan.

L'activité de la population kazakhe s'est exprimée dans la préparation pour le congrès, le clergé organisait partout des débats pour connaître les demandes des croyants. Quant aux organes du pouvoir, ils mettaient des obstacles aux musulmans pour dissuader à la tenue de ce congrès.

La question de l'enseignement religieux s'est alors sérieusement posée. Le décret du Comité central exécutif russe de 13 juillet 1921 a interdit l'enseignement de la religion aux personnes de moins de 18 ans. Ceux qui enfreignaient la loi étaient passibles de travaux forcés pendant un an. Les spécificités de l'éducation dans l'islam étaient en lien avec les connaissances religieuses dès le plus jeune âge, lorsque les consciences étaient encore malléables, c'est pour cela que les croyants demandaient l'introduction de la théologie à partir de 8-10 ans. Il y avait d'autres demandes concernant l'enseignement : ne pas conditionner la présence d'une mosquée pour l'ouverture des écoles religieuses, égaliser en droit les enfants des mollahs et des paysans, permettre d'étudier à *medrese* à n'importe quel âge et n'importe quel moment, autoriser l'enseignement des matières générales dans les *medreses*, et les bibliothèques auprès des mosquées. Ces demandes-là étaient en contradiction avec la législation en vigueur, mais, à cette époque-là, les gens pouvaient s'exprimer ouvertement.

Pour la première fois, lors de rassemblements on émettait des propositions de traduire le Coran en kazakh, d'augmenter l'édition de la littérature religieuse. Tout cela témoignait de l'évolution des besoins spirituels et culturels du peuple, qui était favorisée par la réforme de l'alphabet par A. Baytursınulı en 1911. L'adaptation de l'alphabet arabe à la phonétique de la langue kazakhe était satisfaisante du point de vue scientifique et était vivace.

Or, lors du deuxième congrès musulman tenu à Oufa du 1er au 20 mai 1923, il y avait des délégués kazakhs qui concevaient bien les souhaits émis par le peuple et ils étaient bien motivés pour les résoudre.

La DSCM a organisé le congrès du clergé de la Volga moyenne, du Caucase, de la Crimée, du Kazakhstan et de la Sibérie. 358 délégués y ont assisté malgré le fait qu'officiellement leur nombre était de 258 invités[169]. Le Kazakhstan y avait envoyé la plus grande représentation. Le premier jour, le congrès a lancé un appel aux musulmans portant sur la justesse du fait de la séparation de l'Eglise de l'Etat et de la proclamation de l'égalité de toutes les religions. Ensuite, les délégués ont reconnu l'élection du calife supérieur

[169] MUXTAROVA G., op.cit., p.51

Abdülmecid II en Turquie. Dans toutes les réunions des musulmans, l'élection du khalife était un sujet de discussion. Tout cela voulait dire que les musulmans de la Russie soviétique réagissaient vivement aux changements au sein de la communauté musulmane dans son ensemble.

Dans l'*oumma*[170] il n'y avait pas d'unité par rapport à la reconnaissance d'Abdülmecid II en tant que khalife. Dans le congrès musulman à Calcutta en décembre 1923 on demandait de nommer l'émir afghan, khalife comme représentant d'un centre important de l'islam. Les soviétiques n'y était pas invités car, comme les musulmans l'indiquaient, la Russie était une absurdité géographique et que l'*oumma* devait effacer cette absurdité.

La nouvelle qu'en avril 1922 le commandant du front du Caucase Musa Kâzım Karabekir s'était adressé au gouvernement soviétique a suscité un sentiment de joie chez les délégués. Les coreligionnaires à l'étranger ont appris la nouvelle de la famine des années 1921-1922 et la Turquie a proposé d'accueillir 2 000 enfants tatars, bachkirs, kazakhs afin de sauver les nations musulmanes[171]. Les pouvoirs ont ignoré cette proposition turque et ont limité le pèlerinage pour éloigner les musulmans de tout contact, sous différentes prétextes.

Le congrès a résolu la question de la structure organisationnelle des communautés musulmanes réunies par la DCSM. Sa structure était hiérarchique à trois niveaux : le niveau supérieur- le *muftiyat*, le niveau moyen- le *muhtasibat*, le niveau inférieur- le *mutawalliat*. Selon le règlement adopté, l'organe supérieur du pouvoir spirituel était le congrès tenu une fois tout les trois ans.

Le clergé kazakh n'est pas parvenu à son but d'organiser un *muftiyat* indépendant lors du congrès. La DSCM était contre, ayant peur de perdre son influence sur la république, le gouvernement l'ayant soutenu. A cause des intentions autonomistes, la DSCM, pour éviter la division, a introduit deux représentants du Kazakhstan : les qazıs Ğumar Küzembaeyev et Şahimardan Ğaysïn dans le Conseil des oulémas et a créé une direction kazakhe spéciale.

Les demandes des croyants du Kazakhstan ont été comprises par les délégués non-kazakhs et discutées lors des assises du congrès. Plusieurs ont trouvé dans ses résolutions une décision positive. Concernant l'éducation religieuse, le gouvernement devait effectuer des modifications dans la législation.

Enthousiasmés par le travail du congrès, le clergé kazakh est retourné chez lui. Les mollahs kazakhs, dispersés avant, ont commencé le travail pour la création des *muhtasibats* et des *mutawalliyats*. Un maillon plus important était le *muhtasibat*- la direction religieuse

[170] Communauté des musulmans
[171] MUXTAROVA G., op.cit, p.52

réunissant les communautés d'une région définie. Le *muhtasib* était à sa tête, élu au congrès de la région, ses deux *muchawirs* (conseillers et adjoints) étaient également élus.

Le centre de la vie religieuse dans l'aoul administrative était le *mutawalliyat* (la paroisse). Les croyants élisaient les mollahs, les muezzins, aussi le conseil de *mutawalliyat* composé de trois personnes. Les mollahs et les muezzins exerçaient les fonctions religieuses, quant au *mutawalliyat*, il gérait les questions matérielles et l'activité économique : la collecte des dons, le compte et la répartition des moyens pour l'entretien de la mosquée, des *muhtasibats* et du clergé. L'électivité du clergé, qui le mettait dans la dépendance de la communauté, le rendait plus démocratique et accessible au peuple.

Dans de brefs délais, les directions des *muhtasibats* ont été crées, elles sont entrées sous la compétence de la DSCM. En 1927 il y avait 55 *muhtasibats*. Les régions des *muhtasibats* ne correspondaient pas aux frontières de la division administrative. Leur nombre augmenta jusqu'à 58 en 1931[172]. La représentation dans la DSCM des *muhtasibats* de toutes les régions du Kazakhstan constituait plutôt une tendance positive qui a amené à l'union des communautés musulmanes de la république. L'électivité dans les *muhtasibats* du Kazakhstan se passait selon le principe tribal avec la participation active des *aqsaqals*[173], des *bays*, de l'élite kazakhe et parfois des organes du parti.

L'activité du clergé avec la création des *muhtasibats* avait un caractère organisé. Des circulaires venaient de la DSCM et la correspondance était régulière. Le représentant du Vème département de la DSCM K. Mağzumov qui gérait le clergé kazakh, visita la république afin d'aider à régler son travail y compris tenir et conserver les registres. Les archives contenant les matériaux sur l'histoire des peuples musulmans de la Russie depuis 1788, la bibliothèque en arabe, en persan, en turco-tatar et le recueil des registres « *Ghayla Defteri* » depuis 1823 se trouvaient dans les mains de la DSCM. Il y avait des informations sur certaines régions kazakhes du XIX-XXème siècle. En 1921, le gouvernement autorisa à laisser les archives à la DSCM à Oufa. Au deuxième congrès il était décidé que la Direction aurait la fonction de fournir les attestations car beaucoup de gens du Tatarstan, Kazakhstan, Bachkortostan demandaient des certificats pour diverses raisons : embauche pour le travail, convocation au service militaire, inscription des enfants à l'école.

Vu l'organisation défaillante des organes du pouvoir, surtout dans les régions rurales, le registre des actes d'état civil n'était pas tenu. Les fonctionnaires se plaignaient de l'absence de papier à lettres, des livres des actes etc. La population s'est alors adressée aux mollahs qui

[172] MUXTAROVA G., op.cit, p.54
[173] Chef de tribu, personne respectée chez les peuples turcophones d'Asie centrale et du Caucase

tenaient les registres, donnaient les certificats et pratiquement exerçaient des fonctions administratives dans les aouls. C'est en 1934 que le travail du bureau de l'état civil a été réglé et mis sous le contrôle du NKVD.

Ces années-là les *muhtasibats* recevaient régulièrement la revue « Islam », en 1927 les derniers 43 exemplaires sont arrivés au Kazakhstan après l'arrêt de l'édition. Peu de gens étaient au courant que c'était le membre du Conseil de la DSCM K. Tardjimanov qui finançait la revue. Il le cachait par peur que l'édition privée puisse influencer l'existence de la rédaction et de la revue. En 1936 il fut accusé d'activité contrerévolutionnaire[174].

L'impact positif de la DSCM sur les Kazakhs incita l'inquiétude des tchékistes. La création de structures selon le caractère religieux s'est passée de manière organisée avec un large soutien des masses. Les Kazakhs décidaient des différents problèmes collectivement et indépendamment tandis que les Soviets n'arrivaient pas avoir une telle influence, surtout dans les aouls. Les *aqsaqals* compétents et les mollahs élus régulaient et contrôlaient la vie des aouls. C'était une autonomie réelle qui s'est exprimée en renforçant des bases traditionnelles.

La cohésion des masses musulmanes obligea les pouvoirs à être plus prudents et tolérants. Au tout début des années 1920, les bâtiments des mosquées et des *mektebs*, les biens du culte étaient transférés aux pouvoirs locaux. L'enregistrement des communautés religieuses se faisait sur la présence des édifices du culte, selon la règle, ils signaient le contrat avec les comités exécutifs sur les bâtiments loués.

Ce n'était pas un hasard qu'après le congrès musulman le contrôle de la religion s'est vu renforcé. Une série des décrets était adoptée. Parmi eux on peut citer « Sur l'enregistrement des communautés religieuses » (février 1923), les circulaires du NKVD (avril et septembre 1923) qui mettaient les communautés religieuses sous le contrôle de ce dernier, l'ordre spécial du NKVD (décembre 1923 définissant les revenus du clergé et limitant radicalement l'enseignement religieux). Désormais le NKVD commença le réescompte des communautés religieuses par le biais juridique avec la présentation obligatoire des statuts des communautés, des protocoles des réunions générales, de la liste des demandes de serviteurs du culte et de ses membres. Dans des instructions supplémentaires secrètes, on indiquait l'ordre de l'arrêt de l'activité des communautés. Par exemple, les candidatures des mollahs qui avaient terminé leurs études dans des établissements religieux en Turquie ont été refusées. En même temps, la commission correspondait avec le département du gouvernement du Guépéou sur le recensement et l'enregistrement des communautés religieuses.

[174] MUXTAROVA G., op.cit, p.55

Ainsi, sans avoir le moindre soupçon, les communautés religieuses se sont retrouvées sous contrôle total. Ces instructions secrètes ont légitimé l'établissement du contrôle sur les organisations religieuses de la part des organes extraordinaires.

Même dans ces circonstances, le clergé a montré sa loyauté et sa docilité aux pouvoirs. Les mollahs expliquaient à la population que le pouvoir soviétique favorisait la religion et que c'était pour cela qu'il enregistrait les communautés religieuses. L'enregistrement n'a pas provoqué de protestation, les communautés musulmanes enthousiasmées par le congrès passé, se sont enregistrées sans qu'il y ait pression.

Les impôts pour la location des terres et des maisons de prière (30%) ont été payés au début seulement dans les villes, le clergé s'est chargé de l'entretien. Désormais les musulmans unis ont commencé à émettre des demandes pour le retour des édifices des écoles religieuses et des *mektebs* sous la compétence des *mutawalliyats*, le transfert des biens des mosquées et des cimetières sous sa juridiction.

La présence de mosquées était une condition obligatoire pour ouvrir les écoles religieuses, ce qui inquiétait beaucoup les musulmans du Kazakhstan. La situation avec l'enseignement a causé des restrictions dans l'accueil des enfants à l'école soviétique pour certaines catégories de citoyens. Les enfants des serviteurs du culte n'y étaient pas acceptés, pour certains l'enseignement était payant. Si les enfants des mollahs étaient tout de même inscrits à l'école, il leur était imposé des sommes excessives, d'où la question de l'égalité des droits des enfants des mollahs et des paysans.

Ces limitations ont incité la population à demander l'ouverture des *mektebs* et des *medreses*. Si, en 1921, dans la république, il y avait 2 410 écoles, seulement 600 étaient kazakhes. De plus, les frais d'enseignement populaire fixés par le gouvernement par habitant pour les Russes et les Kazakhs étaient différents, ceux des Kazakhs étaient toujours inférieurs. Par exemple, dans le gouvernement d'Aqmola pour la population kazakhe c'était de 63 kopeks et pour les Russes, 1 rouble 1 kopek. Les écoles scolarisaient les enfants en âge d'étudier jusqu'à 75% parmi les Russes et seulement 28% chez les Kazakhs du même gouvernement[175].

Malgré l'interdiction, dans les *ouiezds* avec une population musulmane, des centaines d'écoles religieuses ont été ouvertes. Pour les aouls kazakhs, même avant la révolution, c'était un phénomène normal d'avoir un *mekteb*. Le mollah d'aoul était non seulement le maître spirituel mais aussi l'instituteur. Tous les espoirs de la communauté reposaient sur lui.

[175]MUXTAROVA G., op.cit, pp.57-58

Les questions de l'enseignement musulman ont été étudiées à maintes reprises au niveau du gouvernement. La résolution du congrès d'Oufa sur la nécessité de changements dans la législation a jeté la confusion. La question prenait une tournure non-souhaitée, et le gouvernement a fait une concession, en autorisant l'enseignement de l'islam en privé, à partir de 14 ans, c'est-à-dire dès l'âge de la majorité selon la charia. Plus tard, en octobre de la même année, il a autorisé cet enseignement dans les écoles privées et celles du dimanche, mais en revanche à partir de 18 ans.

La confusion n'a pas duré longtemps. L'ordre du 9 juin 1924 a prescrit des restrictions sévères dans le système de l'éducation religieuse. Premièrement, la religion pouvait être enseignée uniquement dans la mosquée et selon la décision au moins de ¾ de la population de l'aoul. Deuxièmement, l'enseignant de la religion devait être le mollah qui avait respecté l'enregistrement obligatoire et dont la candidature avait été ratifiée par le département administratif de l'éducation populaire.

Il est clair que les problèmes de l'enseignement étaient compris par les Kazakhs au sens large comme son accès pour toutes les couches de la population, l'introduction des matières générales, mais les matières religieuses n'en étaient pas exclues. En réponse à plusieurs demandes d'introduire les matières générales dans les écoles religieuses, une autre loi est sortie, interdisant cet enseignement dans les mosquées.

Il faut noter que les préjugés contre les écoles soviétiques restaient dans la conscience de la population locale, l'enseignement dans ces dernières était jugé comme une négation de la religion. De son côté, l'Unité des athées militants appelait ironiquement les medreses « foyers d'asservissement religieux » parmi la population kazakhe.

L'autonomie des communautés religieuses était respectée dans ses résolutions de plusieurs problèmes y compris dans la régulation des rapports civils et de justice. Jusqu'en 1924 la procédure judiciaire kazakhe a existé. Les affaires familiales, des biens et de l'héritage étaient réglées par la justice des *biys* et des *aqsaqals*. Elle a fonctionné pendant quelque temps à côté de la justice soviétique, mais leurs fonctions étaient très restreintes. Les Kazakhs tenaient fortement à ces coutumes lorsque les conditions ont changé radicalement. Les initiatives du clergé musulman avaient pour but de garder la paix sociale, d'atténuer les contradictions dans la société kazakhe. Les bases de la collectivité et la morale de solidarité, typiques de la structure sociale des Kazakhs, s'y sont manifestées ; la population avait besoin d'une société stable.

Le clergé dans son activité de prédication consacra l'attention sur l'orientation morale. Ces années-là, il lutta contre le commerce du vin dans les aouls, prit des mesures contre la prostitution et l'alcoolisme dans les villages ouvriers.

Les *muhtasibats* kazakhs recevaient un grand nombre d'œuvres de littérature religieuse des éditions privées de Saint-Pétersbourg, Tachkent, Orenbourg, Kazan, Oufa, qui furent diffusées partout dans la république. Dans les revues et les brochures, on appelait à respecter rigoureusement les normes de l'islam afin d'éviter les malheurs engendrés par la mécréance et le blasphème.

Les demandes d'ouverture d'écoles religieuses réformatrices, d'organisation des établissements pour la préparation et le perfectionnement des mollahs, l'égalisation en droit des femmes et leur visite de la mosquée témoignaient des changements qualitatifs. Le manque d'instituteurs dans les *medreses* était compensé par la présence de personnes qui avaient passé des examens pour avoir le droit d'enseigner la religion, puisque selon la loi, seulement ceux qui avaient reçu une éducation religieuse pouvaient enseigner.

Le clergé demanda aux organes du parti d'arrêter de critiquer la religion et de mener leur propagande antireligieuse dans les usines, les fermes et les écoles soviétiques. De plus, il cherchait à obtenir le droit de s'opposer, dans la presse, à l'athéisme. Les changements de l'orientation sociale du clergé sont apparus dans les demandes d'obtention des droits politiques et civils, car les imams et les muezzins sur place étaient condamnés aux travaux forcés arbitrairement. Il est connu que le clergé du Kazakhstan a élaboré le projet « sur l'exonération d'impôts des mollahs» en 1926.

Logiquement, les initiatives des musulmans sont sorties des limites de la vie confessionnelle. S'il faut prendre en compte les conditions (conséquences de la guerre civile, calamités naturelles et politique économique irrationnelle et extrême du gouvernement – qui a engendré les processus de destruction dans l'agriculture) et les résultats du « communisme militaire », la population de la république était complètement privée de sa base économique. Cela toucha en particulier les nomades qui ont perdu le contrôle organique, qu'ils détenaient auparavant, sur leurs ressources propres. Les conséquences furent terribles, dans certaines régions du Kazakhstan, les pertes du bétail atteignirent jusqu'à 80-100%[176].

Déchirées par la guerre et la famine terrible des années 1921-1922, économiquement détruites, les exploitations paysannes n'ont pas pu se rétablir. Les impôts, le service du travail obligatoire, la mobilisation du travail, les campagnes de stockage continuaient à les ruiner. La

[176] MUXTAROVA G., op.cit, p.61

situation matérielle difficile de la population, les problèmes socio-économiques non résolus, le travail insatisfaisant des pouvoirs soviétiques sur place, le « bureaucratisme » et le formalisme de ses fonctionnaires ont provoqué la méfiance et l'éloignement de la population vis à vis des pouvoirs.

Les changements opérés dans les idées des musulmans du Kazakhstan se sont effectués dans les années de la Nouvelle politique économique (NEP), quand l'Etat allège l'obligation économique. Les libertés économiques relatives à celle-ci ont été la condition du rétablissement des exploitations. Le système d'impôts modéré et la légalisation des baux étaient réglés. Les nomades ont eu la possibilité d'entrer dans des relations marchandes.

Les musulmans du Kazakhstan ont perçu ces nouvelles conditions de manière positive. Les mollahs ont exprimé leur souhait de collaborer avec les pouvoirs soviétiques pour la réorganisation de la société sur les bases justes de l'islam. Le travail était perçu comme un devoir religieux. Le clergé, avec l'approbation des croyants, proposa de créer des fonds et de caisses d'entraide musulmans pour rétablir et développer les exploitations paysannes et nomades. Bien qu'il y eût des obstacles et des refus de la part des pouvoirs, ces fonds ont été créés dans les communautés musulmanes d'où, selon la charia, l'aide était proposée aux pauvres. Les Kazakhs aisés participaient à la fondation des fonds de bienfaisance. Dans les aouls on collectait la zakat et la *sadaqa*[177]. La commission spéciale créée au congrès de 1923 a édité la fatwa sur l'*ouchr*[178] et l'a reconnu comme obligatoire, mais a indiqué qu'il n'y aurait pas de sanctions forcées. Les pouvoirs ont ignoré ces décisions.

Certaines initiatives du clergé kazakh ont été, par contre, soutenues par les autorités. La cohésion de la communauté des aouls était utile pour les mesures de convocation aux travaux exceptionnels, comme la construction des routes, des usines etc. Dans la majorité écrasante des régions rurales, il n'y avait pas d'endroits publics, mis à part les mosquées. C'est pour cela que celles-ci restaient des centres de réunions, où étaient discutées des questions éloignées de la religion. Différentes actions y étaient organisées, y compris les élections des délégués du soviet du village.

Les pouvoirs s'adressaient aux mollahs dans les circonstances de force majeure, comme, par exemple, pour la lutte contre les bandes de brigands quand on a décidé d'envoyer cinq oulémas pour les pourparlers.

---

[177] L'aumône volontaire à la différence de la zakat qui est une des cinq obligations de l'islam
[178] 1/10 de la récolte

L'activité sociopolitique de la population autochtone était observée au Kazakhstan. En 1923 les premières élections des soviets ont été organisées et ce sont les mollahs qui ont été élus dans les organes soviétiques et cela malgré l'absence de leur droit de vote.

La section orientale de l'OGPU suivait la situation dans les régions musulmanes. En 1923 elle a prévenu le parti des activités du clergé musulman et des tendances à l'unité sous l'égide de la DSCM. Des mesures ont donc été prises. A l'initiative du Comité central exécutif du Bachkortostan, la veille du congrès musulman, la Direction spirituelle du Bachkortostan (DSB) était créée avec son centre à Oufa. Le siège de la DSCM s'y trouvait également. La section orientale avait pour objectif de diviser le clergé musulman, en opposant la DSCM à la DSB, et ainsi de prendre le contrôle sur le clergé tatar, de réorienter des communautés musulmanes vers la DSB. Le clergé officiel et les croyants ont ignoré la DSB. Il était inutile de séparer les Kazakhs de l'influence de la DSCM car ils cherchaient eux-mêmes à créer leur propre *muftiyat*.

Pour limiter l'influence de l'islam sur les masses ouvrières, le gouvernement a revu certains règlements. En 1924, les justices traditionnelles ont été annulées, dès 1925 des mesures pour arrêter l'enregistrement des communautés religieuses ont été prises.

Ces diverses mesures n'ont cependant pas arrêté l'activité des musulmans. Les élections pour les Soviets ont montré qu'en 1926 l'influence des éléments religieux et traditionnels était encore forte. Les organes du parti reconnaissaient que le clergé kazakh était plutôt le représentant du pouvoir soviétique, s'appuyant sur les bases sociales et politiques des normes de la charia, qu'un représentant religieux dans le sens étroit du terme.

La Section orientale se préparait soigneusement au troisième congrès des musulmans prévu pour le mai 1926. Elle considérait les forces du clergé musulman au Kazakhstan, Tatarstan et Bachkortostan comme une menace pour les autorités, et, en même temps, elle soulignait que les organisations du parti n'avaient pas pu s'opposer aux mesures du clergé, vu la faiblesse du travail antireligieux. Selon la proposition de la Section orientale, le congrès musulman a été repoussé de mai à octobre 1926. Elle a envoyé une circulaire « top-secret » aux organes inférieurs, relative aux renseignements concernant les réunions des musulmans, au travail préparatoire du clergé, à l'attitude des différentes couches de la population envers le congrès, à la DSCM et à la liste des délégués.

La circulaire suivante mettait les nouvelles initiatives des tchékistes. Il fallait convaincre les musulmans qu'ils étaient privilégiés par rapport aux orthodoxes et ne pas s'éloigner de la ligne du parti pour ne pas donner de droits politiques au clergé. Ainsi à côté des musulmans, le Comité central du PCR et l'OGPU se préparaient.

La situation avant le congrès était caractérisée par une attente inquiétante ; partout il y avait des réunions des croyants qui fondaient leurs espoirs dans ce congrès. Le 26 octobre 1926, enfin le troisième congrès des musulmans a commencé à Oufa. Malgré les obstacles, les pouvoirs n'ont pas pu endiguer le flux des gens qui souhaitaient y participer. Au lieu des 300 prévues, 437 personnes ayant le droit de vote sont arrivées, et encore 265 délégués non-souhaitables par pouvoir.

La délégation du Kazakhstan comme en 1923 était représentative : 132 délégués et séparément de la région d'Oral 21 personnes. Le Bachkortostan en a présenté 105, le Tatarstan 78, les régions intérieures de la Russie 63, la Sibérie 15, l'Ouzbékistan 5, le Kirghizistan 1, le Karakalpakistan 3, la Crimée 1, le Caucase du Nord 1 et des musulmans chinois 1 délégué[179].

Le congrès commença par la salutation à Staline et la déclaration de la reconnaissance des pouvoirs soviétique par les musulmans. Une prière solennelle en hommage au roi du Hejaz et au Nejd Abdelaziz Al Saoud [180] a été faite. Depuis la suppression de l'institution du khalifat en 1924 en Turquie, il n'y avait pas de chef commun susceptible de diriger l'*oumma*. Le congrès a reconnu le pouvoir suprême d'Abdelaziz Al Saoud qui a pris le pouvoir des villes comme la Mecque et de Médine.

La déclaration du représentant du Kachgar selon laquelle un million de musulmans de la Chine souhaitaient rejoindre la DSCM fut accueillie par des applaudissements vifs.

Au cours de la période qui avait séparé les congrès de 1923 et de 1926, beaucoup de changements qualitatifs s'étaient effectués dans les opinions socio-politiques du clergé musulman. C'est pourquoi, les délégués du congrès ont ouvertement déclaré que leurs droits avaient été violés, ils ont demandé les droits civils et l'annulation des impôts. Dans la liste du NKVD, les religieux comme l'intelligentsia ont été considérés comme exerçant des professions libres hors du service de l'Etat et de ce fait les imams et les muezzins étaient condamnés aux travaux forcés. Malgré tout, le poste de consultant juridique auprès de la DSCM pour défendre les intérêts du clergé était prévu.

La grande majorité des délégués sont partis déçus. Quant à la Section orientale, elle a donné un avis négatif indiquant le renforcement de l'influence panislamiste. Il était évident que la justice sommaire n'était pas loin.

L'attaque contre l'islam en URSS commença selon la ligne de l'OGPU en 1927. Concentrant dans ses mains la politique religieuse, il a amené à une réorientation dans le

[179] MUXTAROVA G., op.cit, p.67-68
[180] En 1932 il fut proclamé le premier roi d'Arabie Saoudite

domaine de la régulation de l'activité des organisations religieuses musulmanes. A ce moment précis, l'objectif était l'opposition à l'unification des organisations musulmanes sous l'égide de la DSCM.

Le fait que les musulmans en URSS cherchaient à s'unir était un phénomène logique. Les raisons du leadership du clergé tatar apparaissent avant la révolution, à savoir le niveau éducatif élevé, l'autorité des djadidistes et une activité politique dynamique.

La DSCM dirigeait les communautés musulmanes de la partie européenne de la Russie, de la Sibérie et du Kazakhstan mais, dans son travail, elle intégrait les intérêts des musulmans de tout le pays. Elle émettait des demandes auprès du gouvernement sur la convocation des congrès musulmans, elle les organisa à Oufa, elle maintenait les liens confessionnels avec les coreligionnaires à l'étranger, elle éditait et diffusait la littérature religieuse et la revue *Islam*. En 1927 elle rassemblait déjà 14 825 communautés musulmanes qui composaient 1 200 *muhtasibats*[181].

La situation autour du culte musulman ne pouvait qu'inquiéter les autorités. La création de la DSB en 1923 a poursuivi le but de diviser les musulmans. C'est seulement sous la pression au congrès de 1926 que la DSCM reconnaissait officiellement la DSB.

Désormais le commandement du pays avait une image complète de la vie musulmane, la liste des religieux qui étaient les plus opposés à la législation sur les cultes. La situation autour du culte musulman est devenue l'objet d'une grande attention du Politburo du CC du PCR.

Pour étudier le mouvement musulman dans la république et l'élaboration des mesures, une Commission antireligieuse a été créée le 5 septembre 1926. Elle dépendait du Comité régional kazakh et incluait son délégué S. Sädwaqasov et ses membres Mirzaahmedov, Kuharev, Igozov, Arıqova, son corps changea vite.

En 1927 le clergé ouzbek a créé ses Directions spirituelles à Tachkent, Samarcande, Kokand, Andijan, Marguilan, Namangan, Boukhara et Khiva, ce qui était favorable aux pouvoirs qui souhaitaient la division. La même tendance a eu lieu au Kazakhstan, celui-ci a suivi le chemin tracé par son voisin. En 1928, près de 28 des 58 *muhtasibats* du pays sont sortis de la DSCM et 15 directions ont été créées[182].

Le clergé kazakh cherchait véritablement à créer son propre *muftiyat* mais, chaque fois, en 1923 et en 1926, cette demande a été rejetée. Le *muftiyat* était pensée comme le centre unifiant la vie religieuse du peuple. En 1928, lorsque la lutte ouverte contre le clergé

[181] MUXTAROVA G., op.cit, p.72
[182] Idem, p.74

commença, la création de 15 directions spirituelles au Kazakhstan a semé le doute. Le retrait des *muhtasibats* kazakhs ne pourrait qu'être provoqué. Il est important pour comprendre ces circonstances de voir que dans les documents de 1931 et 1935 la DSCM indiquait toujours 58 *muhtasibats* kazakhs dans sa compétence.

Si on prend en compte les circonstances historiques de la vie confessionnelle des Kazakhs et d'autres musulmans soviétiques, l'apparition des conditions pour l'union des musulmans ou au contraire pour la direction propre kazakhe était une nécessité. Mais en tous cas, il n'y avait pas de ligne directrice forte qui était utilisé par les pouvoirs soviétiques pour défendre ses intérêts soit en séduisant les musulmans ou pour les opposer entre eux.

A ce stade, les déclarations politiques du gouvernement « Arrangez votre vie nationale librement » et « Désormais vos croyances et coutumes, vos établissements nationaux et culturels sont déclarés libres et inviolables » sont devenues manifestement contradictoires avec la pratique réelle. Malgré la démonstration des relations bienveillantes, le contrôle sur le clergé musulman et l'intervention dans la vie confessionnelle avait commencé bien avant son écrasement.

En gros, l'activité confessionnelle des musulmans du Kazakhstan dans la période de 1922-1927 se caractérisait par l'aspiration à une vie spirituelle libre, à une direction spirituelle indépendante, à un enseignement religieux large pour le peuple, et, de manière générale par le souhait de réaliser les idées et les espoirs nés avant la révolution.

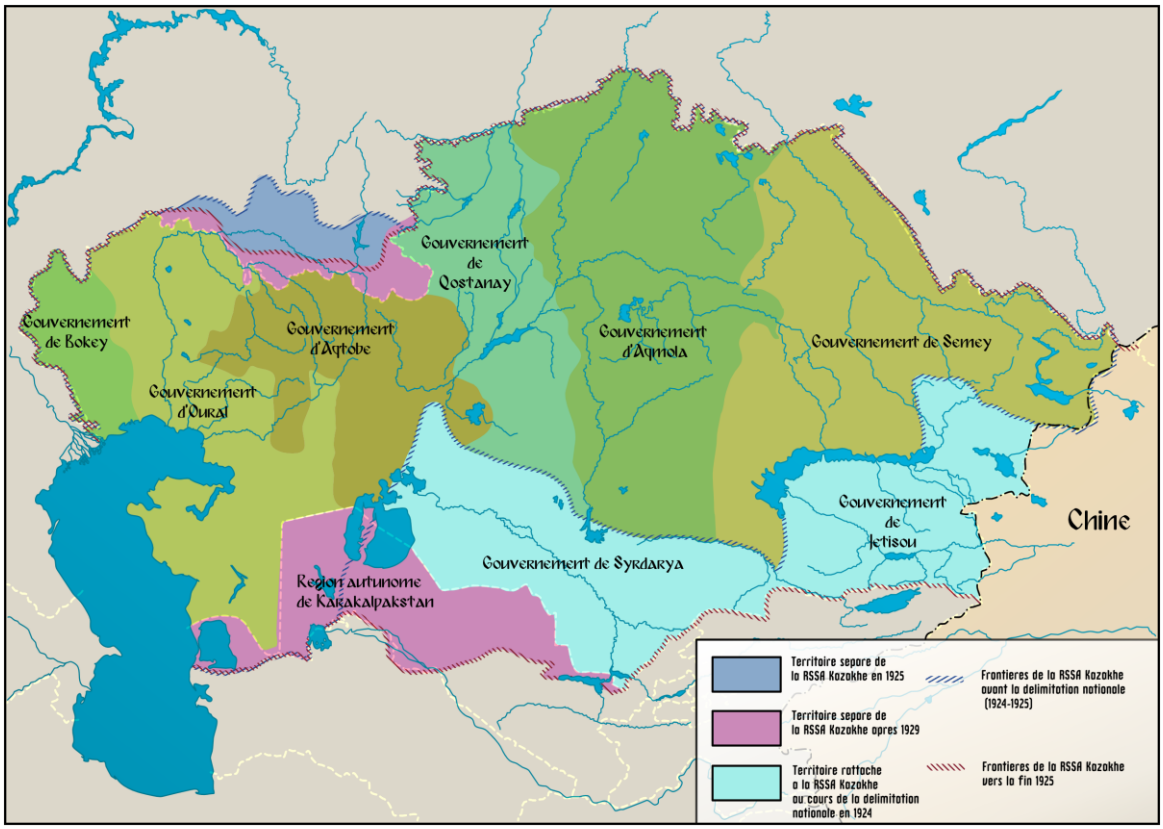
Les changements politiques ont provoqué l'illusion de leur réalisation. Dans ces nouvelles conditions, le peuple n'est pas devenu simplement l'objet de la politique des Bolcheviks mais il s'est mêlé activement aux réformes révolutionnaires. Les Kazakhs ont répondu à ces circonstances qui changeaient rapidement tant qu'ils croyaient au renouveau social. La montée des masses populaires s'est exprimée logiquement dans l'esprit religieux.

L'analyse de l'activité confessionnelle des musulmans montre le souhait de mettre en pratique les idées de l'islam dans la vie. Cela s'est exprimé par l'organisation de structures musulmanes dans toute la république, dans les questions relatives à l'enseignement religieux, par l'abnégation sociale totale et la diffusion de l'activité de bienfaisance, la défense des valeurs morales, les propositions de traduire le Coran en kazakh et l'augmentation de l'édition de la littérature religieuse.

Les nouveaux phénomènes comme le développement de l'enseignement religieux et le souhait de son enrichissement par l'ajout des matières générales, le développement des liens confessionnels et la participation aux congrès musulmans, l'électivité des *muhtasibs*, des imams, et des membres de *mutawalliyats* n'ont pas incité les croyants à l'opposition et avait

une influence positive sur leur conscience. Les initiatives des communautés musulmanes du Kazakhstan avaient pour visées l'activité pratique et l'autonomie réelle. Pendant les années de la NEP, avec l'affaiblissement du diktat d'Etat dans la vie économique, l'activité et l'autonomie économiques augmentèrent. En s'appuyant sur les valeurs traditionnelles, les normes sociales et les traditions de travail, les Kazakhs cherchaient à aménager leur nouvelle vie. Les imams ont pris part aux soucis quotidiens de l'aoul. Ils étaient soutenus et élus dans les soviets des aouls.

Méfiants, les pouvoirs soviétiques n'ont pas compris la nécessité de trouver des points communs entre l'islam et le socialisme : l'esprit du collectivisme, la priorité des intérêts de la communauté, l'interdiction du taux d'intérêt, le soin de l'égalité et de la justice sociale etc. Dans sa politique faite de contradictions, le PCR a reflété de façon inadéquate les réalités de la société orientale qui possédait une autre structure institutionnelle, d'autres rapports socio-économiques, une autre culture. La division de la société kazakhe n'a pas conduit à la lutte impitoyable des classes. Le passé colonial récent avait joué un rôle unificateur et avait atténué les contradictions existantes. Dans le milieu musulman il n'y avait pas de trace de cette lutte.



Carte 9 : Kazakhstan dans les années 1920-1929

Source : http://kzinfo.far.ru/accr.htm

3.2. Confrontation de l'Etat et de l'islam (1928-1942).

3.2.1. La terreur antireligieuse bolchevik

L'attaque de l'Etat sur tout le front socialiste dans la deuxième moitié des années 1920 a marqué le début du système totalitaire. Son principe de base était de réunir tous les pouvoirs et de les concentrer dans les mains du parti militant. Le système représentatif du pouvoir et le pouvoir judiciaire avaient un caractère formel, secondaire et étaient contrôlés par le parti au pouvoir.

Staline, au fur et à mesure du renforcement de sa position dans le parti et dans l'Etat, a misé sur le centralisme autoritaire et la violence bureaucratique dans les prises de décision sur toutes les questions, y compris nationales et confessionnelles. Le calcul cru, le pragmatisme à courte vue et la restriction dogmatique ont dominé dans ses méthodes et n'ont pas permis de voir la réalité du pays.

L'orientation politique sur la construction du socialisme s'est basée sur une doctrine qui ne répondait pas aux demandes et capacités de la société soviétique. Elle venait en contradiction avec les tendances positives comme la montée et le renforcement des exploitations paysannes durant les années de la Nouvelle politique économique et le développement des initiatives civiles des masses populaires.

Les priorités idéologiques ont prévalu sur l'approche raisonnable. La confiscation des exploitations des koulaks et des *bays*, l'industrialisation forcée commencées en 1928 et puis la collectivisation forcée, l'établissement du contrôle étatique dans l'économie, qui a amené à la bureaucratisation de la planification et à la mise en place des privilèges sociaux, ont complètement détruit le mode de vie de millions de citoyens soviétiques.

Les slogans politiques ont servi d'outil pour réaliser la politique économique au Kazakhstan : la construction du socialisme et l'enthousiasme des masses ouvrières. Les théoriciens du parti soulignaient l'inévitabilité de la recrudescence de la lutte des classes dans les conditions de passage à la construction socialiste, faisaient craindre la menace de l'entourage capitaliste et la présence de ses agents potentiels : les représentants du mouvement Alaş-Orda, les *bays*, le clergé musulman jugés contrerévolutionnaires.

La propagation de la théorie de la lutte des classes dans la conscience musulmane, l'implantation de division en classes de la société kazakhe sont devenues les buts de la politique dite « le Petit Octobre ». Les dirigeants de la république au cours de sa réalisation, se

pressaient de trancher le nœud des contradictions socio-économiques et politiques qu'ils voyaient dans la spécificité du mode de vie des Kazakhs.

La soviétisation forcée de l'aoul kazakh a été élaborée sur la base de la résolution du plénum du Comité régional kazakh et de la Commission régionale du contrôle du PCR « Sur la construction des soviets dans l'aoul et dans le village[183] » (novembre 1926). Les pouvoirs du parti ont demandé aux organismes inférieurs et aux cellules du parti de ne pas laisser participer aux élections des chefs des tribus et des *bays*. A tous les niveaux de pouvoirs, un « nettoyage » des cadres a été effectué. Le clergé, les *bays* et le sommet tribal ont été expulsés des soviets. Les élections des soviets en 1926, puis les réélections de 1927 par rapport au clergé et à la couche aisée de la population ont eu un caractère ouvertement répressif. Mais les mesures prises n'étaient pas suffisamment efficaces. La lutte des classes attendue n'avait pas lieu dans l'aoul kazakh et on en voyait les raisons dans l'arriération politique complète de la population kazakhe.

La 6ème conférence régionale kazakhe du PCR en novembre 1927 a soutenu l'idée de la soviétisation de l'aoul et a reconnu les résultats des réélections de 1927. Elle nota que la puissance économique des *bays* et des rapports de classes dans l'aoul étaient faiblement touchés et proposa une mesure radicale, à savoir l'extermination de la couche riche – celle des *bays*. Les organes du parti ont annoncé la confiscation des exploitations individuelles[184].

La vague répressive avait été incitée par les décrets du CC du PCR et les circulaires de la Commission antireligieuse. Le 19 mars 1928 les questions relatives au mouvement religieux musulman et au travail antireligieux dans l'Orient ont été revues. Les décisions du parti poursuivaient l'objectif de la lutte des classes dans l'aoul comme mesure nécessaire pour libérer les couches moyennes et pauvres de la population de la dépendance économique et de l'exploitation. Mais en réalité elles visaient la suppression non seulement des représentants des familles aisées et des couches privilégiées d'autrefois mais aussi « des éléments sociaux dangereux » dont faisait partie le clergé musulman.

En 1928 la confiscation des exploitations des *bays* fut entamée. La propriété de la petite bourgeoisie était dévastée, au cours de la confiscation le but de la lutte antireligieuse s'effectuait car le clergé musulman se voyait privé de moyens économiques.

Tous les éléments de l'économie du marché étaient annulés. Par les mesures administratives et judiciaires, les paysans étaient obligés de vendre le blé à bas coûts à l'Etat.

---

[183] Dans les documents on distinguait bien le village (russe) de l'aoul - le village kazakh

[184] Le décret du Comité exécutif central kazakh et du Commissariat du peuple de la RSSK « Sur la confiscation des exploitations des *bays* » du 27 août 1928

Déjà pendant l'hiver de 1927-1928 la confiscation rendra critique la situation dans le pays. Les difficultés d'approvisionnements de blé ont été attribuées aux éléments de koulaks et aux serviteurs du culte. Officiellement il était déclaré que, derrière les koulaks, c'était le clergé contre-révolutionnaire qui dirigeait ses actions. Dans des conditions illégales, les appels pour renforcer le travail antireligieux ne signifiaient pas la propagande antireligieuse dans les coins rouges, mais l'action pénale visant le clergé.

Les circulaires supplémentaires du CC exécutif et du Conseil des commissaires du peuple[185] de la RSSAK admettaient que la prise de mesures répressives vis-à-vis des catégories sociales indiquées ne contrevenait pas aux principes de la démocratie soviétique.

Plusieurs articles du code pénal de la RSFSR ont été mis en application, le Kazakhstan en était membre en tant que république autonome. Les organes extrajudiciaires comme les « commissions de trois » dans l'OGPU et « commissions de cinq » pour l'approvisionnement en blé ont été créées. Plus souvent le pouvoir central jugeait les responsables locaux pour résistance au stockage ou pour spéculation sur le blé et pour la contrerévolution économique. Les mollahs et leur famille furent expulsés pour la première fois des aouls et des *ouiezds*.

La confiscation des biens des groupes aisés dans les aouls, l'exacerbation du conflit social par l'expulsion des *bays* et des *ichans*[186] ont provoqué le mécontentement, la protestation et la résistance massive. Les mollahs étaient contre la dévastation des aouls kazakhs. Ils demandaient d'arrêter la division en classes de la steppe, de résoudre les problèmes lors de rassemblements de l'aoul et d'y interdire la participation des pseudo-militants et de la jeunesse communiste.

Parallèlement les pauvres étaient enthousiasmés par les déclarations de l'égalité dans la gestion collective et commencèrent à dénoncer les *bays*. Le parti insinuait que c'était un acte « historique » du châtiment infligé aux riches et de l'élimination « des éléments étrangers ». Ayant peur du tribunal et de l'expulsion, les gens vendaient tous leurs biens. La lutte des classes, encouragée par les autorités, a laissé les mains libres aux organes locaux du pouvoir.

La condition de survivance pour la majorité est devenue l'adaptation : l'acceptation des conditions politiques de l'Etat et de tout ce qui allait avec, par exemple la machine répressive et le diktat idéologique. La politique dictée par la théorie de la lutte des classes

[185] « Sur la responsabilité pénale pour l'opposition à la confiscation, l'expulsion des grands *bays* semi-féodaux » du 13 septembre 1928 et du 17 octobre 1928

[186] Religieux musulman, chef de la communauté musulmane d'habitude appartenant à un des ordres mystiques (soufis)

visant l'élimination définitive de la religion, a provoqué une division dans les aouls, opposant le clergé aux croyants. Les *bays*, les mollahs sont devenus des porteurs d'une idéologie. Les répressions et la contrainte les ont amenés jusqu'à l'humiliation morale, ont créé une atmosphère d'intolérance et les ont représentés comme les ennemis irréconciliables du pouvoir soviétique. Les accusations terribles sont entrées en usage comme celles d'« ennemi du peuple », d'« élément étranger », de « koulak » etc.

Les changements dans la vie sociale et la collectivisation dans le pays étaient une expérience rude pour les paysans car ils rentraient en contradiction avec leurs habitudes. Les libertés économiques de toute la société ont été attaquées. En 1929, les partisans d'une gestion administrative sévère ont dominé, ce qui a eu ses répercussions dans le domaine de la religion. La directive de la commission antireligieuse a déclaré les organisations religieuses comme force opposante au pouvoir soviétique utilisant son influence sur les masses pour jeter le discrédit sur la collectivisation.

Les méthodes et la vitesse de la collectivisation, l'intervention des organismes du parti dans la production traditionnelle, l'échange et la répartition sont devenus les formes les plus monstrueuses de cette attitude au Kazakhstan. Toute résistance à la réunion forcée en kolkhozes était égale à un crime d'Etat et était punie de 5 à 10 ans de prison dans les camps de concentration. La rigueur des mesures répressives se compliquait par l'interdiction d'appliquer l'amnistie aux personnes jugées sur la base de cette loi. Cette interdiction fut levée seulement le 8 septembre 1953[187].

Les résultats de la construction des kolkhozes ont dégoûté même les personnes qui en étaient convaincues. Les pauvres – devenus des kolkhoziens – n'ont pas reçu leurs portions alimentaires et leurs salaires pendant des années.

La fermeture des édifices du culte et les poursuites engagées contre le clergé ont introduit une instabilité et une grande tension dans la société, elles ont été les causes des manifestations antisoviétiques ouvertes. Une vague d'insurrections populaires a eu lieu au Kazakhstan. « Le mouvement des koulaks et de *bays* » dans certains endroits s'est transformé en lutte armée avec utilisation de slogans religieux et avec des demandes des insurgés : principalement l'annulation de l'interdit sur l'exercice libre des rites religieux et l'arrêt de la collectivisation forcée.

Le peuple, enthousiasmé par les plans des Bolcheviks, n'a pas obtenu ce qu'il attendait et, petit à petit, est entré dans la lutte militaire. La protestation contre le pouvoir soviétique

[187] MUXTAROVA G., op.cit, p.82

était exprimée non seulement par les *bays* mais aussi par les couches moyennes et pauvres de la population. Les aouls insurgés exigeaient d'arrêter les répressions dans les diverses campagnes politiques et économiques et le recrutement forcé dans les kolkhozes et la sédentarisation forcée. Il y avait aussi des demandes plus radicales, comme la dissolution des kolkhozes et le rétablissement du pouvoir populaire.

Les intérêts, les besoins du peuple se cachaient sous l'enveloppe religieuse ce qui ne changeait guère le caractère antitotalitaire des insurrections. Selon l'information de l'OGPU dans les années 1929-1931 il y a eu 372 insurrections des paysans dans la république, des dizaines de milliers de personnes y ont participé. Elles ont été sévèrement réprimées.

La résistance des musulmans dura longtemps et prenait de nouvelles formes. Ainsi le congrès des musulmans à Turkestan a élaboré une adaptation de l'islam « Le Coran comme programme de la construction du socialisme ». Le clergé musulman avait ses propres présentations sur une organisation juste, sans communistes.

En fin de compte, à l'aide des organes répressifs, l'OGPU, le NKVD et l'Armée rouge, toutes les formes de la résistance ont été réprimées ; 5 551 personnes ont été jugées, dont 883 fusillées. Il y avait 8 *ichans* et mollahs parmi elles[188].

Les demandes des masses musulmanes, les slogans de leurs insurrections, la résistance aux campagnes socialistes ont témoigné qu'elles avaient leur propre vision, basée sur les valeurs traditionnelles de la gestion des rapports sociaux et de la justice sociale. Malgré l'injustice de la vie réelle, les musulmans conservateurs refusaient la lutte des classes pour résoudre les contradictions socio-économiques.

La répression et l'élimination de l'idéologie de l'islam sont devenues l'essentiel de la politique de l'Etat vis-à-vis des peuples musulmans de l'URSS. L'introduction de la conscience des classes dans la société musulmane à la fin des années 1920 a logiquement pris le caractère d'une attaque systématique de l'islam.

Dans des conditions de terreur totale, la lutte ouverte contre les organisations religieuses et le clergé a été amplifiée. Le régime politique les a publiquement condamnés à mort. La suppression de la religion a pris l'ampleur de mesures d'Etat, tous les mécanismes de la contrainte ont été mis en œuvre pour cette lutte.

La stratégie législative pour l'éradication complète de la religion et l'implantation de l'idéologie communiste a été formulée par le décret du CCER et du CCP de la RSFSR « Sur les organisations religieuses » de 8 avril 1929. Ce décret a rassemblé tous les actes d'Etat

[188] MUXTAROVA G., op.cit, p.84

précédents sur la question de la politique religieuse. Il y avait tous les leviers de la destruction des organisations religieuses en URSS. Comme avant, elles n'obtenaient pas le statut de personne juridique et n'existaient pas du point de vue législatif.

L'interdiction catégorique des formes d'activité importantes pour la religion était introduite. Cela concernait l'éducation et l'enseignement religieux, l'activité charitable, la prière hors des édifices de culte, le pèlerinage, la gestion des biens du culte. Les communautés religieuses ne pouvaient exercer le culte que dans les maisons de prière. Le clergé ne pouvait plus participer aux affaires économiques et financières de « vingtaines » (le nombre des croyants nécessaire pour l'enregistrement de la communauté), il était restreint dans ses déplacements. Le décret a ratifié juridiquement les actions des pouvoirs qui avaient été entreprises plus tôt. Selon le décret, les organisations religieuses, le clergé et les croyants devaient de nouveau se faire enregistrer dans les comités exécutifs des soviets sur les nouvelles conditions de l'accord pour l'utilisation des édifices du culte et de ses biens.

Le décret de 1929 était un aboutissement dans les relations Etat-religion en URSS, avec quelques changements il fonctionna jusqu'à la fin du pouvoir soviétique, et au Kazakhstan sans aucun changement. Pour veiller à son application, la Commission permanente sur les questions du culte a été créée, avec à sa tête P. Smidovitch. La commission incluait les représentants des commissariats du peuple des affaires intérieures, de la justice, de l'instruction et le délégué de l'OGPU. Des commissions analogues étaient créées dans les républiques autonomes.

Au Kazakhstan, la Commission sur les affaires de culte a été créée le 30 mai 1931. Le vice-délégué du CCEK I. Zavaritko la dirigeait. La commission se composait de 3 personnes.

Pendant les réunions de la commission centrale, on élaborait des mesures pour la mise en place effective de la politique religieuse. En 1929, la commission donna des instructions pour déposséder des serviteurs du culte et enlever les cloches des églises ; en 1930 elle a élevé les taux des impôts pour les religieux, et en 1931 elle a réglé les questions relatives à la fermeture et la destruction des cimetières et mausolées.

Le clergé et les croyants ont senti la pression des pouvoirs locaux ; c'est pour cela que la création des commissions de culte (pratiquement le premier organe civil dans le domaine des relations entre l'Etat et la religion) leur a donné de l'espoir. Plusieurs plaintes parvenaient à la commission, mais celle-ci ne s'en occupait pas véritablement, et, en 1933, ces pratiques ont cessé.

En 1934, la commission centrale s'est transformée en Commission permanente sur les affaires du culte auprès du Présidium du CCE de l'URSS. Sa mission visait à l'application

d'une pratique et des méthodes uniques dans le travail des commissions de culte des républiques de l'Union et aussi l'élaboration d'une législation commune sur les cultes religieux. En 1937 A. Jangeldïn est nommé délégué de cette commission, mais pas pour longtemps. Les fonctionnaires du parti – qui présentait l'idée de la nécessité de la spécificité locale – ont fait l'objet d'une répression et déclarés « ennemis du peuple ».

Malgré leur titre officiel, ces commissions « trompe l'œil » ne défendaient pas les organisations religieuses mais les exterminaient plutôt. Le projet de loi tant espéré par les croyants, n'a pas été réalisé. Après les résultats du recensement de la population en 1937, les réponses faites par les croyants ont déçu Staline, le travail des commissions a été critiqué et en 1938 elles ont été dissoutes.

L'activité des commissions du culte centrales et locales s'est déroulée dans une situation socio-politique très complexe pour le pays, tandis que le culte de Staline se renforçait. Sans doute, ce phénomène a eu ses répercussions sur la politique religieuse.

A partir de 1929, c'est la Ligue des militants athées (LMA) qui déclare la lutte idéologique sur le front antireligieux. L'activité de cette organisation publique se trouvait sous le contrôle direct des organes du parti. La LMA mettait en pratique les décisions de la Commission antireligieuse. La manipulation de l'opinion publique a pris de l'ampleur. C'était une politique volontaire et planifiée qui a guidé le développement de la conscience graduellement selon un schéma donné. La propagande antireligieuse a joué dans cette politique un rôle indépendant.

A la fin des années 1920, son activité s'est amplifiée. La transformation de la lutte contre la religion sur la base de la lutte des classes a été proclamée au IIème congrès des athées en 1929. A partir de cette date l'Union des athées s'est appelée la Ligue des athées militants.[189] La Ligue se laissait guider par les décrets du parti dans la lutte contre la religion. Le premier article du règlement de la LMA proclamait « La Ligue des militants athées est une organisation publique prolétaire volontaire, dont la mission est le rassemblement des masses populaires ouvrières de l'URSS pour la lutte active, systématique et graduelle contre la religion sous toutes ses formes, comme frein à la construction socialiste et à la révolution culturelle ».[190]

---

[189] Créée en août 1925, l'Union des athées avait son propre journal qui s'appela *Athée*.

[190] TASMAĞAMBETOV A., *Politika sovetskoj vlasti v Kazahstane v otnošenii islama v 1917-1940gg (Politique des autorités soviétiques envers l'islam dans les années 1917-1940)*, Thèse de doctorat en histoire, Université des sciences humaines du Kazakhstan occidental, Oral, Kazakhstan, 1998, p. 179

En 1929 une Commission antireligieuse était créée au sein du Comité régional kazakh du PCR, le 2 février 1929 S. Asfendiyarov était nommé à sa tête. La commission étudiait les avancées du travail antireligieux dans la république, son état, l'édition de la littérature antireligieuse, l'organisation de la LMA et des musées antireligieux. Les anciennes mosquées à Almaty, Qyzylorda sont devenues désormais des musées antireligieux et celui d'Oral un musée régional.

En 1930 l'Institut du marxisme-léninisme était créé au Kazakhstan. Il y avait la section athée et « la communauté des militants athées du Kazakhstan ». Ils préparaient en kazakh des instructions méthodiques pour les lecteurs, éditaient des brochures de propagande « Sur la provenance des dieux », « Religion et réaction », « Science et communisme », « Qu'est-ce que Alaş-Orda ? ». L'islam y était dénoncé : « Mohammed n'est pas un prophète du Dieu mais le serviteur des arabes féodaux », « Le Coran est utilisé par le classe des exploiteurs et le clergé réactionnaire pour l'oppression et la tromperie du peuple ».

L'indicateur principal de la bonne réalisation du travail était le nombre des athées. Le délégué de la LMA marquait des chiffres imposants. Ainsi en 1932 la LMA avait 50 000 cellules, près de 5 millions de membres et à peu près 2 millions de membres dans les groupes « Jeune militant athée »[191].

Mais au Kazakhstan la population était mal couverte par la LMA et la lutte antireligieuse ne s'est pas enflammée. Le CRK a plusieurs fois noté que l'attitude des organismes du parti des régions, de la jeunesse communiste et des syndicats était inadmissible, ce qui a conduit à l'effondrement de l'UMA, la chute du travail antireligieux et le renforcement du clergé. C'est uniquement en 1937, avec l'appui financier de l'Etat, que la LMA a déployé son travail au Kazakhstan. Elle s'est occupée de la destruction complète de l'islam et de la résistance des croyants. En 1939, des organisations régionales et départementales ont également été créées.

Les plans des athées étaient grandioses. Ils comptaient atteindre le chiffre de 5 000 cellules et 82 107 membres. Pour la préparation des cadres dans la république, ils ont organisé 332 séminaires, dont 162 dans les villes et 170 à la campagne. La propagande athée a pris des formes diverses : cours, conversations, lecture à voix haute, diffusion de tracts, édition de littérature antireligieuse, organisation des « coins des athées » partout. Les lecteurs dans les aouls lisaient « *Qurban-ayt* et son essentiel de classe », « Rôle de la religion dans la préparation de la guerre contre l'URSS ». Pour le travail systématique dans les établissements

[191]MUXTAROVA G , op.cit, p.89

scolaires, la direction des écoles a employé un inspecteur pour surveiller l'éducation antireligieuse.

La politique de répressions illégales de la population a divisé la communauté musulmane, a formé l'image d'un clergé ennemi de classe du peuple, et, en même temps, a séparé une couche de la population qui soutenait la politique antireligieuse d'une autre qui était intéressée à sa conservation.

La pression politique et économique sur la religion était renforcée par les mesures économiques. Le gouvernement faisait tout pour priver le clergé de ressources économiques et de moyens matériels.

Le pouvoir totalitaire au cours des transformations socialistes a résolu toutes les questions. La collectivisation a amené à la destruction du mode de vie des Kazakhs et du système des rapports au travail. La population économiquement active de la république s'est trouvée quasiment privée de sa base économique. Surtout la collectivisation a touché les nomades qui ont perdu le contrôle total des petites ressources qu'ils avaient auparavant. Devenus paysans du kolkhoze selon le nouveau statut, ils dépendaient économiquement de l'Etat. Le système du travail forcé et de la partition égale est apparu. La collectivisation est restée dans la mémoire des Kazakhs comme la confiscation et la famine.

L'intangibilité de la propriété privée, reconnue par les révolutions bourgeoises européennes comme base de liberté de l'individu, existait dans l'islam. Quant à la collectivisation, elle a coupé les bases de la vie traditionnelle des musulmans.

Un avis sur les mollahs s'est forgé selon lequel ils vivaient seulement à la charge des communautés musulmanes, de leurs dons et des revenus tirés de l'enseignement des enfants. Dans leur majorité, ils faisaient partie de la paysannerie, avaient une exploitation et du bétail, payaient les impôts et participaient aux rapports commerciaux. Ils ont subi la confiscation et la collectivisation comme d'autres groupes de la population.

Les biens des mosquées, les dons qui maintenaient l'indépendance économique des communautés et comblaient leurs besoins confessionnels, ont été confisqués. D'autres mesures répressives ont été appliquées comme le doublement de l'impôt, les charges et les paiements des taxes non inscrits dans la loi, les baux excessifs sur les terrains et les édifices des mosquées, l'augmentation des services publics, la confiscation des biens individuels et du logement du clergé.

Jusqu'aux années 1930, le versement ne devait pas dépasser les 30% du revenu des serviteurs du culte, mais les organes locaux l'augmentaient maintes fois afin de les poursuivre et de les amener à la ruine. Le décret de 17 juillet 1937 du CCE et du CCP de l'URSS a durci

ce régime et selon l'article 19 de la législation soviétique ce versement a atteint 81% des revenus[192].

Les serviteurs du culte avaient été privés des droits civils et politiques dès les premières années du pouvoir soviétique, leurs déplacements étaient interdits. Les mesures prises contre les serviteurs du culte fonctionnaient même dans le cas où ils renonçaient à la religion. Ils pouvaient être enregistrés à la bourse du travail, mais séparément des autres chômeurs et n'avaient pas le droit d'obtenir d'allocation. Ils pouvaient exercer uniquement des travaux techniques et physiques. Les établissements d'instruction ainsi que les usines de l'industrie militaire leur étaient interdits. Pour celui qui avait renié la religion, le droit de vote était octroyé 3 ans après la destitution du poste religieux. Les enfants des anciens religieux avaient des droits restreints eux aussi.

Le décret « Sur les organisations religieuses » interdisait l'un des éléments sociaux importants, la zakat. A part l'aide matérielle, elle soutenait le potentiel moral, maintenait l'entente sociale dans les communautés musulmanes, empêchant la différenciation de classe et la haine. Les transformations radicales apportées dans la voie habituelle du développement de l'agriculture – des petites exploitations privées à la collectivisation forcée – ont détruit l'unité socio-psychologique des musulmans.

Une des méthodes puissantes de l'oppression des religions des peuples orientaux était la restriction de la liberté intellectuelle. A la fin des années 1920 le graphème arabe de l'écriture des peuples turcs de l'URSS était remplacé par l'alphabet latin. La commission sur la réforme de l'alphabet arabe s'est mise au travail dès 1923, mais le changement a été possible à la fin des années 1920 et ce n'était pas dû au hasard.

Au début du XXème siècle, avec l'augmentation des besoins spirituels et culturels de la société kazakhe, on comprenait bien la nécessité de la réforme de l'écriture kazakhe. Le petit nombre des voyelles dans l'alphabet arabe, la présence des signes inexistants en kazakh rendaient difficile l'alphabétisation du peuple. En 1911 A. Baytursınulı et ses compagnons ont fait un grand travail pour l'adaptation de l'alphabet arabe à la phonétique du kazakh. Le nouvel alphabet était satisfaisant du point de vue scientifique et viable. Grâce à son introduction, le travail culturel s'est intensifié. Les manuels d'alphabet et de langue kazakhe ont été écrits, les périodiques ont été créés. Les typographies de Kazan, d'Oufa et

[192] MUXTAROVA G., op.cit, p.93

d'Orenbourg éditaient jusqu'à la révolution la littérature en kazakh. Non seulement les livres religieux mais aussi la pensée publique kazakhe étaient édités en graphèmes arabes.[193]

Deux opinions se sont confrontées lors du travail de la commission : les partisans du changement de l'alphabet au profit de l'alphabet latin et les adeptes de l'alphabet arabe. Les adversaires de l'alphabet latin croyaient qu'avec l'introduction de cet alphabet l'unité des musulmans d'Orient allait décliner et que les gens qui avaient appris l'alphabet arabe deviendraient analphabètes et que le taux de l'analphabétisme augmenterait par conséquent.

Les partisans de l'alphabet latin prétendaient que l'ancienne littérature avait vieilli idéologiquement parlant. On croyait que la latinisation de l'alphabet des peuples turcophones avait accéléré la suppression de l'analphabétisme de masse et développé l'instruction populaire, que le pays allait gagner sur le plan technique.

Le fait de défendre la valeur historico-culturelle des alphabets turcs par les représentants des peuples concernés s'est heurté à une vive résistance. Mais l'introduction de l'alphabet latin a été reportée, les républiques ont résisté, par exemple, en Azerbaïdjan, où le mouvement politique s'est montré hostile à l'alphabet latin.

Le changement de l'alphabet s'est effectué dans les années 1928-1929 lorsqu'il y avait une attaque globale de l'Etat. Au mois d'août 1929, le CCE et CCP de la RSFSR ont adopté le décret pour le remplacement de l'alphabet arabe par l'alphabet latin. Au Kazakhstan ce changement a été adopté plus tôt, le 20 décembre 1928. Les idéologues du parti considéraient l'alphabet arabe comme le symbole de tout ce qui était musulman et liaient le changement de l'alphabet avec le dépassement de l'influence de l'islam.

Sous la devise « l'ère de l'alphabet latin est arrivée dans l'Orient musulman », on détruisait les bibliothèques et les collections privées. Il était puni par la loi de garder chez soi des livres en arabe ou en kazakh, écrits en alphabet arabe.

Selon le plan prévu, 100 000 personnes devraient apprendre le nouvel alphabet durant 3 mois. Mais même quelques années après, en 1933 le VIème plénum du CC du PCK a discuté du problème de l'analphabétisme total à la campagne. Le niveau de l'alphabétisme en 1926 était officiellement fixé à 6,9%[194]. Il fallait encore subir un nouveau passage de l'alphabet latin au cyrillique. Le 10 novembre 1940 le conseil supérieur de la RSSK a adopté cette loi.

---

[193] TASMAĞAMBETOV A., *Politika sovetskoj vlasti v Kazahstane v otnošenii islama v 1917-1940gg,* op.cit., p.160
[194] MUXTAROVA G., op.cit, p.96

Cela s'est accompagné de la destruction du système de l'enseignement religieux. Le décret du CCER a interdit l'enseignement de l'islam. Le CRK du PCR a publié ce décret le 21 avril 1929. Partout les *mektebs* et les *medreses* fermaient et leurs instituteurs étaient poursuivis. Les nouvelles générations étaient éduquées dans des écoles antireligieuses. Sous la devise « La religiosité est dans l'arriération culturelle », en 1929, l'éducation laïque était remplacée par une éducation antireligieuse. Les enfants subissaient la pression athée. Ainsi on organisait des jeux antireligieux « Tir antireligieux » ou « Ordure sainte ».

Le système antireligieux de l'éducation a renforcé son intervention dans la vie privée, la famille et l'éducation des enfants. Toute éducation religieuse dans la famille était niée, on insinuait aux enfants que les parents imposaient leur propre ignorance. Les toponymes ont changé s'ils comportaient un élément religieux, par exemple la ville actuelle de Qyzylorda portait le nom d'Aqmechit (la mosquée blanche) jusqu'en 1925. En 1928, les pouvoirs ont interdit le hajj établissant « le rideau de fer » pour les musulmans soviétiques.

La base législative pour combattre la religion était dorénavant préparée. Les bases de la politique répressive soviétique ont été juridiquement prouvées dans le code pénal de la RSFSR, mis en vigueur en 1922. Il contenait les formulaires juridiques des crimes contrerévolutionnaires. Les termes « contrerévolutionnaire » et « la légalité révolutionnaire » avaient été formés sur la base de l'approche du parti vis à vis de l'islam, et cela à partir du XIIème congrès du PCR en 1923.

La législation sur les crimes contrerévolutionnaires elle aussi a changé. Le 1 janvier 1927 une nouvelle version du code pénal de la RSFSR a été introduite. Le terme « contrerévolutionnaire » a élargi son sens puisqu'il comprenait désormais toute action orientée vers le renversement, l'atteinte et l'affaiblissement du pouvoir, de la sécurité extérieure de l'URSS, des progrès économiques, politiques, nationaux de la révolution prolétaire, la diversion, le terrorisme, la propagande antisoviétique. Pour ces crimes, il était prévu de condamner au peloton d'exécution.

Tous ces règlements ont été introduits dans les codes pénaux des républiques. L'adoption et l'exécution de cet acte normatif n'était pas dictée par la situation criminelle dans le pays mais par l'avènement du totalitarisme. C'était une forme juridique de la violence politique qui se définissait traditionnellement comme la lutte contre les éléments antisoviétiques. Les amendements et les compléments déposés étaient formulés en termes flous, ce qui permettait d'élargir le cercle des personnes passibles d'une responsabilité juridique et de renforcer les sanctions.

En général, la législation de l'URSS qui maintenait plus ou moins une apparence de légitimité, en vérité était corrigée et s'orientait vers le durcissement des répressions envers les institutions religieuses et le clergé.

L'extermination de n'importe quelle opposition spirituelle était le but et la mission des organes comme l'OGPU, le Commissariat du peuple à la justice, le NKVD.

L'OGPU avait été fondé en 1922, afin de lutter avec la contrerévolution politique et économique, l'espionnage et le banditisme. C'est le Commissariat du peuple à la justice qui devait effectuer un contrôle sur les actes du juge d'instruction de l'OGPU. L'OGPU dirigeait le travail des départements pour appliquer le décret de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans les comités des gouvernements. En 1924, au Kazakhstan, la section kazakhe de la cour suprême de la RSFSR, le parquet et les représentants plénipotentiaires de l'OGPU l'ont complété.

Ces organes ont fait partie de la politique de la guerre des classes et de l'élimination de groupes entiers de la société. Les actions de ces organes étaient réglées par des décrets secrets et des instructions du département et du commandement du parti, surtout à la fin des années 1920. Dans le domaine religieux, leur action eut le caractère d'une persécution et d'une oppression permanente des institutions religieuses et des religieux au niveau de l'Etat.

Dans les années 1928-1942 une machine répressive puissante s'est prise au Kazakhstan. Une nouvelle vague d'athéisme militant s'est amplifiée après le recensement de la population de l'URSS en janvier 1937. Il fut proclamé défectueux par Staline et Molotov en septembre de la même année. Au cours de la préparation du recensement, plusieurs catégories de la population avaient été désignées. Les groupes principaux incluaient la classe ouvrière, les kolkhoziens et les fonctionnaires. Les groupes non-principaux englobaient les personnes à la charge de l'Etat (retraités, boursiers), les gens des professions libres ; et la dernière catégorie des citoyens s'appelait « les serviteurs du culte ou le groupe d'autres éléments non-travaillants ».

Cela n'entrait pas en contradiction avec les demandes classiques de la statistique mais les critères de la division des citoyens du pays sur les groupes sociaux correspondaient seulement aux canons politiques soviétiques. Avant, lors du recensement de 1926, le clergé faisait partie de la catégorie des personnes exerçant des professions libres comme l'intelligentsia, tous les deux n'étant pas au service de l'Etat. En 1937, le statut des religieux a été reclassé.

En contradiction avec l'article 124 de la Constitution de l'URSS qui garantissait la liberté de conscience, une question sur les convictions religieuses était incluse pour les

citoyens de plus de 16 ans[195]. Il y avait une certitude de victoire complète sur le front antireligieux.

La question sur l'appartenance religieuse a provoqué une réaction négative. Parmi la population on parlait des effets produits par une réponse positive, car elle serait étudiée par la Ligue des Nations et elle exigerait des mesures de la part des pouvoirs soviétiques. Ou bien pour prouver aux pays étrangers que la religion n'est pas réprimée. Ce genre de bruits courait dans la partie européenne du pays.

D'autres types des bruits circulaient en Asie centrale et au Kazakhstan. Le clergé conseillait de ne pas donner de réponses sur les questions religieuses pour éviter des ennuis. Cela était dû aux répressions des années précédentes. Finalement 28% des habitants ont donné une réponse positive concernant leurs croyances, tandis que chez les musulmans ethniques ce chiffre atteignait 46%.

Il est difficile d'avoir une image complète de la religiosité de la population car certains citoyens étaient exclus de l'enquête : les personnes privées de droit civique et les prisonniers. La polarisation des forces sur le front athée et politique ne donnait pas la possibilité d'exprimer ouvertement ses sentiments religieux. Les gens avaient des raisons pour cacher leurs convictions. La même personne pouvait jouer le rôle de quelqu'un fidèle au parti et d'athée, et participer à des actions antireligieuses. En même temps, elle pouvait la dissimuler et rester prudente pendant les conversations. Il faut chercher dans les circonstances les causes de cette morale double. On pouvait s'attendre à des réponses éloignées de la vérité s'il s'agissait de questions sur les convictions religieuses, en fonction des intérêts et de la sécurité personnels de chacun. Néanmoins, certaines gens répondaient à la question franchement et s'opposaient aux pouvoirs. Les autorités étaient étonnées que même après les attaques massives sur la religion, les répressions contre le clergé et les croyants, les gens puissent rester fidèles à leurs principes.

Une autre cause de mécontentement liée à ce recensement était la diminution de la population jusqu'à 162,6 millions, tandis qu'elle aurait dû atteindre 170 selon les pronostics de Staline. Le nombre des Kazakhs était tombé en URSS à 1 105 831 personnes[196].

Les pertes humaines étaient les conséquences de la déportation des éléments koulaks en dehors du pays et de la collectivisation forcée qui avait engendré la famine et la transhumance massive au delà de la république, ainsi que le résultat des répressions.

[195] MUXTAROVA G., op.cit, p.100
[196] Idem, p.102

Les résultats du recensement restèrent cachés à l'opinion publique, et ses organisateurs furent réprimés. Pour corriger ce dernier, un autre recensement fut organisé en 1939. Les représentants des professions libres, les religieux et les éléments déclassés étaient exclus et la question sur les convictions religieuses n'a pas été posée.

Il s'est avéré en définitive que le nombre des croyants dans le pays était supérieur à celui espéré par les réalisateurs de l'athéisme. Il montrait l'échec de la construction du socialisme athée en URSS.

3.2.2. Les musulmans du Kazakhstan dans les années des persécutions et des pertes

Après le décret du CCEK et du CCP de la RSFSR « Sur les organisations religieuses » du 8 avril 1929 et l'attaque athée qui l'a suivi, les organisations du Kazakhstan se trouvaient dans un état de destruction et d'effondrement.

Les actions pour susciter la lutte des classes dans les aouls kazakhs et pour éliminer les éléments sociaux dangereux au cours des transformations socialistes, étaient encouragées par les nombreux décrets du CC du PCS et du CRK, les circulaires de la CAR et les ordres secrets de l'OGPU.

A partir de la fin des années 1920, il y a eu lieu au Kazakhstan une fermeture massive des édifices du culte. Selon les données de la commission permanente centrale pour les questions de culte, près de 2 500 édifices fonctionnaient sur le territoire de la RSSAK dont faisait partie le Karakalpakistan. Entre les années 1918-1931, 1 630 maisons de prière ont été fermées y compris 782 mosquées. La période entre 1931-1933 encore 8 ont été fermées, 879 édifices du culte, parmi elles 499 mosquées continuaient à fonctionner[197].

La commission centrale ne disposait pas d'information complète sur la fermeture des édifices du culte dans la RSSAK, celle de la république ne contrôlait pas la situation. Les fonctionnaires de tous les niveaux violaient les actes législatifs de manière volontaire. La fermeture se faisait en toute hâte, partout on observait l'arbitraire des représentants des organes locaux du pouvoir. Les comités exécutifs prétextaient l'absence de bail pour les bâtiments, d'actes d'exploitation, le non-paiement du loyer et de la rente foncière comme raisons pour une réaffectation au détriment des communautés religieuses. La rente foncière a augmenté sur l'ordre de la CAR, tandis qu'à la campagne les impôts étaient introduits pour la première fois.

[197] MUXTAROVA G., op.cit, p.105

Dans certains endroits où le nombre de croyants dominait, on initiait la fermeture des édifices de culte dans les collectifs ouvriers ou lors des réunions du kolkhoze pour une légitimité apparente. Des décisions unanimes sur l'inutilité des maisons de prière et la rationalité de leur utilisation pour les besoins culturels étaient prises sous la pression et la menace de la confiscation, des amendes et de la privation des droits.

La séance fermée de l'*orgburo*[198] du Comité régional kazakh étudia la question en vue de corriger les exagérations dans l'affaire des fermetures des églises et des mosquées. Mais les acteurs sur place ne furent pas poursuivis.

Les communautés musulmanes du Kazakhstan qui subissaient la pression des organes du pouvoir local recouraient à l'aide de la DSCM. L'OGPU, la milice poursuivaient le clergé et les croyants, cherchaient d'autres édifices de culte à fermer et informaient les organes du parti. Les édifices et les biens étaient pillés impitoyablement.

Les maisons de prière étaient réquisitionnées pour les stocks des unions de consommateurs ou pour les ateliers d'enseignement technologique. Dans la majorité des endroits, les mosquées étaient transformées en prisons et celle de Chymkent fut ouverte comme salle de dégrisement ce qui était blasphématoire pour les musulmans.

A part les biens du culte, les organes financiers prenaient des mesures pour la suppression des fonds pécuniaires des communautés religieuses.

Selon les données du gouvernement en 1936, 34 254 édifices du culte étaient fermés. 7 548 (soit 22%) n'étaient pas utilisés, 11 305 (33,3%) réhabilités pour les stocks, 2 786 (9,3%) étaient démolis. Parmi les édifices non-fermés 9 872 ne fonctionnaient plus[199]. Les mosquées de la république étaient vides, les communautés avaient été dissoutes. Les édifices qui n'étaient pas encore fermés, étaient pillés, les rites interdits et le clergé poursuivi.

La destruction et l'utilisation des mosquées pour d'autres buts dans les années 1930-1940 a causé des dommages à la culture des peuples musulmans et a engendré une position hostile envers le pouvoir soviétique.

La lutte antireligieuse se passait au moment de processus socio-économiques et politiques complexes. Comme moyen efficace pour résoudre les multiples problèmes quotidiens, le gouvernement préconisait la persécution et le châtiment pour le clergé.

La nouvelle vague de fermeture des édifices du culte a commencé en 1937. Dans le mémoire du CCEK « Etat des cultes religieux en URSS », on indiquait qu'au Kazakhstan en

[198] Bureau organisationnel, organe du Comité central du PCUS
[199] MUXTAROVA G., op.cit, p.109

1937, 101 édifices étaient fermés ; en 1939,125 ; en 1940, 33 ; et en 1941, 9. En 1941 il ne restait aucun édifice de culte qui fonctionnait officiellement[200].

La question du sort du clergé musulman est actuelle au moment de l'attaque sur les organisations religieuses. Préalablement le statut social des serviteurs du culte dans la société soviétique porta le caractère de la conjoncture politique. Dans les actes législatifs on prévoyait des restrictions de droits pour les groupes de la population appartenant aux anciennes classes d'exploiteurs. Au même titre que les personnes qui avaient recouru au salariat afin d'en tirer profit, et qui vivaient sur les revenus des rentes, des anciens employés et des agents de la police du tsar, les serviteurs du culte de toutes les confessions étaient privés des droits politiques[201].

Après la guerre civile, les restrictions introduites dans les gouvernements centraux de la Russie ont été appliquées au clergé du Kazakhstan. Déjà en 1923, dans les *ouiezds* Aqtobe, Temir, Yrghyz, 0,5% de la population adulte était privée de droits lors de l'enregistrement des communautés religieuses[202].

Le clergé du Kazakhstan est devenu officiellement un groupe socialement dangereux. Le statut social était primordial dans le sort de l'homme soviétique. Une fois qu'un individu était inscrit sur la liste noire, il perdait ses droits, ne pouvait pas élire et être élu dans les soviets, était passible des travaux forcés. On pouvait le licencier du lieu du travail, le déporter avec sa famille, le taxer d'impôts exagérés, dans les années 1930 il était privé des cartes d'alimentation et ses enfants étaient exclus des écoles.

Les imams, en principe, n'étaient pas les adversaires politiques des Bolcheviks et ne pouvaient pas être considérés comme « les ennemis du peuple ». Mais à travers la propagande antireligieuse dans les mass-médias on insinuait à la société que les organisations religieuses constituaient une force contrerévolutionnaire et que le clergé était l'ennemi du régime kolkhoz. De fausses idées sur la religion et le clergé considéré sous les appellations d'« ennemis du peuple », « bandes contrerévolutionnaires », « pseudo prêtres » ont été introduites dans la conscience populaire.

Le peuple n'a pas lancé d'appels contre le clergé. Les serviteurs du culte jouissaient encore de leur autorité parmi les gens, et ils étaient élus dans les soviets. Dans les congrès de 1923 et 1926, le clergé s'est adressé au gouvernement en demandant de lui accorder des droits civils et politiques, mais cela en vain.

---

[200] MUXTAROVA G., op.cit., p.110
[201] La base normative qui a servi à ce règlement l'article 65 de la Constitution de la RSFSR de 1918, l'article 69 de la Constitution de la RSFSR de 1925
[202] MUXTAROVA G., op.cit., p.111

Avec la réalisation de la lutte des classes dans la société kazakhe, de la politique du « Petit octobre », le clergé musulman a été évincé de la vie sociale. Cela s'est réalisé pendant les réélections des soviets en 1927, lorsque les *bays* et les *ichans* ont été chassés. Dans la période entre 1928 et 1940, indépendamment de leur degré de loyauté et de collaboration avec les pouvoirs les religieux, ils ont subi les conséquences de l'opération d'élimination totale du clergé.

La lutte antireligieuse à nui à la situation du clergé kazakh. La perquisition des édifices du culte était suivie par la persécution du clergé et des croyants. Les instructions des sommités ont laissé les mains libres aux organes du parti, l'OGPU et même aux représentants des soviets à la campagne. Les mesures répressives comme le doublement des taxes, les paiements illégitimes, les services énergétiques excessifs, la confiscation des biens ont été appliqués. Les organes des affaires intérieures les persécutaient par l'expulsion immédiate, la détention dans les établissements de redressement, la déportation.

Après la fermeture des mosquées, la résistance des mollahs a été considérée comme un crime d'Etat et punie par la privation de liberté de 5 à 10 ans, avec incarcération dans les camps. Il est difficile de définir le nombre des mollahs du Kazakhstan persécutés pour une raison ou pour une autre. Le *muftiyat* indépendant n'était pas crée, les statistiques des religieux étaient faibles. Les registres tenus dans les *muhtasibats* kazakhs étaient anéantis avec l'interdiction de l'alphabet arabe. Les mollahs-mêmes les cachaient et les brûlaient pour dissimuler les informations sur leurs enfants et parents.

Les résultats du recensement de la population de l'URSS de 1926, 1937 et 1939 ne contiennent pas de renseignements sur le nombre de religieux, car ils faisaient partie des personnes exerçant les professions libérales ou du groupe des éléments non-travaillants. Il faut prendre en compte le fait que les imams et les mollahs ont subi des répressions pendant la confiscation et la collectivisation, pour résistance aux mesures du gouvernement et participation aux insurrections populaires. Dans les listes publiées sur la réhabilitation des habitants persécutés dans la RSSAK illégalement, il n'y a pas d'indication de titre religieux.

Les instructions préalables dévoilent tout le drame de la situation dans laquelle les gens se sont retrouvés. Leurs fonctions n'étaient pas indiquées dans les affaires judiciaires, les acquittements des accusés n'avaient pas de sens. La plupart d'entre eux ne savait pas le russe, la langue officielle en justice. Les arguments des individus arrêtés étaient ignorés. Les aveux des accusés étaient forcés et les récits étaient écrits sous le diktat du juge d'instruction.

Le destin des familles et des enfants des religieux n'était pas simple. A l'école on les pourchassait comme enfants des ennemis du peuple.

La situation du culte musulman en URSS était catastrophique. En 1926 il y avait 153 *muhtasibats* dans la compétence de la Direction spirituelle. De 153 imams, en 1931, 34 étaient en exil, 23 dans les prisons, 24 démissionnés 3 morts et la situation des 57 imams était non-connue. Seulement 7 sont restés à leur poste dont 3 au Kazakhstan. Dans le cas où les croyants élisaient de nouveaux imams, ces derniers étaient persécutés. De 35 élus, 9 ont été envoyés en exil, 7 en prison, 4 démissionnés, 1 mort et 11 ont une situation inconnue[203].

« Envoyé en l'exil » voulait dire une condamnation selon l'article 58 du code pénal de la RSFSR- la propagande antisoviétique et l'utilisation des préjugés religieux pour le renversement du pouvoir soviétique, les mollahs avec leurs familles étaient déportés dans d'autres régions de la république ou en Sibérie orientale. En 1937 selon cet article ils étaient condamnés à être fusillés. Les notes comme « la situation inconnue » pouvait signifier que les mollahs étaient condamnés mais la direction ne possédait pas d'information sur eux ou bien les religieux quittaient le pays par peur des persécutions.

Le gouvernement était sourd aux demandes légales des musulmans. En 1929-1933 l'organisation des congrès a été annulée. Pratiquement, des correspondances de la Direction spirituelle prévenaient le gouvernement que les organisations religieuses musulmanes en URSS n'existaient plus. L'activité de la DSCM a pris fin, les liens confessionnels se sont rompus. Dès 1931 la maison d'édition de la Direction a arrêté son activité. Son rédacteur Tardjimanov était accusé en 1936 d'activité contrerévolutionnaire et a été fusillé.

Dans la politique religieuse, il y avait beaucoup d'hypocrisie. Ainsi dans les moments importants, la tactique de gouvernement changeait. La veille de l'adoption de la nouvelle Constitution de l'URSS (5 décembre 1936) Staline a voulu apaiser les croyants. Il a apporté des corrections dans le projet, en rayant dans l'article 124 le règlement sur l'interdiction d'exercer les rites religieux, de l'article 135 il a enlevé le règlement sur la privation ou limitation des droits de vote aux serviteurs de culte et des anciens gardes-blancs[204].

En 1936, au moment de la préparation de la nouvelle Constitution, les publications de son projet ont régénéré l'espoir du peuple pour la résolution du conflit public. Faisant référence à la nouvelle Constitution, les croyants, révoltés du grand nombre des bâtiments vides non utilisés par le pouvoir, demandaient la réouverture des édifices de culte, fermés peu avant, ou même demandaient l'autorisation de faire la prière dans les maisons.

Le 5 décembre la nouvelle Constitution était adoptée au VIIIème congrès extraordinaire des soviets. On proclamait l'égalité de tous les citoyens y compris des

[203] MUXTAROVA G., op.cit, p.116
[204] Idem, p.119

religieux. Cette constitution n'autorisait plus la liberté de la propagande religieuse mais seulement la liberté d'exercer les cultes religieux.

Durant la période entre le 28 juin et le 20 octobre 1937, 51 décrets ont été adoptés, tous parlaient des éléments antisoviétiques. Au cours de la période de la préparation pour les élections au Conseil suprême en 1938, le gouvernement a utilisé la propagande comme une action démocratique du pouvoir soviétique. Il n'a pas permis au clergé de voter. Désormais les répressions n'étaient pas limitées par le tribunal supérieur de l'URSS, des justices régionales mais aussi « la justice de 2 et de 3 personnes » est entrée en vigueur. Les services répressifs extrajudiciaires ont été crées sur les ordres du NKVD en 1935-1937.

En 1938, tout le personnel de la DSCM était arrêté. Les archives sur l'histoire des peuples musulmans depuis 1788, le recueil des registres depuis 1823, la bibliothèque en arabe, persan et turco-tatar était brûlée. La direction avait prié de ne pas la brûler vu la valeur des archives mais de la transférer aux archives d'Etat à Moscou, mais en vain.

Durant les années qui ont précédé la guerre, lorsque la situation dans le pays était sombre, les accusations de la religiosité étaient identiques aux crimes politiques, et suivies par l'arrestation ou le peloton d'exécution. Les personnes arrêtées étaient accusées d'activité antisoviétique, de nationalisme, d'appartenance au parti Alaş, de panislamisme, de panturquisme, voir d'espionnage en faveur du Japon etc. Vers 1940, les serviteurs du culte vivants se sont retrouvés en grande majorité dans les camps et les prisons. Non seulement les mollahs mais aussi les personnes âgées qui faisaient bénévolement les services et les rites religieux étaient l'objet de persécutions.

La commission du CC du PCUS a étudié, au XXème congrès, le grand nombre d'archives du NKVD et d'autres documents, et elle a établi plusieurs faits de falsification des affaires, et de fausses accusations. En 6 ans, de 1935 à 1940, en URSS seulement, sous l'accusation d'activité antisoviétique, 1 980 635 personnes ont été arrêtées dont 688 503 fusillées[205].

En ce qui concerne le clergé musulman de l'URSS, il y a des informations diverses. Selon les uns plus de 30 mille selon les autres entre 40 et 50 mille religieux sont morts.

Les gens continuaient a faire leurs rites religieux, respectaient le jeûne, faisaient la prière, organisaient les funérailles et les mariages, la circoncision. Car, une fois les représentants du clergé arrêtés, la pratique religieuse libre a dominé. Les mollahs ambulants, les *baqsı*[206] qui remplaçaient les mollahs faisaient la propagande.

[205] MUXTAROVA G., op.cit, p.122
[206] Guerrısseur populaire, chaman

Conclusion

Donc, la période entre 1928-1942, une attaque massive a cherché à supprimer l'islam, ses institutions et le clergé au Kazakhstan. Au moment de l'avènement du régime totalitaire, l'oppression et l'élimination de l'idéologie musulmane était l'essentiel de la politique d'Etat envers les peuples musulmans en URSS.

Les valeurs de l'islam, qui étaient bien présentes chez les Kazakhs et qui s'exprimaient dans leurs actions collectives, étaient un obstacle infranchissable pour la domination de l'idéologie bolchevik qui avait légitimé le PCR au pouvoir. Malgré l'injustice de la vie quotidienne, les Kazakhs musulmans n'acceptaient pas la lutte des classes comme résolution des contradictions socio-politiques et économiques.

Toutes les sources de l'Etat – l'appareil du parti, la législation sur la religion, le code pénal, les organes extraordinaires, les commissions aux affaires religieuses – sont devenues les bases importantes de la politique de lutte des classes contre l'islam.

La Commission antireligieuse et l'Union des athées militants visaient à scinder l'unité de la société musulmane et déplaçaient la situation socio-politique autour de l'islam et formaient l'image de l'ennemi de classe en la personne des représentants de l'élite nationale et du clergé musulman. Leur activité militante favorisa en partie la formation des groupes sociaux qui soutenaient la lutte antireligieuse et étaient intéressés à maintenir cette lutte. L'implantation de l'athéisme a engendré un drame profond dans la conscience de plusieurs générations des Kazakhs et a conditionné la contradiction de leur conduite sociale.

La lutte antireligieuse s'est superposée aux processus socio-économiques et politiques de cette époque, ce qui a aiguisé le conflit entre l'Etat et les croyants.

Dans les années 1928-1940 le peuple kazakh a subi des épreuves difficiles. La construction du socialisme a diminué les droits socio-économiques, religieux, culturels et civils du peuple soviétique. La résistance et la protestation étaient réprimées tandis que la famine et la mort en masse ont contraint les survivants à l'obéissance aux diktats de l'Etat.

La lutte antireligieuse visant l'élimination de la religion a fait un dégât irréparable dans la culture religieuse du peuple kazakh. L'interdiction des organisations musulmanes, la persécution et la suppression des mollahs et des imams, la fermeture des mosquées ont détruit la base de la mobilisation de l'islam au Kazakhstan. Les musulmans étaient privés de toute indépendance économique ce qui a rendu impossible de respecter un des piliers de l'islam, la zakat.

L'islam au Kazakhstan était démuni de toute fonction de régénération. L'interdiction de l'éducation religieuse, le changement de l'alphabet, puis l'extermination de la littérature musulmane ont limité brusquement le champ intellectuel de l'islam et ont privé la population de son soutien spirituel. En même temps avec la lutte contre l'islam, l'héritage national et culturel des Kazakhs a été anéanti, les traditions et les us et coutumes populaires ont été déformés.

Avec les répressions, l'islam théologique a été évincé. Les interdictions mises sur la vie spirituelle libre ont amené à l'appauvrissement du contenu intellectuel de la foi et à l'érosion de la conscience religieuse des croyants. Tout cela a fait que les positions de l'islam ont été affaiblies.

Le peuple était privé des objets de la culture spirituelle et matérielle. Les édifices de culte, les monuments historiques et culturels ont été détruits, pendant les décennies il n'a pas eu la possibilité de les rétablir. A cause des pertes irremplaçables, le mode de vie de la société traditionnelle a été détruit. Les méthodes de terreur antireligieuse dépassaient non seulement les lois mais aussi les normes humaines. Le peuple se dégradait moralement, déchirés par la lutte des classes. Les principes de la morale ne sont pas devenus les normes de la conduite dans la société soviétique. L'alcoolisme et les incivilités se sont diffusés parmi les musulmans.

Mais l'islam était resté aux tréfonds du peuple, il s'exprimait par les traditions familiales, il était donc difficile de l'éliminer. La pratique religieuse a pris un caractère spontané. Les rites religieux principaux ont été organisés mais en cachette, même à la campagne.

La conscience civile et les initiatives du peuple kazakh ont été réprimées durant les années de la lutte antireligieuse. Les dogmes, les normes et les traditions musulmanes étaient à la base de la conscience publique des Kazakhs ; c'est pour cela qu'en 1917 ils ont recouru à ces valeurs comme perspective du développement et ont essayé de les réaliser.

L'oppression de l'activité du peuple ayant limité la liberté de conscience, cette période se caractérise par le passage de l'idéologie active des citoyens à l'obéissance passive, vers les années 1940. Les Kazakhs en quelques dizaines d'années soviétiques sont passés de l'espérance optimiste à la compréhension de toute l'horreur d'un génocide et à la suppression de la société kazakhe traditionnelle.

3.3. Tactique des autorités vis-à-vis de l'islam dans les années 1940- 1960

3.3.1. La Deuxième Guerre mondiale et le changement de l'orientation religieuse

La Deuxième Guerre mondiale a constitué une dure épreuve pour le système sociopolitique et la société multiconfessionnelle de l'Union soviétique. Elle a démasqué les erreurs politiques de l'Etat en ce qui concerne sa politique envers la religion. Les illusions sur l'élimination générale de celle-ci, sur la victoire du mouvement athée, ont été dissipées. Tandis que des millions des croyants étaient privés de leur droit à la liberté d'expression, des milliers des religieux étaient physiquement supprimés ou emprisonnés.

Un an seulement après le début de la guerre, lorsque l'importance politique de la question confessionnelle apparaît évidente, les pouvoirs du pays modifient leur attitude envers la religion. C'est la politique du commandement allemand qui a suscité ses inquiétudes, car il estimait bien les facteurs de multinationalité et de multiconfessionnalité de l'URSS comme stratégiquement importants pour la réussite de l'opération militaire.

L'adversaire dans ses aspirations de conquêtes se tenait compte du passé historique et du présent de la Russie. Les conquêtes impitoyables des populations allogènes, l'écrasement des mouvements libérateurs, la politique russificatrice du tsarisme et puis les répressions des Bolcheviks ont provoqué des blessures profondes chez les adeptes de toutes les religions, et ont donné des espoirs à Hitler et à son entourage dans la justesse de sa tactique par rapport aux peuples soviétiques. Bien que Staline ait essayé de cacher l'ampleur et les conséquences des répressions antireligieuses, tout le monde était au courant de tout cela. La Wehrmacht planifiait la guerre éclair contre l'URSS et l'annonce de la liberté de culte. Cela devait amplifier les contradictions interethniques et dresser les communautés religieuses contre le pouvoir soviétique, où l'Etat devait se dissoudre tout seul. Un espoir spécifique reposait sur les populations musulmanes, plus nombreuses et plus touchées par les désastres soviétiques.

Adolphe Hitler en personne s'occupait des questions confessionnelles et les considérait importantes dans le fait de « diriger les peuples soumis ». En juillet 1941, par un ordre secret, il interdit d'organiser les mesures répressives contre l'Eglise dans les territoires occupés. En essayant d'utiliser au maximum les fautes des Bolcheviks, les pouvoirs allemands ont gagné les premiers mois de guerre. Sur les territoires occupés de la Bessarabie, Bucovine, Ukraine occidentale et Biélorussie occidentale, les paroisses des églises ont été restaurées.

Peu avant la guerre, le pouvoir du Patriarcat de Moscou a été installé de force sur ces territoires, le Patriarcat rétablie dans ce but. Mais les initiatives actives des Allemands depuis le début des opérations militaires ont nui aux essais de l'influence confessionnelle de Moscou.[207] Dans un but idéologique, l'Allemagne a bien profité de l'esprit opposant des masses croyantes. Ainsi, avec l'arrivée des autorités d'occupation, les communautés gréco-catholiques et uniates des pays Baltes, de l'Ouest de l'Ukraine et de la Biélorussie ont annoncé le souhait de former des organisations religieuses autocéphales et de rétablir les liens confessionnels avec le Vatican. Les occupants ont soutenu leur initiative et ont mis au courant tout le monde.

La même politique religieuse libérale a été appliquée dans la Crimée et dans le Caucase du Nord. Au mois de juillet 1942, le commandant de groupe de l'armée « A » feld-maréchal Von List qui a occupé le Caucase du Nord, a édité un ordre, où il a spécialement souligné la permission d'ouvrir de nouveau les maisons de prière, de célébrer les rites, d'organiser l'éducation religieuse et de respecter les traditions.

Les autorités allemandes soulignaient leur respect pour les musulmans, demandaient aux religieux de la Crimée de prier pour Hitler. Pendant l'occupation de la Crimée, les comités musulmans ont été créés, les mosquées et les fêtes religieuses ont été rétablies. Le journal « Azat Qırım » a vu le jour : Hitler y était qualifié de « libérateur et protecteur de l'islam ». La bienveillance des pouvoirs d'occupation a donné un certain espoir aux Tatars de Crimée. Le mufti supérieur de la Palestine Amin al-Hussein a recommandé instamment au commandement de l'Allemagne de créer le *muftiyat* de la Crimée, qui pourrait devenir le pôle d'attraction de tous les musulmans soviétiques. Mais la proposition est restée sans suite.

Quant au Caucase du Nord, il y avait 5 journaux qui étaient publiés. Un d'eux s'appelait symboliquement « Ghazawat » et menait une propagande efficace parmi les guerriers des formations militaires musulmanes. L'épigraphe de « Ghazawat » était « Allah est au-dessus de nous, Hitler est à côté de nous ». Les Allemandes ont réussi de transférer la littérature religieuse dans les territoires non-occupés, en particulier l'édition du Coran au Daghestan. Les mollahs collaborateurs ont proclamé Hitler comme « grand imam du Caucase ». C'est dans cette courte période de l'occupation que la régénération de l'islam a eu lieu.

Le commandement allemand avait des projets précis pour les musulmans. Bien avant la guerre, il avait élaboré un plan de division de l'URSS en provinces germanisées du

[207] MUXTAROVA G., op.cit., p.128

Troisième Reich, qui devaient récompenser la Finlande, la Hongrie et la Roumanie pour leur participation à la guerre à côté de l'Allemagne, et en régions administrées à des degrés diverses de dépendance à l'Allemagne. Selon ce plan-là, les régions septentrionales et orientales du Kazakhstan devraient faire partie des régions industrielles Qaraghandy, Kouznetsk et Novossibirsk.

Au point culminant de la bataille de Stalingrad, ont vu le jour de nouveaux projets concernant les régions de l'Ouest et du Sud du Kazakhstan, ainsi que quelques changements du plan « Ost » par rapport aux régions de la Volga, Oural et Asie centrale. L'utilisation du facteur musulman pour le renforcement des forces d'occupation y était citée. La preuve est le fameux « Dossier vert » et « Directives de gestion de l'économie dans les régions nouvellement occupées » préparés à Berlin à l'automne 1942. Dans ces projets, se trouvait l'idée de la création des Etats musulmans « Idel-Oural » (Tatarstan, Bachkortostan, régions Orenbourg, Astrakhan, les régions occidentales du Kazakhstan) et « Grand Turkestan » (Asie centrale, le Sud du Kazakhstan). Pour leur direction, les Allemands prévoyaient la fondation du comité national musulman et un gouvernement fantoche avec à sa tête Abdrakhman Chafi-Almas, un Tatar et Vali Qayum-khan, un Ouzbek.[208]

L'avancement des projets de partage des terres autour de la Volga coïncidait avec les efforts de créer des formations militaires nationalistes dans le milieu des prisonniers de guerre d'origine musulmane. Dans ce but, les nazis ont modifié le traitement des prisonniers de guerre des républiques orientales soviétiques. Au début de la guerre, l'ordre « sur les commissaires » a été donné au commandement allemand d'enjoindre l'extermination totale des prisonniers musulmans avec les fonctionnaires de l'Armée rouge et les Juifs. Au début de 1942, il a transféré les musulmans dans des camps spéciaux avec une alimentation et un régime de détention améliorés, où ils subissaient un traitement idéologique.

Le service de renseignements allemand incitait les Musulmans à la collaboration ceci parmi les prisonniers et les émigrés comme le Kazakh Mustafa Şoqay, les Tatars Gayaz Ishaqi, Mousa Djalil, l'Azerbaidjanais M. Rasul-zade, le Tatar de Crimée D. Seydahmet. Il a pris en considération que Mustafa Şoqay était déjà le premier ministre de l'autonomie du Turkestan, Seydahmet -le ministre des affaires intérieures du gouvernement tatar de Crimée, Rasul-zade- leadeur du mouvement libérateur national en Azerbaïdjan. On prévoyait d'utiliser leurs positions antisoviétiques dans la propagande religieuse allemande et dans l'organisation de la lutte militaire contre l'URSS. Mais ce fut en vain.

[208] MUXTAROVA G., op.cit, p. 130

Les tentations du commandement allemand d'opposer les formations des prisonniers soviétiques musulmans contre l'Armée rouge n'ont pas réussi non plus. Les « Légion du Turkestan » et « Idel-Volga » n'étaient pas employés dans les actions militaires contre les armées soviétiques puisque le commandement se méfiait d'eux. Lorsqu'il a confié aux musulmans le service d'occupation en Yougoslavie et en France, la plupart de ces guerriers sont passés du côté des partisans locaux.

La question ethnoconfessionnelle ainsi élaborée et ses conséquences : le développement religieux sur les terres occupées a fait que la direction soviétique a revu son attitude envers la religion en URSS. Avec retard, les autorités ont compris l'importance du facteur religieux en 1943. Il est évident qu'il y avait là une sous-estimation du potentiel spirituel des soviétiques.

Avant tout, le changement de la position des autorités était dicté par le souhait d'éliminer les préjugés concernant la politique religieuse en URSS dans les pays alliés et de prendre l'ascendant sur les forces antifascistes à l'étranger. Les demandes des alliés sur la concession de la liberté de culte aux citoyens soviétiques étaient aussi persistantes. Prenant en compte les intérêts politiques extérieurs, Staline a démontré sa position libérale envers la religion. Le rôle du facteur religieux n'a pas été uniquement incité par les positions des alliés. Dès le printemps 1943, après la victoire dans la bataille de Stalingrad, lorsque la fin de la guerre était claire, Staline élabore une nouvelle stratégie dans sa politique extérieure. Les problèmes internationaux de la phase finale de la Deuxième guerre mondiale, la nouvelle situation géopolitique en Europe après la guerre ont offert de larges perspectives aux autorités soviétiques pour l'établissement et le renforcement de l'influence du socialisme sur l'arène internationale. Le refus de la politique antireligieuse devait présenter l'URSS comme un pays libre et démocratique.

Les institutions religieuses ont obtenu un rôle important dans les projets de domination de la puissance soviétique. Le 5 juin 1943 Staline a signé un arrêté secret du Comité de la Défense d'Etat intitulé « L'entérinement des mesures sur l'amélioration du travail des organes de renseignements de l'URSS à l'étranger », où les organisations religieuses, pour la première fois, étaient considérées comme la sphère d'intérêt de service de renseignements extérieurs soviétique. Il s'agissait de l'Eglise orthodoxe russe comme outil d'opposition à l'Eglise catholique qui essayait de garder son influence dans l'Ouest de l'URSS même après la guerre. C'est à ce moment-là que la décision de normaliser les relations avec les institutions religieuses est mûrie.

L'accomplissement institutionnel de la nouvelle orientation demandait l'établissement d'un organe spécial dans le domaine de la régulation des relations entre l'Etat et la religion. La Commission permanente des affaires des cultes, qui exerçait cette fonction, avait été dissoute en 1938. Il ne restait qu'une structure administrative - la section spéciale « des églises » du NKVD qui agissait en fonction du principe que la religion est « l'ennemi du socialisme et du régime soviétique » et que le clergé est « une force contrerévolutionnaire évidente ou cachée ». Avec le début de la guerre, le recueil des informations sur la situation religieuse dans les territoires occupés et le renseignement du gouvernement et des organes du parti sont entrés dans les compétences de cette section.

Le changement d'orientation politique a fait que les pouvoirs soviétiques avaient pour objectif de rétablir les organisations religieuses, mais la nécessité d'un organe civil dans le domaine religieux n'a pas été comprise de suite. Primordialement, il avait été décidé que le Commissariat du peuple à la sécurité de l'Etat de l'URSS (NKGB), crée en avril 1943, devait s'occuper du rétablissement des organisations religieuses. Le choix a consisté à maintenir les traditions politiques des années 1930 par rapport à la religion, la mentalité répressive ne changeait guère. Même les représentants des religions ont conçu le NKGB comme l'héritier de l'OGPU et du NKVD, qui n'avaient pas d'expérience du travail constructif, à part la répression et la liquidation du clergé et des croyants.

Peu après, il a paru évident qu'il fallait sortir les organisations religieuses du contrôle des services spéciaux et former une structure civile. Les organes de sécurité ont été épargnés.

Selon l'ordre de Staline, en 1943, un organe spécial à l'intérieur du Conseil des commissaires du peuple (CCP) de l'URSS a été créé : le Conseil des affaires de l'Eglise orthodoxe russe. G. Karpov l'a dirigé. Le 19 mai 1944 un deuxième conseil a été créé pour les religions autres que l'orthodoxie ; et c'est I. Polânskij qui a été placé à sa tête.[209]

Les conseils se chargeaient de l'étude préalable des questions relatives à la religion, de l'élaboration des projets, des actes et des décrets juridiques, du renseignement à temps du gouvernement sur la situation des confessions, de la statistique générale des organisations religieuses, des bâtiments de culte, du clergé et de la rédaction des communiqués statistiques.

La nomination de Karpov et de Polânskij aux postes de représentants des conseils n'était pas un pur hasard. Si Karpov dirigeait la lutte avec « la contre-révolution de l'Eglise et des sectes », Polânskij travaillant à la fin des années 1920 dans les organes du NKVD, s'occupait directement du contrôle de l'activité des organisations religieuses. Les officiers du

[209] MUXTAROVA G., op.cit, p. 133

NKVD qui avaient été chargés de la liquidation des instituts religieux, désormais devaient les rétablir. Dans les années 1940-1950 la plupart du personnel des Conseils était complété des officiers de la sécurité de l'Etat. Le domaine religieux était donc sorti de ses compétences seulement en apparence.

Dans les républiques et en province, ont été instaurés des postes de délégués du Conseil. Au Kazakhstan cela a commencé en 1945. Le délégué du Conseil des cultes religieux (CCR) au Kazakhstan était N. Säbïtov. La première difficulté rencontrée était le manque de cadres qualifiés dans le domaine de la gestion religieuse – conséquence logique de la politique antérieure. Dans la plupart des cas, ont été nommées des personnes âgées qui finissaient leur carrière dans le parti.

Officiellement, les CCR et les mandataires s'orientaient vers la régulation des rapports entre le gouvernement et les organisations religieuses. Dans la période entre 1944 et 1948, ils s'occupaient du rétablissement des organisations religieuses, prenaient les demandes d'enregistrement des communautés, du clergé et de la restitution des édifices de culte. Ils soutenaient les demandes liées à « la renaissance religieuse », l'ouverture des édifices de culte et des écoles d'enseignement religieux, la restitution des mausolées des saints, l'organisation du pèlerinage à l'étranger, des congrès confessionnels. Mais la décision de ces questions n'était pas prise de manière indépendante dans la république, il fallait envoyer les documents à Moscou. Ainsi le poste des délégués au Kazakhstan reflétait le double système du contrôle des organisations religieuses.

Les délégués mêmes restaient sous contrôle et, vu leur incompétence dans les questions de religion, dans les discussions avec les représentants de religion, ils avaient du mal à prendre quelque décision que ce fût ; à chaque fois ils s'adressaient à Moscou pour obtenir explications, autorisation etc. Säbïtov, le délégué du CCR pour le contrôle des communautés musulmanes a couru à l'aide des muftis Şamsutdïnov et Twğanbayev.

Dans les années 1950, la position du CCR s'est endurcie ; il s'est transformé en organe (étatique) de contrôle strict et de surveillance sur la vie des croyants. Il exerçait une pression sur ses délégués, exigeait des rapports détaillés du nombre de rites organisées et des moyens collectés. Enfin de compte, c'est l'approche bureaucratique qui avait dominé. La soumission directe des délégués du Conseil central, dont à son tour l'activité était réglée par les décrets du parti, montre que les organisations religieuses étaient libres en apparence.

La création du Conseil des cultes religieux est un cas unique dans les conditions de guerre, puisque ces organisations n'avaient pas de rapport direct avec les manœuvres

militaires. Mais comme tous les organes de cette époque, elles étaient fondées par nécessité politique. Autrement le recul sur le plan religieux ne se serait pas produit.

L'utilité du rétablissement des institutions religieuses était évidente. Dans le cadre de la nouvelle orientation, la politique de « centralisation des cultes religieux », était effectuée, autrement dit les directions spirituelles dissoutes auparavant ont été mises en fonction. En 1943, par la décision du gouvernement, la Direction spirituelle des musulmans d'Asie centrale et du Kazakhstan (DSMAC) avec son siège à Tachkent, celle du Caucase du Nord (DSMCN) à Bouynaksk (Daghestan) et de la Transcaucasie (DSMC) à Bakou étaient fondées. L'activité de la Direction spirituelle des musulmans de la partie européenne de la Russie et de la Sibérie (DSMES) à Oufa a repris également du service. Avant octobre 1917 en Russie, il y avait 4 *muftiyats* : l'Assemblée spirituelle des musulmans à Orenbourg, *Muftiyat* Taurique, Directions sunnite et chiite des musulmans de la Transcaucasie. [210]

L'ouverture des Directions spirituelles des musulmans en pleine guerre sur le Front oriental n'était pas un hasard. Les autorités soviétiques étaient au courant des plans ambitieux d'Hitler pour la percée à travers le Caucase vers le Moyen-Orient et l'Asie centrale. C'est pour cette raison que la création des *muftiyats* en URSS a été proclamée dans la presse étrangère.

Les décrets élaborés sur les Directions musulmanes portaient un caractère restrictif. Chacun de 4 *muftiytas* exerçait un pouvoir sur une région définie, les déplacements et la correspondance du clergé sans l'autorisation de SRK étaient catégoriquement interdits. Chaque *muftiyat* avait sa langue officielle : DSMAC- l'arabe, DSMES- le tatar, DSMCN- le russe, DSMC- l'azéri. La différenciation des langues continuait la ligne politique des années 1930, lorsque les réformes des langues avaient été effectuées de telle façon que la différence entre les peuples turcophones se renforce et pour empêcher l'échange intellectuel, spirituel et culturel entre les musulmans de l'URSS. Tout cela avait conduit à l'isolement ultérieur des croyants. La méfiance politique envers l'islam a été en vigueur.

L'activité religieuse en URSS avec les créations des Directions spirituelles était légalisée en 1943. Le rôle des *muftiyats* était vu par le gouvernement comme la fondation des centres administratifs religieux avec qui SRK pourrait entrer en contact direct.

Les *muftiyats* avaient des fonctions de contrôle d'enregistrement des communautés et des mosquées. Les Directions spirituelles devaient fournir les renseignements aux pouvoirs sur tout ce qui se passait dans la société de point de vue religieux. Par la suite, la DSMAC

[210] MUXTAROVA G., op.cit, p. 136

dans ses innombrables fatwas reflétait les décisions du Comité central du Parti Communiste de l'Union Soviétique et de SRK, limitant les fonctions de l'islam. Toutes les mesures prévues par le gouvernement visaient à la restriction de la sphère d'influence des organisations religieuses, à la limitation de l'activité du clergé par la législation. En effet, les structures officielles existantes du clergé musulman étaient sous le contrôle de l'Etat et représentaient un des éléments du contrôle administratif et bureaucratique, celui-ci est apparu dans le domaine religieux après la guerre. Les *muftiyats* dès leur création au début des années quarante ont été constitués des membres du clergé contrôlés par les organes. Ils tenaient une position conformiste, acceptaient la possibilité de l'existence libre et du développement de la communauté musulmane dans l'Etat athée et reconnaissaient son droit de gestion. Il n'est pas étonnant que la fonction de mufti de la DSMAC soit devenue héréditaire. C'est Babakhan Abdoul Medjidkhanov qui dirigea la DSMAC entre 1943-1952, tandis qu'au cours de la période 1952-1982, c'est son fils Ziyaouddin Babakhanov, puis en 1982 son petit-fils Chamsouddin Babakhanov qui prend sa place. En 1989 ce dernier a été chassé de ce poste par le clergé ouzbèk.

En 1946 les musulmans du Kazakhstan étaient représentés dans la DSMAC par Ğabdulğafar Şamsutdinov, l'imam de la mosquée d'Almaty et Şärip Twğanbayev. Les années suivantes il y avait 2-3 représentants du Kazakhstan-*qazı*.

Ce tournant en faveur de la religion et des croyants a permis la libération des serviteurs du culte des prisons et des camps. Pour gagner la confiance des millions de croyants, le PCR a renoncé à sa politique d'attaque antireligieuse frontale. En 1943, l'activité de la Ligue des militants athées a été arrêtée, et en 1948 l'organisation a été complètement dissoute.

La propagande antireligieuse militante a semé la discorde dans la société. Surtout elle était liée au début de la guerre. Ainsi la Ligue du Kazakhstan a commencé son travail en 1941 au sein du projet « Adoption du travail antireligieux à la manière militaire ». Toute l'activité des militants portait le caractère formel, les rapports contenaient des informations sur le nombre de cours lus, des présents. A partir de 1943 l'activité de la Ligue au Kazakhstan diminue à cause de manque de ressources pour l'entretenir.

Après la guerre, quelques concessions législatives ont été faites. En août 1945, le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS a pris un décret secret qui a octroyé aux organes exécutifs des organisations religieuses « les droits de la personne juridique limitée ». Ces droits concernaient l'achat des moyens de transport, le bail, la construction et l'acquisition des édifices pour les besoins religieux, la fabrication des objets de culte et leur

vente aux croyants. Au début, les concessions des biens étaient faites pour l'Eglise orthodoxe russe. Pour d'autres confessions, c'est le décret du 28 août 1946 « Sur les édifices de culte religieux » qui a eu plus d'importance : il préconisait qu'il était interdit de fermer les édifices de culte sans l'autorisation du Conseil.

Les idéologues du parti ont revu les formes d'influence sur les croyants, en apportant des correctifs à leurs activités antireligieuses. Bien que restant fermes sur leurs positions d'athéisme, ils ont arrêté les campagnes antireligieuses.

Cependant, l'encadrement juridique de la nouvelle attitude envers la religion était contradictoire. Les changements des relations entre l'Etat et la religion nécessitaient des arguments juridiques. La nouvelle orientation dépassait les cadres du décret précédent « Sur les associations religieuses » de 8 avril 1929. De plus, il avait force juridique sur le territoire de la Fédération de la Russie et n'était pas appliqué sur tout le territoire de l'URSS.

Pendant la Deuxième guerre mondiale, les pouvoirs se guidaient sur le décret mais une partie des règlements était corrigée. Les concessions et les autorisations étaient admises, elles s'étaient basées sur les règlements, les décrets et les circulaires du gouvernement, les directives personnelles de Staline et de Molotov, pris pour chaque question concrète.

Ainsi, la commission a pris le décret 43, daté du 26 février 1945, qui libérait de la convocation au service militaire des serviteurs de culte. Ce décret était valable pour le clergé enregistré de toutes les confessions. La liste incluait les muftis et les mollahs parmi le clergé musulman. L'exemption était accordée sur l'attestation des délégués qui certifiaient l'appartenance du serviteur de culte conscrit à la société religieuse enregistrée. Au Kazakhstan il y en avait trentaine.

Le Présidium du Conseil supérieur de l'URSS a pris la décision du 30 avril 1943 d'imposer aux organisations religieuses un impôt maximal de 81%. [211] En 1946, un décret spécial a baissé la taxation du clergé, mais elle était encore plus élevée par rapport aux autres catégories des citoyens. Un seul point allégeant leur situation, était l'exemption de l'impôt sur le revenu des allocations pour le traitement données par les organisations religieuses une fois par an et qui ne dépassait pas le revenu mensuel.

Ainsi, les changements des rapports Etat-religion n'ont pas été revus au niveau législatif. Par le biais des directives administratives des autorités, les communautés religieuses ont obtenu des conditions supportables pour leur existence. En somme, la tactique de la prise

[211] MUXTAROVA G., op.cit, p. 140

de décisions au cas par cas signifiait l'immuabilité de la stratégie destinée à l'éradication de la religion.

Les relations se réorganisaient difficilement, et cela pas seulement au niveau des autorités. Le rétablissement de la religion contrevenait au principe des conceptions sociopolitiques qui avaient été imposées par la propagande dans l'opinion publique avant la guerre. Aucune explication concernant les changements dans la politique religieuse n'avait été donnée ni aux communistes de la ligne du parti ni à la société. Les secrétaires des organisations du parti n'avaient fait que deviner la cause de ces changements. Beaucoup de simples communistes ne comprenaient pas la nouvelle politique. La volte-face envers la religion, tout à fait inattendue, a jeté la confusion. La collaboration avec les organisations religieuses a provoqué un afflux de courrier au Comité central du PCR. Le contenu des lettres reflétait un désarroi profond dans la société soviétique. Même parmi les communistes le doute était semé sur la politique antireligieuse ou sur la nouvelle politique de l'Etat.

Les communistes sur place avaient du mal à s'habituer aux nouveaux rapports. Il y avait des cas où les représentants du pouvoir avaient initié eux-mêmes la collaboration. Ils travaillaient étroitement avec le clergé, les attirant dans les campagnes politiques, économiques, à la réalisation de l'obligation de l'emprunt d'Etat, à la collecte des moyens au Fonds de la défense et à d'autres types des travaux. A la fin de 1944, dans la région du Kazakhstan septentrional, on a appris que le rite musulman – la circoncision des adolescents et des enfants – avait pris de l'ampleur parmi la population kazakhe et tatare et que les mollahs avaient soutenu l'idée ouvertement. Ce qui est étonnant est que les membres du parti « les plus instables » et les Jeunesses communistes ont pris part aux rites religieux.

La situation religieuse, pour les autorités, a évolué de façon inattendue. Les communistes soutenant le rétablissement de la vie religieuse ont commencé à inquiéter les pouvoirs en place. C'est la raison pour laquelle le Comité central s'est mis à accuser certaines structures inférieures d'une attitude incorrecte par rapport aux serviteurs de culte, à avertir que la participation du clergé dans les campagnes est inadmissible. Dans certains endroits, les communistes, au vu de l'inertie du militantisme athée, ont persécuté le clergé et les croyants.

Les représentants du maillon de base, se trouvant directement parmi la population, ne pouvaient ignorer la situation lamentable du peuple et exercer les ordres sans parti pris. En 1946, les représentants des kolkhozes du Kazakhstan, sous l'insistance des masses, ont payé les journées du travail avant la date et plus que la norme fixée, ces journées coïncidant avec la fête musulmane *Oraza-ayt*. Les faits semblables étaient dévoilés partout. En 1946, 87

dirigeants dont 6 secrétaires de *raïkoms*[212] ont été poursuivis pour relâchement dans la vigilance politique.[213]

Toutes les mesures de l'Etat envers la religion étaient revêtues d'un caractère transactionnel. Le cours des événements suivants a montré que la libéralisation des rapports Etat-religion en URSS avait été dictée en majorité par les intérêts de la politique extérieure. Après la guerre, la sphère d'influence de l'URSS incluait les pays de la démocratie populaire, qui ont composé peu après le camp socialiste. La confrontation entre l'Occident et le bloc de l'Est s'est orientée sur les pays musulmans.

Prenant en compte que, dans le monde, il y avait 300 millions de musulmans, soit 1/6 de la population mondiale, la création des *muftiyats* en URSS avait pour objectif d'être largement proclamée dans les pays musulmans. C'est dans le même but que l'organisation des congrès des musulmans à Oufa, Tachkent et à Bakou a été autorisée. Polânskij a jugé utile de faire tourner un film sur les congrès des musulmans à Tachkent et à Bakou afin de le diffuser dans les pays du Moyen-Orient et de répandre ainsi une bonne image de l'islam en URSS.

Le comité central a élaboré des mesures pour faire intervenir les organisations religieuses de l'URSS dans la politique extérieure. En 1949, il était prévu d'organiser le Congrès de tous les musulmans en invitant des délégations musulmanes étrangères, dans l'espoir que le grand mufti de l'URSS rendrait visite aux pays étrangers participants. Les espoirs tournaient aussi autour du hajj rétabli en 1945.

Les Directions spirituelles musulmanes étaient considérées par les autorités avant tout comme un instrument de la politique extérieure de l'Etat. En effet, la diplomatie soviétique a renforcé son influence en Iran, Egypte, Arabie Saoudite, Inde, Albanie etc. Les leadeurs communistes construisaient des plans impérialistes qui se manifestent au cours de l'histoire soviétique comme « la révolution mondiale », « le camp socialiste ». Même s'ils reniaient le passé historique, ils véhiculaient des idées des Puissances, étant héritiers de l'Empire russe. D'autres traits impériaux marquaient l'élite soviétique du parti. Tous les chefs se cramponnaient compulsivement au pouvoir, personne ne l'a quitté volontairement.

L'analyse des causes intérieures et extérieures du recul de l'Etat dans la politique antireligieuse pendant la guerre montre ses intentions réelles. Les mesures et les actions préalables (la fondation de la structure civile pour la gestion des institutions religieuses, des Directions spirituelles), tout en s'orientant d'après l'opinion internationale, indiquaient les aspirations de Staline et de son entourage à utiliser le potentiel spirituel du pays dans les

[212] Comité des départements
[213] MUXTAROVA G., op.cit, p.143

intérêts de la politique extérieure de l'Etat. En particulier, ce changement s'est exprimé en confrontation dans les territoires occupés par l'Allemagne qui usait de propagande antisoviétique. Les pouvoirs cherchaient à gagner une réputation favorable dans les pays de la coalition antifasciste, en vue de renforcer les positions de l'URSS après la guerre. Il était important pour Staline de mettre les instituts religieux rétablis et les croyants sous un contrôle rigide, les soumettre à ses projets géopolitiques. Cette approche est restée valable même après la fin de la guerre.

Mis à part les plans impérialistes dans le changement de rapport envers la religion, il y avait des tendances conditionnées par la nature même de la structure de l'Etat soviétique. L'inéluctabilité d'un tournant vers la religion venait du caractère du régime politique. Le totalitarisme comme système politique pouvait exister seulement dans les conditions de la confrontation des forces publiques, d'où la recherche périodique « des ennemis du peuple » dans les années 1920-50. L'élite communiste peu nombreuse restait au pouvoir en balançant entre « les masses ouvrières » et « ses ennemis », et en excitant la lutte des classes dans la société. Pour cela, elle avait besoin d'un « objet » susceptible de provoquer l'opposition des classes.

La politique antireligieuse a voué les instituts religieux et le clergé à jouer ce rôle idéologique. La haine envers la religion et ses porteurs était imposée dans la société, les athées militants étaient ligués contre eux. La religion s'avérait indispensable comme élément du système totalitaire pour pouvoir, à n'importe quel moment, lorsque se produisaient des problèmes intérieurs graves, concentrer l'attention des forces intérieures sur la lutte, et ainsi les détourner des problèmes non-résolus.

Dans les conditions de l'instabilité du système, des réactions d'autorégulation apparaissent. Si une mesure connaissait un échec ou une forte résistance, le régime reculait. Par exemple, le contrôle de la vie privée pouvait diminuer afin de conserver les forces pour le contrôle strict sur la vie publique. Egalement la pression idéologique dans le domaine culturel pouvait être réduite pour garder la centralisation de la puissance économique et matérielle du régime.

Cette attitude du totalitarisme s'est manifestée pendant la guerre. La menace réelle extérieure provenant de l'Allemagne, et, en même temps, la confrontation avec les millions de croyants dans le pays auraient pu amener à la division dans les rangs du front militaire et ouvrier et même à la chute du régime dans le cas d'une déstabilisation de la situation en URSS. La libéralisation de la politique religieuse pour le fonctionnement correct du

totalitarisme était donc nécessaire. La pression sur la religion a été diminuée pour permettre l'existence même du régime.

Ce correctif peu remarquable a, au demeurant, conservé l'essentiel du principe d'athéisme du système. Pour les pouvoirs soviétiques les mesures prises n'étaient qu'une apparence de compréhension mutuelle. La collaboration avec les organisations religieuses consistait dans l'adaptation de l'Etat aux nouvelles conditions engendrées par la guerre, qui est devenu l'instrument de gestion de l'expression et de l'activité populaire. L'Etat se souciait moins des droits réels des citoyens : de la liberté d'expression. L'absence de la fixation juridique des nouveaux rapports attestait également de l'immuabilité de l'orientation athée.

En total, les orientations et les méthodes de gestion des organisations religieuses de l'URSS et les conditions de leur existence étaient définies pour des longues années. Toutes les mesures de l'Etat dans le domaine du rétablissement de la religion ont créé la façade des relations « libérales » entre l'Etat et la religion.

3.3.2. Les conditions du rétablissement de l'islam au Kazakhstan

Malgré l'absence de la liberté de culte, le clergé musulman et les croyants de l'URSS ont soutenu sans hésitation la guerre contre le fascisme. Dès son début, il y avait la certitude que l'Etat devait renoncer à sa politique antireligieuse et aller vers la normalisation des relations avec les organisations religieuses, face à l'agression fasciste.

Le 18 juillet 1941, le mufti de la Direction spirituelle centrale des musulmans (DSCM) Abdourakhman Rasoulev, longtemps ignoré par le gouvernement, s'est adressé aux musulmans de l'URSS : « La Direction spirituelle vous appelle à la défense de la Patrie. Priez dans les mosquées pour la victoire de l'Armée rouge. Porter secours est un devoir spirituel des musulmans ». Le discours s'est passé sans sanction « d'en haut », ce qui était considéré avant la guerre comme une violation de la loi sur la censure.

C'est en 1942 seulement que les autorités ont remarqué la position patriotique des musulmans et ont organisé une conférence extraordinaire du clergé musulman de la partie européenne de la Russie, de la Sibérie et du Kazakhstan en mai 1942 à Oufa. Avant, elles refusaient la tenue des conférences, des colloques montrant ainsi la position rigide. La conférence a adopté le discours adressé aux coreligionnaires avec l'appel à défendre la patrie. Il était signé par le *muhtasib* de Semey G. Şamsutdïnov et J. Isanjanov. Ce « Discours des représentants du clergé musulman aux croyants à propos de l'agression germano-fasciste »

disait : « Les occupants fascistes allemands ont attaqué lâchement l'URSS, qui a donné l'égalité à toutes les ethnies, sans déclarer la guerre. La victoire de l'ennemi apportera à la Patrie de grands désastres, la science, la culture, la religion et la langue mourront. Les coutumes des musulmans vont disparaître ».[214]

Le discours du clergé musulman a servi de base aux nouvelles relations de l'Etat avec l'islam. Ce n'était pas un pas facile pour le clergé et les croyants. Leur attitude « loyale » a été obtenue par les répressions en masse des serviteurs de culte et des croyants, la destruction des mosquées et l'étouffement des libertés. Les organisations religieuses, le clergé et les croyants se trouvaient avant la guerre dans un état de grand délabrement, à tous points de vue.

Quant aux pouvoirs, évitant la confrontation, ils n'ont pas dépassé le stade des promesses d'engagement sur la religion. C'est l'approche politique et le calcul pragmatique qui ont dominé. Le discours du congrès était vérifié par NKVD et ratifié dans le Comité central du PCR. Dans les réunions des croyants, le même discours était lu et a trouvé le soutien des musulmans du Kazakhstan.

A part les projets des pouvoirs, la nécessité de l'unité civile – indépendamment de l'appartenance nationale et confessionnelle – voit le jour au sein même de la société. Dans les conditions de la guerre, l'initiative de la paix venait du peuple qui exerçait son devoir civil.

Avec le début de la guerre, l'activité patriotique des musulmans du Kazakhstan a pris de l'ampleur. Les organisations religieuses fournissaient des aides diverses à l'Armée rouge, par le biais de collectes : de l'argent ou des produits de la première nécessité. Leur volume dépendait de l'activité des mollahs. Dans chaque localité, et malgré l'absence de mosquées, il y avait un point de collecte. Les mollahs n'étaient pas inclus dans les structures administratives mais ils exerçaient cette fonction. Les pouvoirs locaux recouraient à leur aide et trouvaient un soutien dans leurs nombreuses actions.

Le clergé a apporté un appui idéologique à l'Etat. Le congrès des représentants des musulmans, qui s'est tenu en 1943 à Tachkent, a désapprouvé certains imams du Caucase du Nord et de la Crimée pour leur collaboration avec les autorités allemandes. Les projets d'Hitler concernant la confrontation et l'opposition des peuples musulmans aux pouvoirs soviétiques ont ainsi échoué.

Le patriotisme des religieux et des croyants, exprimé par une abnégation totale, a servi de soutien aux mesures du gouvernement, si bien que les autorités ont effectué un recul. Pour la première fois, Staline s'est adressé aux croyants du pays. Dans le journal *Izvestiâ* du 3 mars

[214] MUXTAROVA G., op.cit, p. 147

1943, il a remercié toutes les communautés religieuses de l'URSS pour leur aide. Le tournant vers l'islam a été marqué.

Ce tournant s'est exprimé par la libération des serviteurs du culte des prisons et des camps sous la pression des circonstances. Auparavant poursuivis comme « les ennemis de classe » et « les éléments contrerévolutionnaires », ils n'avaient pas le droit d'être enregistrés comme le clergé officiel.

La question principale qui tourmentait les croyants était la récupération des mosquées fermées à la fin des années 1920. Elles étaient vides ou étaient utilisées, hors de tout culte religieux, comme établissements de culture laïque, comme fabriques, dépôts ou comme musées antireligieux.

Les musulmans souhaitaient rétablir leurs mosquées. L'initiative des masses s'est exprimée par de nombreuses sollicitations pour l'enregistrement des communautés religieuses et l'ouverture des édifices de culte. Elles se faisaient pendant les rassemblements du peuple, le nombre de signatures arrivant du Kazakhstan a atteint un millier ou plus de personnes.

Au début, Polânskij était d'avis que, pour le contrôle du mouvement religieux, les croyants devaient avoir accès aux mosquées ouvertes officiellement, sinon l'éducation religieuse des enfants serait illégale. Mais après la guerre, sa position a changé, il a adopté une tactique restrictive.

Les communautés religieuses de la république n'ont pas pu saisir d'occasions pour la restitution des mosquées. Plusieurs bâtiments étaient hors d'usage, raison pour laquelle le permis d'exploitation n'était pas délivré. La procédure même de l'enregistrement des organisations religieuses et de la restitution des édifices de culte était rendue difficile, elle exigeait le passage des instances locales et républicaines, le contrôle des organes judiciaires et la sanction du CCR. Ainsi, dans la capitale, à Almaty avant les années 1930, il y avait 12 mosquées, après la guerre on en a rétabli à peine une. Du mois de mai 1945 à août 1948, le CCR a permis le rétablissement de 29 mosquées dans la République socialiste soviétique Kazakhe (RSSK), principalement dans les villes. Il était interdit désormais de construire des minarets, de décorer la façade, de faire des panneaux et de montrer d'autres attributs de l'islam.

Officiellement 29 mosquées, 30 communautés religieuses, 39 communautés toutes confondues ont été enregistrées en RSSK. En comparaison avec l'état général dans l'URSS,

c'était très peu. En URSS l'activité de 50.000 organisations religieuses – dont 500 musulmanes – était autorisée.[215]

Les communautés du Kazakhstan ont pu récupérer la mosquée située près du mausolée Ahmed Yasawi au Turkestan mais pas pour longtemps. En 1945, le mausolée et la mosquée étaient en abandon, partiellement détruits. Les musulmans du Turkestan ont rétabli le mausolée, mais, en 1958, lorsque la nouvelle vague de lutte contre la visite des lieux saints a eu lieu, le mausolée a été reconnu comme monument historique et l'accès a été interdit.

Dans les villes de Semey, Chymkent, Jana-Semey, les musulmans ont réussi à récupérer les édifices en bois avec les minarets, construits dans les années 1860-1880, à Qyzylorda et Jana Qazaly- les bâtiments en pierre érigés au début du XXème siècle. En général, les anciennes mosquées étaient restituées, en revanche la construction de nouvelles était interdite. Vers 1951, seulement 20 communautés musulmanes sont arrivées à rétablir les édifices des mosquées.

Dans chaque mosquée, était enregistré un religieux dont la candidature était ratifiée au CCR. Les élections du clergé, qui existaient auparavant, ont été ignorées. Dans les documents exigés du candidat, il y avait une attestation avec l'indication de son âge, de son statut familial, de sa formation, la liste des membres de sa famille et de ses parents, son lieu d'habitat. Les documents étaient accompagnés des notes « Pas de personnes emprisonnées ou sorties de prison parmi eux » et parfois « position civile - raisonnable et correcte ».

Les mollahs enregistrés officiellement après la guerre étaient dans la tranche d'âge 50-70 ans, avaient fait leur éducation religieuse avant la révolution. Nombreux sont ceux qui avaient été formés dans les établissements célèbres comme le *medrese* Anapaev à Kazan, Rassouliya à Troitsk, Khayroulla-Khazret à Orenbourg, Hazret-Sultan à Turkestan, le *medrese* de Chayan et de Boukhara. D'autres avaient reçu leur formation dans le *medrese* de Kenje-qoja à Chymkent, Qarabek-ichan à Aqtobe, dans les *medreses* de Petropavlovsk, Pavlodar, Qarqaraly, Jana--Semey, Qazaly. Le mufti de la mosquée d'Almaty et le représentant des musulmans du Kazakhstan à la DSMAC était G. Şamsutdïnov, connu pour ses activités intenses durant la guerre.

Selon l'information de SRK en 1951, les plus grandes communautés musulmanes se trouvaient dans les villes d'Almaty – 2500-3000, Aqmola-2 500- 3000, Qaraghandy 2 500 - 3000, Pavlodar 2000- 2500, Chymkent 3 500- 4000 et à Turkestan 3 500- 4000. Dans les régions rurales, à cause de l'absence des mosquées il n'y avait pas de statistiques.

[215] MUXTAROVA G., op.cit, pp. 154-155

La tendance à la restriction de la vie religieuse au Kazakhstan a continué aussi les années suivantes. En 1952, il y avait 351 mosquées en URSS, dont 150 dépendant de la DSMAC, et 20 au Kazakhstan. En 1961, dans le pays il y avait officiellement 22 698 établissements de culte dont 2 307 musulmans, au Kazakhstan il n'avait que 25 mosquées (5 mosquées enregistrées dans la période 1956-1957).[216]

Le petit nombre relatif de l'enregistrement officiel des communautés religieuses au Kazakhstan parmi d'autres raisons est dû au contexte politique. Les autorités, transformant le Kazakhstan en lieu de déportation des populations opprimées, se méfiaient de l'état d'esprit public y compris confessionnel. Les rudes restrictions ont obligé les communautés religieuses à exister illégalement. A la campagne, des maisons privées servaient de mosquées, bien que le décret du 10 juillet 1945 ait interdit les rassemblements religieux à domicile.

En plus, les organisations religieuses étaient taxées d'un impôt de 81%. La diminution peu considérable des impôts en décembre 1946 n'a pas facilité la vie communautaire du Kazakhstan.

Comme dans les années 1920, l'éducation religieuse a pris de l'ampleur, on enseignait non seulement aux enfants mais aussi aux jeunes gens de 20-30 ans, la génération à qui cette éducation avait fait défaut.

La célébration des fêtes religieuses se faisait par autorisation du délégué du CCR. La première fête religieuse musulmane organisée après la guerre *Oraza ayt* s'est tenue les 6-8 septembre 1945. Là où il n'y avait pas de mosquée, les prières s'effectuaient dans les champs, les cours et les cimetières.

Dans les villages, la vie religieuse s'est développée sans obstacles. Puisque il n'y avait pas de mosquée et que la distance des aouls jusqu'aux villes était longue, les rites se passaient chez un des croyants ou à ciel ouvert. Les jours des fêtes religieuses, les croyants faisaient le sacrifice, les pouvoirs ne s'y opposaient pas. La viande de l'animal sacrifié était distribuée aux familles des combattants, aux orphelins.

Les autorités ont rétabli officiellement encore un des piliers de l'islam, en ratifiant la demande des Directions spirituelles de rétablir la zakat - le don pour les pauvres. Les centres religieux ont diffusé la fatwa sur l'obligation pour les croyants d'accomplir les prescriptions du Coran. Il y avait des conditions adoptées pour les musulmans soviétiques : pour les familles qui avaient des biens de plus de 16 000 roubles (les prix de 1944-1945), excepté les vêtements d'hiver et d'été, la literie, une vache traite et un stock pour 10 jours, ont été obligé

[216] MUXTAROVA G., op.cit, p. 156

de payer 1 rouble pour chaque fois 40 roubles du prix du bien. Dans le bulletin des dons, il y avait une colonne spéciale pour les veuves et les orphelins de la guerre.

Durant la libéralisation de la politique religieuse, il y a eu la possibilité d'ouvrir un établissement pour la préparation des serviteurs de culte. En premier lieu, le décret du CCP de l'URSS n° 14808 a été adopté le 10 mai 1945 « Ouverture des écoles musulmanes à Tachkent et Boukhara » mais plus tard un autre du 10 octobre 1945 sur l'ouverture du séminaire spirituel Mir-Arab à Boukhara. Il est devenu le seul *medrese* pour tout l'URSS.

En 1946, 17 personnes de 21-36 ans, Kazakhs et Tatars du Kazakhstan, ont postulé pour s'inscrire à l'école. L'inscription finale était ratifiée par le CCR. L'enseignement durait 9 ans : 5 ans pour la section débutante et 4 ans pour la section principale. Le nombre des élèves avait un plafond de 60 personnes annuellement mais réellement il y en avait beaucoup moins : en 1946-26, en 1947- 7, en 1948- 8, en 1949- 38 et en 1949- 42 personnes. Par la suite la limitation a été conservée, en 1964 il n'y avait que 5 élèves, tous les 5 étaient originaires des régions méridionales du Kazakhstan, travaillaient comme chauffeurs, conducteurs de tracteurs et dans le chemin de fer.[217] Tous ces renseignements étaient donnés aux organes du parti dans un but de propagande athée.

Le besoin de savoirs religieux était élevé. Les demandes d'éducation musulmane pour les enfants, l'édition du Coran et de toute autre littérature religieuse, c'est-à-dire toutes les conditions pour l'évolution de l'islam en URSS étaient blâmées par les autorités.

En contradiction, pour satisfaire les besoins des musulmans, après la guerre, le hajj était autorisé. Les musulmans soviétiques sortis de l'isolement connu pendant de nombreuses années, commencèrent à rendre visite à la Mecque et à Médine. Un premier groupe de 17 personnes, dirigé par le mufti de la DSMAC Babakhan Abdoul Medjidkhanov est parti en 1945. Quarante-deux personnes ont voulu y aller, mais n'ont pas eu la permission à cause de la non-connaissance de l'arabe, du rituel du hajj. En 1947-1948, le pèlerinage n'a pas eu lieu, vu les actions militaires entre les Arabes et les Juifs en Palestine.

Tandis que, pour les pouvoirs, c'était la base d'une collaboration d'affaires, pour les musulmans c'était plus que ce qu'imaginait le Conseil. Le hajj causait certains inconvénients aux services spéciaux. Sur le chemin du pèlerinage, dans les aéroports d'Ankara, Beyrouth et du Caire, beaucoup de gens les saluaient, parmi eux il y avait des Kazakhs, émigrés de l'URSS. Ils cherchaient tous les moyens de connaître le sort de leurs parents, de passer discrètement des lettres en URSS. Les pèlerins mêmes cherchaient à rencontrer leurs anciens

[217] MUXTAROVA G., op.cit., pp. 158-159

compatriotes. Nombreux parmi ceux qui avaient l'intention de faire le pèlerinage, écrivaient dans leurs demandes qu'ils voulaient voir leur famille à l'étranger. Bien évidemment, ces demandes étaient refusées.

Le quota établi n'était pas suffisant. Par exemple en 1955 il y avait 200 000 pèlerins : 10 000 de l'Inde, 22 000 de l'Egypte, 65 de la Yougoslavie, 62 de la Chine et seulement 20 de l'URSS. [218]

Les pèlerins causaient des inconvénients même après le hajj, puisque beaucoup de gens leur rendaient visite afin d'écouter leurs récits sur le déroulement et prendre une gorgée de l'eau rapportée de la Mecque, provoquant ainsi une activité religieuse qui ne plaisait pas aux pouvoirs. Avec le temps, le choix des pèlerins s'est fait plus scrupuleusement. Chaque candidat passait un entretien dans le CCR, recevait une instruction ce qu'il allait raconter sur l'état des musulmans en URSS, il devait prendre contact avec le clergé d'autres pays et répéter les prières en arabe.

Au fur et à mesure, les coreligionnaires de l'étranger eurent des soupçons sur le fait que la liste des pèlerins de l'URSS était établie par les organes de sécurité. Dans la presse des pays musulmans en 1959 on écrivait que « les communistes sont envoyés pour faire le hajj comme des pèlerins », or « les pèlerins ne savaient pas les bases de l'islam, ils n'étaient pas habillés selon la coutume» etc.[219] On a observé que les musulmans soviétiques s'abstenaient des rites obligatoires durant le hajj, qu'ils ne faisaient pas le sacrifice et que le chef de groupe ne pouvait pas expliquer la cause de ces malentendus.

Donc, l'Etat a rétabli ce qui avait été écrasé et détruit durant les années 1930-1940. Mais le rétablissement de la vie religieuse s'est déroulé sous son contrôle attentif, à travers le CCR et les directions spirituelles. La tolérance de l'Etat envers l'islam était limitée, quant à certaines petites mesures comme la limitation à 20 pèlerins, à 1a *medrese* et à des éditions à faible tirage, elles étaient incohérentes.

Vers la fin des années 1940, les pouvoirs commencent à reculer devant le compromis atteint. Le CCR ne pouvait pas complètement contrôler la vie religieuse dans les pays. Les délégués voyaient l'activité des croyants comme la violation de la législation soviétique. Ils trouvaient plusieurs faits (la polygamie, la rançon, le lévirat) qui continuaient.

Les autorités ont élaboré une nouvelle méthode d'influence sur les croyants. Selon leurs ordres, les muftis éditaient les fatwas. Le CCR a exigé des Directions spirituelles, dans la lettre spéciale du 10 aout 1946, de prendre en compte les efforts du parti et du

[218] MUXTAROVA G., op.cit., p. 160
[219] Idem, p. 161

gouvernement pour la lutte contre « les mauvaises habitudes » comme le port du voile, le fait de serrer les mains des *ichans* (la forme d'acceptation par les gens de la protection de l'*ichan*), le pèlerinage sur les tombes des saints, la lecture collective du Coran à domicile à l'occasion des fêtes religieuses, les rites et les coutumes liés au mariage et aux funérailles.

Le CCR a fait l'attention spéciale aux *ichans* et *murids*. La fatwa de la DSMAC sur « l'incompatibilité de l'*ichanisme* et de *muridisme* avec les dogmes islamiques et la charia » expliquait que pour le musulman il suffisait de suivre le Coran et les hadiths.

Il y avait en revanche recul sur d'autres positions. Selon la demande du CCR, en 1948, les muftis se sont adressés au peuple pour dire que le sacrifice et la zakat n'étaient pas obligatoires puisque, en URSS, il n'y avait pas de pauvres.

La circulaire de SRK a arrêté de satisfaire aux demandes sur l'enregistrement des édifices de culte. En 1949, aucune mosquée n'a été ouverte au Kazakhstan, tandis que 50 demandes étaient rejetées.[220]

Vu le renforcement de la religiosité de la population et l'augmentation des visites des mosquées, les pouvoirs locaux ont recours aux mesures administratives. Par endroits, on a décidé de taxer les mosquées deux fois. Si la deuxième fois, la mosquée n'avait pas payé, on la fermait. La fermeture des mosquées était expliquée par la nécessité de maîtriser l'absence au travail pendant les fêtes religieuses. Les communautés faisaient la collecte de l'argent pour garder l'édifice de culte.

Malgré les promesses officielles, les organisations religieuses étaient soumises à un contrôle total. A partir de 1949, les délégués du CCR devaient présenter des rapports complets sur les associations religieuses.

L'augmentation de la demande en matière de religion dans les villages et même dans les villes a été récompensée par les mollahs non-enregistrés. En 1948, le ministère des finances de RSSK a fait la liste des serviteurs non-enregistrés pour connaître leurs revenus et les taxer. Les inspecteurs ont trouvé 166 personnes dans la république. Le CCR a accusé le clergé officiel d'incapacité à gérer et contrôler les communautés.

La vie religieuse qui se développait spontanément et dépendait peu des pouvoirs, contredisait aux conditions de la libéralisation que l'Etat avait acceptée. A la fin des années 1940, le dialogue, construit entre l'Etat et les organisations religieuses, a été réduit. Le durcissement vis-à-vis à la religion n'était pas la seule attaque du régime politique. Il se développait dans le contexte du renforcement du totalitarisme après la guerre.

[220] MUXTAROVA G., op.cit, p. 162

L'admission partielle de la religion dans la vie publique durant la guerre a marqué le début de la liberté affirmée de pensée des Soviétiques. Le relâchement relatif de contrôle sur la vie privée des citoyens est le seul moment dans l'histoire soviétique où la liberté religieuse a favorisé l'affranchissement de la conscience civile et la régénération de l'esprit national.

Malgré les grands mérites des peuples musulmans dans la guerre, le gouvernement a continué à éprouver de la méfiance envers eux. Après la guerre, il trouvait l'état d'esprit des musulmans « antisoviétique et antirusse ». Ces soupçons étaient provoqués par le renouveau national et religieux qui s'était exprimé durant la guerre commune contre le fascisme. Les aspirations maladives des idéologues soviétiques se sont manifestées dans leurs essais pour trouver la base cléricale et antipopulaire dans les épopées nationales du Kazakhstan (*Er-Sayın, Şora batır, Qoblandı batır*), du Tatarstan (*Idegey*), d'Ouzbékistan (*Alpamych*), du Kirghizistan (*Manas*), d'Azerbaïdjan (*Kitabe dede Korkud*). Leurs chercheurs étaient traités de « prêcheurs de l'obscurantisme musulman », « foyer de panislamisme ».

Avec le décret du Comité central du Parti Communiste du Kazakhstan « Graves erreurs politiques dans le travail de l'Institut de la langue et de la littérature, de l'Académie des sciences de la RSSK », daté du 21 janvier 1947, cet institut a été fermé. Pratiquement toutes les œuvres de la littérature orale et écrite kazakhe étaient proclamées comme réactionnaires.

L'élite kazakhe représentée par M. Äwezov, S. Muqanov, Q. Sätbayev, E. Bekmaxanov et d'autres à été persécutée pour ses opinions « politiquement nocives » et « nationalistes » ces années-là. Ces persécutions des cultures nationales étaient la manifestation du chauvinisme russe. Les chefs communistes ne pouvaient accepter non seulement l'héritage culturel riche des peuples musulmans mais aussi la réalité soviétique.

Derrière les décrets du parti avec la condamnation de « l'idéologie contrerévolutionnaire du panislamisme et du panturquisme », de « la poésie épique féodale », « nationalisme bourgeois », « les séquelles féodales » on retrouvait la méfiance envers toutes les formes de la culture autochtone des peuples musulmans. L'incrédulité politique pressait et désorientait le peuple kazakh, privait la culture de points d'appui culturels, déformait toute la complexité de la conscience nationale et confessionnelle.

Le décret du CC du PCUS « Les grands défauts dans la propagande scientifique athée et les mesures de son amélioration » du 7 juillet 1954 est le premier document depuis les années 1930 qui a annoncé une nouvelle vague de propagande antireligieuse. Il jugeait « l'opinion fausse selon laquelle, avec la suppression de fondements de l'Eglise et de l'activité contrerévolutionnaire, il n'aurait pas de nécessité de propagande athée active, qu'au

cours de la construction communiste, l'idéologie religieuse allait s'éteindre toute seule ».[221] Les serviteurs du culte, aux dires de ce décret, cherchaient divers moyens pour empoisonner la conscience des gens avec « l'opium religieux ».

Le décret suivant du CC du PCUS daté du 29 novembre 1958 « Sur les mesures d'arrêt du pèlerinage dans les lieux saints » a prescrit de lutter contre les croyances résiduelles. Au Kazakhstan il indiquait l'existence de 700 lieux saints non enregistrés. Les délais étaient courts, au bout de 6 mois, il fallait mettre fin à ce pèlerinage.

La visite des lieux saints chez les musulmans du Kazakhstan était une habitude largement répandue. Outre le fait d'être qualifiés comme des « vestiges du passé », ou « le résultat de l'ignorance », les pèlerinages locaux étaient caractérisés en tant que « rassemblements non-sanctionnés des croyants » et « dépense inutile des moyens matériels ». Vingt-trois *mazars* [222] étaient découverts au Kazakhstan. En 1959 dans la région du Kazakhstan méridional quatorze mazars étaient fermés : les tombes de Qoja Ahmet Yasawi, Arıstan-bab, Qızır, Qoja-Tali, dans la région de Jambyl six mazars : Qaraxan, Aişa-biybi. Tous étaient des monuments historiques.

Un autre moyen de lutte contre l'islam était la dénonciation de son idéologie. Les athées écrivaient sur la nocivité de *Qurban ayt* : « Les gens s'éloignent du travail d'utilité publique, un grand nombre du bétail était égorgé, dans les marchés des kolkhozes le prix de la viande et du bétail s'élevait ». Ils ont même compté combien de temps les gens perdaient pour les prières : « 5 prières amènent à une perte du temps de travail (pendant une journée, en moyenne 6 heures, soit 180h par mois et 2 160h par an).[223] Ils déformaient les normes religieuses comme la défense de consommer l'alcool et de s'adonner aux jeux de hasard pensant servir les sentiments de mépris des croyants envers les non-croyants.

Le nouveau programme du PCUS, adopté par le XXIIème congrès en 1961, a proclamé la construction du communisme dans un futur proche et a défini une perspective exacte pour la religion, selon laquelle 20-30 ans plus tard elle ne devait plus exister. Une nouvelle étape de lutte contre les organisations religieuses était entamée.

Le 16 mars 1961, le Conseil des Ministres de l'URSS a adopté le décret n°263 « Le renforcement du contrôle de réalisation de législation sur les cultes » qui a annulé les décrets précédents des années 1937-1944. Les comités exécutifs des organes locaux des pouvoirs ont obtenu le droit d'exclure certains membres des organes exécutifs et des commissions de

[221] MUXTAROVA G., op.cit., p. 167
[222] Tombeau des saints musulmans et l'édifice de culte sur le lieu de ce tombeau
[223] MUXTAROVA G., op.cit., p. 168

révision des communautés religieuses. Avant, les communautés étaient indépendantes sur cette question. Elles ne pouvaient désormais plus créer de caisses d'entraide, s'occuper d'activités de bienfaisance. L'enregistrement des organisations religieuses, des édifices de culte, des serviteurs, des participants des rites religieux se faisait selon la nouvelle règle, pour cela ont été mis en place des livres spéciaux avec l'indication des noms de famille, des données du passeport, des adresses.

Selon les nouvelles mesures législatives, une nouvelle vague de fermeture des lieux de culte a eu lieu. De 2 307 mosquées enregistrées en URSS en 1961 il en restait 1 820 en 1966. Au Kazakhstan leur nombre n'a pas changé, il est toujours resté 25 mosquées.[224]

La persécution ouverte a commencé par le décret du Conseil supérieur de l'URSS du 4 mai 1961 « Le renforcement de la lutte contre les personnes qui fuient le travail d'utilité publique et qui mènent un mode de vie antisocial parasitaire » visant directement les serviteurs du culte non-enregistrés.

Parallèlement les organes de sécurité ont renforcé leur préparation de mobilisation. L'ordre du président du KGB Semitchastny était tourné contre les éléments antisoviétiques y compris « les religieux réactionnaires » et « les chefs des sectes ». Cela visait essentiellement les représentants des communautés religieuses allemandes.

De la part des croyants, plusieurs demandes sur la violation des droits ont été déposées. Elles étaient envoyées dans les organes locaux du tribunal qui ne se dépêchaient pas de donner une décision.

Les organisations internationales de défense des droits de l'homme se sont adressées au ministre des affaires étrangères de l'URSS et au président du CCR pour demander d'arrêter les répressions à motif religieux. Le président du Conseil A. Puzin a été obligé de s'adresser en septembre 1965 au Procureur général de L'URSS. Le Présidium du Conseil supérieur de l'URSS a dû reconnaitre la violation de la liberté d'expression en URSS. Tous les procès ont été arrêtés pour absence du corps du délit.

Les persécutions antireligieuses ont échoué durant le gouvernement de Khrouchtchev. Elles ont provoqué un écho négatif à l'étranger, l'URSS a été désapprouvée. Les répressions ouvertes ont pris fin mais toutes les restrictions adoptées sont restées en vigueur.

Durant cette période, la vie religieuse au Kazakhstan était suspendue. 25 communautés musulmanes enregistrées avaient leurs mosquées : 21 mosquées kazakhes, 3 ouzbèkes et 1 tatare. Les imams de ces mosquées étaient des personnes âgées de 57 à 85 ans. 15 parmi eux

[224] JÜSIPOV S., op.cit., p. 457

avaient suivi un enseignement religieux secondaire, 10 autres un enseignement inférieur. Il y avait, selon les données du CCR, 40 000 croyants dans la république.[225]

Un contrôle total a été exercé sur les cadres des organisations religieuses. Les nouvelles mesures portaient sur l'activité des serviteurs du culte, ils dépendaient des délégués et des commissions des comités exécutifs. Même les textes des prières étaient vérifiés. Les commissions intervenaient dans les affaires financières des communautés, vérifiaient leurs revenus et les dépenses, le nombre des rites effectués et la somme reçue de ces derniers.

Au niveau de la direction spirituelle dans les mosquées de la république, on a assisté à une compression du personnel : ainsi les gardiens des mosquées devaient désormais exercer la fonction des muezzins. La réduction du nombre et la limitation de l'activité du clergé officiel ont amené à l'éloignement des masses des croyants qui ont perdu confiance dans l'institution.

Toutes ces mesures ont fait que la vie religieuse a pris de l'ampleur dans l'illégalité. En 1960, on a découvert 66 communautés musulmanes non-enregistrées et 521 mollahs ambulants.

La situation religieuse était étudiée aussi par la DSMAC. Elle faisait des rapports qu'on appelait « les données effectives » qui attestaient une autre forme de contrôle de la vie des communautés musulmanes. En 1965, ces données-là révèlent l'existence de 115 associations religieuses : 25 enregistrées, et 90 non-enregistrées, 140 serviteurs de culte dont 25 officiels et 115 non-enregistrées.[226] Etudiant les rites religieux au Kazakhstan, la DSMAC en a indiqué 2 principaux : *janaza*[227] et *neke*[228] surtout dans les régions de Kazakhstan méridional, Jambyl et Semey.

Donc, dans les années 1943-1965, les relations Etat-religion en URSS ont subi une évolution logique. Le rétablissement des organisations religieuses ne prévoyait pas le rétablissement du statut libre. La pratique des contrôles et des interdictions a continué envers la religion considérée comme un phénomène éphémère. Durant la guerre, au moment de la menace, l'Etat a reculé de nouveau vis-à-vis des institutions religieuses. Mais les espoirs des musulmans ont fini par être déçus. L'approche athée l'a emporté sur la gestion raisonnable, ce qui atteste de la contradiction profonde existant dans la vie de la société soviétique qui n'était pas conçue par les autorités soviétiques.

[225] MUXTAROVA G., op.cit., p. 171
[226] Idem, p. 172
[227] Rite de funérailles musulmanes
[228] Le mariage religieux musulman

3.4. Islam dans les années 1960-1991

3.4.1 Le facteur islamique dans la théorie de l'Etat

Au milieu des années 1960, après les récidives des répressions antireligieuses en URSS, la faiblesse de l'orientation religieuse apparaît de plus en plus évidente. Cela concerne la politique aussi bien intérieure qu'extérieure.

Malgré l'élimination constante, la religion continue à exister, ce qui provoque l'impatience des autorités et des communistes qui protestent énergiquement : « Cela fait 50 ans que dure la nouvelle ère, il est le temps de donner aux gens quelque chose de bien au lieu des rites religieux ».[229] En haut on comprenait bien que le temps de grandes campagnes antireligieuses était passé. Elles obtenaient un avis négatif à l'étranger ; quant à la société soviétique, elle résistait avec acharnement. Tout en conservant son but stratégique, l'Etat a renouvelé l'approche et les méthodes de la politique religieuse. En 1965, il a unifié deux Conseils en un, le Conseil aux affaires religieuses dépendant du Conseil des ministres de l'URSS, qui a renforcé le contrôle sur les organisations religieuses.

En 1964, l'Institut de l'athéisme scientifique était créé, dont le but était l'élaboration des recommandations pour le travail athée et sa coordination à tous les niveaux de pouvoirs du parti et de l'Etat.

Une autre orientation était liée aux intérêts de l'URSS dans le monde musulman. L'Institut de l'orientalisme menait des recherches islamiques à l'étranger. Il avait pour but d'expliquer l'influence de la religion sur l'opinion publique et les processus politiques dans le monde musulman ; et de trouver le chemin pour les pays-tiers, c'est-à-dire le chemin pour dépasser l'impact de l'islam.

Dans la période des années 1960-1970, 15 conférences des théologiens, philosophes, sociologues musulmans sous l'égide de la Ligue Islamique Mondiale au Pakistan, Maroc, Egypte, Turquie ont été organisées sans invitation de la délégation soviétique. Les questions de lutte contre le marxisme, la liquidation du colonialisme soviétique, l'aide aux musulmans dans l'acquisition des droits politiques et économiques ont été invoquées. Elles portaient ouvertement un caractère antisoviétique. En février 1968, il y a eu la conférence à Ravalpindi au Pakistan, consacrée au 1400ème anniversaire du Coran. Les délégations de 18 pays étaient présentes, y compris l'Union soviétique. Baïmourza Haït, l'ouzbek habitant en Allemagne, qui, en URSS était accusé de la trahison de envers patrie et de collaboration avec le service de

[229] MUXTAROVA G., op.cit., p. 176

renseignements allemand, y a pris part avec son rapport « Situation des musulmans en URSS ». Il a demandé à ses coreligionnaires de soutenir l'idée de la libération du Turkestan et d'autres régions musulmanes du joug athée. Ces idées ont été reprises au Congrès musulman international en 1974 lorsque le Comité supérieur pour la coordination de l'activité de l'organisation islamique du monde a été créé, dont l'objectif était la lutte contre le marxisme et son influence sur les masses, ou créer un centre de propagande anticommuniste.

La situation des musulmans en URSS était décrite dans les revues « Mission des sabres », « Monde musulman » d'un point de vue négatif. Elles accusaient publiquement les communistes d'athéisme. [230] En même temps, en Occident, il y a des recherches qui voient le jour sur l'Union soviétique dans ses aspects différents y compris confessionnels. Ainsi, la problématique musulmane de l'URSS devient l'objet de l'attention des centres étrangers.

Sous la pression des circonstances politiques intérieures et extérieures, le gouvernement a initié les études de l'islam en URSS. Il est devenu un objet d'étude dans le cadre de l'athéisme scientifique mais quand même, pour la première fois, les recherches ont été commencées sur la religion contemporaine dans la société socialiste.

Avec la fondation de l'Institut de l'athéisme scientifique (IAS) un travail volumineux s'est effectué. Un réseau des points d'appui sur les problèmes de l'éducation athée a été organisé dans les régions de diffusion des religions principales, dès 1967 à Almaty, Chymkent, Qaraghandy et Qostanay.

Afin de se former une idée sur l'objet de l'éducation athée, dans le cadre de l'institut, ont été menées pour la première fois des recherches sociologiques sur la situation, le degré et le caractère de la religiosité dans le pays. Des conférences scientifiques se sont déroulées suite aux résultats des enquêtes et des observations, à côté des problèmes généraux du travail athée, une attention spéciale était portée aux travaux dans les régions traditionnelles de l'islam. Les matériaux des conférences étaient inaccessibles au public car ils portaient la marque « top secret ».

Les orientalistes ont participé pour la première fois à la conférence sur la question du travail individuel parmi les croyants, intitulé « Les mouvements nationaux contemporains et la religion », « La modernisation de l'islam et les questions actuelles de la théorie de l'athéisme scientifique ». Et comme d'habitude, les représentants des sciences idéologiques et des organes du parti qui s'occupaient de l'athéisme pratique, y ont pris part également.

[230] MUXTAROVA G., op.cit., p. 177

La participation des orientalistes a permis d'une certaine manière de discuter sur les problèmes de l'islam. Ces conférenciers s'adressaient principalement à un public étranger, les scientifiques ont parlé de la situation réelle des études islamiques en URSS : de l'inégalité entre l'islam et le christianisme dans le pays, de l'approche du parti, de l'arriération de la science marxiste par rapport à l'Occident, etc. Cette situation n'était pas acceptable pour les orientalistes, étant donné que le monde musulman vivait des changements. L'objectif des pouvoirs étant d'étendre l'influence sur les pays musulmans, il leur fallait intégrer les découvertes scientifiques étrangères en ce qui concernait par exemple la littérature musulmane et ainsi abolir les restrictions sur l'approche scientifique soviétique.

Dans les débats concernant les conceptions de l'islam étrangères, ils prenaient la position réaliste. « Le socialisme islamique exclut la lutte des classes et l'athéisme », « Zakat-c'est la réalisation du principe socialiste de la justice sociale musulmane » etc.[231] Malgré l'actualité des questions discutées et l'importance pratique, les conclusions sont restées dans la théorie officielle.

Les problèmes posés devant l'athéisme scientifique concernaient directement l'islam soviétique. L'isolement par rapport à l'historiographie mondiale, l'interdiction d'avoir accès aux sources et à la littérature religieuse avec l'influence dominante de l'idéologie ont empêché la compréhension adéquate de sa nature et de son rôle dans l'histoire et la culture des peuples soviétiques.

Tenant compte de la politique extérieure, il y a une question qui s'est posée sur l'intérêt logique de l'islam intérieur : faut-il prendre en considération la situation politique à l'étranger, lorsque l'on critique l'islam ?

Sous la pression idéologique, il y avait une distinction entre l'islam en URSS et à l'étranger. Les deux étaient étudiés parallèlement, avec des approches et des termes différents. L'opinion a établi que les liens historiques et culturels des musulmans soviétiques avec les coreligionnaires de l'étranger étaient faibles et ne jouaient pas un rôle important ; que l'islam pour les peuples de l'Union soviétique était une religion importée, sous l'influence de la culture, des traditions et des us arabes et n'avait rien à voir avec l'héritage culturel et national des peuples soviétiques.

La conférence sur les questions du travail individuel parmi les croyants de 1966 a constaté qu'une partie des Kazakhs, surtout au Sud du pays, était religieuse. Le sociologue kazakh K. Şülembayev a trouvé que les traditions qui avaient survécu faisaient des obstacles

[231] MUXTAROVA G., op.cit., p. 179

pour éradiquer l'islam. Par exemple, le culte de respect des personnes âgées lorsqu'il prend la forme « de la soumission aveugle à tout ce qui arriéré et réactionnaire ».

Un autre sociologue, S. Däwletyarov, effectuait ses enquêtes dans la région de Chymkent où la population kazakhe dominait. Il a expliqué le degré élevé de la religiosité chez la population âgée par leur niveau de l'éducation, cette génération n'ayant pas continué ses études après l'école secondaire.

Pratiquement tous les sociologues qui faisaient leurs recherches dans les régions de la diffusion traditionnelle de l'islam, le caractérisaient comme une séquelle féodale dans les traditions, la vie quotidienne, relations familiales dont les porteurs étaient les personnes de 60 ans ou plus. Bref, l'interprétation des questions sur l'islam avait un niveau théorique bas, des préjugés des classes et « une gêne ethnique » typique aux représentants des républiques musulmanes. Leurs approches et leurs termes ne reflétaient pas de façon adéquate l'image de la religiosité des Soviétiques.

« La vitalité » de la religion dénoncée par les sociologues demandait l'élaboration de la méthode pour diagnostiquer le taux de la religiosité. Tout cela pour définir le nombre de croyants dans le pays, car la question avait une importance politique pour l'opinion publique à l'intérieur du pays comme pour celle de l'étranger.

Les questions « Combien de croyants dans le pays ? », « Pourquoi la majorité des croyants sont-ils les personnes âgées avec une éducation inférieure ? » inquiétaient certains athées soviétiques dans les années 1930 ainsi que dans les années 1960. Dans la science soviétique on pensait qu'avec le changement des générations, la religiosité allait disparaitre toute seule. Les générations changeaient mais le nombre des croyants n'avait pas diminué. Les personnes nées sous les pouvoirs soviétiques suivaient toujours leurs principes religieux.

Ce ne sont pas les scientifiques, mais les autorités politiques qui élaborent la typologie des croyants. La commission idéologique du Comité centrale du PCUS indique différencier trois types des croyants selon le degré de religiosité : 1) ceux qui se trouvent en grande partie sous l'impact de la religion ; 2) ceux chez qui la religion n'occupe pas une grande place, bien qu'elle fasse partie de leur conception du monde ; 3) ceux qui ne croient pas en Dieu mais respectent les rites religieux selon la tradition.[232] Cette différenciation devrait être une des méthodes de la baisse de la religiosité et la démonstration du règne de l'idéologie athée.

Les scientifiques décrivaient les croyants selon leur religiosité : les orthodoxes qui savaient bien les bases de dogme et de culte, vivaient leur religion personnellement, rendaient

[232] MUXTAROVA G., op.cit., p. 182

visite aux édifices de culte, prêchaient la religion dans leur entourage. Les personnes âgées et les gens peu éduqués en faisaient partie. Les croyants avec un niveau moyen, connaissaient les bases de la religion, mais pratiquaient irrégulièrement la foi, orientés vers les biens terrestres. Et enfin un groupe peu nombreux de croyants avec un bas degré de religiosité qui cherchait à maintenir les traditions. En général, on reliait la religiosité avec le niveau inférieur de l'éducation et l'âge des croyants. Cette approche ne différenciait pas les religions : les critères ne tenaient pas compte des spécificités confessionnelles, des groupes sociaux et nationaux.

Le dilemme essentiel de l'athéisme scientifique par rapport à l'islam consistait à savoir, sur quoi mettre l'accent dans le travail athée. Les philosophes avaient désigné comme le critère de religiosité pour les peuples traditionnellement musulmans les connaissances et la pratique des dogmes de l'islam : la connaissance du Coran, le respect de 5 piliers de l'islam et la visite de la mosquée. Mais ces règles contredisaient la réalité soviétique car il était difficile de les pratiquer.

Quant aux sentiments religieux intérieurs, ils donnaient à la religion la forme cachée de l'œil extérieur et pour cela, cet état ne pouvait pas être décrit par les sociologues.

L'étude du Coran et des textes sacrés était inaccessible aux communistes et aux masses sans partis. La littérature musulmane n'était pas éditée car interdite, elle faisait l'objet de poursuites poursuivie et était détruite. La seule revue *Les musulmans de l'Orient soviétique*, éditée depuis 1969 par la DSMAC, était publiée en arabe, persan, anglais, français et ouzbek en caractères arabes dans un but de propagande à l'étranger. La revue n'était pas diffusée en Union soviétique.

Il est impossible d'imaginer qu'un croyant pouvait faire la prière pendant le travail. Les vieux la faisaient à la maison, personne ne les trahissait. La prière du vendredi ne se faisait pas non plus, vu que le vendredi était un jour de travail. Le jeûne (*Oraza*) n'était pas pratiqué pour les mêmes raisons. La *zakat* (aumône) était interdite officiellement après la guerre. Seulement 520 personnes avaient effectué le pèlerinage depuis son rétablissement en 1945.[233]

En même temps certains rites musulmans comme *sündet* (circoncision) et *janaza* étaient conservés, dans les villes et à la campagne. Ils n'ont jamais été interrompus au Kazakhstan et était pratiqués en dépit de n'importe quelle poursuite. Ce critère ne reflétait pas objectivement ni le nombre de musulmans ni le niveau de leur religiosité. Le rite du mariage –

[233] MUXTAROVA G., op.cit., p.183

neke - se faisait moins, il n'était pas montré au grand public et se pratiquait modestement et de façon digne.

Un autre besoin, la réalisation pratique des normes morales de l'islam se transmettait par les anciennes générations dans l'éducation familiale. Le don du sacrifice était contrôlé par les pouvoirs mais pouvait être pratiqué selon les possibilités matérielles.

Il était évident que les interdictions et les restrictions existantes empêchaient d'analyser la situation de l'islam en URSS. La vie même réfutait les thèses élaborées au sein de l'athéisme scientifique. Dans les années 1970, les enquêtes sociologiques réalisées dans les régions traditionnellement musulmanes, ont démontré que la structure des croyants s'était déplacée vers les gens avec un niveau d'éducation plus élevé. La thèse de l'arriération culturelle des croyants musulmans était mise en doute. Si, avant, on pensait que la religion se conservait uniquement dans les villages et que dans les villes elle était anéantie par le mode de vie, les recherches ont montré que, au contraire, le nombre des croyants augmentait en ville.

Pour diagnostiquer la religiosité, d'autres approches étaient nécessaires. Dans les années 1980, de nouveaux critères ont été élaborés. Selon ces derniers, il y avait 6 groupes des croyants : les croyants selon la conviction, qui considèrent les dogmes religieux comme inébranlables, renoncent à la vie culturelle et sociale, 12% ; les croyants traditionnels, pour qui l'islam est un héritage ethnique culturel 14% ; les hésitants 15% ; les non-croyants, qui ne font pas la prière, ne vont pas à la mosquée les vendredis mais qui font faire la circoncision à leurs enfants 18% ; les non-croyants qui respectent certains rites sous la pression de l'environnement 21% ; les athées mais qui font deux rites : *sündet* et *janaza* 20%.[234]

Donc, la définition des critères de la religiosité était devenue un grand problème pour l'athéisme scientifique. « Qui et selon quelles indices religieux considérer comme croyants ? Quels critères prendre pour mesurer le niveau de la religiosité et de la conviction athée ? Comment réaliser ces mesures-là dans les recherches sociologiques ? Comment étudier la religiosité : selon la conscience ou la conduite ? Comment qualifier, si 1/3 se considèrent comme croyants alors qu'ils ne vont pas à la mosquée et ne font pas les prières ? »

Les critères de religiosité décrits par les sociologues, n'englobaient pas toute la palette de la réalité soviétique. Tous les groupes pratiquaient la circoncision et faisaient des funérailles musulmanes, ainsi le critère était confondu. On ne pouvait que tirer une conclusion : il n'y avait pas d'athées absolus dans les républiques asiatiques.

[234] MUXTAROVA G., op.cit., p. 184

La science indiqua le chiffre total des croyants et des hésitants qui ne dépassait pas à la fin des années 1960 25%, et en 1980 10-15% de la population adulte de l'URSS. Au Kazakhstan le niveau de religiosité en 1980 était entre 10 et 15%.[235]

Pour définir le nombre des croyants, 2 critères étaient employés par les délégués du CAR. Ce sont l'attitude envers la prière et la fréquentation de la mosquée. Leurs rapports étaient pleins de descriptions détaillées sur le nombre des croyants assistant aux prières. L'opinion que le nombre des organisations religieuses enregistrées correspondait au niveau de la religiosité de la population, est devenue un axiome. Mais, étant donné que le nombre des édifices de culte au Kazakhstan était limité, il était très difficile de définir le nombre des croyants.

L'Institut de l'athéisme scientifique avait pour objectif de définir le niveau de l'athéisme dans la population. Une typologie était élaborée selon le niveau des convictions athées, identique à celle établie pour les croyants. Il y avait 3 groupes : ceux qui nient Dieu ; ceux qui nient et ont pleine conscience de leur mal ; les athées militants. Pourtant il était impossible de fixer la conscience athée de la population. La faute en revenait à une approche qui comprenait sous la conception du monde athée la croyance dans des dogmes communistes et pas dans l'athéisme même.

Il y avait un autre problème dans l'athéisme scientifique qui était mal résolu. Les sociologues de la république avaient remarqué un trait caractéristique des Kazakhs : la superposition des termes « ethnie-confession » dans la conscience des gens. La phrase « Le Kazakh et par conséquent le musulman » était le moyen généralement répandu de l'auto-identification religieuse. La religion était comme un symbole de l'appartenance nationale. Si pour les croyants, la participation aux fêtes religieuses servait à l'expression de leur religiosité, la grande partie des non-croyants les percevaient comme des fêtes nationales. Prendre part aux rites religieux pour la jeunesse, c'était rendre hommage aux coutumes nationales et respecter les personnes âgées. Le problème de cette superposition n'a pas été compris comme un phénomène important de ce qui se passait dans la société kazakhe soviétique.

L'étude de l'interaction des éléments national et religieux de la conscience a créé les conditions pour étudier plusieurs caractéristiques de la société soviétique, pour pronostiquer la situation dans ce domaine délicat. Les pouvoirs ont estimé la conception religieuse et nationale comme « une conception étroitement nationaliste influencée par l'islam ».

[235] MUXTAROVA G., op.cit., p. 185

Généralement, pour étudier l'islam « intérieur » on ne tenait pas compte des organisations religieuses et des croyants dans la société athée. Les conditions limitées ne permettaient pas d'estimer objectivement la situation, le caractère de la religiosité, le nombre des croyants. La religiosité des musulmans au Kazakhstan avait « une façade sobre » et ne se montrait pas publiquement.

Les orientalistes avaient averti avec insistance les autorités de ne pas juger la religion selon ses manifestations extérieures dans les républiques d'Asie centrale, c'est-à-dire de ne pas appliquer la doctrine marxiste-léniniste de l'Evolution. L'institut de l'orientalisme a estimé le pourcentage des croyants encore plus élevé en Asie centrale que celui indiqué par les sociologues. Mais les idéologues sont restés sourds à leurs avertissements.

Dans les années 1970, la critique de l'idéologie était remplacée par l'étude de la modernisation de l'islam soviétique. L'idée même vient des orientalistes qui ont étudié les processus dynamiques dans les pays du tiers monde.

Les changements socio-politiques dans les pays arabes avaient amené inévitablement la rénovation de l'islam. Une des caractéristiques de la pensée islamique au XXème siècle était l'interprétation moderne du Coran et des Hadiths. La modernisation a touché l'éducation musulmane. L'université Al-Azhar au Caire avait traditionnellement 3 facultés : faculté de théologie, faculté de la charia et faculté des lettres. Au milieu des années 1960, 3 autres facultés ont été crées au sein de l'université pour l'agriculture, l'ingénierie, la médecine. Les théologiens ont expliqué cette nouveauté par la nécessité d'avoir des spécialistes des métiers civils pour le monde musulman. En Turquie, l'innovation était la traduction du Coran en turc. En ce qui concerne l'islam soviétique, à l'étranger a prévalu l'avis sur la faible préparation du clergé.

Les projets scientifiques de l'IAS par rapport à la modernisation de l'islam ont été sanctionnés d'en haut. La possibilité de la modernisation de l'islam soviétique n'a démontré que la réorientation tactique des pouvoirs. Elle était pensée seulement dans le cadre de la conception athée et sous la direction des idéologues et du clergé officiel.

La Direction spirituelle ne suivait pas les rites de l'islam, elle faisait diverses concessions, permettait quelques relâchements dans les devoirs des croyants. Par exemple, il était permis de jeûner non pas un mois, mais trois jours au début et 3 jours à la fin. La fatwa de la DSMAC du 9 décembre 1966 interdisait d'inviter les athées dans les tablées après *Oraza- iftars*. D'autres Directions ont été loyales.

Les différences dans les rites musulmans ont été conservées. La DSMES considérait que la participation des femmes dans les prières était obligatoire, d'autres directions non. En

Ouzbékistan et Tadjikistan, il était interdit aux femmes de prendre part aux cortèges funèbres, tandis qu'au Kazakhstan et en Azerbaïdjan cette pratique était autorisée.

Les fatwas sur la règlementation de la vie des musulmans s'écrivaient systématiquement ce qui témoignait de la vivacité des rites blâmés dessus. Certaines règles étaient interdites puisque, en Arabie, elles n'étaient pas acceptées. Pourtant quelques rituels (*urf*) avaient la légitimité islamique mais les théologiens soviétiques les ignoraient. En fait, les fatwas des directions spirituelles musulmanes ont été consacrées à l'interprétation des rites et des us qui ne contredisaient pas au mode de vie socialiste. Une telle stratégie n'a pas réussi mais elle induisait les croyants en erreur.

Dans les années 1970-1980, les mollahs soviétiques diffusaient leurs opinions à l'étranger. Ils essayaient de concilier les principes de la morale du socialisme avec l'éthique islamique, de confondre la morale communiste avec la morale religieuse. Le but était de convaincre le monde qu'en URSS les relations entre l'Etat et la religion progressaient et de montrer les conditions favorables pour le développement de l'islam et ses réussites dans l'Etat socialiste.

A côté des questions de la foi, les imams parlaient des problèmes de la guerre et de la paix, de l'amitié entre les peuples, des avertissements sur l'alcoolisme, la délinquance et l'infraction à l'ordre social et familial. A ce moment-là, l'alcoolisme était en effet devenu un problème social des Kazakhs.

Les fatwas s'élaboraient aussi dans les cas extrêmes. Au début des années 1980, quand la vie religieuse est devenue incontrôlable pour les pouvoirs, le mufti Z. Babakhanov exigea d'organiser les prières des fêtes uniquement dans les mosquées. En 1983, le troisième mufti de la DSMAC Ch. Babakhanov a édité une fatwa sur l'interdiction de vente de livres venant de l'étranger. Cette époque-là, la littérature religieuse venait de l'Afghanistan. Les Afghans donnaient et diffusaient autant que possible des livres religieux aux soldats soviétiques d'origine musulmane. Le Coran était importé par les étudiants des pays arabes.

Restant sous un contrôle sévère, les muftis introduisaient la ferveur religieuse des croyants dans le cadre de la législation soviétique, les fatwas étaient en effet des décrets dissimulés du parti. Ils faisaient coïncider les bases religieuses avec les restrictions du rituel musulman imposées par les pouvoirs. Or, l'islam se modernisa en s'adaptant aux besoins de l'Etat athée.

Les fatwas sur « les représentations réactionnaires » étaient les tentatives du clergé officiel d'aplanir les nombreuses contradictions entre les rites musulmans et les normes soviétiques et de faire face aux menaces de la part des groupes informels défendant la

légitimité de la pratique populaire en islam. Le contenu des fatwas était présenté comme une tendance pour rénover l'islam en URSS. Quant aux traditions, il n'y avait pas de conditions pour les faire évoluer. L'islam était exclu de la vie sociale.

La politique de l'isolationnisme impérial avait éloigné les musulmans de l'URSS de leurs coreligionnaires étrangers. Si, dans d'autres pays, la vie intellectuelle riche et diverse avait continué, en URSS, c'est l'aversion et la méfiance vis à vis des progrès de la culture musulmane qui était propagée. L'absence de la littérature coranique, l'ignorance de l'arabe et d'autres conséquences de la politique athée n'ont pas favorisé l'évolution intellectuelle.

Le niveau de l'enseignement religieux limité au seul *medrese* « Mir-Arab » et à l'Institut islamique à Tachkent pour toute l'URSS, n'a pas contribué au développement de la religion. La qualité de l'enseignement y était inférieure : au lieu de préparer des spécialistes pour les problèmes religieux, ils se sont limités, au mieux, à la préparation des lecteurs du Coran. Cela appauvrissait la connaissance des conceptions et des représentations de l'islam.

A partir des années 1970, très peu de gens, 4-5 personnes par an, étudiaient dans les universités islamiques du Caire (Al-Azhar) et de Fez (Karaouine). Dans les instructions aux étudiants on rappelait qu' « eux, en tant que citoyens soviétiques, doivent dissiper la fausse idée sur la situation des musulmans en URSS et relater les progrès de leur peuple ».[236]

Il n'y avait pas de conditions pour la modernisation de l'islam, ni de centres susceptibles de défendre les intérêts de la religion. Les structures musulmanes officielles se trouvaient sous le contrôle et représentaient un des éléments de la machine bureaucratique du pays. L'estimation fausse du rôle de la religion dans la société contemporaine entraina des analyses et des conclusions incorrectes. A la fin des années 1970, cela s'est révélé dans la politique extérieure. L'approche athée était appliquée à l'analyse de la théorie et de la pratique des pays musulmans après la période colonialiste. Dans la deuxième moitié du XXème siècle, quand le facteur islamique est devenu un élément important de la politique mondiale, les politiciens soviétiques ont pris pour modèle les faux règlements de l'athéisme scientifique.

C'était une tradition de la politique étrangère soviétique de juger le monde musulman du point de vue des perspectives communistes. Le rétablissement de la religion dans les années de la guerre et la création des conditions relativement libres pour les croyants ont été dictés par les intérêts politiques étrangers de l'URSS.

Après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque le système colonial a chuté, les autorités soviétiques ont soutenu les mouvements anticoloniaux dans les pays musulmans.

[236] MUXTAROVA G., op.cit., p. 191

L'indépendance de ces pays a servi de base à l'activation du facteur islamique. Les pays musulmans étaient indisposés contre la voie capitaliste, ils étaient méfiants aussi à l'égard de la voie socialiste du développement. A l'étranger on devinait ce qui se passait avec les musulmans soviétiques et était au courant des répressions envers l'islam.

A l'époque de la confrontation militaire et politique entre l'URSS et les Etats-Unis, ces pays sont tombés dans le champ de leurs intérêts. La rivalité de deux Puissances pour l'influence militaire, économique et politique a favorisé l'activité grandissante des pays musulmans dans les relations internationales. Donc, en vertu de facteurs intérieurs de l'évolution et aussi des relations internationales au XXème siècle, l'islam a évolué vers la politisation. Le facteur de l'islam a commencé à jouer un rôle dans les relations internationales. L'URSS a misé sur le potentiel musulman afin de l'utiliser pour attirer l'opinion publique des pays orientaux à suivre ses propres initiatives. Elle s'est résignée à l'islam dans le pays et a créé les Directions spirituelles des musulmans.

Si dans les années 1950, le rôle des musulmans dans la politique étrangère était limité au hajj et à la nécessité de représenter les citoyens soviétiques heureux, dans les années 1960, les muftis étaient engagés pour établir et renforcer les relations diplomatiques avec les pays musulmans qui souhaitaient à leur tour rétablir des liens confessionnels avec leurs coreligionnaires en URSS.

La politique étrangère était élaborée par l'Institut de l'orientalisme, le Ministère des affaires étrangères et le KGB, le comité qui était loin de la religion. L'idée communiste a prévalu dans les conceptions élaborées par rapport à l'islam. C'est pour cela que « le facteur islamique » a été analysé du point de vue de la structure des forces sociales et de l'hétérogénéité des classes. Les musulmans soviétiques ont été présentés comme le modèle de cette évolution.

Le fait de suivre la théorie selon laquelle le communisme était inévitable, a conduit l'URSS à soutenir n'importe quel gouvernement qui menait une politique anti-occidentale. Elle prenait tous les mouvements et les organisations politiques pour ceux de la « libération nationale ». Et vu qu'il y avait une approche non-différenciée, les relations avec les pays musulmans ont été compliquées et contradictoires.

En même temps, la politique imprévoyante et la continuité de la propagande athée vis-à-vis à l'islam à l'intérieur du pays, ont eu un impact néfaste sur la politique du pays dans le monde musulman. Même les pays qui maintenaient avec l'URSS des rapports cordiaux, la considéraient comme un pays « des athées » et également les communistes comme un danger, cherchant à rompre avec l'islam. Comme résultat, dans les années 1970, dans tous les pays du

Moyen-Orient, il y avait des répressions de communistes et cela se passait indépendamment du choix d'orientation politique du pays.

L'approche unilatérale a amené à la crise et à la rupture des relations diplomatiques avec les pays musulmans pendant la guerre arabo-israélienne de 1967. L'URSS n'a pas soutenu les alliées arabes face à l'agression dévastatrice israélienne. Dans cette situation complexe, quand les pouvoirs soviétiques ont été critiqués sévèrement et ont été accusés de trahison du côté égyptien de Nasser, ils ont recouru au service du clergé musulman.

Fin juin 1967, Z. Babakhanov, le mufti de la DSMAC en tant que délégué du Comité soviétique de la solidarité afro-asiatique, a fait un discours à l'université Al-Azhar où il a exprimé sa solidarité avec les frères arabes. Il demanda de la part des musulmans soviétiques (et pas de l'Etat) le retrait immédiat des armées israéliennes des territoires occupés.

Trois mois après, l'adjoint du mufti I. Machdoum a rendu visite aux pays arabes qui ont combattu l'Israël : l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, et a essayé de les convaincre que l'URSS était bien solidaire avec eux et que les musulmans soviétiques défendaient leurs positions à Moscou, notamment pour faciliter la livraison des armes soviétiques aux pays arabes.[237]

Pour rétablir la confiance des alliés arabes, une méthode plus efficace a été élaborée. Les politiciens soviétiques ont habilement joué « le facteur islamique » en présentant les musulmans soviétiques comme représentants de l'autre Union, pas athée et marxiste, mais musulmane et politiquement indépendante. Ainsi, « les mollahs rouges » ont aplani les erreurs des politiciens.

Avec cet événement, l'activité des muftis s'est élargie. Le mufti Z. Babakhanov est arrivé à la tête du département des relations internationales des organisations musulmanes de l'URSS. Les représentants de la Direction spirituelle allaient souvent à l'étranger, accueillaient des délégations étrangères, soutenaient les initiatives soviétiques dans les pays musulmans. L'efficacité des muftis comme instrument de la politique étrangère était assurée par la livraison soviétique de la technique militaire, des armes et de l'aide financière.

Pour avoir un impact confessionnel, le Ministère des affaires étrangères élaborait et prenait diverses mesures. C'est ainsi que dans la presse étrangère apparaît la nouvelle que le Coran d'Othman, considéré comme perdu pour toujours, était conservé dans la mosquée « Tilla-Cheikh » à Tachkent. Les musulmans intrigués ont demandé à visiter cette mosquée.

[237] MUXTAROVA G., op.cit., p. 194

Tachkent s'est ouvert aux étrangers. Les photos avec le Coran ont été amenées avec les délégations à l'étranger.

De la part des *muftiyats* soviétiques, le département idéologique du Comité central du PCUS s'est adressé aux musulmans du monde avec les déclarations politiques « Pour le désarmement total ! », « Contre la guerre impérialiste et la course aux armements » et organisé des conférences de pacification. Les diplomates soviétiques cherchaient des personnages musulmans renommés et loyaux au socialisme, les invitaient aux conférences en URSS. Ce genre des forums porta plutôt sur le caractère politique et pas confessionnel.

Pour avoir organisé des forums internationaux, Z. Babakhanov était décoré de l'« Ordre de l'Amitié des peuples » et de l'« Ordre de l'Insigne d'honneur », des médailles « Pour la maturité idéologique » (Maroc), de l'« Etoile jordanienne » du 1er degré. Il parait que le mufti avait parfaitement réussi sa mission.

Dans les années 1970, les relations internationales de la DSMAC sont devenues plus larges. Les délégations de plusieurs pays venaient à Moscou et à Tachkent. D'habitude on leur offrait un album sur « Les monuments historiques de l'islam en URSS » et le Coran édité en Union soviétique, tandis que celui-ci n'était pas accessible aux citoyens du pays. [238]

Parfois, les coreligionnaires doutaient de la franchise des muftis soviétiques. En regardant l'album, ils demandaient pourquoi les anciennes mosquées s'y trouvaient, s'il y avait des nouvelles mosquées etc. Z. Babakhanov, dans ce cas-là, faisait passer un discours dans la presse étrangère pour résister aux accusations calomnieuses.

Toutes ces conférences internationales coûteuses, les voyages et d'autres programmes ont été financés par les fonds de la Direction. La DSMAC à son tour prenait une partie de l'argent des mosquées d'Asie centrale. Intéressé pour avoir le plus d'argent possible, la Direction se plaignait des communautés kazakhes au prétexte qu'elles ne versaient pas assez de liquide. La DSMAC avait une information plus exacte que les délégués du CAR sur le nombre des rites organisés et des moyens obtenus. Les relations du gouvernement et des Directions musulmans, mutuellement avantageuses, ont duré longtemps.

A la fin des années 1970, la situation dans le monde a radicalement changé. La révolution islamique de 1979 en Iran a déconcerté les politiciens. Ses chefs spirituels déclaraient ouvertement l'exportation de la révolution islamique. Les pays islamiques diffusaient des idées de l'unité de la communauté musulmane. La situation dans le monde musulman était en état de « surchauffe ».

[238] MUXTAROVA G., op.cit., p. 195

Dans ces circonstances tendues, l'Union soviétique introduit son contingent de l'armée en Afghanistan le 29 décembre 1979. Cette décision avait été prise par le Bureau politique qui avait déclaré son engagement d'exercer « l'Accord de l'amitié et de la collaboration entre l'URSS et l'Afghanistan ».

L'assurance du devoir international de l'URSS pour défendre « la révolution socialiste du peuple afghan » a été suffisante pour le peuple et la communauté musulmane. La réaction brusque de l'URSS sur les événements afghans était conditionnée par la fermeté de renforcer la sécurité des frontières méridionales et les aspirations d'utiliser les possibilités géopolitiques dans la rivalité avec les USA. Mais une circonstance n'avait pas été prise en considération, à savoir que l'Afghanistan était un pays musulman.

Le facteur important c'est-à-dire le facteur islamique a été ignoré, celui-ci devenu un symbole puissant dans le tiers monde. Les politiciens soviétiques ont estimé le conflit de la modernisation et de la tradition dans la société afghane comme la révolution socialiste et c'était une grande erreur. Le 28 décembre 1979 les petites unités spéciales « Alfa », « Zénith », « Flamme » sont entrées en premier en Afghanistan. Elles étaient complétées des musulmans ethniques (540 militaires). Durant l'hiver de 1979-1980, 30 à 40.000 soldats ont été envoyés des républiques asiatiques dont la grande partie est allée dans les unités de construction, pour les travaux de réparation dans les aérodromes et la construction des camps militaires.[239]

La population afghane à chaque occasion en a appelé aux sentiments des soldats soviétiques, des musulmans ethniques, a adressé des appels religieux pour la paix, offrait le Coran et les objets symboliques musulmans.

L'invasion soviétique en Afghanistan, qui est devenue aux yeux de la communauté mondiale la répression directe des insurgés musulmans, a provoqué une large résonance dans le monde. Les politiciens de l'Occident l'ont qualifiée d'intervention militaire. Les pays musulmans les plus influents : l'Arabie Saoudite, le Pakistan, l'Iran, l'Iraq, l'Egypte, la Lybie et l'Indonésie, ont exprimé leur attitude négative à la conférence d'Islamabad de janvier 1980. La conférence « Prêche islamique » qui s'est tenue à Khartoum (1981) a aussi réagi contre la présence de l'URSS en Afghanistan.

En réponse à la désapprobation et à la critique mondiales, l'URSS prend les mesures d'opposition dans toutes les directions politiques. Elle croyait faire la justice en introduisant ses forces. Mais, avec cette intervention, elle menaçait également tout le camp socialiste car

[239] MUXTAROVA G., op.cit., p. 197

les pays du pacte de Varsovie n'étaient pas prévenus. Les autorités ont tout fait pour que la question de sa présence en Afghanistan ne soit pas de l'ordre du jour.

Le commandement politique longtemps resta sur une position de défense, en n'acceptant pas les changements dans le monde. Le secrétaire général du PCUS L. Brejnev a jugé la révolution iranienne pendant le XVIème congrès du PCUS, en 1981, « comme le grand événement dans la vie mondiale et malgré ses contradictions et sa complexité, c'est une révolution anti-impérialiste à sa base. »[240]

Le secrétaire général du PCUS suivant, K. Tchernenko, prétendait que « les communistes sont les athées conséquents et qu'ils n'imposent à personne leur vision du monde. Notre méthode c'est l'instruction, la conviction et la propagande ».

L'imprévoyance des pouvoirs soviétiques qui ont ignoré le facteur islamique, a mis en difficulté tous les accords interétatiques dans l'Orient. Après 1979, les diplomates soviétiques dans les pays d'Asie et d'Afrique se sont retrouvés dans une situation ambiguë. Les pays musulmans n'avaient plus envie de collaborer avec l'URSS. Au moment critique, les liens confessionnels des musulmans ont été reconnus comme un élément important des relations diplomatiques, l'approche générale a changé selon les circonstances.

Pour la réhabilitation du pays aux yeux de la communauté musulmane, les dirigeants activent de nouveau le potentiel musulman. Ils ont misé sur les muftis fidèles. Sept personnes y compris le mufti Z. Babakhanov, le cheikh G. Abdoullaev, le rédacteur en chef de la revue *Musulmans de l'Orient soviétique* ont mérité la confiance du gouvernement.

Le CAR a élaboré une nouvelle conception pour organiser des conférences musulmanes internationales, en l'occurrence sur des thématiques religieuses. Selon le plan prévu, deux conférences, une pour le dixième anniversaire de la revue « Musulmans de l'Orient soviétique » en 1979 à Tachkent, et la deuxième consacrée à l'apport de l'Asie centrale, de la région de Volga et du Caucase dans le développement de la pensée islamique à Douchanbe.

La délégation afghane, dans ces forums, cherchait la reconnaissance du régime afghan en le présentant comme protecteur de l'islam. Quelques pays, dirigés par le Pakistan, se sont opposés. Les organisateurs ont mentionné dans le communiqué de conclusion une désapprobation de l'impérialisme israélien, sud-africaine et chinois visant indirectement l'URSS.

[240] MUXTAROVA G., op.cit., p. 199

La conférence suivante non-planifiée était engendrée par les forces majeures. Elle était organisée au mois du septembre 1980 sous le prétexte du XVème siècle de l'Hégire et sous le slogan « XVème siècle de l'hégire doit être le siècle de la paix et de l'amitié entre les peuples ». Elle avait comme objectif d'endormir l'opinion internationale et d'activer les contacts avec le monde musulman.

Islamabad et Téhéran ont appelé au boycott. Parmi les 70 délégations invitées, 11 pays sont arrivés. Les délégations musulmanes d'orientation prosoviétique ont été représentées par l'Afghanistan, le Yémen du Sud, la Syrie, l'Ethiopie, le Togo, la Ghana, le Sénégal, l'Ouganda et le Sri-Lanka. Les organisations musulmanes qui boycottaient la conférence ont vite été remplacées par des organisations bouddhistes et chrétiennes.[241]

Dans la discussion imposée aux participants, le Kazakhstan et l'Asie centrale ont été présentés comme l'exemple unique du développement démographique, économique et de la liberté nationale, culturelle et spirituelle. Les oulémas d'autres pays étaient choqués par cette hypocrisie et ont adopté une position antisoviétique.

Or, le forum de Tachkent à échoué complètement. Après la conférence, trois des quatre muftis soviétiques ont été destitués de leurs postes pour n'avoir pas pu tourner le cours de la conférence en faveur de l'URSS. Dans la presse officielle il n'y avait aucun commentaire sur les résultats de cette conférence. Parallèlement dans les mass-médias, on essayait d'insinuer aux musulmans soviétiques que, sous le socialisme, ils avaient fait des progrès.

Pour dépasser cet épisode négatif, quelques actions ont encore été organisées, notamment l'exposition de photos « La vie des musulmans et les monuments de la culture islamique en URSS » à Tripoli en 1981. Le directeur de l'édition pakistanaise « Peoples publishing house » Raouf Malik était invité à recueillir des matériaux pour un livre sur la vie des musulmans soviétiques. Il faut noter qu'avant on le lui avait refusé pendant 15 ans.

Donc, les pouvoirs étaient prêts de faire n'importe quelle concession afin de ne pas perdre la confiance. Des religieux des pays musulmans ont été conviés à visiter les grandes villes de l'URSS comme Moscou, Léningrad, Tachkent, Samarcande et pour se faire soigner. Toutes les dépenses étaient prises en charge. Mais personne n'a voulu venir à cause du problème de l'Afghanistan.

Dans les conférences relatives à la pensée islamique à l'étranger, il n'y avait plus de place pour les muftis soviétiques. Les muftis ont publiquement soutenu le gouvernement

[241] MUXTAROVA G., op.cit., p. 201

même après l'entrée des armées en Afghanistan. Ils n'étaient pas les bienvenus dans les pays musulmans, d'ailleurs ils n'avaient pas de droit de vote dans aucune organisation internationale. Cette question n'était jamais à l'ordre du jour. Après 1982, les organisations musulmanes de l'URSS se sont retrouvées dans l'isolement, la participation des muftis dans la lutte pour la paix s'est arrêtée.

Vu la situation, le Ministère des affaires étrangères de l'URSS a recommandé de ne pas faire le pèlerinage en Arabie Saoudite. Les pèlerins soviétiques sont devenus l'objet prioritaire de l'influence des Iraniens car les autorités de ce pays ont annoncé que le hajj est une méthode de diffusion de l'idéologie islamique. Le hajj n'était pas interdit mais les pouvoirs avaient peur de l'influence de la propagande étrangère.

La réaction négative de la communauté mondiale a obligé les politiciens soviétiques d'élaborer une politique spéciale par rapport à l'islam. Ils ont essayé de compenser la perte de l'influence politique sur les pays musulmans par une nouvelle tactique. Premièrement, ils ont accepté l'idée que l'islam puisse avoir une importance positive dans les sociétés qui se trouvaient dans une phase inférieure de leur développement, dans des situations autres que celles qui existaient en URSS.

Deuxièmement, continuant de jouer le facteur islamique, le gouvernement a désigné dans la période 1983-1985 huit représentants des républiques asiatiques comme ambassadeurs et représentants plénipotentiaires dans les pays musulmans. Parmi eux, les représentants du Kazakhstan, M. Fazılov au Maroc, B. Bayjanov au Yémen, K. Baymuratov et J. Espembetov au Soudan.

Mais le conflit du communisme et de l'islam à l'étranger était si profond, qu'aucune mesure n'a pu sauver la situation. La politique imprévoyante de l'URSS a engendré une crise profonde en Afghanistan. L'Afghanistan s'est retrouvé isolé et a perdu son appartenance aux organisations musulmanes internationales. La présence des forces extérieures a jeté le pays dans la guerre civile, 3 millions de personnes se sont réfugiées ailleurs.

La présence des idées communistes a approfondi la catastrophe humaine, cela a amené à la radicalisation de l'islam et en fin du compte à l'arrivée des talibans au pouvoir en 1996. L'entrée du contingent soviétique en Afghanistan a radicalement changé l'équilibre géopolitique en Asie centrale. Même cela a visé le renforcement de la présence de l'URSS dans la région, elle a provoqué l'affaiblissement de son influence. Cette erreur politique a profité aux Etats-Unis qui ont su en tirer parti, accentuant la médiatisation du conflit afghan. Logiquement, la politique soviétique en Afghanistan a échoué.

Le fondement scientifique athée de la religion ne permettait pas comprendre la réalité. Les politiciens soviétiques voyaient le monde entier sous le prisme du marxisme-léninisme. Dans la science, il y avait une ambigüité en ce qui concerne l'islam intérieur et extérieur. L'islam intérieur devait être dépassé avec les générations, l'extérieur était analysé comme combattant actif contre l'impérialisme. L'idéologie et le pragmatisme étroit ont provoqué une erreur dans l'estimation du rôle de l'islam dans la société socialiste et n'ont pas permis de comprendre le facteur islamique.

L'importance des conceptions théoriques et des diagnostiques de l'état de religiosité de l'IAS a été importante. Les recommandations élaborées à sa base se sont réalisées dans l'activité pratique des organes du parti et de l'Etat dans le domaine religieux, et ont orienté la politique soviétique en Orient.

Les dirigeants du PCUS ont refusé de comprendre le facteur islamique car durant toutes ces années ils ignoraient l'islam dans leur propre pays. La sous-estimation et l'ignorance découlaient de point de vue impérialiste sur la vie et la mentalité des peuples asiatiques, d'où l'expérience négative des relations Etat-religion en URSS.

3.4.2. Facteur islamique dans la société kazakhe

Dans la politique intérieure, les relations avec l'islam se sont construites sur la base des études théoriques de l'IAS. Les athées ayant étudié la situation de la religion, ont conclu que cette dernière se trouvait dans un état de crise. Dans les années 1960-1970, les sociologues étaient tout à fait contents de la situation qui prévalait avec le culte musulman au Kazakhstan.

Les facteurs objectifs comme les changements dans la vie matérielle du peuple ont servi de base pour les estimations optimistes de la société soviétique du Kazakhstan. Les idéologues utilisaient des règles principales du communisme scientifique pour des progrès sur l'économie socialiste en imaginant la victoire de l'idéologie athée.

Dans la vie réelle, cette thèse n'était pas justifiée. Les progrès dans la vie économique n'ont pas conduit à l'éradication rapide de la religion mais ils se sont mêlés aux problèmes complexes de la spiritualité et de la culture. Au cours des années 1970-1990, les Kazakhs ont ressenti des restrictions dans l'activité nationale et culturelle, l'utilisation de la langue natale, la transmission des valeurs religieuses, ce qui a interrompu la succession spirituelle et culturelle des générations. Les valeurs nationales (l'histoire, la langue, la littérature, l'éducation), les traditions religieuses (la foi, le mode de vie, la ritualité, les spécificités de la

mentalité) perdaient leur importance dans la vie sociale. Leur contenu était « stérilisé » sous l'influence puissante de l'idéologie communiste.

L'usage de la langue comme condition de la réalisation de l'identité ethnique s'est diminuée en quelques générations. Le maniement de la langue russe est devenu pour la jeunesse kazakhe une condition nécessaire pour la migration et l'adaptation dans le milieu urbain, et pour avoir une formation professionnelle. Le domaine de la langue natale était limité à celui de la famille.

Une couche entière de la culture kazakhe était rayée de la conscience publique pour plusieurs décennies. La négation du contenu national de la culture a privé le peuple kazakh de son rôle d'agent de l'histoire, de créateur de sa propre histoire. Sans histoire, la formation de la conscience ethnique était impossible. Toutes les tentations de changer les choses ont été interrompues par les interdictions politiques.

La pression provoqua la tension intérieure et un sentiment de restriction, de « gêne ethnique ». Sans doute, l'influence de la culture socialiste soviétique sur la société kazakhe a été importante. Les Kazakhs ont acquis une expérience culturelle riche, ont découvert la diversité de la culture mondiale. Mais en même temps, ils ont retenu une forme simplifiée et défigurée de leur propre histoire, culture et religion.

Des protestations, exprimant l'insatisfaction de la vie spirituelle et nationale kazakhe à cause des limitations sévères, se sont manifestées dans la vie socio-politique de la république. Il y avait les cas de diffusion des manuscrits et des lettres anonymes à caractère nationaliste, des plaintes sur le racisme russe, des expressions de mécontentement sur l'utilisation du russe dans les universités et dans la correspondance, sur l'occupation des postes supérieurs par les Russes etc. Sans doute, les auteurs étaient punis. Les organes de sécurité menaient un grand travail prophylactique pour empêcher toute tentative d'activité subversive des éléments nationalistes, antisoviétiques.

Les gens attiraient l'attention des pouvoirs sur les problèmes non-résolus. La recrudescence des sentiments nationaux témoigna de la contradiction profonde dans la vie sociale, qui n'était pas perçue par les autorités mais qui était bien éprouvée dans la société kazakhe.

Les thèses de l'athéisme scientifique qui liaient directement l'athéisation de la société avec l'évolution de son niveau d'instruction ont été contredites dans les faits. Le niveau d'instruction au Kazakhstan a évolué fortement des années après la guerre. Mais malgré les efforts d'athéisation de cette couche bien formée, la quête spirituelle y a augmenté aussi.

Au sein de la société imprégnée de l'idéologie marxiste et au moment où l'athéisme perdait de son attractivité, ce sont les valeurs traditionnelles conservées dans l'islam qui ont pris une grande importance. L'intérêt pour la religion est devenu l'issue non seulement pour ceux qui ne pouvaient pas se réaliser dans la société soviétique (les personnes âgées peu formées) mais aussi pour ceux qui avaient réussi et occupé un statut élevé. Les aspirations pour se réaliser soi-même dans la tradition et la pratique religieuses en dépit du contrôle inévitable des comités du parti, ont témoigné de la recherche spirituelle, de la conscience de l'authenticité ethnique, tout ce qui était irréalisable dans une société athée.

Dans les années 1970, les sociologues notaient que les représentants de l'élite et parfois les membres du parti s'intéressaient à la religion. C'était le cas d'un géologue, le correspondant de l'Académie des sciences de la RSSK, A. Maşanov qui était qualifié de « croyant fanatique » car il rendait visite régulièrement à la mosquée, puis en 1968 il essaya d'aller à la Mecque. Il était obligé de se justifier par l'intérêt scientifique porté à l'islam. Pour ne pas être vu le vendredi dans la mosquée où les jours fériées, il y allait les jours de la semaine.[242]

Ce sont surtout les personnes âgées qui étaient sensibles à l'oubli des traditions spirituelles et culturelles, à la rupture des liens avec la jeune génération. Dans leur grande majorité, ils étaient croyants ou revenaient au sein de la religion après la retraite. Ce sont les anciens qui maintenaient les traditions dans la famille, contrôlaient le respect des rites musulmans, diffusaient l'information culturelle musulmane. Les savoirs sur l'islam étaient propagés par les habitudes familiales. On rappelait le jour du vendredi et la préparation des galettes ce jour-là pour commémorer les parents morts avec la prière.

On inculquait les préférences nationales dans le goût pour la cuisine nationale, la défense de consommer de la viande de porc. On apprenait aux garçons la méthode pour égorger l'animal selon la tradition musulmane. Le respect des traditions dans la famille était répété comme des exemples de la conduite à tenir et de la régulation de la vie de l'homme. Le mode de vie islamique était bien enraciné et était véhiculé au sein de la famille et dans le milieu ethnique. Ces modes d'être étaient aussi répandus chez les non-croyants quand ils se laissaient guider par les normes musulmanes dans la vie, dans leurs rapports avec les autres, dans les règles du comportement. Mais le mode de vie islamique, ses règles et exigences étaient perçus comme des éléments nationaux dans la conscience des non-croyants. Le comportement dans le domaine de la culture quotidienne et traditionnelle, les coutumes qui se

[242] MUXTAROVA G., op.cit., p. 209

transmettaient à travers la famille et les parents, constituaient ainsi une forme plus stable de l'existence de l'islam.

La voie familiale pour maintenir la religiosité typique chez les Kazakhs soviétiques, en grande partie, était due à la spécificité de l'identité religieuse des Kazakhs grâce à la prédominance de l'interprétation philosopho-psychologique et morale. Les parents transmettaient au travers des exemples quotidiens les normes morales, comme le respect des grands et des petits, l'attitude tolérante envers les gens d'autres religions et ethnies, la patience, la retenue, voire les superstitions – ainsi les préceptes relatifs aux sentiments de honte et de délicatesse sont typiques de l'éducation kazakhe. L'appel des anciens au respect des valeurs traditionnelles dans certains cas définissait l'orientation vitale de la jeunesse comme la création de la famille, le fait d'avoir beaucoup d'enfants. Donc, la fonction de l'islam était une fonction régulatrice, plus que prescriptive.

Les rituels des Kazakhs qui étaient respectés dans le foyer familial consolidaient non seulement les relations parentales mais aussi les liens ethniques. L'image du passé historique qui existait dans la conscience des anciennes générations se transmettait par les informations que celles-ci donnaient sur les rites et fêtes religieuses ainsi que par les explications fournies aux jeunes. L'identification du national et du religieux maintenait la continuité spirituelle dans le milieu kazakh, ce qui était incontrôlable par les pouvoirs athées.

Souvent l'identification religieuse se formulait dans la phrase « le Kazakh, c'est-à-dire le musulman ». Ce moyen d'identification était une réalité de la vie soviétique. Cela voulait dire que le terme « musulman » n'était pas forcément lié à une question de pratique. Les Kazakhs considéraient leur appartenance à l'islam comme un phénomène naturel – ce qui n'empêchait pas de ne pas suivre les préceptes de la religion. Même dans les régions où l'islam avait des positions stables et bien établies, les gens toléraient ces écarts.

L'islam n'était pas une force qui aurait pu faire face à l'idéologie dans la société soviétique et par conséquent il était marginalisé de la vie sociale. Dans l'espace politique soviétique, l'ethnicité et la religiosité fonctionnaient dans le même champ, dans une conscience, la possibilité de s'exprimer était unique. Le fonctionnement de ces deux éléments était réservé au domaine personnel, familial et au milieu ethnique.

Mais la conservation de l'islam sous cette forme n'a pas permis la rupture radicale avec le passé, il a renforcé l'intégrité de la culture nationale. En effet, la critique de l'islam équivalait à attaquer la culture nationale. Les gens s'intéressaient à la religion car on l'éloignait encore plus des croyants. Le contrôle total et les limitations dans le domaine

confessionnel ont produit un effet inverse dans la société. L'intervention directe de l'Etat dans l'activité des organisations religieuses en 1961 a, en fait, séparé les religieux des croyants.

Le clergé officiel était embauché selon le contrat pour exercer les besoins religieux. Il fallait prendre l'autorisation du CAR et de la DSMAC pour toutes sortes d'actions. Les délégués vérifiaient les textes des prières, contrôlaient leur organisation, comptaient le nombre des croyants dans la mosquée. Les fonctions financières des communautés religieuses ont été données aux comités exécutifs locaux. Le clergé a perdu ses liens avec la masse des croyants.

Paradoxalement, les restrictions sur le clergé officiel ont favorisé l'activité des mollahs non-officiels. Signalons aussi que la tradition de la pratique religieuse libre chez les Kazakhs existait depuis longtemps. Les rapports des délégués témoignaient que, partout où c'était possible, les croyants se formaient en groupes et les mollahs continuaient leur pratique de culte. En 1964, il y avait 395 mollahs officiels et 2 436 non-officiels en URSS.[243]

Ces mollahs illégaux dirigeaient la conscience et la conduite religieuse des gens, en raison de leur proximité avec les masses, par la langue et leurs pratiques. Leur nombre croissant exprime bien les besoins de rites religieux, et cela pas seulement dans les endroits ruraux où il n'y avait pas de mosquée. Ils étaient, de plus, les arbitres dans les affaires quotidiennes. En grande partie, les mollahs ne connaissaient pas l'arabe. Même les serviteurs du culte comprenaient peu le texte arabe des livres religieux. Le Coran et les Hadiths étaient quasiment inaccessibles aux Soviétiques. S'il y avait un exemplaire du Coran, il était conservé dans les cabinets du parti. En réalité, tous les livres écrits en arabe était perçus comme un symbole d'appartenance à l'islam, incitant à la croyance et à l'adoration. A cause du manque de livres musulmans en kazakh, les gens obtenaient l'information religieuse lors de rassemblements à la mosquée ou lors de la lecture de la littérature athée.

Bien que les pouvoirs aient fait des efforts pour que les mollahs officiels blâment les illégaux, il n'y avait pas de véritable conflit entre le clergé officiel et non-officiel. Et ce dernier ne critiquait pas non plus le clergé officiel.

Les restrictions dans le domaine de la vie spirituelle favorisaient une interprétation plus libre des canons religieux, une simplification des rites ainsi qu'une augmentation de la compréhension de l'islam dans la société athée. Les mollahs non-officiels, théologiquement parlant « faibles », maintenaient la religiosité au sein du peuple. Ils accompagnaient les rites des funérailles et du mariage. Dans les endroits où il n'y avait pas de mosquée, les prières se

[243] MUXTAROVA G., op.cit., p. 212

faisaient dans les maisons, les donations étaient distribuées aux personnes seules et âgées. Ces collectes d'argent aidaient à aménager les cimetières musulmans.

Or, la vie civile avec ses nombreux problèmes et ses moments de joie allait à l'encontre des règles idéologiques. Ces contradictions étaient résolues au Kazakhstan de manière assez spéciale. Les délégués du CAR étaient mécontents des organes locaux du parti car ils traitaient libéralement les organisations religieuses. On a évoqué l'ambigüité des cadres locaux et le faible niveau d'impact de l'idéologie dominante sur eux.

Le caractère de la propagande athée dans la république était sans compromis et en même temps probant. Les rapports sur les progrès dans ce domaine, sauf rares exceptions, étaient en grande partie exagérés.

La religion était mal vue chez les communistes car elle n'était pas productive d'un point de vue de la société et d'un point de vue personnel non plus. En conséquence, le respect des rites musulmans provoquait la réaction négative de la direction du parti. Le choix entre l'athéisme et la religion était inévitable pour les citoyens soviétiques. Et le choix de la religion dans la société signifiait le refus de la carrière, de la réussite sociale et de la sécurité.

Parallèlement, les communistes kazakhs maintenaient les rites musulmans dans le cercle familial. Une certaine partie des intellectuels ruraux - les instituteurs, les agronomes, les zootechniciens, les médecins - suivaient les rites en présence des anciens. Ils expliquaient leur attitude par le respect des aînés et des traditions nationales. En principe, cette pratique des fonctionnaires – qui consistait à fermer les yeux sur les nombreuses manifestations de l'expression religieuse – a contribué à apaiser le conflit entre les pouvoirs et la société.

Même si les comités exécutifs contrôlaient sur place les communautés religieuses, ils n'autorisaient pas la répression des masses dans le cadre des normes légales. Les porteurs de l'idéologie officielle, les communistes, luttaient officiellement contre la religion, mais, officieusement, ils n'entraient pas trop dans ce domaine. La prédominance de l'idéologie athée entrainait l'existence d'une opinion publique déformée, selon laquelle l'athéisme était une conception des classes militantes, et que ses porteurs devaient obligatoirement mener la lutte contre les religions et les croyants. Mais, dans leur majorité, les communistes locaux n'avaient pas de positions militantes.

La situation de l'islam en URSS a commencé à changer radicalement la fin des années 1970. Avec la tragédie afghane, se forment des liens intérieurs de l'islam dit « soviétique » avec l'islam à l'étranger, et ce malgré un long isolement.

A côté des centres connus de l'orientalisme dans la soviétologie, il y en a de nouveaux qui voient le jour. En 1978, à l'Université de Columbia aux Etats-Unis, a été créé le centre

d'études des relations nationales dans les républiques d'Asie centrale et au Kazakhstan. Son objectif était l'élaboration des formes de diversion idéologique dans ces régions-là. En 1979, à New York, le forum organisé par les émigrés des républiques centrasiatiques a annoncé la fondation du centre subversif « Société des émigrés turkestanais ». Son but était la lutte contre le régime politique de l'URSS et la création de l'Etat du Turkestan indépendant.

Avec l'entrée des armées soviétiques en Afghanistan, les stations de radio internationales ont mené une attaque de propagande : 39 stations au total transmettaient leurs émissions en URSS, parmi elles, les radios des pays musulmans comme le Pakistan, l'Arabie saoudite. A partir de 1980, le nombre des fréquences et du temps de translation dans les langues d'Asie centrale a augmenté. La radio « Liberté » diffusait deux fois par jour des émissions de 45 minutes sur 10 fréquences.[244] Les stations de radio de l'Iran, de la Turquie et de la Chine en langue kazakhe y ont associé une propagande idéologique.

La base de la propagande étrangère était la critique du régime soviétique, l'estimation de la situation de l'islam en URSS, la discrimination nationale des peuples musulmans. La majorité des émissions avait comme sujet la désapprobation de l'activité du PCUS dans la sphère religieuse intérieure. Les services étrangers estimaient bien l'importance du facteur confessionnel dans la société soviétique. Ils avertissaient que l'influence de l'islam venu de l'étranger allait peser sur les peuples turciques soviétiques.

La pression sur la conscience nationale et les sentiments confessionnels des musulmans soviétiques augmenta sans interruption. Les émissions indiquaient que les vrais musulmans de l'Afghanistan menaient une guerre sainte contre l'Union soviétique. Dans les programmes en langues turques, on soulignait qu'en Afghanistan c'étaient leurs coreligionnaires qui combattaient l'URSS.

L'analyse de la société soviétique a permis à l'Occident de tirer une conclusion : les Turcs soviétiques étaient fidèles à l'islam mais ils n'allaient pas perdre la tête pour l'islam. Leur pronostic, par rapport aux Kazakhs, a été confirmé.

Les programmes de radio occidentaux abordaient les différents faits de la réalité soviétique. Par exemple, il y avait des rumeurs selon lesquelles, dans le sud du Kazakhstan, on n'enterrait pas les soldats soviétiques morts en Afghanistan, car ils avaient combattu les musulmans. Les peuples musulmans soviétiques ont donc été considérés, dans la propagande occidentale, comme un facteur potentiel de déstabilisation. On espérait que, sous l'influence

[244] MUXTAROVA G., op.cit., p. 215

des événements au Moyen Orient, les sentiments musulmans allaient s'éveiller chez les musulmans soviétiques et que cela pourrait faire chuter le régime en URSS.

L'interprétation occidentale de la situation de l'islam pendant la guerre afghane a eu un impact considérable sur l'auditoire soviétique. L'interdiction faite à l'information religieuse, le blocus informatique de l'Etat, « le rideau de fer » ont été les causes principales de l'intérêt de l'auditoire musulman et non-musulman pour les sources étrangères. Ces dernières, à leur tour, diffusaient des idées qui étaient blâmées et interdites par la propagande officielle soviétique.

Il y avait des témoignages selon lesquels la population de l'URSS avait répondu à la propagande étrangère, surtout les jeunes. Le KGB commença à s'inquiéter sérieusement vis-vis des déclarations des radios étrangères émises sur les musulmans soviétiques, qui pourraient être majoritaires en URSS dans l'avenir. La critique et la désapprobation de l'URSS sur la scène internationale, la propagande musulmane puissante depuis les centres étrangers, la confrontation avec ses rivaux géopolitiques ont inquiété fortement le commandement politique du pays. Comme jamais auparavant, l'islam intérieur a suscité des alarmes.

Les adversaires ont obligé des politiciens soviétiques à s'occuper de nouveau du caractère et l'état de la religiosité dans les régions centrasiatiques. Le bureau politique a exigé des secrétaires de tous les niveaux et du KGB qu'ils élaborent des mesures contre la propagande.

Au début des années 1980, une nouvelle vague athée a fait croître la tension idéologique dans le pays. Les problèmes de l'islam intérieur – dans tel ou tel contexte – ont été périodiquement discutés au niveau du pouvoir supérieur. Le bureau politique a étudié les rapports et les informations des instances sur la situation de l'islam à l'étranger et dans le pays, il a élaboré des mesures de prévention de l'influence de la propagande islamique sur la population de l'URSS.

Les décrets incitaient à augmenter les responsabilités des communistes dans la lutte contre les préjugés religieux. La réunion du CAR a été consacrée au problème de l'islam. Il était reconnu que la situation qui prévalait autour des cultes musulmans n'était pas favorable. Les communistes ont aussi organisé des rassemblements où ils ont fait leur auto-critique.

Le Plénum du Comité central du Kazakhstan a recommandé de créer des commissions idéologiques dans toutes les grandes organisations du parti. Comme auparavant, pour détourner l'attention des fêtes religieuses, il fallait introduire de nouvelles fêtes soviétiques :

les adieux à l'hiver, la fête du premier sillon, le jour politique. Les fêtes des travailleurs de l'agriculture devaient être accompagnées des jeux nationaux.

Ces mesures extraordinaires et formelles ne pouvaient pas faire contrepoids aux tendances religieuses que le CAR avait observées dans la république. Et l'inquiétude par rapport à l'activité des organisations musulmanes était fondée. Depuis le début des années 1980, le nombre de demandes pour enregistrer les communautés religieuses avait augmenté. En 1980, Le Conseil avait enregistré 4 communautés (3 dans la région de Chymkent, 1 à Oskemen) ; en 1982, 4 dans la région d'Almaty.[245] Ces décisions-là avaient été longuement attendues par les musulmans du Kazakhstan, qui ont reçu la permission de ré-ouvrir les mosquées, la première fois depuis les années 1954-1956. Les actions du CAR, qui avait reculé sur ses interdictions émises plusieurs années, reflétaient ses craintes sur le risque de perdre le contrôle de la situation religieuse.

De la part des pouvoirs, il n'y avait pas de raison de voir l'athéisme diminuer. Ayant peur de l'information des stations de radio, le gouvernement activait l'édition de la littérature religieuse. En 1980, sur 154 livres antireligieux édités en URSS, 27 (17,5%) étaient dédiés à la critique de l'islam ; en 1982, 37 sur 161 (23%) livres concernèrent la critique de l'islam ; en 1983, 45 sur 209 (21,5%).[246] Le contenu des publications était devenu radical, et, de plus en plus, on indiquait l'activité subversive de l'islam « parallèle ». La télévision, la presse fournissaient des translations et des commentaires sur les actions militaires en Afghanistan, tout était interprété unilatéralement pour justifier la présence du contingent soviétique. Il fallait convaincre le peuple de la justesse et du bien-fondé des actions du pays pour « la défense des progrès socialistes du peuple afghan ».

En 1982, on a établi un compte rapide des organisations religieuses. Les données statistiques ont été rassemblées, vu l'urgence, en un exemplaire pour le CAR. Les résultats n'ont pas réjoui les pouvoirs. 406 communautés religieuses dont 44 musulmanes étaient enregistrées au Kazakhstan. Le compte a montré que, dans plusieurs régions, le nombre réel des communautés religieuses dépassait celui des enregistrées. Les délégués découvraient des communautés illégales, 395 communautés des diverses confessions, dont 18 musulmanes.[247]

La situation dans le domaine religieux était décrite dans les rapports « secrets » qui fixaient les groupes religieux non-enregistrés. Lorsqu'on a constaté l'augmentation de la religiosité, le CAR a fait une concession. Les organisations religieuses faisaient toujours

[245] MUXTAROVA G., op.cit., p. 221
[246] Idem, p. 222
[247] Idem, p.223

l'objet d'une forte taxation. Pour stimuler l'enregistrement officiel, l'imposition des communautés religieuses a été diminuée de 81 à 69%.[248]

Les efforts pour englober tout le réseau des organisations religieuses n'ont pas signifié la légalisation complète et la reconnaissance de leur existence par l'Etat. Les mesures qui ont suivi ont été la fermeture des communautés existantes officielles pour diminuer tout canal d'influence de l'islam. Surtout, ce sont les communautés des croyants âgés qui ont été fermées.

Les idées d'une renaissance musulmane pénétraient dans le pays, et les pouvoirs, craignant leur diffusion dans les organisations islamiques illégales, où elles prenaient un caractère radical, soit légalisaient les nouvelles communautés (voire ouvraient de nouvelles mosquées) soit resserraient leur pression. Mais même dans ces conditions, le nombre de communautés religieuses n'a pas baissé.

La politique d'interdiction a conduit à une situation paradoxale ; le réseau des organisations religieuses dans le culte musulman était moins structuré : 374 organisations musulmanes fonctionnaient en URSS officiellement et près d'un millier de serviteurs du culte contre 539 organisations non-enregistrés et plus de 10 000 religieux illégaux.[249]

Ni la conférence du Conseil des Ministères et des républiques de l'Union en novembre 1983, ni la conférence du CAR n'a pu arrêter le processus de l'impact croissant de l'islam. Les idéologues soviétiques ont trouvé que la religiosité des musulmans ne dépendait ni du nombre de mosquées actives, ni du niveau de préparation théologique du clergé, ni du niveau d'éducation ou de l'âge de la population ni même de l'appartenance au PCUS.

La confrontation de l'islam et de l'Etat a augmenté. Désormais, les serviteurs du culte non-enregistré sont devenus l'objet de poursuites. Les athées, inconsciemment, ont prêté l'oreille à l'Occident qui indiquait le caractère de l'activité des organisations religieuses non-enregistrées et des religieux comme « antisoviétique ». Cela consistait à attribuer à l'islam clandestin une activité politique.

Les décrets de 1983 ont souligné que la propagande des services spéciaux musulmans et occidentaux était destinée au clergé non-officiel et aux croyants. Les mesures du gouvernement, comme dans les années 1930, indiquaient « le caractère réactionnaire du clergé musulman ». Les délégués, pour éviter les accusations d'indulgence envers l'islam, ont

[248] MUXTAROVA G., op.cit., p. 224
[249] Idem, p.224

traité tous les mollahs non-enregistrés comme « extrémistes religieux ». En 1983, a été révélée l'activité de plus de 900 mollahs illégaux, 7 mosquées clandestines.[250]

Les comités exécutifs et leurs commissions trouvaient et prévenaient les actions « antisociales » des mollahs illégaux. Les délégués étudiaient leurs opinions, leur fidélité à la législation soviétique, faisaient la liste des mollahs envers qui il fallait prendre des mesures décisives. Comme mesures répressives ils étaient astreints à payer les amendes ou les diverses taxes.

Les communautés non-officielles et les mollahs illégaux, dont le nombre augmentait rapidement, servaient d'indicateur des protestations dans le domaine religieux tout comme dans les autres. L'activité religieuse des croyants soviétiques ayant jusqu'alors le caractère d'une activité privée, est devenue une réalité objective pour les pouvoirs.

Le niveau élevé des dons a continué dans les années 1980. La somme d'argent dépassait le nombre des fidèles à la mosquée. Cela est dû au fait que les personnes âgées donnaient la zeket aussi pour leurs enfants, leurs petits enfants ou les membres de la famille qui étaient absents pendant la prière. Leur absence pendant les prières du vendredi n'était pas justifiée par le travail ou les études. C'était l'attitude indifférente des générations moyennes et petites pour la religion qui était répandue. En 1982, pour la fête d'*Oraza ayt*, 277 420 roubles ont été ramassés ce qui est beaucoup plus qu'en 1980 (259 770).[251] Le réceptacle des dons se trouvaient dans la cour de la mosquée. Les croyants choisissaient le bénéficiaire des fonds entre la mosquée, le *medrese*, la DSMAC, le fonds de la paix, le fonds de la préservation des monuments. Il faut noter la diminution importante des versements pour la DSMAC.

Au Kazakhstan il y avait des tendances contraires vis à vis de la DSMAC. Les communautés kazakhes demandaient l'autonomie. Dans les années de répressions contre les religieux, la position du clergé officiel dans le service rendu aux pouvoirs, même si elle ne rencontrait pas l'assentiment, du moins elle trouvait la compréhension des croyants. Mais avec le temps, le mécontentement montait envers la position conciliatrice de la DSMAC. Avec les événements afghans, les versements des musulmans pour le Fonds de la paix diminuaient alors que la somme totale des dons augmentait.

En 1983, les délégués ont fait pression sur les imams. Ainsi, les sermons dans le service des fêtes de l'imam-khatib passaient la censure et finissaient par les mots suivants : « Nous devons remercier le gouvernement soviétique pour la liberté de l'expression, pour la merveilleuse vie et la paix. Ne ménagez pas vos moyens pour le Fonds de la paix ! ». Les

[250] MUXTAROVA G., op.cit., p. 226
[251] Idem, p. 229

mollahs officiels ont soutenu l'action de l'Etat. En 1984, le qazı Rätbek Nısanbayulı (mosquée d'Almaty) approuvait la politique intérieure et extérieure de l'Etat, l'imam Baytaşev (mosquée d'Aqmola) avertissait les croyants sur la situation difficile avant la révolution, l'imam R. Aysïn (mosquée de Petropavlovsk) expliquait que l'abattage du bétail n'est pas obligatoire.

La diminution des versements brutale au Fonds de la Paix reflétait directement le changement d'attitude des musulmans soviétiques envers la guerre afghane. Dans la société, il y avait des avis critiques et négatifs par rapport au conflit militaire, une grande inquiétude à cause de la mort des soldats.

Les organisations religieuses n'ont pas échappé aux pressions pour les paiements destinés au Fonds de la Paix. Ces pressions avaient pour origine l'augmentation des dépenses pour couvrir les besoins militaires en Afghanistan. En fin de compte, cela a amené à l'affaiblissement de l'économie de l'URSS, ce qui était favorable à ses adversaires dans la guerre froide.

Dans les années 1980, les visites en masse des lieux saints ont repris. Les lieux saints étaient la mosquée Arıstan-bab (région du sud), Beket-ata (Manghystaou), Saryozen, Baybaqtı-ata –Atyraou), Äwlie-ata Qarahan (Jambyl), Ibrahim-ata, Qaraşaş-ana, Ükaş-ata.[252] Les jours des fêtes religieuses, des patrouilles de miliciens contrôlaient les lieux.

Le mausolée de Qoja Ahmet Yasawi était vénéré dans le monde turcophone. Depuis 1949, il se trouvait sous la protection de l'Etat en tant que monument historique. Il était fermé pour les prières mais, en tant que musée, il ne fonctionnait pas et petit à petit son état se dégradait. En 1979, il devait être restauré mais les travaux n'ont finalement pas été effectués. Dans les années 1980, des centaines des pèlerins ont commencé à venir de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Kirghizistan, de l'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord. Ils assistaient à la prière dans la mosquée locale et, ensuite, ils se dirigeaient vers le mausolée. Mais on ne permettait à personne d'entrer. Les pèlerins, guidés par des mollahs non-enregistrés, faisaient les prières, touchaient les murs de la mosquée, puis prenaient de la terre et la mettaient dans des mouchoirs pour l'emporter.

Dans les rapports des délégués, les indices quantitatifs montraient l'intérêt porté par les Kazakhs à l'islam. L'expérience de l'opposition passive à l'athéisme étatique était dépassée et

[252] MUSTAFINA R., *Bytovoj islam u kazahov (XIX-XX vv) (Islam coutumier chez les Kazakhs (XIX-XX ss.))*, Thèse de doctorat en histoire, Institut de l'histoire et de l'ethnologie Walixanov, Almaty, Kazakhstan, 2006, pp. 62-63

la religiosité prenait un caractère de démonstration manifeste. Les musulmans s'émancipaient personnellement.

Par la suite, la religiosité se répandait à l'extérieur du cercle familial. Il y avait des cas d'expression patente des sentiments religieux pendant les fêtes musulmanes. Les fêtes religieuses réunissaient les gens de même ethnie, avaient un caractère affectif et attiraient la jeunesse. Partout on trouvait des cas d'infraction de la législation sur les cultes. Certaines personnes brandissaient les drapeaux musulmans avec la demi-lune sur fond vert.

Beaucoup de changements se passaient dans la vie des Kazakhs soviétiques mais les valeurs traditionnelles continuaient à laisser une empreinte dans leur conscience. A cette époque-là, certains essayaient d'ériger un mausolée sur la tombe du fameux Eset *batır*[253]. Les mollahs avaient fait une collecte d'argent pour ériger le mausolée, mais les pouvoirs ont puni les initiateurs, et l'imam de la mosquée a été destitué de son poste.

En 1985, le Plénum du CC du PCUS une fois encore a demandé instamment d'introduire la ritualité soviétique. Il fallait surtout rester vigilant pendant la fête de mouton et le pèlerinage aux lieux saints, et étudier les assistants, leur niveau d'activité, le caractère et l'orientation des sermons religieux, la participation de la jeunesse.

Mais il n'y avait pas d'analyse critique ; par conséquent l'erreur et même l'absurdité des relations entre l'Etat et la religion n'étaient pas encore perçues. En mars 1985, le commandement du parti a proposé au CAR avec le Ministère des affaires étrangères et le KGB de prendre les mesures pour renforcer l'activité patriotique des grandes organisations religieuses du pays et, parallèlement, il a prescrit de perfectionner l'éducation athée et de renforcer le contrôle sur la mise en place des décrets du CC du PCUS.

Le 4 décembre 1985, le CC du PCK a élaboré des mesures par le décret « Sur les mesures complémentaires à l'occasion de l'intensification de l'islam militant dans les pays d'Asie et d'Afrique ». Il était nécessaire, dans l'éducation athée, de réaliser graduellement l'approche des classes pour estimer le rôle de l'islam dans l'histoire et la culture des peuples, et de faire face aux actions subversives de l'islam militant.

La hausse de la religiosité observée a suscité l'incompréhension et l'effarement parmi les sommités. Dans l'espoir de trouver la réponse à ce phénomène, les sociologues ont étudié l'expérience de l'athéisme dans d'autres pays socialistes. Il s'est avéré qu'à partir de 1964 en Allemagne de l'Ouest, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, les gouvernements finançaient les besoins des organisations religieuses, payaient les salaires des religieux, se chargeaient du

[253] Titre honorifique chez les peuples mongols et turcs qui s'ajoute au prénom

traitement des enseignants des établissements scolaires. La littérature religieuse était éditée librement. Il n'y avait pas de crise de la vie religieuse ; et à partir de la deuxième moitié des années 1970, en rapport avec l'ensemble des facteurs socio-économiques, politiques internationaux, on observait l'intensité générale de la religion et des églises. Le processus de l'athéisation ralentissait voire s'arrêtait. Le taux des croyants a atteint le chiffre de 30-35% en Pologne, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Allemagne et en Hongrie 50%.[254]

La politisation de l'activité de l'église dans ces pays-là inquiétait les autorités soviétiques. Les idéologues du catholicisme social rivalisaient avec les partis marxistes pour donner le droit à l'église de participer à la prise de décisions concernant les perspectives du développement de la société. Les religieux de la RDA, participant à la lutte pour la paix, étaient contre la présence des armées soviétiques en Europe de l'Est. Le gouvernement du pays a soutenu la thèse que « le christianisme et les idées humanitaires du socialisme ne se contredisent pas ». L'église catholique en Pologne prévenait ses croyants de l'influence du socialisme scientifique.

Mais les politiciens soviétiques craignaient que cela puisse se produire dans leur pays. Le dernier décret militant du PCUS du 18 août 1986 insistait désespérément « Sur le renforcement de la lutte contre l'influence de l'islam ». Le document n'était pas diffusé au niveau républicain, car il portait la marque « top secret ». Dans ce document, on critiquait sévèrement les erreurs dans la lutte contre l'islam, des mesures extrêmes étaient prévues comme la neutralisation des mollahs illégaux idéologiquement parlant et la dénonciation des prêcheurs « fanatiques ».

La position du gouvernement était dictée par l'intention d'étouffer les demandes sur la nécessité du décret constitutionnel pour l'islam sur la liberté de conscience, et par le souhait de stopper l'évolution des tendances nationales dans les républiques asiatiques.

Les dernières recherches sociologiques dans les années 1986-1987 sur le problème de la religiosité dans les régions traditionnellement musulmanes ont été alarmantes : il y avait des croyants parmi les communistes et la jeunesse communiste, et, dans les régions rurales monoethniques le taux de religiosité avait augmenté par rapport aux villages polyethniques.

La conférence de l'IAS a confirmé que dans certaines régions de l'URSS il y avait des signes de l'islam militant qui compte sur l'islam illégal et les jeunes moins expérimentés du point de vue politique. Le travail était mené à travers des slogans pour la défense du mode de vie islamique et de l'authenticité nationale pour contrebalancer la russification.

[254] MUXTAROVA G., op.cit., p. 235

Les idéologues prédisaient la décadence et la mort de l'islam en URSS, mais ils se sont trouvés confrontés à la renaissance de l'islam. Il était impossible d'arrêter le processus. La situation a radicalement changé après les manifestations des étudiants à Almaty en décembre 1986.

Cet événement a entrainé d'autres conflits nationaux à Vilnius, Riga, Tbilissi, Soumgait, au Haut-Karabagh, Kirghizistan et dans d'autres endroits, ce qui signifiait la montée des conflits ethnoconfessionnels.

En analysant les causes des manifestations au Kazakhstan, les idéologues marxistes, comme d'habitude, ont trouvé l'existence de liens entre les traditions islamiques et le nationalisme. Le fond des demandes de la jeunesse kazakhe était défiguré dans l'interprétation officielle qui en était donnée.

Selon la tradition, le conflit socioculturel était analysé des conditions purement économiques. Dans le parti on a conclu que les problèmes non résolus comme le manque critique de logements et d'écoles maternelles, l'interruption de la livraison des produits etc. ont eu un impact sur le développement de la situation religieuse.

Les politiciens qui ont déclaré la Perestroïka, n'avaient pas l'intention de reculer. Une nouvelle conception du travail athée était prévue. La direction politique n'était donc pas prête à normaliser ses relations avec la religion. Toutes les tentatives de combattre l'islam sont restées sans succès.

Ce ne sont pas les idées de la Perestroïka qui ont relâché le contrôle sur le domaine religieux. Les autorités voyaient clair sous la pression des circonstances intérieures et extérieures. Déjà en 1988-1989, la perception de plusieurs réalités avait changé. Niant toutes les valeurs morales existantes dans la religion, la société soviétique vers les années 1980 avait été décomposée moralement y compris le parti.

La perte de foi dans la justice sociale et les idéaux du socialisme ont engendré l'apathie sociale. La crise de confiance envers les PCUS et envers la propagande athée a beaucoup contribué au retour de la religion. L'intérêt pour les valeurs religieuses a augmenté, l'influence de la religion a été observée dans toutes les couches de la population, et le clergé a intensifié ses activités.

La situation générale de cette période est caractérisée par le fait que l'indifférence du peuple a été remplacée par le réveil en masse de l'activité sociale, pratiquement tous les problèmes de la vie de l'homme soviétique ont pris une grande acuité politique. La vie sociale avec ses innombrables problèmes est venue en contradiction avec l'idéologie du PCUS.

Le rôle de l'islam s'est manifesté par le fait de regarder le monde réellement et la place du pays dans le monde. Plus les affaires se compliquaient dans la politique extérieure avec les pays musulmans, plus le facteur islamique jouait un rôle sur la situation religieuse intérieure. L'authenticité spirituelle et culturelle, les sympathies politiques et confessionnelles des musulmans, bridées par l'idéologie communiste pendant les décennies, ont enfin été exprimées. Dans les conditions du retour de l'islam, réalisé en partie lors des événements tragiques dans la région de Ferghana en Ouzbékistan et au Tadjikistan, la lutte contre la religion s'est quasiment arrêtée. La situation à l'intérieur du pays a poussé le gouvernement de prendre des contacts avec l'opposition islamique afghane.

Les communistes ont fait les concessions. En juin 1988, une décision difficile était prise : l'exclusion de l'article 6 de la Constitution de l'URSS qui signifiait des changements radicaux dans le système politique du pays. Gorbatchev a fait une déclaration en 1988 « La Perestroïka, la démocratie, la glasnost ont rapport aussi aux croyants. Les croyants du pays ont le droit d'exprimer leurs convictions ».[255] A la fin de 1989, Gorbatchev souligne que les valeurs morales, que la religion portait depuis des siècles, pourraient aider aussi au renouvellement du pays.

En avril 1989, l'IAS a transmis au Comité central le message selon lequel la religion comme phénomène massif était représentée dans tous les milieux sociaux et nationaux. Il recommandait de corriger l'aspect législatif, à savoir la discrimination des droits des croyants, d'éclaircir les problèmes liés à ces erreurs commises par rapport aux croyants depuis les années 1930. Une autre nécessité était de trouver des points de contact et de développer le dialogue social avec les croyants et le clergé surtout dans le domaine de la morale. On soulignait qu'il ne fallait pas offenser les sentiments religieux des croyants en comparant leurs convictions avec les préjugés, la religiosité et l'obscurantisme.

La religion commença à être considérée comme le fondement de la vraie morale, comme un moyen irremplaçable de la renaissance spirituelle et morale. Ce qui se passait dans le pays n'a pas épargné le peuple kazakh. Après 1986, le choix était fait. Les gens occupaient les anciennes mosquées.

En même temps, la renaissance de l'islam n'a pas amené des phénomènes antisociaux. Le retour au religieux s'est effectué sans difficulté au Kazakhstan à partir de la fin des années 1980 en raison du fait que même au moment des attaques athées farouches, la religiosité avait sa place dans la conscience de la population, parfois de manière latente dans le peuple, parfois

[255] MUXTAROVA G., op.cit., p. 240

de façon plus dynamique dans la vie sociale. Dans les nouvelles conditions politiques, cet état continua d'exister comme une constante de l'ethnie kazakhe.

Le début de la renaissance musulmane s'est accompagné d'une scission dans l'*oumma* soviétique. La DSMAC était le *muftiyat* le plus influent qui représentait l'islam soviétique à l'étranger. De longues années, il resta dans un état calme, tout étant dans le cadre de l'Etat socialiste, il refléta ses caractéristiques les plus typiques : la pompe de la façade et la prospérité et les signes de la crise intérieure.

C'est exactement cette Direction qui était l'objet de la contestation des adversaires de l'islam soviétique. Le 4 février 1989, le mufti de la DSMAC, Ch. Babakhanov, fut accusé de vénalité face aux pouvoirs athées, de la non-conformité à son poste et il fut destitué. Cet événement a démontré la chute de l'autorité des pouvoirs et son incapacité de se mêler des affaires intérieures de l'islam plutôt que la faiblesse des muftis soviétiques. La destitution de Babakhanov marqua le début de la réforme du système soviétique des Directions spirituelles. La facilité avec laquelle le représentant de la DSMAC avait été destitué est restée dans la mémoire des imams soviétiques.

Suite à ces événements, la question de réorganisation de la direction des communautés musulmanes au Kazakhstan a été posée pour la première fois au début de 1989. En mai 1989, R. Nısanbayulı, le chef du *qaziyat*[256] kazakh a envoyé secrètement d'autres membres une lettre au gouvernement. Dans sa lettre il sollicite la création de la propre muftiyat au Kazakhstan.

La question sur la nécessité d'envoyer de telle lettre était étudiée pendant sa rencontre avec le délégué du Conseil aux affaires religieuses K. Harčev en mars 1989 à Tachkent. Nısanbayev a formulé ses griefs pour la Direction.

C'est vrai que pendant presque 40 ans, les communautés musulmanes du Kazakhstan étaient restées sous la juridiction de la DSMAC avec son siège à Tachkent, créé par Staline. L'appareil de cet organe administratif et religieux était formé exclusivement du clergé ouzbek et la correspondance était menée en ouzbek. Les *qaziyats* crées au Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et au Turkménistan comme instances intermédiaires entre la DSMAC, les pouvoirs de ces républiques et les communautés locales, ne bénéficiaient pas d'une influence remarquable. Les questions de la politique des cadres, la liste des pèlerins, de l'éducation religieuse et de la presse étaient sous la direction de Tachkent. Les *qaziyats* n'avaient pas leurs propres comptes en banque, quant aux sommes consacrées à la mosquée par les

[256] Subdivision du *muftiyat*

croyants, on les transférait au service financier de la DSMAC. Par exemple, le qaziyat kazakh annuellement devait payer 250-300 mille roubles.[257] La contribution de la DSMAC dans le développement des structures musulmanes au Kazakhstan (l'absence d'aide matérielle, la sous-représentation des Kazakhs parmi les étudiants des établissements religieux) était inadéquate.

La lettre est restée sans réponse et on ne sait pas si elle a eu une quelconque importance. Il est clair qu'en même temps le gouvernement étudiait la question de la réorganisation de la DSMAC et de la Direction spirituel des musulmans du Caucase du Nord. Le Kremlin craignait le renforcement excessif du rôle du clergé musulman dans les régions du sud. Un moyen efficace de priver les *muftiyats* de leur influence était leur morcellement selon le principe ethnique et territorial, dans les années 1989-1990 ce fût réalisé dans le Caucase du Nord.

La proposition sur la séparation du *qaziyat* kazakh était soutenue par les autorités du Kazakhstan. Ces dernières souhaitaient la résolution des problèmes principaux dans tous les domaines de la vie sociale à l'intérieur du pays. De surcroît, la question de la réorganisation de la DSMAC était perçue à Almaty à travers la rivalité traditionnelle avec l'Ouzbékistan pour le leadership politique en Asie centrale.

La situation était compliquée par le fait que l'idée de l'indépendance du *qaziyat* de la DSMAC n'était pas très populaire chez les chefs religieux du Kazakhstan (la majorité était d'origine non-kazakhe). Dans le cas du conflit ouvert avec la DSMAC, la direction pouvait nommer le nouveau qazy au Kazakhstan, comme cela s'est passé au Kirghizistan au début de 1990. Selon le règlement de la DSMAC, la question de la réorganisation devait être résolue par le congrès des musulmans d'Asie centrale et du Kazakhstan où la proposition n'avait aucune chance d'être adoptée.

Moscou pouvait ratifier la proposition si la plupart des membres de *qaziyat* apportent un soutien collectif. A cet effet, en novembre 1989, tous les imams se sont rassemblés à Almaty. Tous les participants ont soutenu la proposition de créer la Direction spirituel des musulmans du Kazakhstan sauf un, l'imam-khatib de la mosquée de Chymkent, Chukurolla Mouhamedjanov ce qui était mal perçu par Nısanbayulı.

A la fin du décembre 1989, la délégation de *qaziyat* du Kazakhstan avec à sa tête R. Nısanbayev s'est adressée au président de l'URSS, Gorbatchev et au nouveau représentant du

[257] PONOMAREV V., DŽUKEEVA S., « Religioznyj faktor v političeskoj žizni i v ideologii nacional′nyh dviženij Kazahstana » (Le facteur religieux dans la vie politique et dans l'idéologie des mouvements nationaux du Kazakhstan) », http://www.panorama.ru/works/rk/indexk.html,.

Conseil des affaires religieuses, Yurij Hristoradnov. Les musulmans de la région d'Almaty ont sollicité la création d'un muftiyya indépendant au Kazakhstan.

En janvier 1990, la permission nécessaire pour la création du *muftiyat* au Kazakhstan était obtenue. Dans le premier *qurultay* le 12 janvier 1990, avec la participation de 250 délégués, était adopté le règlement de la Direction spirituelle des musulmans du Kazakhstan. Le mufti était élu à vie, ainsi que 5 *qazı* des régions (Almaty, Jambyl, Chymkent, Semey et Oral) et les 9 membres du Présidium. La DSMAC n'a pas reconnu les résultats du congrès se référant au règlement de la Direction qui prévoit une autre procédure pour résoudre ce genre de problèmes. Pendant quelques années le mufti de Tachkent continuait à se considérer comme le chef de tous les musulmans d'Asie centrale.[258]

Les actes suivants du gouvernement soviétique ont constaté les faits accomplis. Le 1 octobre 1990, Le Conseil Supérieur de l'URSS adopte la loi « Sur la liberté de la conscience et les organisations religieuses », basée sur les principes de la séparation de la religion de l'Etat. Cela a marqué le début de la démocratisation des relations entre l'Etat et la religion. Les limitations sur l'activité des cultes des organisations religieuses ont été annulées, la procédure de leur enregistrement a été simplifiée. Les organisations religieuses ont obtenu le statut de personne juridique ainsi que les droits à l'activité missionnaire et bienfaisante. La loi a donné le droit d'ouvrir des établissements religieux sans prévenir les organes de l'Etat. Au niveau législatif, le mécanisme de la mise en œuvre de la liberté de conscience et de cultes s'est installé. Le 5 avril 1991, au cours du Conseil des Ministères de l'URSS, il a été discuté du rôle du facteur musulman de l'URSS dans la politique extérieure. Dans un tel contexte, c'était la première et la dernière fois.

Au Kazakhstan, le dernier acte du modèle soviétique des relations Etat-religion a été l'adoption de la loi le 5 mai 1991 « Sur la liberté de conscience et les organisations religieuses ».

Ainsi le facteur islamique était examiné par les politiciens de l'URSS seulement au niveau de la politique extérieure. Dans la politique intérieure, il n'avait pas éveillé de doutes. On était sûr que les changements dans la vie matérielle du peuple serviraient de base pour la cohésion des nations socialistes. L'idéologie utilisait le principe de l'athéisme scientifique basée sur l'évolution positive de l'économie socialiste ce qui amènerait à la victoire de l'idéologie athée. Longtemps l'existence de la religion dans la société socialiste avait été niée.

[258] PONOMAREV V., DŽUKEEVA S.; op.cit., http://www.panorama.ru/works/rk/k1.html

En même temps, plusieurs signes du facteur islamique étaient restés ignorés, ou, au contraire, on attribuait à l'islam des phénomènes et des processus qui n'avaient rien à voir avec lui.

Dans la vie réelle du Kazakhstan soviétique, les thèses de l'athéisme scientifique ont échoué. Malgré la tendance à la sécularisation dans la société, le facteur religieux est resté présent secrètement. Les progrès dans la vie économique n'ont pas éradiqué la religion mais, de façon contradictoire, se sont mêlés avec les problèmes complexes de la spiritualité et de la culture. La manipulation consciente de la conscience historique dans la politique soviétique a eu lieu. Dans les années 1970-1990, les Kazakhs ont ressenti les restrictions sur l'activité culturelle nationale, le fonctionnement de la langue natale, l'oubli des valeurs religieuses. Dans la vie publique il y avait de plus en plus de protestations et de demandes de rétablissement des traditions nationales et de la croyance spirituelle libre.

Bien que le contrôle ait été renforcé, la vie spirituelle s'est développée de manière dynamique. Les mollahs illégaux dépassaient en nombre le clergé officiel. Les processus culturels qui se passaient de manière invisible dans la société kazakhe se sont heurtés aux concepts athées du PCUS. Le processus dynamique de création des nouvelles communautés et la réaction radicale des pouvoirs ont confirmé que le rôle de l'islam en URSS avait commencé à changer.

Dans les années 1980, le gouvernement du pays a de nouveau attaqué l'islam par l'élaboration de mesures visant à isoler des membres réactionnaires du clergé musulman et à renforcer la lutte contre son influence. Une vision plus juste est arrivée trop tard. Les efforts pour concilier le communisme et la religion, les unifier et en faire un potentiel positif pour le changement du pays n'ont pas duré longtemps, car en 1991 l'URSS s'est effondrée. Ainsi, les changements constructifs dans la politique de l'Etat vis-à-vis de la religion se sont passés sous la pression des circonstances, alors que les pouvoirs n'ont manifesté aucune résistance.

Conclusion de la troisième partie

Les relations entre l'Etat et la religion ont beaucoup varié durant la période soviétique. Comme une forme de liens existant dans la structure de la société, ces relations avaient un caractère spécifique en URSS. L'attitude de l'Etat s'est basée sur les principes du matérialisme historique qui définissaient la théorie des formations socio-économiques et prédisaient la fin de la religion au stade abouti du communisme. L'idéologie a remplacé les normes démocratiques de l'Etat laïque et la liberté d'expression. La domination d'un seul

parti, armé d'un programme antireligieux, s'est avérée le garant de l'objectif stratégique qui s'est manifesté vis-à-vis de la religion durant 70 ans.

La première décennie du pouvoir soviétique a été une période plutôt favorable pour ce qui est des relations entre le gouvernement communiste et les musulmans, car l'Etat a essayé de gagner leur confiance, par exemple avec ses déclarations « A tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient » et « Déclaration de droits des peuples de la Russie ». Lorsque la campagne contre les religions a commencé, elle a visé essentiellement l'orthodoxie, et l'islam a été épargné temporairement, car les mollahs proclamaient qu'il n'y avait pas de contradiction entre la charia et le communisme.

Cette période de 1922 à 1927 a été la plus active dans la vie des musulmans du Kazakhstan. Les efforts du clergé et des croyants ont porté leurs fruits : la participation dans les congrès musulmans en 1923 et 1926, la création de la direction kazakhe au sien de la DSCM, l'organisation des *muhtasibats* et *mutawalliyats*. Le clergé demandait des droits politiques et civils, la création d'établissements pour la préparation du clergé, l'ouverture d'écoles religieuses réformatrices, l'égalité des femmes en droit et leur fréquentation de la mosquée. Les imams les plus actifs ont établi un projet de règlement sur l'exonération des impôts pour les mollahs. L'activité des organisations musulmanes était construite sur des principes démocratiques. L'organe supérieur, le congrès se tenait tous les 3 ans et les postes des muhtasibs et des imams étaient électifs. L'éducation religieuse n'a pas échappé aux progrès car les matières générales y ont été introduites, également dans les *mektebs* nouvellement ouverts.

Vers la fin des années 1920, l'attaque de l'Etat contre la religion a désormais touché l'islam. Dans la période allant de 1928 à 1940, il a organisé, via ses services spéciaux, une campagne massive pour éradiquer l'islam. Les organisations religieuses étaient perçues comme un concurrent économique. C'est pourquoi les offensives antireligieuses ont été principalement menées lors des grandes actions socio-économiques comme l'industrialisation et la collectivisation. Et les méthodes pour résoudre les problèmes étaient radicales, ce qui a provoqué la protestation et la résistance de la population.

Cette lutte antireligieuse visant la suppression de l'islam a causé un dégât énorme à la culture spirituelle des Kazakhs et d'autres peuples musulmans de l'URSS. La suppression des communautés, la poursuite et l'extermination physique des mollahs et des imams, la fermeture des mosquées et des écoles religieuses ont affaibli les bases de l'islam pour de longues années. De plus, la famine des années 1931-1932, provoquée par la collectivisation forcée et la mort massive, a contraint les survivants à l'obéissance du diktat de l'Etat.

L'islam a alors été privé de sa fonction de se perpétuer. L'interdiction de l'enseignement religieux, le changement de l'alphabet kazakh et puis l'anéantissement de la littérature musulmane, historique, philosophique et autres ont radicalement réduit le champ intellectuel de l'islam et ont privé le peuple de son soutien spirituel. Tout l'héritage national et culturel des Kazakhs a été supprimé sous prétexte de la lutte contre l'islam. Les objets de la culture matérielle et spirituelle n'ont pas échappé à ce phénomène. Les mosquées, les monuments historiques ont été détruits et, pendant des décennies, la population n'a pas eu de possibilité de les rétablir.

Une autre conséquence a été la destruction des principes de la morale de la société traditionnelle. Le peuple a connu une dégradation morale sous l'influence négative de la théorie de lutte des classes, et l'alcoolisme a pris de l'ampleur.

L'avènement de la Deuxième Guerre Mondiale a relâché temporairement la tension dans les rapports Etat-religion vu la situation difficile. Les organisations religieuses ont dû apporter une contribution matérielle durant cette guerre, car c'était la condition de leur rétablissement. Le pouvoir se montrait conciliant avec les croyants dans les moments difficiles ou lors de l'organisation des campagnes politiques comme pour l'adoption de la Constitution, les élections pour le Conseil supérieur.

Après la guerre, l'Etat a créé les directions musulmanes, et les organisations religieuses se sont retrouvées sous le contrôle du Comité de la sécurité de l'Etat.

L'orientation qui tendait à éradiquer la religion est restée intacte malgré les changements de la structure socio-politique et des relations publiques dans la deuxième moitié du XXème siècle. De plus, l'absence de dialogue amoindrissait considérablement les droits d'une partie de la population du pays.

Après la guerre, les valeurs ethniques (l'histoire, la langue, la littérature, l'enseignement) et religieuses (la foi, les rites), sous l'influence forte de l'idéologie communiste, ont perdu leur importance dans la vie de la société soviétique. Le fait de nier le contenu ethnique de la culture et de le réduire aux slogans politiques, a privé le peuple de son rôle de sujet de l'histoire. Le processus de formation de la société soviétique athée a eu un résultat contraire aux attentes, qui se traduit par l'évolution de la conscience ethnique des peuples soviétiques.

Dans les années 1960, sous Khrouchtchev, les répressions antireligieuses se sont répétées, le pillage des organisations religieuses a enrichi l'Etat par le biais du fisc. Les impôts sur les édifices du culte ainsi que leurs baux ont été augmentés selon des taux élevés.

Dans la politique soviétique concernant l'islam, il y avait quelques particularités qui ont aggravé le conflit. A part le fait de nier la religion et l'Eglise en général, les conceptions de l'athéisme scientifique contenaient certains préjugés sur la nature de l'islam et négligeaient l'authenticité confessionnelle des peuples musulmans. Cela provenait de l'expérience des relations de l'Empire russe avec le monde musulman, quand les peuples musulmans ont fortement résisté à la colonisation et que l'islam a été considéré comme une hérésie. En conformité avec cela, l'opinion publique percevait l'islam comme une religion engendrant l'arriération et le fanatisme. Les chefs communistes, eux, étaient adeptes de la voie européocentriste du développement de l'Union soviétique et des peuples musulmans. Selon leurs représentations, « les peuples arriérés » devaient arriver le plus rapidement possible à la civilisation. Mais, dans cette perspective d'athéisme, l'orthodoxie et l'islam se trouvaient dans une situation inégale : au niveau officiel, la première était vue comme une partie intégrante de la culture russe tandis que l'islam seulement comme le restant pernicieux.

Quant à la conscience historique des peuples musulmans, elle était manipulée. L'interprétation officielle de l'histoire, de la littérature et de la culture déformait leur passé, les traditions et leur mode de vie. Cette déformation passait par les travaux qui reflétaient la conception matérialiste et athée militante et qui avait remplacé la science. Et comme outil de pression, elle se servait de l'idéologie communiste.

On a ainsi assisté à une méfiance politique et une répression systématique des libertés nationales, spirituelles et culturelles, ainsi qu'à une répression des initiatives civiles, cependant que les élites continuaient à être poursuivies. En fin de compte, ni la politique ni la science n'ont tenu compte de la réalité islamique. Tout cela a compliqué les relations bilatérales.

Pendant les 70 ans de l'époque soviétique, la religiosité d'une partie de la population kazakhe a été conservée puisque l'unité de la conscience ethnique et religieuse était naturelle et cohérente. Cette conscience était formée sur la base des valeurs, des opinions et des jugements traditionnels. L'islam n'est pas devenu une tradition morte dans la société soviétique mais il a pris une autre forme d'existence. Le syncrétisme religieux, représenté par les fêtes populaires, la visite des lieux saints, la pratique de *baqsı* étaient une part inséparable de l'islam. La simplicité des rites de l'islam populaire a favorisé l'apparition du clergé non-officiel. Cette forme populaire de l'islam se définissait par son caractère massif et fournissait des formes stables à la vie religieuse durant l'époque soviétique, car même les non-croyants suivaient les traditions qui se transmettaient oralement dans la famille.

Mais, en même temps, les Kazakhs ont senti l'affaiblissement de l'islam. Le potentiel intellectuel et réformateur, apparu au début du XXème siècle, était perdu. L'endoctrinement de tous les domaines de la vie a amené à l'appauvrissement de la vie spirituelle. Les gens trouvaient la foi mais n'obtenaient pas de connaissance religieuse. Petit à petit, la conscience religieuse est devenue floue. La majorité des personnes ne savaient ni l'arabe ni le persan. La crise de la moralité – comme on le constate avec l'alcoolisme –était aussi un indice de la perte des valeurs religieuses.

L'apogée des relations entre l'Etat soviétique et l'islam s'est déroulée dans les années 1980. Les idéologues prédisaient la décadence et la perte de l'islam en URSS, mais ils ont été confrontés à son renouveau. Prenant le conflit de la modernisation et des traditions en Afghanistan pour la révolution socialiste, le gouvernement a introduit l'armée dans un pays musulman en ignorant un facteur important, le fait que l'islam était l'étendard politique du tiers-monde. Le gouvernement agissait de la même manière en Afghanistan qu'à l'intérieur de l'URSS en ignorant le rôle de la religion.

Plus l'Etat s'est enfoncé dans la guerre en Afghanistan, plus le facteur islamique a produit des effets sur la situation religieuse à l'intérieur du pays. Dans les années 1980, l'authenticité religieuse et culturelle, les sympathies politiques et confessionnelles des musulmans, retenues durant des décennies par l'idéologie communiste, se sont exprimées. La longue confrontation s'est terminée avec le recul de l'Etat, qui retire ses armées en 1989.

En même temps, l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev et sa Perestroïka et glasnost contribue au renouveau religieux qui commence à partir de 1986.

Quatrième partie

4. Indépendance, nouvelle ère des relations Etat-religion

4.1. Politique du Kazakhstan en matière de religion.

La politique du Kazakhstan dans le domaine de la religion n'a pas été homogène. La première période (fin des années 80 - début 90) marque la libéralisation de la religion, la renaissance des valeurs spirituelles ainsi que l'utilisation de la religion comme moyen d'éducation morale de la population. Dans la Déclaration de souveraineté de la RSS Kazakhe, adoptée le 25 octobre 1990, la religion était citée dans le contexte de garantie des droits des citoyens quelle que soit leur confession, mais la loi constitutionnelle sur l'indépendance du Kazakhstan, entrée en vigueur le 16 décembre 1991, n'en a pas tenu compte.

Au début de 1992 fut adoptée la décision du gouvernement kazakh sur l'entrée en vigueur de la loi « De la liberté de croyance et d'organisations religieuses ». Le principe de corrélation entre l'Etat et les organisations religieuses, basé sur la séparation de la religion et de l'Etat, l'égalité de toutes les religions et l'interdiction de création des partis religieux y était défini. Les constitutions de 1993 et de 1995 ont affirmé respectivement le caractère laïc de l'Etat. Le 1er article de la Constitution déclare que « le Kazakhstan est un pays démocratique, laïque et social… ». L'article 19 note que « chacun a le droit d'indiquer ou non son appartenance religieuse ».[259]

La deuxième période (1995-1999) témoigne d'un changement dans les approches utilisées par l'Etat concernant la religion. Cela était lié à l'activation d'un extrémisme religieux et du terrorisme en Asie centrale. En 1997 le *Conseil de liens avec les organisations religieuses* sous l'administration du Président du Kazakhstan a été dissous.

La fin des années 1990 et l'an 2000 constituent une troisième période, marquée par le paternalisme d'Etat où le contrôle sur les activités des organisations religieuses s'est renforcé. C'est surtout l'événement de Tachkent, le 16 février 1999, qui a suscité la situation d'insécurité dans la région, suite auquel, le 10 février 2000, un décret nommé « Sur les mesures de prévention contre le terrorisme et l'extrémisme » fut voté.

---

[259] KURGANSKAÂ V., *Vliânie religioznyh organizacij na molodëž' v Kazahstane (Impact des organisations religieuses sur la jeunesse au Kazakhstan),* Almaty, Rapport de recherche scientifique, 2003, p. 13

Le 15 octobre 2004, la cour suprême du Kazakhstan a organisé un procès, suite à la déclaration du parquet général, et a reconnu les organisations internationales Al-Qaïda, le Parti islamique du Turkestan oriental, le Congrès national kurde, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan comme terroristes et elle a interdit leurs activités au Kazakhstan. En 2005, à cette liste d'autres organisations Asbat al-Ansar, les Frères musulmans, Taliban, Boz gurd, Jama'at de moudjahiddines d'Asie centrale, Lachkar-i-Taïba, Société des réformes sociales, Hizb ut-Tahrir ont été ajoutés ainsi que les courants occultes Alla Ayat et Ata jolı.

A partir de 2005, des amendements étaient introduits dans la loi, selon lesquels toutes les organisations religieuses devaient être enregistrées. La loi sur l'extrémisme a donné au gouvernement le droit d'identifier une organisation ou un groupe comme extrémiste et d'interdire son activité.

A partir de 2011 une série d'actes terroristes a eu lieu dans les diverses villes du Kazakhstan. En même temps les débats sur le port de voile dans les établissements scolaires ont pris de l'importance. Les islamistes et les chefs des mouvements islamiques sont devenus plus influents sur les hauts fonctionnaires de l'Etat et sur les forces d'ordre.

Les changements dans le domaine religieux qui ont eu lieu depuis l'adoption de la loi en 1992 avec 7 modifications ont amené à l'adoption de la nouvelle loi « Sur l'activité et les organisations religieuses » qui date de 11 octobre 2011[260]. L'expérience des pays ex-soviétiques a servi d'exemple pour la législation kazakhe en ce qui concerne la religion. La Russie a adopté la nouvelle loi en 1997, puis après l'Ouzbékistan (1998), la Biélorussie (2002), le Turkménistan et l'Ukraine (2003), l'Azerbaïdjan (2005), la Moldavie (2006) et le Kirghizistan (2008) ont modifié aussi les lois sur les confessions.

La nouvelle loi a reconnu le rôle historique de deux religions : l'islam de rite hanafite et l'orthodoxie. Signalons qu'à partir de 2006 une fête musulmane (1er jour de *Qurban-ayt*) et une fête orthodoxe (Noël) commencent à être célébrées. Elle poursuit le but principal de contrôler l'enregistrement des organisations religieuses et des religieux. Selon l'article 12 de cette loi pour l'enregistrement de l'organisation, il faut au moins 50 personnes ayant la majorité légale, ou 500 personnes s'il s'agit d'une organisation à statut régional et 5 000 membres pour un statut républicain[261].

---

[260] « Dinï qızmet jäne dinï birlestikter twralı Qazaqstan Respublikasiniñ zañi » (La loi de la République du Kazakhstan sur le service religieux et les organisations religieuses), *Centre de consultation religieuse, psychologique et juridique de la région de Qyzylorda* 11.10. 2011, http://www.antisekta-kyzylorda.kz/kaz/content/ortaliktin-deputattarga-usinimi

[261] JARQIMBEKOV J., « Din twrali zañnama dinï birlestikter is âreketin retteydi (Législation sur la religion réglera l'activité des organisations religieuses) », 25.07.2012, http://anatili.kz/?p=10004

Selon l'article 7, les rites religieux peuvent s'effectuer dans les endroits spéciaux prévus pour cela comme les lieux de culte, les bâtiments des organisations religieuses, les cimetières et les crématoriums, les maisons, dans les entreprises et organisations de l'Etat si l'accord administratif est donné. Les chambres de prières dans les institutions de l'Etat, les universités, l'armée et les prisons ont été fermées. En même temps, la création des organisations religieuses est interdite dans le cadre des établissements cités plus haut, ainsi que l'organisation de rites religieux et l'activité visant la propagande dans les divers établissements pour les enfants. La littérature religieuse peut être diffusée seulement dans les lieux de culte, les établissements religieux. Ces restrictions n'ont pas échappé à l'attention de la DSMK et des organisations de droits de l'homme comme Freedom House, le Bureau de l'Institut démocratique et droit de l'homme et aussi de l'OSCE qui ont critiqué cette loi[262].

La DSMK a bien évité toute opposition à l'extrémisme religieux en proclamant toujours la thèse que « l'islam est la religion de la paix et que les auteurs des actes terroristes qui qualifient eux-mêmes comme les vrais musulmans, n'ont rien à avoir avec l'islam ».

A la lumière des changements de la législation et la radicalisation de l'islam, l'Agence aux affaires religieuses, créée en mai 2011, élabore la conception de « l'islam modéré ». Cette conception doit être basée sur l'islam populaire et traditionnel kazakh et vise principalement l'extrémisme religieux. Les inquiétudes qui tournent autour d'une évolution politisée de l'islam n'ont pas échappé au président du Kazakhstan, qui a fait une déclaration destinée aux pays musulmans et à l'Organisation de la Conférence Islamique. Pour réaffirmer l'ancrage ancien et classique de l'islam kazakh, il a déclaré « *Nous sommes des musulmans sunnites et c'est la voie que nous devons suivre* » visant ainsi l'islam alternatif.

Outre cela, à partir de 2003, le Kazakhstan organise tous les 3 ans les conférences des religions mondiales et traditionnelles, qui ont lieu à Astana. Cette conférence est vue par les autorités comme un outil permettant de forger une « vitrine » du pays à l'étranger, par l'exemple de l'entente interreligieuse.

4.2. Indépendance et renouveau religieux

L'un des principaux dogmes du système soviétique était que la religion restait incompatible avec le communisme. Lors de la chute de l'URSS, les habitants d'Asie centrale,

[262] MUSTAFAEV N., "Islamskij diktat v Kazahstane? (Diktat islamique au Kazakhstan ?) », 24.11.2011, http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1322112660

obligés de renoncer à leur religion ou de la dissimuler pendant 74 ans, voient l'occasion de se rattacher à leur passé musulman.

Après 1991, les élites des pays indépendants essaient de supprimer des éléments « soviétiques et pervertis » pour imposer une histoire nationale, au sein de laquelle l'islam occupe une place centrale comme religion des nationalités éponymes. Le fait religieux va jouer un rôle important dans l'établissement des relations avec les pays musulmans.

La montée en puissance de la visibilité publique de l'islam s'apparente à une forme de « renaissance », mais ne relève pas pour autant d'un retour aux sources de l'islam ou du rétablissement de son ancien statut. Bien que les autorités soviétiques aient exercé une forte pression, les musulmans d'Asie centrale, Kazakhs inclus, ont préservé la dimension confessionnelle de leur identité mais celle-ci a donné un autre sens à la fois, attachée à la question de l'identité ethnique.

L'indépendance donne l'occasion à l'islam de retrouver sa place dans la société. Les réseaux d'édifices de culte, des écoles d'enseignement et de formation religieux s'ouvrent. Le financement provient de pays musulmans comme la Turquie, l'Iran et ceux du golfe Persique, la distribution des versions du Coran en russe et dans d'autres langues locales prend de l'ampleur. Pour la première fois, le Coran a été traduit en kazakh en 1990. Tout d'abord la traduction de Xalïfa Altay a été publiée en Arabie Saoudite, puis la traduction de Rätbek Qajı Nısanbayulı est parue à Almaty. Les dons des croyants constituent aussi le soutien à la construction de mosquées dans les régions rurales. Des échanges avec les autres pays musulmans sont établis, la possibilité est donnée aux étudiants d'aller en Turquie, en Egypte[263] et au Pakistan, des dotations de littérature religieuse sont mises en place. En 1996, par exemple, 80 étudiants faisaient leurs études à l'université al-Azhar en Egypte, 100 étudiants en Turquie et 20 au Pakistan.

Les organisations religieuses internationales consolident leurs activités par le biais de l'Assemblée mondiale de la jeunesse islamique, des fonds internationaux *Abou Dabi al-Khairiyya, Ahmed Yasawi*, des fonds de bienfaisance *Waqf al-Islamiyya, Bereket, Qaghanat*, du centre de charité *Ahmedin*, du centre *Harun Yahya*, du centre culturel des musulmans russes *Ihlas*. Les organisations et les mouvances missionnaires comme l'Organisation islamique du salut, l'Aide islamique internationale agissent de la même manière.

Des associations, plus souvent féminines se créent, comme La ligue des femmes musulmanes en avril 1990, Fatima, le mouvement Rifah ainsi que Jama'at soufi en 1992. Les

autres associations, clandestines, et estudiantines, Guerriers de l'islam, Fils de l'islam, Filles de la charia etc. eurent une courte durée de vie[264].

Le gouvernement entend contrôler les pèlerinages à la Mecque, qui, avec l'indépendance, se multiplient régulièrement. En comparaison avec les pays voisins et par rapport au nombre total de musulmans dans le pays, le nombre de pèlerins reste faible. En 1992 au Kazakhstan on ne comptait que 40 pèlerins qui sont passés à 300 en 1993[265]. Entre 1991-1995 environ 1000 personnes on fait le pèlerinage.

Le nombre des mosquées atteint 150 au début des années 1990, et, depuis, il est en pleine croissance. Le chiffre est multiplié au minimum par dix après l'effondrement de l'Union soviétique. Pourtant les données statistiques antérieures à 1989 sont soumises à la censure idéologique. La forte augmentation actuelle du nombre d'organisations religieuses et des lieux de culte est due à l'officialisation des anciennes structures clandestines.

La constitution du Kazakhstan de 1993, puis celle de 1995 proclame explicitement que l'Etat est laïc, mais le pays adhère à l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI)[266] depuis 1996 en devenant son 52ème membre[267]. L'Etat reconnaît le poids de l'islam et s'efforce d'exercer une certaine légitimité musulmane, tout en contrôlant le clergé et en réprimant l'islam radical. Le président participe aux grandes cérémonies musulmanes et utilise volontiers des expressions religieuses. De la même façon, le mufti de la République est présent dans toutes les grandes occasions.

4.3. Le *muftiyat* kazakh et la lutte pour le pouvoir

Le renouveau islamique devient visible sur le plan institutionnel. La Direction Spirituelle des Musulmans d'Asie centrale disparaît entre 1990 et 1993 au profit de cinq nouvelles structures qui se veulent indépendantes du muftiyat de Tachkent. Le Kazakhstan est le premier, en janvier 1990 à déclarer l'autonomie de son muftiyat basé à Almaty sous le nom de la Direction Spirituelle des Musulmans du Kazakhstan (DSMK), confié à Rätbek Nısanbayulı[268], ancien *qazı* officiel.

Juste après la création de la DSMK, sa direction a entrepris des efforts pour fonder un système de préparation des cadres religieux indépendant de l'Ouzbékistan. L'accueil des

[264] DJALILOV Z., *Islam i obŝestvo v sovremennom Kazahstane (Islam et société au Kazakhstan contemporain),* Almaty, Dayk-Press, 2006, p.75, trad.
[265] VINATIER L., op.cit, p.159
[266] Depuis 2011 l'Organisation de la coopération islamique
[267] POUJOL C., op.cit., p.118
[268] Originaire du Sud du Kazakhstan (Saryaghach), il a suivi sa formation religieuse à Boukhara et à l'université islamique en Libye

Kazakhs dans les *medreses* ouzbeks s'est arrêté dès 1990 sur la décision de la DSMAC. Trois *medreses* ont été ouverts au Kazakhstan méridional ainsi que l'Institut islamique supérieur à Almaty. Mais à cause du manque d'enseignants et de moyens financiers, deux *medreses* ont subsisté moins d'un an, tandis que les étudiants de l'Institut islamique vivaient dans des conditions difficiles. Au début de 1992 plus de la moitié de la première promotion de l'Institut (30 personnes), à laissé tomber ses études.

La Direction a connu un échec aussi dans l'organisation du hajj à la Mecque. En 1991 seulement 25 personnes du Kazakhstan ont pu le faire, en plus la grande majorité des pèlerins était représentée par les communautés caucasiennes résidant dans le pays. Les républiques voisines, dont les *qaziyats* étaient restés sous l'égide de la DSMAC, ont envoyé des centaines de pèlerins en Arabie Saoudite pour des sommes moins importantes qu'au Kazakhstan.

Les structures islamiques étrangères ne faisaient pas la critique directe de la Direction, mais leur attitude envers le *muftiyat* kazakh était plutôt négative. En 1990, lorsque le roi d'Arabie Saoudite a envoyé aux musulmans soviétiques un million d'exemplaires du Coran, le seul organisme qui a reçu les livres a été la DSMAC, y compris ceux destinés au Kazakhstan. Un autre événement prouve cette situation, quand, en avril 1992, pendant le mois du ramadan, 30 professeurs turcs de l'islam devaient venir au Kazakhstan, suite à des contrats préalablement signés. Mais en arrivant à Tachkent, il n'y avait que 3 personnes qui avaient souhaité venir au Kazakhstan, avec à leur tête le théologien connu Xalïfa Altay (d'origine kazakhe). D'autres avaient préféré aller dans les communautés ouzbèkes et tatares. La DSMK a été reconnue à l'étranger à part entière seulement après l'effondrement de l'URSS grâce au soutien du gouvernement kazakh.

Comme on voit, la création de la Direction musulmane du Kazakhstan au début de 1990 était mal préparée au niveau organisationnel. La séparation de la DSMAC n'a pas amené à l'amélioration de la situation financière ou à l'élargissement des contacts internationaux mais a restreint ses possibilités pour préparer les cadres religieux et bénéficier l'aide des centres islamiques étrangers pour quelques années.

Un mois après la fondation de la DSMK, Nısanbayulı a annulé la décision du congrès des musulmans sur la création des kaziyats régionaux et a concentré dans ses mains la prise de décision sur toutes les questions liées aux cadres. Dans la plupart des cas de jeunes Kazakhs sans connaissances religieuses suffisantes sont devenus les imams des mosquées ré-ouvertes. Le règlement sur la direction du muftiyya à vie, entré dans les statuts de la DSMK, ne donnait pas la possibilité même aux membres du Présidium de la Direction d'avoir une influence sur la situation.

La situation critique dans la DSMK en 1990-1991 et le style autoritaire de son chef Nısanbayulı ont fait que le clergé était mécontent surtout dans les régions méridionales du Kazakhstan.

En novembre 1991, un événement a poussé les imams mécontents à se rebeller contre le mufti. Le secrétaire de la DSMK, appliquant l'ordre de Nısanbayulı, a essayé d'obtenir 5 000 roubles des imams des mosquées de Jambyl et Merki afin d'organiser des manifestations contre l'imam de Chymkent Mouhamedjanov pour le destituer de son poste. Bien que Mouhamedjanov fût un des religieux compétents au Kazakhstan, après son opposition ouverte à l'idée de création de la DSMK, Nısanbayulı a voulu l'écarter sous prétexte que l'imam de Chymkent était d'origine ouzbèke et qu'il faisait de la propagande pour rattacher une partie de la région du Kazakhstan méridional à l'Ouzbékistan.

Deux imams ont refusé de donner de l'argent à Nısanbayulı. Pendant les pourparlers qui ont eu lieu au domicile de l'imam de Merki, Z. Tilov il y avait deux membres du parti d'opposition Alaş, y compris le délégué du parti Raşid Nutışev. Nutışev a proposé à Tilov de renverser Nısanbayulı et, plus tard, il a participé au projet de destitution du mufti avec quelques imams de région de Jambyl.

Le 13 décembre 1991, dans la mosquée d'Almaty, devait se dérouler la commémoration du cinquième anniversaire des manifestations des étudiants de 1986, réprimées par le pouvoir. Il y avait beaucoup de monde qui s'était rassemblé dans la mosquée. Selon certains, les adversaires de Nısanbayulı ont entrepris de destituer le mufti. Le parti Alaş s'est chargé de maintenir la sécurité.

Les débats sur le fait de savoir si le chef de la DSMK Nısanbayulı, qui avait soutenu les actions du pouvoir en 1986, avait le droit de faire la prière pour les victimes des manifestations contre le gouvernement, se sont transformés en meeting dirigé par les religieux d'Almaty, Merki et Taldyqorghan. Le mufti a été accusé publiquement de corruption, d'alcoolisme, et de refus de concertation avec les autres imams. En même temps, quelques activistes et adeptes du parti Alaş en accord avec les participants au meeting, sont entrés dans le bureau de Nısanbayulı et ont bloqué les communications téléphoniques. Peu après, un comité temporaire était créé – formé de 12 religieux – qui a choisi l'imam de Taldyqorghan Ibrahim Machanlo comme mufti par intérim. Le discours de Nısanbayulı n'a pas convaincu les personnes rassemblées et il a dû céder à l'opposition et quitter la mosquée. Les partisans du comité temporaire ont occupé la mosquée et ont annoncé la tenue d'un nouveau congrès des musulmans pour résoudre les questions des cadres.

Les événements dans la mosquée étaient inattendus et ont surpris le pouvoir. Le directeur de la section pour les affaires religieuses Seydolla Köpbayev devait définir la position des organes officiels par rapport à ce problème. Les autorités étaient intéressées à résoudre le conflit le plus vite possible car il pouvait nuire au prestige du nouveau pays. Le fait que la destitution du mufti se soit passée un jour avant la déclaration de l'indépendance par le Conseil supérieur du Kazakhstan, a donné à ces événements une dramatisation supplémentaire.

Comprenant bien que le soutien des autorités était un facteur décisif dans la lutte pour le pouvoir dans le *muftiyat*, Nısanbayulı a décidé de jouer la carte nationale. Il a déclaré que c'était un complot des imams non-kazakhs contre le mufti kazakh. Ce point de vue a obtenu le soutien des structures présidentielles proches de l'ethnocratie.

Le fait que, à côté du comité temporaire, fonctionnait le parti d'opposition Alaş a influencé considérablement la position du pouvoir.

Nysanbayev pendant plusieurs années s'était montré loyal envers les organes de l'Etat et même exerçait les missions secrètes du KGB. Quant à l'ex-imam de la mosquée de Taldyqorghan, Machanlo, originaire du Turkestan oriental (la province chinoise Xinjiang) dont la candidature était proposée par le comité temporaire, il suscitait quelque suspicion dans les rangs des pouvoirs en place. Selon les instructions du KGB, son nom était rayé de la liste des pèlerins. En décembre 1986, le fils de Machanlo était arrêté pour 2 ans pour sa participation à la manifestation estudiantine contre le gouvernement. Sous la pression des autorités, Machanlo a dû chercher du travail au-delà du Kazakhstan et est revenu à Taldyqorghan en août 1991. Sa désignation au poste du mufti pouvait créer quelques problèmes aux autorités kazakhes.

Le 15 décembre 1991, l'OMON de la Direction générale des affaires intérieures d'Almaty a bloqué la mosquée occupée par le comité temporaire et, après le refus des croyants, a pris d'assaut la mosquée ; 41 personnes ont été arrêtées. Selon certaines informations, Nısanbayulı a signé le document où il a exprimé son accord pour l'utilisation de la force dans la mosquée.[269]

La majorité des membres du comité temporaire a été démoralisée par l'utilisation de ces forces et a refusé de signer la lettre ouverte à Nazarbayev, écrite par Machanlo, qui blâmait les actions des pouvoirs.

[269] PONOMAREV V., DŽUKEEVA S. op.cit., http://www.panorama.ru/works/rk/k1.html

Le 17 décembre 1991, les journaux gouvernementaux comme *Kazahstanskaâ pravda* ont rédigé la version officielle de ce qui s'était passé. Selon eux, le 13 décembre, des voyous du parti Alaş, excités par les anciens religieux chassés auparavant de la mosquée pour violation des normes de la charia et appropriation des biens, ont interrompu la prière du vendredi, ont molesté quelques serviteurs officiels de la mosquée, de la Direction spirituelle et les étudiants de l'Institut islamique, et ont cassé la main droite du mufti. Autrement dit, les autorités essayaient de présenter l'affaire de façon à montrer que la milice était intervenue pour arrêter les actions violentes d'un groupe d'opposition, et non pas dans le conflit entre deux groupes du clergé musulman.

Cette approche était notée dans le verdict de la justice de la ville d'Almaty du 24 décembre 1992, qui a reconnu coupables trois membres du parti Alaş Nutışev, Ahmetqaliev et Esenğazïn et deux sympathisants de ce parti dans l'organisation des actes violents dans la mosquée. A marquer également que, dans le verdict du tribunal, il n'y avait aucune mention du comité temporaire et que le seul parti Alaş était impliqué dans cette affaire de destitution.

4.4. Réorganisation de la DSMK et sa kazakhisation

Après avoir réglé la crise dans la mosquée au début de 1992, la DSMK a commencé la préparation du deuxième congrès des musulmans au Kazakhstan. Le but principal du congrès était d'étudier la question de la confirmation des pouvoirs du chef du *muftiyat*. Le journal kazakhophone du *muftiyat Iman* sorti depuis janvier 1992 apportait son soutien à Nısanbayulı. L'organisation des vétérans de guerre en Afghanistan donc son délégué Oleg Rubec organisait même la sécurité du mufti.

Mais les discussions principales ne se déroulaient pas dans les mosquées mais dans l'Administration présidentielle du Kazakhstan. Les anciens membres du comité temporaire Machanlo, Tilov et d'autres ont tenté de convaincre Köpbayev de la nécessité de destituer le mufti. Pourtant les autorités officielles n'ont pas changé leur position. Tous les problèmes avaient été résolus lors des consultations préalables dans les organes de l'Etat et non lors du congrès des musulmans.

Malgré le soutien de Nısanbayulı, les autorités craignaient que, pendant le congrès, les représentants de l'opposition entreprennent des actions inattendues et que les discussions autour du problème de mufti de la DSMK prennent un caractère aigu. Considérant la tournure

des choses, ils ont seulement donné au journaliste de l'agence officielle KazTAG la permission d'y assister.

Mais la nécessité de prendre ces mesures était de trop car les leaders de l'opposition avaient refusé la lutte déjà fin avril 1992. Tilov avait donné sa démission deux semaines avant le congrès, quittant son poste d'imam dans la mosquée et de directeur du *medrese* à Merki. Ensuite, en été 1992, il est parti dans le Caucase du Nord. Machanlo était chassé de la mosquée, et, en juin 1992, il est revenu à Djalalabad, au Kirghizistan. Quelques imams encore ont perdu leurs postes, d'autres ont exprimé leur loyauté au mufti, ils ont été excusés et ont conservé leurs postes.

Au deuxième congrès de la DSMK, tenu le 19 mai 1992, aucune voix n'était portée contre la désignation de Nısanbayulı au poste de mufti. La résolution adoptée justifiait l'activité de la DSMK et déclarait que tous les bruits adressés contre la Direction étaient pure calomnie. Les partisans de l'opposition n'étaient pas réélus dans le Présidium de la DSMK dont le nombre était augmenté par le mufti de 9 à 15 personnes fidèles à lui. La seule concession qui avait changé le règlement de la DSMK était l'abrogation du statut qui permettait au mufti de rester à vie à la Direction, et à la tenue des congrès musulmans selon le besoin.[270]

Nısanbayulı a profité du congrès pour exprimer de nouveau sa fidélité politique aux pouvoirs, expliquant l'incident de la mosquée comme une intrigue des forces occultes liées aux pays étrangers. Il a accusé les anciens cadres d'être à l'origine des dysfonctionnements, ce qui a été perçu par les adversaires de Nısanbayulı comme une menace ouverte. Le naib-mufti Khoussaïn Alsabekov a quitté son poste et est parti en Tchétchénie pour diriger le Ministère des affaires religieuses dans le gouvernement de Doudaev. Cette décision pouvait être faite en grande partie sous l'influence d'une découverte en avril 1992[271]. Les pouvoirs ont décidé de ne pas ouvrir d'enquête afin de ne pas semer le trouble et la discorde dans la société.

Dans les deux années qui ont suivi, sous des prétextes différents, encore quelques imams d'origine non-kazakhe, adversaires de Nısanbayulı, ont été licenciés. Ainsi, en juillet 1993 l'imam de la mosquée de Qaraghandy d'origine doungane, membre du Présidium de la DSMK, Ibrahim Marov était destitué de son poste. Officiellement, la décision était prise à cause de son absence à l'assemblée du Présidium pour une raison inconnue tandis que selon

[270]PONOMAREV V., DŽUKEEVA S., op.cit., http://www.panorama.ru/works/rk/k1.html
[271] L'opposition a dénoncé sa participation dans l'enterrement secrète d'une fille tchétchène dont le corps était retrouvé dans la mosquée d'Almaty en 1990.

des sources non-officielles la cause de la destitution était l'organisation du hajj pour 11 personnes de Temirtaou et Qaraghandy sans accord préalable du *muftiyat* et des organes de sécurité de l'Etat.

L'imam rebelle de la région de Chymkent Choukouralla Mouhamedjanov était destitué à la fin de 1992. Ces actions du *muftiyat* ont suscité l'agitation des croyants dont la majorité était les Ouzbèkes. Les croyants ont bloqué pendant un mois la mosquée et après le déblocage par la milice, la majorité d'entre eux a refusé de venir à cette mosquée en signe de protestation.

D'autres imams parmi les adversaires du mufti ont été poursuivis, principalement des non-Kazakhs. Vers 1993, parmi 16 membres du Présidium, seulement 2 étaient non-Kazakhs alors que dans le premier personnel du Présidium c'étaient les imams non-Kazakhs qui avaient dominé.

Assuré de la victoire sur ses adversaires principaux, Nısanbayulı a fait adopter par le Présidium de la DSMK en janvier 1994 la décision sur la désignation de 6 représentants du *muftiyat* dans les régions qui devaient faire l'enregistrement des mosquées et l'attestation des imams sur tout le territoire du Kazakhstan. Or, la décision du premier congrès des musulmans de la république sur la désignation des *qazı* des régions était rétablie. Elle a été annulée par Nysanbayev par crainte que ses adversaires parmi le clergé puissent influer sur la politique des cadres dans certaines régions.

Lors de la même séance, le Présidium a pris la décision que tous les employés des mosquées jusqu'aux comptables, devaient être recrutés ou destitués de leurs postes avec l'accord de la DSMK ou de sa représentation régionale. Les livrets du travail des imams devaient être conservés à la Direction, mais finalement cette décision ne s'est pas réalisée, comme la décision de juillet 1993 sur les indemnités de 30% des revenus au *muftiyat* par toutes les mosquées.

La cause principale de ces décisions non-réalisées est que la législation kazakhe n'a pas établi de droits spéciaux au *muftiyat* comme centre religieux par rapport aux communautés musulmanes locales qui étaient enregistrées à titre individuel dans les organes de l'Etat et à celles non-enregistrées. De plus, certains *äkims*[272] des régions luttaient pour la nomination de leurs prétendants comme imams de la mosquée, motivés en cela par des raisons politiques et financières.

[272] Chef de l'administration locale au Kazakhstan

4.5. Le *muftiyat* soumis à l'Etat

Malgré la fin de l'époque du mufti Nısanbayulı en 2000, les phénomènes de rivalités interethniques existent au sein des communautés musulmanes. Les mosquées sont désignées encore comme ouzbeks, ouïgours, tatares, dounganes ou tchétchènes puisque leurs imams sont issus des groupes ethniques au sein desquels ils sont appelé à exercer. D'ailleurs, les mollahs et imams officient dans les régions où il y a d'importantes minorités nationales. L'Etat kazakh applique ouvertement un principe de préférence nationale dans la nomination des fonctionnaires, y compris religieux. Certaines communautés non kazakhes perçoivent le fait de la nomination de plusieurs imams kazakhs comme l'affirmation discriminante d'une supériorité kazakhe et cela provoque de manière permanente la critique des croyants. [273]

La Direction, officiellement, est la seule organisation qui a une fonction régulatrice de la vie religieuse des musulmans et doit être la principale source de diffusion de l'islam. Pourtant ses membres ne sont que des fonctionnaires ayant en charge des questions matérielles et le respect des rites. L'influence de la DSMK se limite aux imams enregistrés et aux rares *medreses* du pays, ou à la teneur du sermon prononcé lors de la prière de vendredi dans les mosquées officielles. Très peu représentée sur le terrain, elle n'a pas de liens directs avec ses représentants régionaux et constitue juste une simple référence que l'on cite par principe. Elle ne dispose pas non plus de personnels d'encadrement qualifiés, capables de répondre aux critiques de la part des représentants de l'islam alternatif. En 2001, à Aqtobe, s'est constituée une Union spirituelle des musulmans, juridiquement indépendante de la Direction spirituelle, qui avait à sa tête Toybazar Jiyenbayev. De la même façon, les communautés ouzbèks du Sud du Kazakhstan et les musulmans du district ouïgour manifestaient leur volonté d'indépendance par rapport aux structures officielles perçues comme trop soumises aux pouvoirs en place et kazakhocentrées.

Ainsi, de très nombreuses communautés musulmanes vivaient alors leur foi de façon autonome, sans aucun lien avec la Direction. La faiblesse matérielle de l'institution a conduit les imams utiliser la littérature offerte gratuitement par les divers missionnaires musulmans, et certains livres édités par le Hizb ut-Tahrir en kazakh pouvaient se retrouver dans les mains des imams ralliés à la Direction. L'interdiction de livres diffusés par les missionnaires arabes ou pakistanais suscitait aussi le mécontentement des musulmans qui étaient pour la cause de « purification » de l'islam.

---

[273] KURGANSKAÂ V., KOSIČENKO A., *Islam i islamskie lidery v Ûžnom Kazahstane (Islam et leadeurs islamiques dans le sud du Kazakhstan),* Centre des recherches humaines, Almaty, 2005, p. 22

Sur le plan théologique, l'institution est aussi faible, car elle ne délivre pas de fatwa et son silence provoque des situations conflictuelles au sein des oulémas. L'exemple de l'imam de l'une des mosquées d'Almaty, Dayrabay Seyxwnï montre cette situation. Il a traduit en russe et en kazakh un livre intitulé *Les troubles des wahhabites*, dans lequel est justifié le *tawassul* (la méditation), c'est-à-dire le fait de se tourner vers Dieu par l'intermédiaire de quelqu'un, ce qui est en contradiction avec l'orthodoxie islamique. Les intrigues opposant les grands noms de la Direction entre eux sont bien connus, et contribuent à discréditer l'institution, perçue comme un lieu de partage du pouvoir en fonction d'attributs ethniques, claniques ou politico-financiers[274].

De même, le mufti actuel Äbsattar Derbisäli, élu en 2000, est très critiqué par ses opposants pour ses faibles qualités d'organisation et même pour athéisme. En particulier, il est accusé pour son œuvre intitulée « La littérature arabe de 1982 ». L'organisation religieuse « Qazaqstan qajıları » a déposé une plainte pour interdire cet ouvrage qui contient des thèses de l'athéisme scientifique et la critique de l'islam[275].

Les pays musulmans étrangers se sont investis dans la DSMK, compliquant un jeu d'allégeances internes et en essayant d'exercer leur influence. La Turquie reste la plus présente, concurrencée par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis. Ces derniers espèrent bénéficier de sympathisants au sein des hauts fonctionnaires de l'institution pour peser sur la nomination des imams dans les mosquées importantes des grandes villes.

La majorité des responsables religieux a pris acte de la désunion des musulmans et des conséquences éventuelles de cette situation. Ils expliquent la dispersion par l'absence d'un principe fédérateur, la carence de théologiens unanimement respectés et le manque d'organisation commune à l'ensemble de la communauté. La résolution de ce problème, vue par la DSMK, a concerné des projets de réformes comme la libération des imams des mosquées de leurs charges en matière économique et de la gestion des affaires courantes, pour qu'ils se donnent davantage à la vie religieuse, la création des *waqfs* et les conseils d'oulémas comme dans d'autres pays musulmans, la possibilité pour les croyants d'élire les membres de la Direction spirituelle et les imams des mosquées. Cependant aucune de ces propositions n'a été réalisée.

---

[274] ALNIYAZOV N., La communauté musulmane du Kazakhstan, acteurs officiels et groupes officieux. In :, LARUELLE M., PEYROUSE S., *Islam et politique en ex-URSS, Russie d'Europe et Asie Centrale : actes enrichis du Colloque de Kazan, 1-2 avril 2004*, Paris, L'Harmattan, 2005, p.297-299

[275] BAYANDIN B., « Qazaqstan qajıları » bas muftïdiñ kitabin sotqa berdi (« Les hâjs kazakhs ont déposé la plainte contre le livre de mufti), 21.06.2012, http://www.arasha.kz/post/883

4.6. Enseignement religieux et presse islamique

Le problème de l'enseignement religieux n'est pas nouveau historiquement pour la société kazakhe. Autrefois les Kazakhs n'avaient pas un réseau très développé de *medreses* et de *mekteb* puisque le mode de vie nomade les éloignait des grands centres de la culture islamique du Turkestan. Dans les agglomérations des régions méridionales comme Aoulie-Ata (actuellement Taraz) et Chymkent il y avait quelques *medreses* mais la majeure partie de leur population était ouzbèke. A cause de l'absence d'établissements d'enseignement religieux et de l'inadéquation de la formation proposée par quelques centres existants dans le pays, des Kazakhs partaient à l'étranger pour obtenir une formation en théologie. Selon les lois, l'éducation religieuse n'était pas permise dans les écoles publiques.

Dans les années 1991-1993, les jeunes Kazakhs furent formés au sein des établissements musulmans les plus proches. Les habitants des régions du Nord et de l'Ouest poursuivaient leurs études au Bachkortostan ou au Tatarstan, alors que ceux du Sud faisaient leurs études en Ouzbékistan ou au Tadjikistan. Certaines personnes disposant de moyens financiers suffisants et qui maîtrisaient une langue orientale, ou ayant des contacts avec les missionnaires des pays musulmans, partaient hors de l'espace ex-soviétique.

Les années suivantes le nombre des *medreses* augmenta considérablement, jusqu'à 20 même, mais la plupart de ces établissements ont été fermés à cause de leur non-conformité aux demandes de la législation, par exemple le *medrese* de Merki. D'autres n'ont pas obtenu la licence pour mener leurs activités.

Aujourd'hui il y a dizaine de *medreses* officiels au Kazakhstan. Les *medreses* fonctionnent à Astana, Almaty, Chymkent, Saryaghach, Taraz, Chamalghan, Pavlodar, Oral et Aqtobe.[276]

Le besoin de créer un réseau d'enseignement islamique au Kazakhstan induit l'ouverture d'universités théologiques. Parmi elles, l'Université islamique, dénommée plus tard l'Université égyptienne de la culture islamique Nour-Moubarak, l'Institut islamique républicain de formation permanente des imams.

L'Université égyptienne Nour-Moubarak de la culture islamique dispense un niveau de formation élevé. Les sponsors de l'université sont la DSMK et le ministère des *waqfs* de la République Arabe d'Egypte. L'université se spécialise dans la préparation des cadres religieux, des islamologues, des professeurs de langue et de littérature arabes, des interprètes

[276] ÄBDIRASILQIZI A., « Din isteri agenttigi: Qazaqstandagı barlıq medreselerdin jumısı tekserwden ötti (L'Agence aux affaires religieuses : l'activité de tous les medreses du Kazakhstan a été contrôlée) », http://www.abai.kz/content/din-isteri-agenttigi-kazakstandagy-barlyk-medreselerdin-zhymysy-tekseruden-otti

et a pour but la propagation de la religion musulmane. La création de l'université a été envisagée en 1993 lors de la visite du président du Kazakhstan, Nazarbayev, en Egypte et sa réalisation s'est faite au cours de la même année. Mais c'est seulement en 2001 qu'a été mis en place l'accueil des étudiants, après les pourparlers entrepris entre le mufti du Kazakhstan, Absattar qajy Derbisäli, et les responsables égyptiens. Jouxtant l'université, fonctionne la mosquée construite par l'Egypte. Des professeurs kazakhs ainsi que des spécialistes égyptiens y enseignent. Un conseil des tuteurs a été créé. Le recteur de l'université est l'académicien égyptien, Mahmoud Fahmi Higazi, docteur en sciences.

Selon les données de la DSMK, 95% des imams et des mollahs n'ont pas une formation religieuse, vu que, pendant la période soviétique, il n'y avait pas d'établissement pour la préparation des religieux. En 2001, pour la première fois, est créée une commission d'expertise au sein de la DSMK pour tester la compétence des imams et des mollahs des villages ainsi que des villes. Elle a montré une insuffisance des savoirs islamiques chez ces derniers. Depuis, le mufti a décidé de créer l'Institut islamique républicain de formation permanente des imams, afin de compléter la formation des serviteurs de l'islam. La banque islamique du développement a financé l'achat du bâtiment et, en 2002, l'institut a ouvert ses portes. Les matières enseignées sont la lecture du Coran et *tajwid*[277], interprétation du Coran, *fiqh*, la langue arabe, '*aqida*[278], les contes sur les prophètes, la philosophie islamique, l'histoire de l'islam, les hadiths, la grammaire arabe, l'éducation, kalam[279], l'histoire du Kazakhstan, la langue kazakhe, l'informatique. La durée des études est de quatre mois[280].

Outres ces deux établissements, il y en a d'autres, financés par les pays étrangers et qui fonctionnent hors du système de la DSMK. Mais la plupart d'entre eux, après quelques années du travail légal ont fermé. Il s'agit de l'Université internationale kazakho-arabe Rwxaniyat, l'Université Kazakho-Koweïtienne, le collège kazakho-arabe Tayba, le fonds de charité koweitien « Société des réformes sociales » et bien d'autres.[281]

La faiblesse du système d'enseignement religieux de la Direction favorise le processus d'autonomisation d'une partie de l'islam. Les *medreses* et les écoles du dimanche qui se multiplient continûment, travaillent rarement sur la base de normes communes validées par l'Etat. Un bon nombre d'entre elles réadapte les traditions de l'islam populaire, de telle

[277] Lecture psalmodiée du Coran
[278] Fondement de la croyance religieuse dans l'islam
[279] L'art de la rhétorique
[280] http://www.muftyat.kz/index.php?=work_uch
[281] IZBAIROV A., « Islam v Kazahstane : problemy i protivorečiâ » (Islam au Kazakhstan : problèmes et contraintes), *Shygys*, N°2, 2006, p. 150

sorte que chaque imam les comprend et les propage à sa manière et suivant ses propres convictions. La présence d'organisations de bienfaisance et d'enseignement venues de l'étranger, normalement des pays du Proche et du Moyen-Orient, soutient le développement de conceptions religieuses alternatives et dissidentes. La majorité de ces organisations n'est pas reconnue par la DSMK et n'a aucun contact avec elle. Elles travaillent auprès des jeunes, souvent peu nombreuses, constituant un puissant rôle d'attraction en faveur de l'islam contestataire de la situation politique et religieuse actuelle.

De même, les jeunes diplômés, terminant leurs études coraniques dans des établissements supérieurs à l'étranger, entrent en conflit avec les imams locaux, les membres des communautés officielles. Il s'agit de la singularité kazakhe du culte musulman et les croyances soufis. Les religieux formés à l'étranger veulent imposer leur conception universaliste de l'islam, tandis que ceux qui ont vécu la période soviétique préfèrent des traditions locales. Par la crainte de diffusion d'un islam non étatique et de divergences d'opinions, la DSMK a décidé en 2000 de rappeler tous les Kazakhs partis étudier l'islam dans d'autres pays musulmans. Les élèves envoyés par la DSMK ont répondu à cet appel, mais les autres, invités directement par des organisations islamiques internationales, ont refusé.

Parallèlement à cela, quelques centres spéciaux ont également été créés. Ce sont le Centre de recherche du droit islamique fondé en 2000 au sein de l'Académie kazakhe de droit et le Centre d'islamologie à l'Institut des études orientales R. Süleymenov qui fonctionne depuis 2003.[282]

Selon les données de l'organisation publique « Şäkirt » plus de 600 personnes continuent à étudier dans les établissements religieux étrangers.[283] En 2011, lors des événements du « Printemps arabe », quelques dizaines d'étudiants ont été évacués de la Lybie et de l'Egypte mais la majorité d'entre eux sont revenus.

La presse islamique répond aux besoins de la DSMK qui reflète les intérêts de l'Etat. *Islam et civilisation* est son journal officiel, il paraît deux fois par mois. Le premier numéro a été publié lors de la célébration des 1500 ans de Turkestan au sein d'UNESCO, au mois de novembre 2000. Auparavant il était distribué gratuitement dans les mosquées. L'objectif du périodique est de faire connaître aux lecteurs les valeurs de l'islam. Il a vite gagné sa place, avec un tirage de 12 000 exemplaires en 2002 et atteignant le chiffre de 33 000 exemplaires

[282] DJALILOV Z., *Islam i obŝestvo v sovremennom Kazahstane,* op.cit., p.75-76
[283] http://shakirt.kz/kz

en 2005. Ainsi il s'est trouvé en 3ème position dans la presse kazakhophone après les journaux *Egemen Qazaqstan* et *Jas Alaş*.

Iman est une revue de la DSMK qui paraît une fois tous les deux mois depuis 2002. Elle reçoit l'aide du fonds kazakho-turc pour le soutien des jeunes et du fond de bienfaisance *Abu Dhabi*. Elle est publiée également en ouïghour et tchétchène.

A part la presse officielle, il y a d'autres journaux et revues. A partir de 1992, le journal de thématique religieuse *Iman* (Foi) a été publié. Il s'intitulera plus tard *Islam älemi* (Le monde de l'islam). A côté de ce journal il existe aujourd'hui les revues *Şapağat-Nur* (1998), Islam (2003), les journaux *Islam jäne Örkeniyet* (Islam et civilisation), *Iman*, *Ruxani ömir* (Vie spirituelle). Dans la région d'Aqtobe paraît le journal *Islam aqiqatı* (Vérité de l'islam) depuis 1997, ainsi que dans celle d'Atyraou- le journal *Iman*[284].

Quant à la télévision, chaque année pendant la nuit de Qadyr (la nuit de destin), les chaînes de télévision d'Etat comme *Qazaqstan*, *Xabar*, *STV* (anciennement *Raxat*) retransmettent en direct de la Mosquée principale du Kazakhstan. A un certain moment il y avait la chaîne câblée *Asıl arna* créée en 2009 qui avait comme objectif de développer les traditions nationales et de diffuser les canons de l'islam. Mais, avec le temps, la direction de la chaîne a été accusée de la propagande de « l'islam non-traditionnel » et de « mode de vie arabe ». Cette affaire a été suivie d'un scandale lorsque le délégué de l'Agence aux affaires religieuses Qayrat Lama-Şärip a accusé l'ex-député Bekbolat Tilewxan, l'invité régulier de la chaîne, de dissidence[285]. En 2012, la chaîne était déclarée *non grata*, mais malgré tout cela, elle fonctionne encore sur le réseau numérique.

Depuis quelques années, le Kazakhstan a son propre réseau d'édition. Avant, la littérature religieuse était publiée en Turquie et au Pakistan en arabe et kazakh, la littérature en russe venait de la Russie. Les auteurs principaux de la littérature religieuse kazakhe sont principalement formés dans les établissements religieux étrangers en Turquie et en Egypte comme Qayrat Joldıbayulı, l'imam de la mosquée d'Astana.

[284] DJALILOV Z., *Islam i obŝestvo v sovremennom Kazahstane*, op.cit., p.76
[285] « V Kazahstane hotât sozdat' musul'manskij kanal (On veut créer une chaîne musulmane au Kazakhstan) », *Islam News*, 16.08.2012, http://www.islamnews.ru/news-135815.html

4.7. Apparition des courants religieux

4.7.1. La situation religieuse générale.

La politique religieuse libérale du Kazakhstan dès l'obtention de l'indépendance a fortement influé sur le nombre des communautés religieuses qui grimpe en crescendo.

Si en janvier 1990 on comptait 671 communautés religieuses, en 1995, selon les données officielles kazakhes, il y avait déjà 1180 organisations religieuses appartenant aux 30 confessions. Parmi elles, les religions dites traditionnelles et les nouvelles formes de religion (les sectes) : 679 organisations musulmanes, 182 orthodoxes. Ces deux confessions officielles composaient 57 % du nombre total des formations religieuses.

En 2007, il y avait déjà 3259 organisations religieuses qui présentaient plus de 46 confessions. Il existait 1766 associations religieuses musulmanes, le nombre des mosquées atteint 1643. Mais il faut prendre en considération le fait que ce sont les chiffres officiels de la DSMK et que les plusieurs mosquées, surtout dans les endroits ruraux, ne cherchent pas à se faire enregistrer. Leur existence est connue seulement par la population locale. En général, ce sont les mosquées fonctionnant dans les lieux d'habitation des minorités ethniques. Par exemple, dans la région d'Almaty, c'est le cas des mosquées ouïghours et dounganes, et au Kazakhstan du Sud -celui des mosquées ouzbeks. En outre, il existe un nombre d'organisations et de communautés considérées par la DSMK comme pseudo-musulmanes, car elles s'opposent au rite hanafite, officiel au Kazakhstan. Telle est la structure des communautés ahmadiyya, bahaï, doctrine d'Ismatoulla, mahdiyya, salafiyya, takfir, le courant de Qurban Ali et le chiisme[286]. En 2011 il y avait 4 479 organisations dont 2 756 musulmanes[287].

D'après le nombre des organisations musulmanes, le Kazakhstan méridional arrive le premier (283), ensuite c'est la région d'Almaty (273) et celle de Jambyl (227).

Parallèlement avec le nombre croissant des édifices de culte, l'apparition des centres missionnaires et religieux augmente. Les organisations religieuses bénéficient de beaucoup de privilèges.

On peut classer toutes les organisations religieuses en 3 types. Le premier groupe est représenté par les religions officielles dominantes : l'islam et l'orthodoxie.

---

[286] ASANBAYEV M., « Kazahstan : potencial religioznoj konfliktnosti (Kazakhstan : potenciel du conflit religieux) », *Rossiâ i musul'manskij mir*, №181,2007, Moscou, p.6.
[287] QANAFÏNA Z, « Kazahstan perezivaet nastoâsij bum islamizacii (Kazakhstan vit le véritable boom de l'islamisation) », 28.03.2011, http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1301257200

L'église orthodoxe russe est une deuxième organisation religieuse après l'islam. Elle réunit, en général, les Slaves, sauf les Polonais : les Russes (30%), les Ukrainiens (3,7%) et les Biélorusses (0,7%). Les structures orthodoxes comptent 221 paroisses et 8 monastères. Par la décision de Synode Sacré de l'église orthodoxe russe en 1991, ils étaient partagés entre trois directions diocésaines : d'Almaty et Semey, de Chymkent, d'Oral. [288]En 1999, celle d'Almaty et Semey s'est transformée en diocèse d'Astana et Almaty, qui résulte du transfert de la capitale d'Almaty à Astana.

Le deuxième type concerne les religions ayant une longue histoire au Kazakhstan. Pendant la période soviétique, elles étaient non reconnues. Ce sont le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme et le bouddhisme.

L'église catholique compte environ 90 communautés, 40 églises polonaises et 200 autres lieux de culte : 160 paroisses catholiques, 15 congrégations monastiques, même l'ordre fondamentaliste Opus Dei. Officiellement il y a 300 000 d'adeptes dans le pays, mais en fait, ce nombre doit être plus bas suite à l'émigration des Allemands et des Polonais.

Les protestants font partie de l'église des chrétiens baptistes évangéliques et des luthériens. Actuellement, il y a plus de 500 églises protestantes. Elles sont situées principalement dans les grandes villes comme Almaty, Chymkent et Qaraghandy etc. (70% des croyants).

Les organisations baptistes sont apparues encore au XIX siècle. Leur nombre est 11 000 et ils avaient 218 églises en 2000. En 2007, il y avait 269 communautés et 124 groupes. D'après certaines données, à présent, dans chaque ville il y a au minimum une église baptiste et adventiste. De plus, il existe des communautés de chrétiens évangéliques dans un Esprit des Apôtres et celle du pentecôtisme.

Le luthérianisme s'est propagé au Kazakhstan dès le début du XXème siècle et avec la déportation des Allemands de la Volga. Une des branches de l'église luthérienne est l'union *Synode de Missouri* qui finance ces communautés et diffuse activement la littérature en allemand, anglais et russe.

L'église des nouveaux apôtres fonctionne depuis 1991 grâce aux activités missionnaires des prêcheurs allemands, elle compte environ 2500 personnes réparties sur 40 communautés.

---

[288] TELEBAYEV Ğ., *Etno-religioznaâ identifikaciâ naseleniâ g. Almaty (Identification ethno-religieuse de population d'Almaty),* Rapport de recherche scientifique, Almaty, 2006, p. 157

Il existe 4 communautés judaïques, des centres culturels juifs, des écoles du dimanche à Qostanaï, Chymkent, Pavlodar et Kokchetaou. Le plus fort courant du judaïsme est l'hassidisme Habada. Maintenant il y a 10 synagogues et 24 communautés. Le congrès juif du Kazakhstan a été créé en décembre 1999 dans le but de conserver l'héritage, les traditions et les us juifs. Il a lancé un projet pour la construction de synagogues à Astana, Pavlodar, Aqtobe, Qostanay, Qyzyljar et Oskemen à côté des 4 synagogues existantes : deux à Almaty, une à Chymkent et une autre à Qyzylorda.

Le bouddhisme est présenté faiblement, chez les Kalmouks et certains Coréens.

Le troisième type de religions est représenté par les courants qui ont commencé leurs activités depuis les années 1990. C'est un groupe très varié se réclamant des religions mondiales (le christianisme- Témoins de Jéhovah, *Association de l'Esprit Saint pour l'unification du christianisme mondial* (les mounistes), *Eglise de Jésus Christ des Saints Dernières Jours* (les mormons) etc., l'islam- les wahhabites, les ismaïliens etc., l'hindouisme- *Société Mondiale de Conscience de Krishna* et les nouveaux cultes comme les adeptes de Vissarion, l'Eglise de Scientologie, les bahaï etc.[289]. Aux confessions protestantes non-traditionnelles dites charismatiques appartiennent les organisations *Grâce*, *Jivaâ loza* (Cep vif), *Agape*, *Novoe nebo* (Nouveau ciel), *Blagaâ vest'* (Bonne nouvelle), *Novaya jizn'* (Nouvelle vie). Parmi les dernières c'est l'organisation multiethnique *Novaâ žizn'* qui jouit d'une bonne réputation d'après le nombre des croyants : 40 communautés et 3500 personnes. Elle a son collège biblique. L'église de Qaraghandy *Grâce* possède 50 de ses filiales, les plus grandes communautés se trouvant à Almaty et Qaraghandy, leur nombre atteint a peu près 7 000 personnes.

Parmi les Coréens ethniques du Kazakhstan, la mouvance du pentecôtisme a pris un certain poids (l'église de Sun Bok Ym) et le courant *Union des chrétiens de la foi évangélique*. Au nord du pays (des régions de Qostanaï, Qaraghandy et Aqmola) c'est *l'Eglise de Dieu* qui propage son action. L'église presbytérienne inclut 20 organisations : les plus connues parmi elles- *Aqsaï*, *Tsentr*, *Eglise presbytérienne régionale d'Almaty*, *Grâce-Blagodat'*, *Golbori, Onsezan, Kore, Mir* (Paix), *Nadežda* (Espoir), *Sion*, *Première Eglise presbytérienne* et *Assemblée des églises presbytériennes*. Le mouvement est populaire chez les Coréens (80-90% des croyants). La plus grande organisation *Grâce -Blagodat'* compte 10 000 d'adeptes. Il y a quelques séminaires presbytériens comme *l'Académie spirituelle presbytérienne* à Almaty et le *Séminaire chrétien évangélique du Kazakhstan*.

[289] NAZARBAYEV E., op.cit.

Le sud du Kazakhstan attire l'attention des cultes non-traditionnels comme le Centre de la Vierge, Fraternité blanche, Sai Baba avatara, ivanisme, culte tantrique, Eglise universelle et triomphante, christodelphiens, mormons, Eglises du dernier Testament, scientologues, Chri Tchinmoï etc.[290].

Une telle diversification religieuse est due à la législation religieuse libérale. Cela conduit à un renforcement des activités des associations religieuses et à l'arrivée sur le sol kazakh des missionnaires étrangers.

A présent, parmi la population musulmane se diffuse l'idéologie de sunnisme de rite hanbalite qui est le plus strict parmi les autres. Elle se sert de base pour la prédication des idées radicales comme le wahhabisme, en particulier, surtout au sud du pays, à cause de la situation socio-économique difficile. Cette nouvelle interprétation wahhabite appelle à la simplification des coutumes, s'oppose aux mariages somptueux, aux repas funèbres, attirant ainsi les gens des couches pauvres de la population.

4.7.2. Mouvances islamiques.

L'une des conséquences, due à la faiblesse de la structure spécifique de la DSMK, est le développement de nombreuses communautés ou *jamaats* autonomes qui interprètent différemment l'islam. L'incapacité de la DSMK de réguler la vie religieuse au pays est aggravée par l'absence de cadres compétents en matière religieuse et par un manque d'établissements d'enseignement musulmans. La base juridique sur laquelle s'appuie l'Etat et la politique en matière religieuse étaient inadaptées et n'ont pas permis aux autorités de construire un dialogue avec les nouvelles tendances de l'islam local.

De surcroît, depuis les années 1990, les rafles massives dans les mosquées après la prière du vendredi à l'encontre des gens fréquentant les lieux de culte, ont conduit aussi à une diffusion non officielle de l'islam. Les jeunes générations, en effet, se tournent vers un islam non officiel tant par crainte de la réaction sociale, que suscite le geste de se rendre dans une mosquée, que par dégoût envers les imams officiels trop proches du pouvoir politique.

Les hauts fonctionnaires de la DSMK s'inquiètent de la présence des *jamaats*, isolés les uns des autres, mais dotés d'un chef religieux charismatique et de leur propre organisation et les accusent de manière systématique d'empêcher l'unification de la communauté musulmane.

[290] ASANBAYEV M., op.cit., p.61-64

L'islam officiel au Kazakhstan, soumis à la volonté du gouvernement, a donné naissance, ces dernières années, en réaction, à des élans islamistes. Les autorités musulmanes officielles sont aussi très préoccupées par l'attrait croissant pour les sectes étrangères et par l'ampleur de la conversion des Kazakhs au christianisme. D'après les journaux républicains, entre 100 et 500 milles Kazakhs se sont convertis au christianisme sous ses différentes formes[291].

Vers les années 2000, le changement de la situation religieuse a poussé les analystes à étudier les partis islamiques apparus dans le pays. On peut classer les mouvances islamiques non officielles présentes au Kazakhstan en trois principaux groupes ; les *tariqats*[292] soufies et l'islam populaire, les *jamaats* salafistes modérées, et les organisations radicales.

Les ordres soufis subissent l'influence de missionnaires d'origine ouzbek et turque, chez qui la tradition soufie est historiquement forte. Au Sud et à l'Ouest du Kazakhstan, par exemple, l'activité d'un groupe Naqchbandi dénommé *Hazrat Ibrahim* se répand. Il s'inscrit dans la lignée de la Naqchbandiya-Houssein. Ce courant est très dynamique dans la région du Turkestan, où ses disciples se réunissent sur la tombe d'Ichan-Baba et d'Abdulvakhid Qari.[293] Les plus jeunes sont initiés aux diverses formes du *zikr* soufi. Ses adeptes, venus de toute l'Asie centrale, se rassemblent deux fois par an dans le village de Kuch-Atat. Plusieurs membres de cet ordre exercent des fonctions administratives importantes. Par exemple, Darimbaï dans la région d'Almaty ou Qurban Ali Axmedov dans celui du Kazakhstan méridional. Qurban Ali Akhmedov est connu par l'affaire du « pir de Kokand » et la création d'un groupe soufi dénommé *tariqatşılar* à Qyzylorda.[294] Ce dernier diffuse des conceptions ichano-mourides et a tenté d'intervenir dans les affaires internes de la DSMK. A présent, il dirige un grand groupe de *mourid* dans le Sud et l'Ouest du pays et l'une de ses dernières interventions était dirigée contre l'imam de la région d'Aqtobe, Äbilda Äwezov.

Un autre groupe soufi est constitué des disciples du *pir* Ismatoulla. Cette mouvance était répandue au Kazakhstan dans la moitié des années 1990. Au début, le groupe s'était installé dans le village de Qarasu, dans la région d'Almaty, mais il a été interdit à la fin des années 1990, parce que le *medrese* qui fonctionnait auprès de la mosquée n'était pas

[291] D'après le recensement de la population en 2009, près de 40 000 Kazakhs ont indiqué le christianisme en tant que religion pratiquée.
[292] Confrérie soufie
[293] IZBAIROV A., « Osobennosti islama v Kazahstane : regional'nye, ètnopolitičeskie tradicii i vnešnie faktory » (Particularités de l'islam au Kazakhstan : traditions régionales et ethnopolitiques et facteurs extérieurs), *Shygys*, 2, 2004, p.225
[294] DJALILOV Z., « Religioznaâ situaciâ v Kazahstane i nekotorye problemy politiko-pravovogo regulirovaniâ » (Situation religieuse au Kazakhstan et certains problèmes de règlement juridique et politique), *Shygys*, N°1, 2004, p. 236

enregistré à la DSMK. Le leader a quitté le pays, mais son groupe s'est reconstitué en 2000 et son siège se trouve maintenant dans une banlieue d'Almaty Mamyr avec environ un millier de fidèles.

Actuellement, le développement d'une présence soufie se renforce dans les milieux urbains comme dans les zones rurales. Ces *tariqats* supposent la soumission totale des mourides à leur leader spirituel et se sont tournés vers des enjeux strictement religieux[295].

Le sud du Kazakhstan a été marqué par la confrérie Yassawiyya où l'islam populaire a résisté. Qoja Ahmed Yasawi (1103-1166/67) est considéré chez les musulmans turcophones comme le deuxième Saint après Muhammad, et la ville de Turkestan où il a prêché, comme la petite Mecque. Arystan-bab était le précepteur spirituel de Yasawi. Les pèlerins avant d'arriver au mausolée de Qoja Ahmed Yassawi au Turkestan, passent obligatoirement par le tombeau d'Arystan-bab et le puits saint.

L'adoration des lieux saints augmente : parmi les lieux de pèlerinage les plus fréquentés on peut noter en outre un mausolée de Qoja Ahmed Yassawi, les nécropoles Beket-Ata, Şopan-Ata dans la région de Manghystaou, Şora-Molda (Kazakhstan méridional), Aişa-Biybi (Jambyl), Arıstan-bab (Qyzylorda)[296].

En quelque sorte, le soufisme a été utilisé par les pouvoirs kazakhs dans la politique. Il faut signaler l'affaire de la chaîne de télévision *Qazaqstan-1* dont le directeur a été destitué de son poste pour avoir diffusé des émissions de thématique soufie. Deux importants personnages préparaient les émissions Ğalım Boqaş, l'adjoint au maire d'Almaty et Ğalım Dosken, le directeur de la chaîne. L'adjoint au maire a créé la société « Foi, Savoir, Vie » dont le but est la propagation des idées du soufisme de l'ordre Yassawiyya. La famille du maire d'Almaty, Imanğali Tasmağambetov également était dans le réseau du soufisme radical.[297] Dans la banlieue d'Almaty on a découvert une communauté soufie clandestine pourvoyant aux soins des enfants des riches qui étaient sous l'emprise de la drogue. Dans la presse on a pu lire des publications sur un complot éventuel en vue d'un coup d'Etat préparé par les soufis. Apparemment l'accusation avait pour but de viser le maire de la ville et de mettre fin à la diffusion du soufisme non-contrôlé.

Aux *jamaats* modérées appartient la communauté nourdjou qui est l'une des plus actives. Elle a surgi dès le début des années 1990 avec le développement des relations entre le

[295]ALNIYAZOV N, op.cit., pp.302-303
[296] TROFIMOV Â, *Religiâ v Kazahstane (Religion au Kazakhstan)*, Almaty, Adilet-Press, 1996, p.43
[297] SAIDULLIN R., « Smena rukovodstva teleradiokompanii Kazahstan: konec gosudarstvennogo sufijskogo televideniâ? (Changement de direction de téléradiocompagnie Kazakhstan : la fin de télévision soufie étatique ?) », 24.04.2006, http://www.ferghana.ru/article.php?id=4359

Kazakhstan et la Turquie. La première moitié de la décennie fut une sorte d'âge d'or des relations bilatérales et Turgut Özal, le président turc, avait soutenu l'installation des nourdjous dans les pays turcophones. Ce groupe est fortement implanté dans les milieux économiques et éducatifs du Kazakhstan. Son objectif est d'établir des contacts avec les entreprises locales ainsi qu'avec les milieux de la haute fonction publique. Ce type de réseaux a consolidé la position des nourdjous qui ont pu profiter de la solidarité établie avec leurs anciens disciples, aujourd'hui hauts placés, pour investir massivement des capitaux étrangers dans l'économie du pays. L'introduction de l'islam et une meilleure connaissance des principes de la foi dans les zones durablement dominées par l'athéisme sont les principaux buts recherchés. Dans le cadre des lycées et des pensionnats turcs les activités religieuses sont de caractère clandestin. Le Fonds kazakho-turc d'éducation, qui gère ces écoles, est officiellement laïc et fonctionne sous la juridiction des autorités turques. En effet, il propage certaines conceptions de l'islam sous une forme cachée, ce qui suscite la critique de la DSMK.[298]

Un autre groupe est représenté par tablighis, considérés comme l'organisation religieuse pakistanaise la plus répandue au Kazakhstan. Les tablighis évitent d'entrer en conflit avec les traditions locales, fait qui les distingue des autres groupes salafistes. Le système éducatif tabligh est le suivant : les jeunes gens ayant reçu une formation primaire au Kazakhstan sont envoyés parfaire leur éducation dans l'un des trois centres d'instruction tabligh, celui de Dacca au Bangladesh, celui de Delhi en Inde ou celui de Raiwind au Pakistan. Ensuite, six ou douze mois plus tard, ils rentrent au pays, se marient selon les instructions des anciens et repartent pour trois ans, avec leur famille, terminer leur formation dans l'un des trois pays. Le mouvement édite de la littérature au Pakistan et à Moscou, dont la source principale est le livre du cheikh ul-Khadis Maulan et Mouhammad Zakaria Kandelkhevi *Les valeurs du Coran, namaz, tabligh*. Dans un premier temps, le *jamaat* tablighie avait pour objectif d'augmenter le nombre de ses adeptes, tandis que maintenant elle affiche une volonté d'enracinement économique au Kazakhstan. Les fondateurs du tabligh kazakh sont désormais à la tête d'entreprises, et collaborent avec les hommes d'affaires pakistanais. En novembre 2006, six de ses membres ont été interpelés à Ekibastouz.

Une autre communauté, créée par les Pakistanais, est ahmadiyya[299]. Cette communauté s'est enregistrée au Kazakhstan en 1994, elle était dirigée par l'écrivain kazakh, conseiller du

[298] KURGANSKAÂ V., KOSIČENKO A., Vzaimodejstvie religij v Respublike Kazahstan (Interaction des religions dans la République du Kazakhstan), Almaty, Rapport de recherche scientifique, 2001, pp. 29-36

[299] La première communauté authentique est apparue en 1889 en Inde présidée par Mirza Gulam Ahmad Kadiani. En 1891, ses adeptes ont reconnu en lui le nouveau prophète et *mahdi* (messie) des musulmans, des chrétiens et des juifs et avatara (incarnation) du Dieu hindouiste Krishna. Leur texte Saint est écrit en 80 livres

Président, Rollan Seysenbayev. Son nom complet est *Jamaat musulman ahmadiyya de la République du Kazakhstan.* Cette organisation est particulièrement visée par la DMSK, très hostile envers elle, et qui a édité une fatwa sur l'interdiction de convertir des gens à ahmadiyya.[300]

Les structures islamistes officieuses comme le Hizb ut-Tahrir, le mouvement *täkfirşiler* et d'autres filiales de mouvements étrangers font partie du troisième groupe.

Officiellement interdit dans tous les pays d'Asie centrale, le parti islamiste Hizb ut-Tahrir, est implanté au Kazakhstan. Il a été fondé en Arabie Saoudite et en Jordanie en 1953 par des Palestiniens à la tête desquels était le cheikh Taqiouddin an-Nabhani Filastini. La première section de cette organisation a été créée à Jérusalem. A partir de 1992 il s'est introduit en Ouzbékistan, et, en 1995, y étant bien enraciné, le parti étend ses activités dans les pays limitrophes.

Le Hizb ut-Tahrir a aussi déclaré la guerre sainte en Asie centrale, mais contrairement au Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), il cherche à réunir les républiques centrasiatiques et le monde musulman par des moyens non violents pour établir un califat semblable à celui qui a été mis en place après la mort du prophète Mahomet. Pourtant le manque de projet social, économique ou politique du parti le rend identique à celui du MIO. Ses ambitions utopiques deviennent de plus en plus populaires parmi les étudiants[301].

Le Hizb ut-Tahrir s'introduit peu à peu au Kazakhstan, et, en 2001, pour la première fois, la police a arrêté des militants dans le sud du pays ainsi qu'au Kirghizistan. Le 6 juillet de la même année, les brochures du Hizb ut-Tahrir sont apparues dans des milliers de boîtes aux lettres d'Almaty, créant un choc parmi la population et les forces de sécurité. Ce n'est pas un hasard, ce jour-là était l'anniversaire du président kazakh Noursoultan Nazarbayev qui venait d'inciter le peuple à résister à l'islamisme radical.

En 2002, deux hommes ont été arrêtés dans la ville de Turkestan : ils se préparaient à distribuer des tracts de propagande. Ils ont cru bon de préciser qu'ils avaient choisi Turkestan car la population y est religieuse, du fait de la présence du tombeau du saint soufi Yasawi, et qu'en conséquence, ils auraient plus de chance d'y trouver un écho favorable[302]. En 2001 et

---

de langue ourdou. Le lieu de pèlerinage n'est pas la Mecque, mais Kadian où vivait Ahmad et Srinagar à Kachmir où est enterré Jésus Christ (Issa Asaf). Dans la plupart des pays musulmans, ahmadiyya n'est pas considéré comme une confession musulmane. A présent, leur centre se trouve à Londres

[300] SAIDULLIN R., « Kazahstanskaâ religioznaâ obŝina Ahmadie podvergaetsâ pressingu vlastej i edinovercev (La communauté religieuse du Kazakhstan ahmadiyya subit le pressing du pouvoir et des coreligionnaires) », 13.06.2006, http://www.ferghana.ru/article.php?id=4447

[301] RASHID A., Asie centrale, champ de guerres. Cinq républiques face à l'islam radical, Paris, Autrement, 2002, p.17

[302] VINATIER L., op.cit., p.229

2002, selon Human Rights Watch, une vingtaine de ses militants ont été arrêtés. L'un d'eux, K. Beyimbetov, est mort en détention, onze jours après son arrestation. Dans la plupart des cas, les emprisonnements ont été de courte durée.

Le 7 juillet 2003, deux militants du Hizb ut-Tahrir ont été condamnés à trois ans de détention par le tribunal de district d'Almaty. Un an après, un autre militant, R. Ibadoullaev a été condamné par le tribunal de Chymkent à quatre ans de détention pour avoir incité à la discorde ethnique et religieuse. En juillet et août 2004, trois autres militants ont été détenus pour deux ans en prison pour distribution des tracts de l'organisation. Selon les autorités ouzbèks, les membres du HT s'entraînent dans des camps au sud du Kazakhstan.

Plus de 27 membres ont été arrêtés dans les régions méridionales du pays dans la deuxième moitié de l'année 2004, accusés de diffuser de la littérature appelant à la haine religieuse et nationale. La plupart des membres du parti, présents sur le territoire, sont des citoyens kazakhs qui ont étudié en Ouzbékistan. Les Ouzbeks subissant des répressions dans leur pays, s'installent aussi au Sud du pays et adhèrent aux structures du mouvement. Les tracts diffusés d'habitude ont un contenu socio-économique, dont le but est la lutte contre les problèmes et rarement l'appel au djihad. Bien que les pouvoirs politiques insistent sur le danger islamiste et terroriste du Hizb ut-Tahrir, le caractère fondamental national du mouvement reste nettement perceptible. L'activité de ce groupe sur le territoire kazakh se base sur la diffusion des tracts appelant les musulmans à soutenir leurs coreligionnaires d'Ouzbékistan et critiquant le président ouzbek Islam Karimov. Les tracts sont rédigés en ouzbek, plus rarement en kazakh, russe ou arabe. L'une des actions revendiquées par le Hizb ut-Tahrir, qui a provoqué un véritable scandale à Almaty, a été la manifestation, en 2003, après le discours prononcé par l'un des membres du mouvement au cours du mois du Ramadan. Plus d'une centaine de personnes sont descendues dans la rue après la prière du vendredi et ont tenté de s'approcher de l'ambassade d'Ouzbékistan en criant des slogans hostiles à Karimov.

Täkfirşiler est un groupe moins connu mais plus radical parmi tous ceux existants. Ses membres se désignent depuis peu sous le nom de « Hizb ut-Takfir ». Ces groupes se comportent de façon très critique envers toute la communauté musulmane, l'accusant d'incrédulité et d'infidélité (takfir). Déjà dès la fin des années 1970, le terme de *takfir* dans son sens d'excommunication a connu un grand succès chez les moudjahiddines étrangers arrivés en Afghanistan pour lutter contre les armées soviétiques. Le djihad est une obligation chez eux, qui prend la forme de la lutte armée contre les infidèles afin de créer un Etat islamique et le rétablissement mythique du califat. Ainsi, la notion de *takfir* a permis la

légitimation de la guerre d'un point de vue religieux car l'un de ses éléments est la possibilité de dénoncer une partie des musulmans comme également infidèle.

Les adeptes de *takfir* au Kazakhstan sont presque tous formés sur le territoire de la Russie. Leur guide suprême est un certain Ayub qui vient d'Astrakhan et qui dirige le mouvement sur l'ensemble du territoire russe avec l'aide des moudjahiddins afghans arrivés pour poursuivre le combat en Tchétchénie. L'apparition des premiers *täkfirşiler* kazakhs date du milieu des années 1990 avec le retour de Russie de citoyens kazakhs formés au Bachkortostan, au Tatarstan ou ayant combattu en Tchétchénie. Au Kazakhstan ils ont la mission de combattre les musulmans locaux respectueux du régime laïque, la DSMK, et les responsables religieux qu'ils considèrent comme infidèles. Les *Täkfirşiler* du Kazakhstan sont tous des Kazakhs de souche, à la différence du Hizb ut-Tahrir. Le mouvement appelle à quitter le Kazakhstan voulant reproduire l'Hégire pour les pays islamiques. En même temps, d'après ces critères, il n'existe aucun vrai pays musulman et ses disciples doivent garder des contacts limités avec le monde extérieur en s'enfermant au sein de leur communauté. Des groupes *takfirchilar* vivraient complètement isolés dans les régions occidentales du pays.

Les autres groupes ne sont pas de grande ampleur, comme le Mouvement islamique d'Ouzbékistan ou le Mouvement islamique du Turkestan oriental.

Le séparatisme ouïgour est perçu comme un mouvement islamiste au Kazakhstan et le pouvoir craint la diaspora ouïgoure présente sur son sol. Lors d'une opération policière, le 28 septembre 2000 contre l'organisation ouïghoure clandestine *Turkestan Oriental*, quatre hommes originaires du Xinjiang, recherchés pour avoir tué deux policiers, ont été abattus à Almaty[303].

Il y a un certain nombre de sectes musulmanes comme Souleymani et d'autres dont chacune dispose de ses objectifs propres, d'un fondement idéologique spécifique, d'une organisation et de méthodes de travail[304].

Les groupes salafistes, plus souvent dits « wahhabites », existent surtout dans les régions de l'Ouest (Manghystaou, Atyraou) et du Sud (Qyzylorda, Kazakhstan méridional, Jambyl). Les membres de ces groupes sont très rigoureux car ils ne laissent pas leurs enfants aller à l'école, changent leurs prénoms, s'occupent souvent des arts martiaux, leurs femmes portent le voile. A Almaty, les wahhabites s'organisent en groupes de cinq personnes pour

[303] Dossier Kazakhstan, CRR, Centre d'information géopolitique, 31.12.2004, p.46, disponible sur : http://www.commission-refugies.fr/IMG/pdf/Dossier_pays_kazakhstan.pdf,
[304] ALNIYAZOV N., op.cit., p.307

qu'en cas d'arrestation, les autres ne puissent pas être trouvés. Leur but est la création de la république islamique.

A l'Ouest du pays, surtout dans la région de Manghystaou, la création des groupes « wahhabites » date de 1997. Les adeptes de *taza din* (religion pure) se sont installés dans deux villes de la région : Aqtaou et Janaozen. Cette dernière était le centre du renouveau islamique de Manghystaou. Leur premier prêcheur était Baqıtjan Burxanov, l'ex-entraîneur de taekwondo, qui a commencé à propager le mouvement après avoir rencontré les missionnaires étrangers à Qulsary (région d'Atyraou). A partir de 1998, les communautés salafites se réunissaient pour la prière du vendredi hors des mosquées officielles. Pendant la période 1999-2002, ils organisaient des cours de théologie par petits groupes de 15-20 personnes, utilisant les livres d'auteurs comme Abdurahman as-Saadi, Al-Boukhari, An-Nawawi, Al-Askalani et At-Tamimi. Depuis 1999, les salafites dont le nombre atteint 110 personnes, sont poursuivis par les autorités et une partie de ses membres avait demandé l'asile politique en République Tchèque et en Slovénie[305].

La corruption flagrante dans le pays a entraîné l'apparition de groupes d'opposition extrémistes : les jeunes Kazakhs et les Ouzbeks au sud du Kazakhstan rejoignent les partis islamiques radicaux comme le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), qui a pour but de renverser le gouvernement ouzbek et qui lutte sur de nombreux fronts. Selon les autorités gouvernementales kazakhes, plusieurs citoyens du Kazakhstan auraient participé aux attentats de février 1999, à Tachkent. Ces mouvements créent de nouvelles menaces pour la sécurité du Kazakhstan.

Pour ce qui regarde la stabilité de toute l'Asie centrale, c'est le Mouvement islamique d'Ouzbékistan qui représente un danger. Il a été formé en 1998 par des extrémistes déçus du Parti de la renaissance islamique, qui avaient envisagé de renverser le gouvernement d'Islam Karimov. Le MIO a lancé des guérillas contre les régimes existants depuis ses bases au Tadjikistan et en Afghanistan en 1999, 2000, 2001. Le leader du MIO, Jouma Namangani a pu étendre le djihad à toute la région[306]. Après sa mort en novembre 2001, il a été dirigé par Tahir Youldashev. Le parti prend alors le nom de Mouvement islamique du Turkestan pour élargir son influence. Il pourrait apparaître qu'il n'est pas impliqué au Kazakhstan, bien que des Kazakhs en soient membres. Par exemple, en juillet 2003, une dizaine de ses membres ont

[305] PONOMAREV V., "Kazahstan : bor'ba s salafitami na Mangyšlake (Kazakhstan : la lutte contre les salafites au Manghystaou)", 31.01.2007, http://studies.agentura.ru/centres/programma/mangistau/
[306] RASHID A., op.cit., p.17

été arrêtés à Almaty. Par la suite, le mouvement a été interdit par la Cour suprême le 15 octobre 2004.

La vallée de Fergana partagée entre trois pays, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, a vu des assauts organisés par Namangani. Outre ces pays, pour lesquels il y a une menace directe, le Kazakhstan aussi a renforcé ses dépenses militaires en prévision d'une possible guerre. Le budget a atteint le chiffre de 171 millions dollars qui représente 1% du PIB[307].

Le Parti de la renaissance islamique (PRI) était dominé par des non-Kazakhs, ce qui le rendait moins attrayant pour le reste du pays. Il faut remarquer que le PRI a été créé en juin 1990 à Astrakhan, en Russie, essentiellement par des intellectuels tatares qui voulaient organiser les musulmans à l'intérieur de l'Union Soviétique afin d'obtenir l'introduction de la charia. Pendant la réunion inaugurale, il a été décidé que chaque république soviétique pourrait fonder sa branche indépendante. Avec la libéralisation de Gorbatchev, le PRI fut reconnu comme parti politique en Russie, mais était interdit dans les républiques centrasiatiques par les partis communistes locaux[308]. Le Parti de la Renaissance islamique comportait à ses débuts des délégués kazakhs.

Le Kazakhstan du Sud a servi de terreau au parti Alaş, dont la plupart des membres étaient originaires de Chymkent. C'est ici que se sont produites quelques manifestations à tendance islamiste : ouverture de mosquées indépendantes par rapport au nouveau mufti du Kazakhstan, enregistrement d'une section locale du Parti de la Renaissance Islamique à Chymkent et dans la ville de Taraz. Une de ses sections, créée en 1991, siégeant dans le district de Saryaghach (Kazakhstan méridional), comptait 40 personnes. Son leader, un mollah ouzbek Abdoujapar Ousmanov dépendait de la section de Tachkent du PRI.

Le PRI s'est toutefois heurté à des partis nationalistes actifs (le parti Azat, en référence au Mouvement civil du Kazakhstan et le parti Jeltoqsan) et n'a pas pu s'implanter. Les partis nationalistes kazakhs utilisent la rhétorique islamique, mais celle-ci ne prime pas dans leur discours.

A partir de l'année 2011, on observe la radicalisation progressive et l'apparition de nouveaux mouvements islamiques au Kazakhstan. C'est lié en partie à la loi adoptée la même année et restreignant l'activité religieuse dans le pays. En réaction, il y a de plus en plus de menaces de la part des groupes religieux. L'un d'eux appelé « Jund al-Khalifat » (les soldats du califat) s'est adressé trois fois aux pouvoirs du Kazakhstan. Il y a peu de temps, au mois de

[307] RASHID A., op.cit., p.65
[308] VINATIER L., op.cit, p.93

mai 2011, le mouvement Taliban a menacé le gouvernement en raison de l'information selon laquelle le Kazakhstan enverrait quelques soldats en Afghanistan.

4.7.3. Le discours islamique tenu par les partis kazakhs

Au début des années 1990, il était courant de dire qu'au Kazakhstan il n'y avait pas de parti politique ou organisation souhaitant introduire dans la société les dogmes socio-politiques de l'islam et construire un Etat théocratique. Bien évidemment on ne prenait pas en compte deux partis qui n'ont pas subsisté longtemps et dont l'objectif était plutôt double, comprenant des éléments islamiques et nationaux. C'était logique vu que le pays venait d'obtenir son indépendance et toutes sortes de déclarations étaient bien accueillies.

En avril 1990, au Kazakhstan, est apparu le parti Alaş, qui reprend le nom du grand parti de l'époque révolutionnaire, pour l'indépendance nationale du Kazakhstan, dont le discours religieux était particulièrement violent. Il a réclamé la restauration de la charia dans le pays. Sa plateforme se basait sur les idéaux d'unité turque, de solidarité musulmane, de liberté et de démocratie. Dans un premier temps, son but principal était la création de l'Etat musulman Turkestan. Par la suite, le parti s'est considéré comme l'héritier du parti Alaş-Orda. Les symboles de son drapeau sont la bande bleue avec la tête de loup (totem des Turcs) et la bande verte avec la demi-lune (signe de l'islam)[309].

Il s'est manifesté contre le mufti du Kazakhstan indépendant Rätbek Nısanbayulı, qui selon lui, aurait perdu sa légitimité pour avoir violé la loi islamique dans des circonstances floues. De plus, le parti mène campagne contre le président Nazarbayev. Son audience est assez forte au sud du Kazakhstan : à Almaty, à Chymkent et à la frontière avec l'Ouzbékistan. Atténuant ses accents islamistes radicaux, il insiste sur le panturquisme. Poursuivis par les autorités kazakhes, les leaders du parti ont dû s'exiler à Moscou en 1993, où ils ont perdu toute capacité de présence nationale[310]. Aron (Atabek) Nutışev, leader d'Alaş, pourchassé à Moscou par le Ministère des affaires intérieures du Kazakhstan, a émigré à Bakou. En exil, il publiait le journal politique islamique *Haq*.

Apparemment le parti est divisé en deux : l'aile musulmane fondamentaliste et l'aile qui collabore avec les groupements d'opposition.

---

[309] RAYIMBEKOVA G., Religiâ i politika Vostoka : problemy vzaimosvâzi, specifika i tendenciâ razvitiâ, (Religion et politique de l'Orient : problèmes de corrélation, spécificité et tendance du développement), Almaty, Aïkos, 1999, p.238

[310] VINATIER L., op.cit., p.147

De la même façon, un autre parti Jeltoqsan[311] s'est présenté comme panturquiste et panislamiste, mais il n'avait pas de réelle influence. Comme le parti Azat, Jeltoqsan revendiquait la suppression du contrôle de l'Etat sur la vie religieuse, l'islam étant considéré comme une part d'héritage national. Ils voyaient dans la renaissance de l'islam l'attribut de la renaissance de la nation kazakhe tout en gardant les particularités régionales de l'islam. Ils avaient un discours de retour à l'islam et aux croyances antéislamiques, Tanir étant considéré comme le prédécesseur d'Allah. A l'évidence, la régénération du tengrisme et du chamanisme devient une idée qui resurgit de temps en temps.

Depuis des années 2000, comme dans les pays d'Asie centrale, les autorités kazakhes n'ont cessé de jouer sur la menace islamiste en provenance du Sud pour renforcer l'autoritarisme et mettre fin aux législations libérales des premières années d'indépendance. Les références à l'islam politique depuis lors sur la scène kazakhe sont très rares et malvenues. Personne ne veut se voir accoler le terme de « wahhabite », terme qui permet de discréditer facilement un opposant.

4.8. Spécificités de l'islam kazakh

La communauté musulmane prédomine au Kazakhstan. Selon les données de la Direction spirituelle et le recensement de la population en 2009, 70 % de la population du Kazakhstan est musulmane. Par ces chiffres, on comprend en fait la population dont l'origine ethnique signale l'appartenance à la tradition musulmane mais non le nombre réel de croyants et de pratiquants. Les 11,2 millions de musulmans sur les 16 millions de la population totale, représentent 24 groupes ethniques. Ce sont des Kazakhs qui constituent la majorité de la communauté musulmane, 17 groupes ethniques turcophones : des Ouzbeks, des Tatares, des Azerbaïdjanais, des Kirghizes, des Ouïgours etc. Il faut signaler en outre les Tadjiks et Kurdes persanophones, des Dounganes et des Tchétchènes.

Le sunnisme est dominant au Kazakhstan, quant au chiisme, il est représenté chez les minorités kurdes et azerbaïdjanaises.

Il est connu qu'à partir des années 1930 jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, le pourcentage des ethnies musulmanes au Kazakhstan n'a jamais dépassé 50%. L'émigration d'une partie de la population européenne après la chute de l'Union soviétique – des Russes, des Ukrainiens, des Allemands etc. – et la croissance des populations turcophones, des

[311] Le nom du parti veut dire « décembre » à la référence des événements du mois du décembre 1986.

Ouzbeks en particulier, ont fait aussi que l'islam est devenu de plus en plus dominant dans le pays.

Plusieurs enquêtes sociologiques classent les croyants en fonction de leur appartenance aux « ethnies musulmanes ». Les sondages et les enquêtes démontrent ce regroupement ethnie- religion. En majorité définis comme musulmans, ils se distinguent par leur niveau de religiosité.

Dans son ensemble, le degré de la religiosité de la société kazakhe n'est pas élevé. En comparaison avec les autres ethnies de l'Asie centrale, une grande partie des Kazakhs a une attitude critique ou indifférente envers la religion. Le fait que plus de 85% de la population ne participent pas aux activités des organisations religieuses et ne pratiquent pas les cultes, prouve cette attitude[312].

Les chercheurs sociologues estiment le pourcentage des pratiquants musulmans au Kazakhstan entre 8 et 10%[313]. Les rites musulmans liés à la naissance, la circoncision, au mariage et au décès restent massivement pratiqués mais ils sont compris souvent comme une tradition nationale et non religieuse. Les autres prescriptions de l'islam comme la prière quotidienne, la visite de la mosquée le vendredi et le respect des interdictions alimentaires sont peu suivies.

Aujourd'hui on peut distinguer trois principaux points de vue concernant le degré de religiosité au Kazakhstan. Selon une partie des analystes, à peu près 80% de la population sont des croyants. Cette opinion correspond à celle des chefs religieux, principalement musulmans. Le recensement de la population de 2009 confirme cet avis, seulement 2,8% de la population se sont déclarés athées et 0,5% sans avis sur la religion. Un autre groupe d'experts estime que le niveau de religiosité de la population atteint 40-45%. Le critère principal de la pratique de religion, pour eux, est une présence constante de la foi, la correspondance entre la vie des croyants et les dogmes religieux. Et il y a enfin un autre groupe de sociologues qui se situent entre les deux cités plus haut. Ils indiquent une faible religiosité de la population du Kazakhstan, 68% de croyants, tandis que 32% sont passifs ou athées[314].

Le degré de religiosité au Kazakhstan dépend largement de critères géographiques, des conditions socioculturelles des villes et des villages. Il est plus élevé dans les villages que

---

[312] KURNYKIN O., « Islam kak komponent nacional'noj identifikacii sovremennofo kazakhskogo obŝetva (Islam comme le component de l'identification nationale de la société kazakhe actuelle) », *Rossiâ i musul'manskij mir,* №142, 2004, Moscou , p.100.
[313] KUCHKUMBAEV S., op.cit., p.216
[314]GOLIKOVA V., « Politika Respubliki Kazahstan v religioznoj sfere (Politique de la République du Kazakhstan dans le domaine religieux) », 27.08.2011 http://www.antisekta-kyzylorda.kz/articles/detail/10

dans les villes, vu la conservation des modes de vie traditionnels. De plus il varie selon le caractère plus ou moins multiethnique et pluriconfessionnel des régions : par exemple, les Kazakhs du Nord ayant vécu depuis un siècle au contact de populations européennes chrétiennes, tandis que ceux du Sud étaient immergés en milieu ouzbek, plus islamisé. La subdivision en trois *jüz* est porteuse de sens chez les Kazakhs comme les divers degrés de russification linguistique et culturelle ou les spécificités régionales. Certaines communautés kazakhes s'opposent à la nomination d'imams venant d'autres régions même s'ils sont Kazakhs aussi. Au titre d'exemple la désignation d'un imam kazakh, originaire du Sud, dans la mosquée d'Aqtobe, à l'Ouest du pays a provoqué un grand mécontentement. A l'Ouest du Kazakhstan, où domine la population kazakhe, l'islam a plutôt une importance symbolique, c'est pour cela qu'il est faiblement présent dans la vie courante, malgré un renforcement général de l'intérêt pour la religion. En revanche, au Sud, l'islam à une importance plus réglementaire et exerce une influence sur la vie quotidienne des musulmans.

Les régions méridionales sont souvent présentées comme potentiellement plus dangereuses du fait de leur proximité avec l'Ouzbékistan et de leur population traditionnellement plus pratiquante. Dans ces régions, où l'islam joue un rôle très important dans la vie sociale des individus, les liens entre foi et collectivité, entre pratique et conformisme social donnent lieu à une opposition passive aux mouvances radicales, ressenties comme étrangères à des traditions bien établies et ouvertement condamnées par des théologiens ancrés dans la réalité sociale de leur communauté. La situation est inverse dans les zones où l'islam n'a pas d'implantation dans le paysage social local, et où de nombreux petits groupes radicaux se créent. Par exemple, à l'Ouest du pays, l'islam se développe sur le mode de petites communautés autonomes les unes des autres, surtout parmi la jeunesse, et la prière du vendredi a de plus en plus régulièrement lieu dans des appartements privés et non plus à la mosquée officielle[315].

4.9. Identité nationale et religieuse

Depuis l'obtention de l'indépendance, le terme « identité » est très en vogue au Kazakhstan, car il reflète l'évolution profonde de la société et apparaît aussi en raison d'une nouvelle vague de globalisation qui s'est produite dans la deuxième moitié du XXe siècle.

[315] ALNIYAZOV N., op.cit., p.301

Dans cette perspective, l'Asie centrale n'a pas échappé à la reconstruction de l'identité et au renouveau religieux. La « contre-offensive historique » de l'islam s'est superposée au développement spécifique, lié à l'obtention de l'indépendance dans les pays d'Asie centrale. Le discrédit et la perte spontanée des critères d'identité dans les nouvelles formations postsoviétiques ont conduit à une désorientation de la conscience populaire et au vide idéologique et spirituel.

Le développement de la conscience ethnique, dont la principale composante est une corrélation individuelle avec la religion traditionnelle propre à son ethnie, est un phénomène logique. Après la chute de l'URSS, tous les pays d'Asie centrale ont déclaré qu'ils étaient musulmans. L'athéisme a cédé la place au renouveau religieux dans la culture et l'organisation sociale.

Au Kazakhstan, comme partout en Asie centrale, les mêmes tendances se sont exprimées. En même temps, la situation religieuse y est un peu différente pour des raisons géographique et culturelle, le pays se situant d'un part à la limite des zones d'influence de l'islam et de l'orthodoxie, et d'autre part dans une zone de voisinage entre peuples sédentaires et nomades.

L'intégration des steppes kazakhes à la Russie a accéléré l'islamisation des Kazakhs, dans un premier temps en raison des efforts prémédités du pouvoir russe, et, plus tard, pour faire face à la politique de russification et conserver les éléments basiques de l'ethnicité. Aujourd'hui, la vague de l'islamisation est due à la chute de l'Union soviétique et à l'acquisition de l'indépendance. L'islam y actualise ses positions dans un autre contexte historique, la société urbanisée ayant remplacé le milieu nomade. Pour cela la perception de l'islam n'est pas la même qu'avant.

Lorsqu'on définit la conversion des Kazakhs à l'islam, on en note généralement sa spécificité : l'ouverture de la société nomade à l'influence extérieure par rapport aux sociétés sédentaires paysannes. Les Kazakhs ont été plus réceptifs à la russification pendant la période soviétique et aujourd'hui à l'appel des prêcheurs musulmans et non-musulmans.

L'historiographie nationale essaie de situer l'islamisation des Kazakhs à une époque plus précoce et exagère le degré d'attachement aux canons musulmans. Les signes caractéristiques du climat spirituel au Kazakhstan sont, d'un part, l'exagération du rôle de l'islam dans l'histoire et la culture kazakhe, et de l'autre, l'attachement aux racines antéislamiques turques. Par exemple, il est courant d'entendre dire : « Au chamanisme dit primitif proche de notre esprit, nous choisissons l'islam, influent dans le monde, bien qu'il ne nous appartienne pas». La tentation de donner la priorité à la culture nomade dans le

processus de l'auto-identification ethnoculturelle se produit de plus en plus. Cela signifie l'affaiblissement de l'islam dans la conception du monde kazakh.

Comme élément de la culture kazakhe, l'islam semble avoir trouvé sa place dans la structuration de l'identité nationale et il est lié souvent à la réhabilitation du passé et des traditions. Parfois il est mis en concurrence avec d'autres traditions religieuses. Les constructions identitaires des intellectuels kazakhs comprennent des rites et coutumes musulmans plus récents et les mythes turciques anciens, comme le tangrisme ou le zoroastrisme. Dans ces discours académiques sur l'identité nationale, l'accent est mis sur la tolérance dite « traditionnelle » des Kazakhs et leur syncrétisme religieux. En revanche l'islam est vu comme un phénomène inquiétant et caractéristique des régions plus méridionales desquelles le Kazakhstan veut se distinguer.

L'intérêt pour le tengrisme, dit « le savoir steppique », augmente car il est considéré comme une protoculture des peuples turcs. La spiritualisation de la nature et son adoration sont expliqués par la perception du monde spécifique chez les transhumants. D'après Äwezxan Qodar, cet intérêt concrétise la naissance « de la réflexion nostalgique et de la restauration intellectuelle ». Cependant, *Täñir* ne peut pas être concurrent de l'islam dans l'esprit des gens.

Dans la conscience populaire, le culte des esprits des ancêtres, l'adoration des esprits de la nature, les visites des *baqsıs*, le culte des tombeaux des saints ne sont pas perçus comme contradictoires avec la tradition musulmane Grâce aux activités des soufis, ces coutumes-là s'étaient déjà rapprochées des normes de l'islam.

Il est à noter également que certains intellectuels apportent leur appui à un courant religieux basé sur l'authenticité de la culture kazakhe, c'est-à-dire la tolérance confessionnelle, l'ouverture d'esprit et la spiritualité élevée.

Si on parle de l'identification religieuse de la société kazakhe, il faut constater une grande adaptation de l'islam, avant tout de l'école hanéfite, vis-à-vis des traditions locales. Ce rite, plus répandu chez les Kazakhs, se caractérise par la tolérance pour les coutumes antéislamiques, l'utilisation du droit local (*adat*) et l'hétérodoxie.

D'après A. Jakina, une chercheuse kazakhe, l'intérêt pour la religion est un critère de l'auto-identification. L'articulation de la question religieuse dans la conscience populaire et individuelle ne signifie pas l'augmentation du degré de la religiosité, mais la recherche des voies de la renaissance de l'authenticité nationale. L'identité religieuse, par conséquent, est un promulgateur de l'identité nationale. L'attachement à l'islam pour la majorité écrasante des Kazakhs est un signe plus symbolique qu'un fait réel. C'est une question de réalisation de

certains devoirs devant la nation et l'Etat. L'islam n'est pas devenu un régulateur de la vie quotidienne des Kazakhs, qui ne fondent pas en lui l'espoir de la résolution des problèmes socio-économiques.

Il faut noter différentes formes de l'identité religieuse dans divers segments de la société kazakhe. Bien que le Kazakhstan se situe dans la communauté musulmane, il n'y a pas de consensus dans la compréhension de l'importance et du rôle de l'islam dans la construction étatique et nationale et dans la vie sociale. Pour les élites, l'islam est une partie inséparable de la tradition nationale et de la culture spirituelle des Kazakhs. Le renouveau musulman est considéré comme une des formes de la décolonisation spirituelle et de l'affirmation de soi-même. L'islam est un ensemble de valeurs morales et une partie de la mémoire historique de la nation. L'élite kazakhe pro-laïque veut orienter le renouveau religieux vers la folklorisation dans laquelle l'islam serait un élément de mode de vie national, comme la cuisine, les costumes, la musique et la poésie. Le renouveau musulman (sous-entendu la diffusion du rite hanbalite non traditionnel pour les Kazakhs) ne doit pas sortir du processus idéologique et culturel en sécurisant les principes de la laïcité de l'Etat kazakh. En qualité de base de l'unité nationale commune, on propose plutôt l'idéologie laïque de l'Etat national que le système monothéiste des idéologies.

Conclusion de la quatrième partie

L'indépendance a donné un nouveau souffle aux relations entre l'Etat et la religion au Kazakhstan. Le renouveau religieux, commencé déjà dans la deuxième moitié des années 1980 avec la Perestroïka, à trouvé sa suite dans les années 1990. La loi « Sur la liberté de croyance et les organisations religieuses » a défini les limites entre les deux institutions. Le principe de base était, comme à l'époque soviétique, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, cela a été confirmé respectivement dans les Constitutions de 1993 et 1995.

La législation souple et libérale de ces années a permis de constater les changements dans le domaine religieux. Le nombre de mosquées et d'organisations religieuses a considérablement augmenté. Il suffisait en effet de 10 personnes pour créer une organisation. L'aide des Etats musulmans et l'activité des missionnaires dans le pays a assuré cette liberté. Ce facteur-là a conduit à la diversification des mouvements musulmans au sein du Kazakhstan et, petit à petit, au développement autonome de structures islamiques avec une interprétation différente de celle des pouvoirs officiels.

C’est ainsi que de nombreux mouvements islamiques sont apparus, tantôt étrangers, tantôt locaux. Certains, comme Hizb-ut-Tahrir, visaient les pouvoirs des pays d’Asie centrale et la création du califat, d’autres comme Hizb-ut-Takfir incitaient à quitter le Kazakhstan pour les pays musulmans. Les partis kazakhs Alaş et Jeltoqsan développaient les idées du panturquisme et du panislamisme – ce qui est caractéristique, car au Kazakhstan l’identité ethnique va de pair avec l’identité religieuse. Plus tard, ses membres ont dû quitter le pays car la création de partis à base religieuse a été interdite par les lois.

La Direction spirituelle des musulmans du Kazakhstan, créée à la veille de l’indépendance, est restée faible du point de vue organisationnel et n’exprimait pas ses propres positions. Elle était soumise aux pouvoirs, ce qui était très critiqué par la communauté musulmane du Kazakhstan. Cela a également favorisé l’apparition des voies alternatives de l’islam, financées par des pays étrangers comme l’Arabie Saoudite, le Pakistan etc. La lutte pour le pouvoir au sein de l’organisation dans les années 1990 a fini par la nomination des imams kazakhs au lieu de ceux d’origine et a engendré le mécontentement de ces communautés non-kazakhes. D’autre part, le régionalisme s’est superposé sur l’origine ethnique, car les Kazakhs de l’Ouest étaient mécontents de la désignation des imams du Sud.

En ce qui concerne l’enseignement religieux, la DSMK a envoyé des étudiants à l’étranger : en Turquie, en Egypte et ailleurs, vu la faible infrastructure de ce type d’établissements (écoles et universités) dans le pays. Ces étudiants envoyés dans les pays musulmans en sont revenus avec de nouvelles conceptions, contradictoires avec les traditions religieuses locales, ce qui a abouti à une discorde au sein de la communauté musulmane. Afin d’éviter cette confrontation, la Direction a donc décidé de rappeler ses étudiants à l’étranger, et inauguré des établissements religieux comme l’Université Kazakho-Egyptienne Nour-Moubarak et l’Institut islamique républicain de formation permanente des imams.

Dans la deuxième moitié des années 1990, la politique de l’Etat s’est durcie en raison du renforcement de l’extrémisme religieux dans les pays d’Asie centrale. La question de la sécurité a poussé le gouvernement du Kazakhstan à renforcer le contrôle des organisations religieuses à partir des années 2000. L’Etat était inquiet, avant tout, de l’apparition épisodique de membres des partis islamiques sur le sol kazakh. Le problème s’est dégradé lorsqu’une série d’actes terroristes ayant une cause religieuse s’est produite, en 2011, pour la première fois depuis l’indépendance du Kazakhstan. La nouvelle législation concernant la religion a été adoptée la même année à la suite de ces événements, législation qui a restreint de nouveau la sphère religieuse. En même temps, elle a reconnu deux religions : l’islam sunnite et l’orthodoxie en tant que religions historiques au Kazakhstan. Cette loi pourtant n’a pas résolu

le problème du terrorisme religieux, elle a, au contraire, servi de déclencheur pour d'autres actions sanglantes, et celles-ci n'ont pas cessé de croître en 2012. Le futur montrera si la conception de « l'islam modéré », élaborée par l'Agence aux affaires religieuses sera couronnée du succès.

Conclusion générale

La période entre le XVIIIème et le XXème siècle a connu de grands changements dans les rapports entre l'Etat et la religion au Kazakhstan. On peut distinguer trois époques au cours desquelles le Kazakhstan a eu un statut différent, dont on voit les répercussions dans l'attitude adoptée envers l'islam. Pendant ces trois derniers siècles, en effet, le domaine religieux a subi une influence énorme de la part de l'Etat, imposant sa propre législation et ses institutions.

Durant la première époque (dite aussi coloniale), les affaires religieuses dépendent de la Russie. En 1731 le *Jüz* Cadet fait partie de l'Empire russe, la colonisation va se poursuivre en direction du sud jusqu'à la deuxième moitié du XIXème siècle. Cette longue période est marquée par une évolution qui suit diverses étapes. Tout d'abord l'Empire russe essaie de convertir les Kazakhs au christianisme après la christianisation des peuples de la Volga-Oural et de la Sibérie, parmi eux une partie des Tatars appelé désormais Kryashens[316]. Après ces essais qui n'aboutissent à rien, le gouvernement modifie radicalement sa position, désormais en encourageant l'islam. Dans ce but, il envoie des mollahs tatars dans les steppes kazakhes. C'est surtout l'impératrice Catherine II qui manifeste sa bienveillance dans cette affaire, car elle a institué l'Assemblée spirituelle pour les musulmans à Orenbourg. Mais cette politique repose, en arrière-pensée, sur sa volonté intéressée de contrôler la population nomade à travers la construction des mosquées et la russification après le contact avec les Tatars. Ceux-ci ont exercé une action controversée en renforçant les positions de l'islam parmi les Kazakhs et en éloignant de plus en plus les Russes. De ce fait, le gouvernement change petit à petit sa tactique en restreignant le nombre de mollahs. Malgré tout cela, l'activité musulmane se trouve amplifiée : on le constate dans la modernisation de l'enseignement, c'est-à-dire la création des écoles réformatrices dites djadides, et dans les idées du panislamisme voire du panturquisme qui faisaient rêver les populations musulmanes de l'empire. Mais ce développement est stoppé par l'arrivée au pouvoir des soviétiques.

La période soviétique, qui a duré plus de 70 ans, a bouleversé la vie des musulmans. Plus courte par rapport à l'époque coloniale, celle-ci va dans un sens extrême pour les religions. Tout au début, le pouvoir soviétique collabore avec les musulmans mais, dès la deuxième moitié des années 1920, il déclare la lutte contre les religions y compris l'islam, en fermant les écoles religieuses, en détruisant les mosquées et en poursuivant les religieux.

[316] Littéralement baptisés, les Tatars chrétiens

Cette action est menée de façon parallèle à la collectivisation et la confiscation des biens des individus riches dits koulaks, ainsi qu'à la répression de l'élite nationale et des religieux dans les années 1930.

Le début de la Deuxième guerre mondiale va améliorer un peu la situation, car Staline décide de créer des Directions musulmanes y compris la Direction spirituelle des musulmans d'Asie centrale, dont le Kazakhstan dépendra jusqu'à la fin des années 1980. Mais ces Directions serviront à l'Etat uniquement pour mettre en application les ordres et suivre les directives des pouvoirs et elles n'auront aucune autorité. La DSMAC sera utilisée comme intermédiaire pour entretenir de bonnes relations avec le monde musulman. Pourtant l'entrée des armées soviétiques en Afghanistan en 1979 va empirer ces relations.

La Perestroïka de Gorbatchev promeut les libertés et déclenche le mouvement du renouveau religieux en URSS, processus qui va continuer d'autant plus après sa chute et l'accès du Kazakhstan à l'indépendance.

Au moment de l'indépendance, les relations Etat-islam vont évoluer considérablement. La législation libérale des premières années du nouveau pays va permettre le rétablissement de la religion dans la société. Cela s'exprimera par l'augmentation du nombre des mosquées et des organisations religieuses, ainsi que par l'influence des pays musulmans. Mais la Direction des musulmans du Kazakhstan, créée peu avant l'indépendance, n'a pas pu vraiment prendre de poids et de prestige dans la république car elle a hérité du système soviétique dans son rapport avec le pouvoir. Allant dans le sens d'une kazakhisation des cadres religieux, elle a suscité le mécontentement des communautés allophones. De surcroît, les personnes ayant reçu une formation religieuse à l'étranger, ont compliqué la situation au Kazakhstan, car, ayant une interprétation différente de la religion, elles sont entrées en conflit avec les imams locaux.

Comme résultat, vers les années 2000, l'impact des réseaux étrangers commence à se faire sentir, et l'Etat, en signe de lutte contre l'extrémisme religieux, renforce le contrôle des organisations religieuses. Mais c'était là une mesure tardive, puisque, depuis 2011, les pouvoirs sont confrontés à un rebondissement des actes terroristes. La réputation du Kazakhstan, perçu comme un pays stable, s'effondre. La même année les autorités adoptent une nouvelle loi sur les organisations religieuses, afin de restreindre leur activité. Mais en vain, car cette loi va attiser les tensions.

Ainsi, au cours de notre recherche, nous sommes ainsi parvenus aux résultats suivants :

En premier lieu, les relations entre l'Etat et la religion ont dépendu des circonstances historiques, des facteurs intérieurs et extérieurs.

D'abord, dans l'Empire russe, l'Etat a dû prendre en compte son entourage musulman, avant tout composer avec l'Empire ottoman ; c'est pour cette raison qu'il ne recourait pas aux mesures extrêmes car il craignait ses représailles sur les orthodoxes résidant sur ses territoires. Ensuite, en URSS, les pouvoirs ont fait marche arrière dans leur politique, sous la pression des événements de la Deuxième guerre mondiale, en cherchant le soutien de toute la population, et, à la fin des années 1980, lorsque la crise du pouvoir et de l'idéologie s'annonce, Gorbatchev proclame la Perestroïka.

Enfin, au Kazakhstan les relations entre l'Etat et la religion ont empiré du fait de la montée de l'extrémisme religieux dans les années 2000, et surtout après 2011 avec l'adoption de la loi sur la religion.

En second lieu, l'attitude de l'Etat s'est avant tout trouvée dictée par ses intérêts. C'est pour cela qu'à certains moments l'Etat a favorisé l'activité religieuse et qu'à d'autres périodes il a opéré des restrictions dans le domaine religieux.

D'une part, l'Etat a favorisé la religion ou collaboré avec les musulmans :

- Dans l'Empire russe, l'islam était encouragé sous le règne de Catherine II par l'envoi des mollahs tatars dans les steppes kazakhes, la construction des mosquées et des écoles religieuses, tout cela afin de pouvoir contrôler les nomades et les russifier par le biais des mollahs loyaux à l'Empire.
- En URSS, l'Etat, au début de sa création, a essayé de gagner la sympathie des musulmans afin de s'assurer de leur soutien. Cela s'est produit dans les premières années avec l'arrivée au pouvoir des communistes. Les autorités ont exprimé leur souhait de collaborer avec les musulmans, en proclamant les libertés comme dans la déclaration « A tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient » ou dans la « Déclaration de droit des peuples de la Russie », tous les deux datant de 1917. Et les mollahs ont proclamé la compatibilité de la charia avec le communisme. A certains moments difficiles, l'Etat à recouru aussi à l'aide des croyants comme pendant la Deuxième guerre mondiale en rétablissant les Directions spirituelles musulmanes et cela pour assurer la victoire. Plus tard un de ces centres, la Direction spirituelle musulmane de l'Asie centrale va servir de façade dans les relations de l'Union soviétique avec les pays musulmans.

- Au Kazakhstan, à l'époque de l'indépendance, le retour de l'islam, dit « le renouveau religieux », cherche un autre but, celui de retourner aux sources, de renouer avec les traditions, la culture et l'identité nationale, très liées à la religion.

D'autre part, l'Etat a restreint l'islam ou réprimé les musulmans :

- Etant religion hétérodoxe, c'est-à-dire ayant un statut inférieur à la religion dominante de l'Empire russe - l'orthodoxie, l'islam a subi des restrictions dans la deuxième moitié du XIXème siècle. Dans les territoires kazakhs, cela s'est exprimé par le retrait des Kazakhs de l'Assemblée d'Orenbourg, la lutte contre la langue tatare, le renvoi des mollahs tatars, la restriction du nombre des mollahs. La raison essentielle était la crainte du renforcement de l'islam et de l'unité musulmane.
- En URSS, les répressions contre les religions en général se justifiaient par l'idéologie athée. La fermeture des mosquées et des écoles religieuses, la persécution des mollahs dans les années 1920-1930 en témoigne.
- Au Kazakhstan indépendant, les restrictions dans le domaine religieux commencent à partir des années 2000, sous prétexte de lutte contre l'extrémisme religieux et depuis 2011 contre le terrorisme.

Si, pour les deux premières périodes, nous pouvons faire l'analyse de ces relations bilatérales, pour la période qui suit l'indépendance, nous nous limitons à la situation actuelle et ne pouvons qu'émettre des hypothèses pour le futur. Après 20 ans, depuis la proclamation de l'indépendance du Kazakhstan, les relations entre l'Etat et la religion ont beaucoup évolué, de la libéralisation dans le domaine religieux à la restriction graduelle jusqu'à l'heure actuelle. Quel sera la suite de ce type de relations dans un futur proche ? Ira-t-il vers un durcissement ou amènera-t-il des concessions ?

Bibliographie

1. Ouvrages généraux

FARALE D., *Les batailles de la région du Talas et l'expansion musulmane en Asie Centrale*, Paris, Economica, 2006

JÜSIPOV S., *Političeskaâ analitika issledovaniâ (Analytique politique de la recherche*), Moscou, 2001

LARUELLE M., PEYROUSE S., *Islam et politique en ex-URSS, Russie d'Europe et Asie Centrale : actes enrichis du Colloque de Kazan, 1-2 avril 2004*, Paris, L'Harmattan, 2005

POUJOL C., *Le Kazakhstan*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000

RASHID A., *Asie centrale, champ de guerres. Cinq républiques face à l'islam radical*, Paris, Autrement, 2002

VINATIER L., *L'islamisme en Asie Centrale*, Paris, Armand Colin, 2002

2. Ouvrages spécialisés

AQNAZAROV X., *Qazaqstandağı ïslam dininiñ taralw erekşelikteri (Spécificités de diffusion de l'islam au Kazakhstan)*, Almaty, Bilim, 1986

DŽALILOV Z., *Islam i obŝestvo v sovremennom Kazahstane (Islam et société au Kazakhstan contemporain)*, Almaty, Dayk-Press, 2006

MUXTAROVA G., *Islam v sovetskom Kazahstane (Islam au Kazakhstan soviétique)*, Oral, 2007

NURĞALÏEVA A., *Očerki po istorii islama v Kazahstane (Abrégé de l'histoire de l'islam au Kazakhstan)*, Almaty, Dayk-Press, 2005

NURTAZÏNA N., *Islam v istorii srednevekovogo Kazahstana (Islam dans l'histoire du Kazakhstan médiéval)*, Almaty, Farab, 2000

ORINBEKOV M., *Genezis religioznosti v Kazahstane (Genèse de religiosité au Kazakhstan)*, Almaty, Dayk-Press, 2005

RAYIMBEKOVA G., *Religiâ i politika Vostoka : problemy vzaimosvâzi, specifika i tendenciâ razvitiâ*, (*Religion et politique de l'Orient : problèmes de corrélation, spécificité et tendance du développement)*, Almaty, Aïkos, 1999

SÄBITOV N., Mekteby i medrese u kazahov (Mektebs et medreses chez les Kazakhs), Académie des Sciences de la RSS Kazakhe, Almaty, 1950

SULTANĞALIEVA A, *Islam v Kazahstane (Islam au Kazakhstan),* Almaty, Institut des recherches stratégiques du Kazakhstan du président de la République du Kazakhstan, 1998

TROFIMOV Â., *Religiâ v Kazahstane,* (*Religion au Kazakhstan*), Almaty, Adilet- Press, 1996

3. Rapports de recherches scientifiques

KURGANSKAÂ V., KOSIČENKO A., *Islam i islamskie lidery v Ûžnom Kazahstane (Islam et leadeurs islamiques dans le sud du Kazakhstan),* Centre des recherches humaines, Almaty, 2005

KURGANSKAÂ V., *Vliânie religioznyh organizacij na molodëž' v Kazahstane (Impact des organisations religieuses sur la jeunesse au Kazakhstan),* Almaty, 2003

KURGANSKAÂ V., KOSIČENKO A., *Vzaimodejstvie religij v Respublike Kazahstan (Interaction des religions dans la République du Kazakhstan),* Almaty, Rapport de recherche scientifique, 2001

TELEBAYEV Ğ., ÖMIRSEYITOVA A., MELNIKOV D., *Religiâ i etnos v kazahstanskom obŝestve (Religion et ethnie dans la société kazakhstanaise)*, Almaty, 2004

4. Articles de revues

ALIEVA M., BATURINA L., « Rossijskoe gosudarstvo i musul′manskij mir. Istoriâ vzaimootnošenij s XIIIv do nachala XXv. » (Etat russe et monde musulman. Histoire des relations du XIIIème au début du XXème s.), *Qarağandı wnïversïtetiniñ xabarşısı,* 2, 2006, pp 126-131

ASANBAYEV M., « Kazahstan : potencial religioznoj konfliktnosti » (Kazakhstan: potentiel du conflit religieux), *Rossiâ i musul'manskij mir,* №181, 2007, Moscou, pp. 58-75)

AYTBAYEVA R., « Mekteby i medrese v politike Rossijskogo gosudarstva v Kazahstane v XIX veke » (Mektebs et medresses dans la politique de la Russie au Kazakhstan au XIX siècle), *Eurasian Community*, 1, 2004, pp.147-153

AYTBAEVA R., « Qazaqstandağı waqıptıq bağıt » (Les *waqfs* au Kazakhstan), *Qazaq tarixı*, 5, 2003, pp 24-26

BASILOV V., KARMYŠEVA J., « Qazaqtardıñ isläm dinin qabıldawı » (L'adoption de l'islam par les Kazakhs), *Nomad*, 5, 2006, pp

DJALILOV Z., « Religioznaâ situaciâ v Kazahstane i nekotorye problemy politiko-pravovogo regulirovaniâ » (Situation religieuse au Kazakhstan et certains problèmes de règlement juridique et politique), *Shygys*, 1, 2004, pp 236-246

IZBAIROV A., « Islam v Kazahstane : problemy i protivorečiâ » (Islam au Kazakhstan : problèmes et contraintes), *Shygys*, 2, 2006, pp146-151

IZBAIROV A., « Osobennosti islama v Kazahstane : regional′nye, ètnopolitičeskie tradicii i vnešnie faktory » (Particularités de l'islam au Kazakhstan : traditions régionales et ethnopolitiques et facteurs extérieurs), *Shygys*, 2, 2004, pp.220-227

KURNYKIN O., « Islam kak komponent nacional'noj identifikacii sovremennogo kazahskogo obŝestva » (Islam comme le component de l'identification nationale de la société kazakhe actuelle), *Rossiâ i musul'manskij mir,* №142, 2004, Moscou, pp. 96-103)

5. Thèses, mémoires de recherche

AYTBAYEVA R., *Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj imperii po otnošeniû k islamu v Kazahstane v XIX veke* (*Politique étatique de l'Empire russe vis-à-vis à l'islam au Kazakhstan au XIXème siècle*), Thèse de doctorat en histoire, Institut d'orientalisme Süleymenov, Almaty, Kazakhstan, 2006

MUSTAFINA R., *Bytovoj islam u kazahov (XIX-XX vv) (Islam coutumier chez les Kazakhs (XIX-XX ss.)),* Thèse de doctorat en histoire, Institut de l'histoire et de l'ethnologie Walixanov, Almaty, Kazakhstan, 2006

STUART D., *Religiâ kazahov v XV-XVIII vv (Religion des Kazakhs aux XV-XVIII siècles),* Thèse de doctorat en histoire, Institut d'orientalisme Süleymenov, Almaty, Kazakhstan, 2002

TASMAĞAMBETOV A., *Politika sovetskoj vlasti v Kazahstane v otnošenii islama v 1917-1940gg (Politique des autorités soviétiques envers l'islam dans les années 1917-1940),* Thèse de doctorat en histoire, Université des sciences humaines du Kazakhstan occidental, Oral, Kazakhstan, 1998

6. Sources d'internet

6.1. Sites spécialisés

http://antisektazko.kz/ Centre de l'aide aux victimes des courants religieux destructifs

http://www.centrasia.ru/ Site des informations d'Asie centrale

http://www.din.gov.kz/ Agence aux affaires religieuses de la république du Kazakhstan

http://islam.kz/ Site d'information sur l'islam au Kazakhstan

http://mckr.kz/kz Centre international des cultures et des religions de l'Agence aux affaires religieuses de la République du Kazakhstan

www.muftyat.kz – site de la Direction Spirituelle des Musulmans du Kazakhstan

http://shakirt.kz/kz -site de l'organisation sociale des étudiants et des promus des établissements islamiques Säkirt

6.2. Articles sur internet

ÄBDIRASILQIZI A., « Din isteri agenttigi : Qazaqstandagı barlıq medreselerdin jumısı tekserwden ötti (L'Agence aux affaires religieuses : l'activité de tous les medreses du Kazakhstan a été contrôlée) », http://www.abai.kz/content/din-isteri-agenttigi-kazakstandagy-barlyk-medreselerdin-zhymysy-tekseruden-otti

BAYANDIN B., « "Qazaqstan qajıları" Bas muftïdin kitabin sotqa berdi (« Les hâjs kazakhs » ont déposé la plainte contre le livre de mufti) », 21.06.2012, http://www.arasha.kz/post/883

BOBROVNIKOV V., « Bezbožniki risuût islam : sovetskaâ antireligioznaâ propaganda v kommentariâh vostokoveda (Les athées dessinent l'islam : la propagande antireligieuse soviétique en commentaires de l'orientaliste) », 07.05.2009, http://www.daginfo.com/news/view/1776.html

« Dekret o svobode sovesti, cerkovnyh i religioznyh obŝestvah (Décret sur la liberté de conscience et les associations écclesiastiques et religieuses) », *Bibliothèque électronique « Gumer »*, http://www.gumer.info/bibliotek_Buks/History/Article/Svob_Sov.php

« Dinï qızmet jäne dinï birlestikter twralı Qazaqstan Respublikasiniñ zani » (La loi de la République du Kazakhstan sur le service religieux et les organisations religieuses), *Centre de consultation religieuse, psychologique et juridique de la région de Qyzylorda*, 11.10. 2011, http://www.antisekta-kyzylorda.kz/kaz/content/ortaliktin-deputattarga-usinimi

ERJANULI E., « Qazaqstannan biyil qajiliqqa 5 min adam baradi (5 mille personnes vont aller au pèlerinage du Kazakhstan cette année) », 16.07.2012, http://baq.kz/kaz/news/cat/5/13876

GOLIKOVA V., « Politika Respubliki Kazahstan v religioznoj sfere (Politique de la République du Kazakhstan dans le domaine religieux) », 27.08.2011, http://www.antisekta-kyzylorda.kz/articles/detail/10

« Islam i Zolotaâ Orda » (Islam et l'Horde d'Or), 18.02.2012, http://www.info-islam.ru/publ/religija/istorija_islama_u_tatar/islam_i_zolotaja_orda/17-1-0-12561

« Islam v Kazahskom hanstve » (Islam dans le khanat kazakh), *Kaz-eksams.ru*, http://kaz-ekzams.ru/889-islam-v-kazaxskom-xanstve.html

JARQIMBEKOV J., « Din twrali zañnama dini birlestikter is-areketin retteydi (Législation sur la religion réglera l'activité des organisations religieuses) », 25.07.2012, http://anatili.kz/?p=10004

"Ko vsem trudâsimsâ musulmanam Rossii I Vostoka (A tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient)", *Site de la Constitution de la Fédération de la Russie*, http://constitution.garant.ru/history/act1600-1918/5310/

KOMOLOV O., « Čto iŝet trudâŝijsâ v religii (Que cherche l'ouvrier dans la religion ?) », 18.08.2012, http://comstol.info/2012/08/obshhestvo/4419

« Le décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Union soviétique », Bibliothèque numérique du CERMTRI, www.bibnumcermtri.fr/IMG/pdf/F_Le_**decret**_4_corr.pdf

MUSTAFAEV N., « Islamskij diktat v Kazahstane (Diktat islamique au Kazakhstan) », 24.11.2011, http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1322112660

NAZARBAYEV E., « Osnovnye tendencii razvitiâ mežkonfessional′nyh otnošenij v sovremennom Kazahstane (Les tendances principaux de développement des relations interconfessionnelles au Kazakhstan contemporain) », 29.01.2002, http://kisi.kz/site.html?id=681 (E., « Les tendances principales du développement des rapports interconfessionnels au Kazakhstan actuel »)

PONOMAREV V., « Kazahstan : bor'ba s salafitami na Mangyshlake (Kazakhstan: la lutte contre les salafites au Manghystaou), 31.01.2007, http://studies.agentura.ru/centres/programma/mangistau/

PONOMAREV V., DŽUKEEVA S., « Religioznyj faktor v političeskoj žizni i v ideologii nacional′nyh dviženij Kazahstana » (Le facteur religieux dans la vie politique et dans l'idéologie des mouvements nationaux du Kazakhstan), *Panorama*, 1997 http://www.panorama.ru/works/rk/indexk.html

QANAFINA Z, « Kazahstan perezivaet nastoâsij bum islamizacii (Kazakhstan vit le véritable boom de l'islamisation) », 28.03.2011, http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1301257200

"Qazaqstandağı dinder", *Centre de consultation religieuse, psychologique et juridique de la région de Qyzylorda*, http://www.antisekta-kyzylorda.kz/kaz/content/kazakstandagi-dinder

SAIDULLIN R., « Kazahstanskaâ religioznaâ obŝina Ahmadie podvergaetsâ pressingu vlastej i edinovercev (La communauté religieuse du Kazakhstan ahmadiyya subit le pressing du pouvoir et des coreligionnaires) », 13.06.2006, http://www.ferghana.ru/article.php?id=4447

SAIDULLIN R., « Smena rukovodstva teleradiokompanii Kazahstan: konec gosudarstvennogo sufijskogo televideniâ? (Changement de direction de téléradiocompagnie Kazakhstan : la fin de télévision soufie étatique ?) », 24.04.2006, http://www.ferghana.ru/article.php?id=4359

SEYSENBEKOVA J., « V 2011 godu hadž v Mekku dlâ musul′man Kazahstana podorožaet na 300 dollarov (Le coût du pèlerinage à la Mecque pour les musulmans du Kazakhstan augmentera à 300 dollars) », 13.10.2011, http://tengrinews.kz/kazakhstan_news/v-2011-godu-hadj-v-mekku-dlya-musulman-kazahstana-podorojaet-na-300-dollarov-199044/

« Svedeniâ o količestve kul'tovyh sooruženij religioznyh ob″edinenij i maločislennyh religioznyh grupp v Respublike Kazahstan v razreze konfessij po sostoâniû na 1 ânvarâ 2011 goda (Information sur le nombre d'édifices de culte des organisations religieuses et des groupes religieux moins nombreux du point de vue des confessions dans la République du Kazakhstan sur les données du 1 janvier 2011) »
kdr.gov.kz/uploads/files/**Svedeniya_o_KS**.doc

TATARSKIJ V., « Top 15 sovetskih antireligioznyh plakatov (15 meilleurs affiches antireligieuses soviétiques) », 29.07.2011,
http://life.comments.ua/meaning/2011/07/29/277586/top15-sovetskih-antireligioznih.html

VASIL′EV V., « Utverždenie islama kak gosudarstvennoj religii v Zolotoj Orde (Adoption de l'islam en tant que religion d'Etat en Horde d'Or) »,
http://www.wiki.ru/history/golden_horde/detail.php?ID=86949

« V Kazahstane hotât sozdat' musul'manskij kanal (On veut créer une chaîne musulmane au Kazakhstan) », *Islam News*, 16.08.2012, http://www.islamnews.ru/news-135815.html

6.4. Références en ligne

Dossier Kazakhstan, CRR, Centre d'information géopolitique, 31.12.2004, http://www.commission-refugies.fr/IMG/pdf/Dossier_pays_kazakhstan.pdf

NURTAZINA N., « Bor'ba s islamom, Religioznaa politika sovetskoj vlasti v Kazahstane v 20-40 gody XX veka » (Lutte avec l'islam, Politique religieuse du pouvoir soviétique au Kazakhstan dans les années 1920-1940), Almaty, Qazaq universiteti, 2008,
http://doc.nlrk.kz/result/ebook_140/index.html#ps

NURTAZINA N., « Islam v Kazahskom hanstve (XV-XVIII vv) (Islam dans le khanat kazakh (XV-XVIIIème ss)) », Almaty, Qazaq universiteti, 2009, http://doc.nlrk.kz/result/ebook_142/index.html#ps

ANNEXES

“Décret sur la liberté de conscience et les associations ecclésiastiques et religieuses »

ДЕКРЕТ ОБ ОТДЕЛЕНИИ ЦЕРКВИ ОТ ГОСУДАРСТВА (Декрет о свободе совести, церковных и религиозных обществах)[317]

1. Церковь отделяется от государства.

2. В пределах Республики запрещается издавать какие-либо местные законы или постановления, которые бы стесняли или ограничивали свободу совести, или устанавливали какие бы то ни было преимущества или привилегии на основании вероисповедной принадлежности граждан.

3. Каждый гражданин может исповедывать любую религию или не исповедывать никакой. Всякие праволишения, связанные с исповеданием какой бы то ни было веры или неисповеданием никакой веры, отменяются.

Примечание. Из всех официальных актов всякое указание на религиозную принадлежность и непринадлежность граждан устраняется.

4. Действия государственных и иных публично-правовых общественных установлений не сопровождаются никакими религиозными Обрядами или церемониями.

5. Свободное исполнение религиозных обрядов обеспечивается постольку, поскольку они не нарушают общественного порядка и не сопровождаются посягательствами на права граждан Советской Республики.

Местные власти имеют право принимать все необходимые меры для обеспечения в этих случаях общественного порядка и безопасности.

[317] « Dekret o svobode sovesti, cerkovnyh i religioznyh obŝestvah (Décret sur la liberté de conscience et les associations écclesiastiques et religieuses) », *Bibliothèque électronique « Gumer »*, http://www.gumer.info/bibliotek_Buks/History/Article/Svob_Sov.php

6. Никто не может, ссылаясь на свои религиозные воззрения, уклоняться от исполнения своих гражданских обязанностей.

Из'ятия из этого положения, под условием замены одной гражданской обязанности другою, в каждом отдельном случае допускаются по решению народного суда.

7. Религиозная клятва или присяга отменяется.

В необходимых случаях дается лишь торжественное обещание.

8. Акты гражданского состояния ведутся исключительно гражданской властью, отделами записи браков и рождений.

9. Школа отделяется от церкви.

Преподавание религиозных вероучений во всех государственных и общественных, а также частных учебных заведениях, где преподаются общеобразовательные предметы, не допускается.

Граждане могут обучать и обучаться религии частным образом.

10. Все церковные и религиозные общества подчиняются общим положениям о частных обществах и союзах, и не пользуются никакими преимуществами и субсидиями ни от государства, ни от его местных «автономных и самоуправляющихся установлений.

11. Принудительные взыскания сборов и обложений в пользу церковных и религиозных обществ, равно как меры принуждения или наказания со стороны этих обществ над их сочленами, не допускаются.

12. Никакие церковные и религиозные общества не имеют права владеть собственностью. Прав юридического лица они не имеют.

13. Все имущества, существующих в России, церковных и религиозных обществ сбавляются народным достоянием. Здания и предметы, предназначенные специально для богослужебных целей, отдаются, по особым постановлениям местной или

центральной государственной власти, в бесплатное пользование соответственных религиозных обществ.

Подписали:

Председатель Совета Народных Комиссаров

Ульянов (Ленин)

Народные Комиссары:

Подвойский,
Алгасов,
Трутовский,
Шлихтер,
Прошьян,
Менжинский,
Шляпников,
Петровский.

Управляющий делами Совета Народных Комиссаров

Вл. Бонч-Бруевич.

"Décret sur la liberté de conscience et les associations ecclésiastiques et religieuses"[318] (Traduction)

1. L'Eglise est séparée de l'Etat.

2. Il est interdit sur le territoire de la République d'adopter des lois ou décrets locaux qui porteraient atteinte à la liberté de conscience ou la limiteraient, ou établiraient quelque avantage ou privilège que ce soit sur la base de la confession professée par les citoyens.

3. Tout citoyen peut professer n'importe quelle religion ou n'en professer aucune. Toutes les limitations de droits liées au fait de professer quelque foi que ce soit ou de ne pas en professer sont abolies. Toute mention d'appartenance religieuse doit être supprimée des passeports et de tous les documents officiels, quelle qu'en soit la nature.

4. L'activité des organes d'Etat ou autres organes officiels ne s'accompagne d'aucune manifestation ou cérémonie religieuse.

5. Le libre exercice des manifestations religieuses est assuré dans la mesure où elles ne troublent pas l'ordre public et ne portent pas atteinte aux droits des citoyens et de la République soviétique. Dans ce cas, les autorités locales ont le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'ordre public et la sécurité.

6. Personne ne peut se soustraire à l'accomplissement de ses obligations civiles en arguant de ses convictions religieuses. Il est licite, sur décision du tribunal populaire dans chaque cas particulier, de libérer un citoyen d'une obligation donnée **à condition de la remplacer par une autre.**

7. Le serment, civil ou militaire, de nature religieuse est supprimé. En cas de nécessité, il est remplacé par un engagement solennel.

8. Les actes d'état civil sont effectués exclusivement par les autorités civiles, dans les bureaux d'enregistrement des mariages, des naissances et des décès.

9. L'école est séparée de l'Eglise.

L'enseignement des dogmes religieux n'est pas admis dans les établissements d'enseignement général, qu'ils soient assurés par l'Etat, par une collectivité ou privés. Les citoyens peuvent enseigner ou étudier la religion de façon privée.

10. Toutes les associations ecclésiastiques et religieuses sont soumises aux règles communes régissant les associations et unions privées, et ne bénéficient d'aucun privilège ni d'aucune subvention que ce soit de l'Etat ou de ses institutions locales autonomes ou autogérées.

11. La collecte forcée de droits ou de taxes au compte d'associations ecclésiastiques et religieuses n'est pas autorisée, de même que des mesures de coercition ou de punition à l'égard de leurs membres.

[318] « Le décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Union soviétique », Bibliothèque numérique du CERMTRI, www.bibnumcermtri.fr/IMG/pdf/F_Le_**decret**_4_corr.pdf

12. Les associations ecclésiastiques ou religieuses n'ont pas le droit de propriété. Elles n'ont pas la personnalité juridique.

13. Tous les biens des associations ecclésiastiques et religieuses qui existent en Russie sont déclarés biens du peuple. Le mode d'enregistrement, de garde et d'utilisation des bâtiments ou objets destinés expressément au culte est défini par un décret des autorités étatiques centrales ou locales.

L'usage, à titre gratuit, des bâtiments ou objets destinés expressément au culte est, sur décret spécial des autorités étatiques centrales ou locales, concédé aux associations religieuses concernées.

Le prés(ident) du Cons(eil) des com(missaires) du peuple,

V. Oulianov.

N. Podvoïsky. V. Algassov. V. Trutovski.

A. Chlikhter. P. Prochian. V. Menjinski.

A. Chliapnikov. G. Petrovski.

Le chef du service administratif gouvernemental, Vlad. Bontch-Brouievitch.

Le secrétaire du Conseil des commissaires du peuple, N. Gorbunov.

Petrograd, 20 janvier 1918

A tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient"

Ко всем трудящимся мусульманам России и Востока[319]

[Обращение Совета Народных Комиссаров]

Товарищи! Братья!

Великие события происходят в России. Близится конец кровавой войне, начатой из-за дележа чужих стран. Падает господство хищников, поработивших народы мира. Под ударами русской революции трещит старое здание кабалы и рабства. Мир произвола и угнетения доживает последние дни. Рождается новый мир, мир трудящихся и освобождающихся. Во главе этой революции стоит рабочее и крестьянское правительство России, Совет Народных Комиссаров,

Вся Россия усеяна Революционными Советами Рабочих, Солдатских и Крестьянских Депутатов, Власть в стране в руках народа. Трудовой народ России горит одним желанием добиться честного мира и помочь угнетенным народам мира завоевать себе свободу.

В этом святом деле Россия не одинока. Великий клич освобождения, данный русской революцией, подхватывается всеми трудящимися Запада и Востока. Истомленные войной народы Европы уже протягивают нам руку, творя мир, Рабочие и солдаты Запада уже собираются под знамя социализма, штурмуя твердыни империализма. А далекая Индия, та самая, которую веками угнетали "просвещенные" хищники Европы, подняла уже знамя восстания, организуя свои Советы Депутатов, сбрасывая с плеч ненавистное рабство, призывая народы Востока к борьбе и освобождению.

Рушится царство капиталистического грабежа и насилия. Горит почва под ногами хищником империализма.

Перед лицом этих великих событий мы обращаемся к вам, трудящиеся и обездоленные мусульмане России и Востока.

Мусульмане России, татары Поволжья и Крыма, киргизы и сарты Сибири и Туркестана, турки и татары Закавказья, чеченцы и горцы Кавказа, все те, мечети и молельни которых разрушались, верования и обычаи которых попирались царями и угнетателями России!

---

[319] "Ko vsem trudâsimsâ musulmanam Rossii I Vostoka (A tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient)", *Site de la Constitution de la Fédération de la Russie*, http://constitution.garant.ru/history/act1600-1918/5310/

Отныне ваши веровании и обычаи, ваши национальные и культурные учреждения объявляются свободными и неприкосновенными. Устраивайте свою национальную жизнь свободно и беспрепятственно. Вы имеете право на это. Знайте, что ваши права, как и права всех пародов России, охраняются всей мощью революции и ее органов, Советов Рабочих, Солдатских и Крестьянских Депутатов.

Поддерживайте же эту революцию и ее полномочное правительство!

Мусульмане Востока, персы и турки, арабы и индусы, все те, головами и имуществом которых, свободой и родиной которых сотни лет торговали алчные хищники Европы, все те, страны которых хотят поделить начавшие войну грабители!

Мы заявляем, что тайные договоры свергнутого царя о захвате Константинополя, подтвержденные свергнутым Керенским, - ныне порваны и уничтожены. Республика Российская и ее правительство, Совет Народных Комиссаров, против захвата чужих земель: Константинополь должен остаться в руках мусульман.

Мы заявляем, что договор о разделе Персии порван и уничтожен. Как только прекратятся военные действия, войска будут выведены из Персии и персам будет обеспечено право свободного определения своей судьбы.

Мы заявляем, что договор о разделе Турции и отнятии у нее Армении порван и уничтожен. Как только прекратятся военные действия, армянам будет обеспечено право свободно определить свою политическую судьбу.

Не от России и ее революционного Правительства ждет вас порабощение, а от хищников европейского империализма, от тех, которые превратили вашу родину в расхищенную и обираемую свою "колонию".

Свергайте же этих хищников и поработителей ваших стран. Теперь, когда война и разруха растаптывают устои старого мира, когда весь мир выдает негодованием против империалистов-захватчиков, когда всякая искра возмущения превращается в мощное пламя революции, когда далее индийские мусульмане, загнанные и замученные чужеземным игом, подымают восстание против своих поработителей, - теперь молчать нельзя. Не теряйте же времени и сбрасывайте с плеч вековых захватчиков ваших земель! Не отдавайте им больше на разграбление ваших родных пепелищ! Вы сами должны быть хозяевами вашей страны! Вы сами должны устроить свою жизнь по образу своему и подобию! Вы имеете на это право, ибо ваша судьба в собственных руках ...

Товарищи! Братья!

Твердо и решительно идем мы к честному, демократическому миру.

На наших знаменах несем мы освобождение угнетенным народам мира.

Мусульмане России!

Мусульмане Востока!

На этом пути обновления мира мы ждем от вас сочувствия и поддержки.

[3 декабря (20 ноября) 1917 г.]

Распубликовано в ь 17 "Газеты временного Рабочего и Крестьянского Правительства" от 7 декабря (24 ноября) 1917 г.

СУ РСФСР, 1917, N 6, Приложение 2.

« A tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient" (traduction)

Camarades ! Frères !

Des événements importants se passent en Russie. La guerre sanglante, commencée à cause du partage des pays étrangers, approche de sa fin. La domination des prédateurs ayant asservi les peuples du monde tombe. Sous les coups de la révolution russe l'édifice du joug et de l'esclavage craque. Le monde de l'arbitraire et de l'oppression vit ses derniers jours. Le nouveau monde naît, le monde des travailleurs et des hommes libres. Le gouvernement des ouvriers et des paysans de la Russie, le Conseil des Commissaires du peuple, est à la tête de cette révolution.

Les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans sont dispersés dans toute la Russie, le pouvoir est dans les mains du peuple. Le peuple des travailleurs de la Russie n'a qu'un souhait, c'est d'obtenir un monde juste et d'aider les peuples du monde oppressés à gagner leurs libertés.

Dans cette affaire la Russie n'est pas seule. Le grand appel de la libération donné par la révolution russe est soutenu par tous les travailleurs de l'Occident et de l'Orient. Fatigués par la guerre, les peuples de l'Europe nous tendent les mains, établissant la paix. Les ouvriers et les soldats de l'Occident se rassemblent sous le drapeau du socialisme, attaquant la citadelle de l'impérialisme. Quant à l'Inde lointaine, celle qui était opprimée pendant des siècles par les prédateurs « instruits » de l'Europe, a soulevé déjà le drapeau de l'insurrection, en organisant ses soviets de députés, renversant de ses épaules l'esclavage haï, appelant les peuples de l'Orient à la lutte et la libération. L'empire du pillage et de la violence capitaliste s'écroule. Le sol est brûlé sous les pieds des prédateurs de l'impérialisme.

En face de ces grands événements nous nous adressons à vous, musulmans travailleurs et déshérités de la Russie et de l'Orient.

Musulmans de Russie, Tatars de Volga et de la Crimée, Kirghizes[320] et Sarts[321] de la Sibérie et du Turkestan, Turcs et Tatars de Transcaucasie, Tchétchènes et montagnards du Caucase et tous ceux dont les mosquées et centres de prière ont été détruits, dont les croyances et les coutumes ont été bafouées par les tsars et les oppresseurs de la Russie : vos croyances et vos coutumes, vos institutions nationales et culturelles sont dès maintenant libres et inviolables. Organisez votre vie nationale dans la plus complète liberté. C'est votre droit ! Sachez que vos

[320] Sous-entendus les Kazakhs et les Kirghizes

[321] La population sédentaire d'Asie centrale était appelé Sart ce qui inclue les Ouzbeks et les Tadjiks.

droits et ceux de tous les peuples de la Russie sont sous la protection puissante de la révolution et de ses organes, les Soviets des ouvriers, des soldats et des paysans.

Soutenez cette révolution et son gouvernement plénipotentiaire !

Musulmans de l'Orient, Perses et Turcs, Arabes et Indiens, vous tous dont les biens, les libertés et la patrie ont fait l'objet d'un commerce pendant des centaines d'années par les prédateurs cupides de l'Europe, ces pays de voleurs qui ont commencé la guerre et qui voudraient diviser vos pays !

Nous déclarons que les accords secrets du tsar renversé concernant l'occupation de Constantinople, confirmés par Kerensky renversé lui aussi, sont maintenant déchirés et supprimés. La république russe et son gouvernement, le Conseil des commissaires du peuple sont contre l'occupation des territoires étrangers : Constantinople doit rester dans les mains des musulmans !

Nous annonçons que l'accord sur le partage de la Perse est détruit. Une fois que les actions militaires seront arrêtées, les armées vont être retirées de la Perse et les Perses vont être assurés du droit de définir du sort de leur pays.

Nous déclarons que l'accord est aboli et détruit sur le partage de la Turquie et la sécession de l'Arménie. Une fois que les actions militaires vont finir, les Arméniens auront le droit de décider de leur sort politique librement.

Ce n'est pas de la Russie et de son gouvernement révolutionnaire que viendra l'asservissement, mais de la part des prédateurs de l'impérialisme européen, de ceux qui ont transformé votre patrie en leur colonie pillée et dévalisée.

Renversez ces prédateurs et oppresseurs de vos pays. Maintenant, quand la guerre et la crise foulent l'ordre de l'ancien monde, quand tout le monde exprime son mécontentement contre les occupants impérialistes, quand chaque brin d'indignation se transforme en flamme puissante de la révolution, quand les musulmans indiens torturés par le joug étranger soulèvent une insurrection contre leurs oppresseurs, on ne peut plus se taire désormais. Ne perdez plus de temps et jetez de vos épaules le joug des conquérants multiséculaires de vos terres ! Ne donnez plus à piller vos propres foyers ! Vous devez être propriétaires de votre pays. ! Vous devez vous-mêmes organiser votre vie à votre manière ! Vous avez le droit pour cela, car votre destin est entre vos mains…

Camarades ! Frères !

Nous allons fermement et résolument vers un monde juste et démocratique.

Sous vos drapeaux nous apportons la libération aux peuples opprimés du monde.

Musulmans de Russie !

Musulmans de l’Orient !

Sur le chemin de la rénovation du monde, nous attendons votre compassion et votre soutien !

3 décembre 1917

Publié dans le 17 du « Journal du gouvernement des ouvriers et des paysans le 7 décembre (24 novembre) 1917.

Affiches de propagande soviétique ayant trait aux religions

« Maintenant, moi aussi je suis libre ! »[322]

(Cette affiche fait référence à la campagne de lutte pour l'émancipation féminine et contre la voile en Asie centrale**)**

« La lutte contre la religion[323]**La lutte pour le socialisme »**

« Le nouvel alphabet ouzbek » (Campagne de soutien de changement des alphabets arabes en latins)

[322] BOBROVNIKOV V., « Bezbožniki risuût islam : sovetskaâ antireligioznaâ propaganda v kommentariâh vostokoveda (Les athées dessinent l'islam : la propagande antireligieuse soviétique en commentaires de l'orientaliste) », 07.05.2009, http://www.daginfo.com/news/view/1776.html

[323] KOMOLOV O., « Čto iŝet trudâŝijsâ v religii ? (Que cherche l'ouvrier dans la religion ?) », 18.08.2012, http://comstol.info/2012/08/obshhestvo/4419

« La raison contre la religion »[324]

« Fin aux cloches

Forge forgeron »

« On ne peut arrêter la réalisation du quinquennat ni avec les prières, ni avec la terreur, ni avec la calomnie, réalisons le quinquennat en 4 ans ! »

[324] TATARSKIJ V., “Top 15 sovetskih antireligioznyh plakatov (Les meilleurs affiches antireligieuses soviétiques)”, 29.07.2011, http://life.comments.ua/meaning/2011/07/29/277586/top15-sovetskih-antireligioznih.html

« Religion frein du quinquennat ! »

« Religion- arme de l'oppression de classe »

Information sur le nombre d'édifices de culte des organisations religieuses et des groupes religieux moins nombreux au Kazakhstan sur les données du 1 janvier 2011

№	Nom et dénomination de confession	Total des organisations religieuses	Y comprises		Nombre d'édifices de culte
			Enregistrés en tant que personne juridique	Enregistrées comme un groupe moins nombreux	
1	2	3	4	5	6
Islam					
1	Sunnisme	2740	2365	353	2408
2	Chiisme	5	5		3
3	Soufisme	7	7		3
4	Jamaat Ahmadiya	4	4		2
Orthodoxie					
5	Eglise orthodoxe russe	291	279	12	261
6	Eglise orthodoxe russe à l'étranger	2	2		1
7	Eglises orthodoxes vieilles-ritualistes				
	Accord de Bila-Krynytsia	1	1		1
	Du courant autrichien	2	2		2
	Du courant pomore	4	3	1	2
	Eglise orthodoxe vielle	2	2		2
8	Eglise apostolique arménienne	1	1		
Catholicisme					
9	Eglise catholique	82	80	2	86
10	Eglise grecque catholique hellène	5	5		2
Courants protestantistes apparus aux XIX-XXème ss					
11	Luthéranisme	36	25	11	21
12	Chrétiens évangéliques-baptistes de l'Union des Eglises des chrétiens évangéliques baptistes	314	232	79	190
	Chrétiens évangéliques-baptistes du Conseil des églises des chrétiens	48			8

	évangéliques-baptistes				
13	Mennonitisme	5	4	1	4
14	Méthodisme	15	13	2	8
15	**Pentecôtisme**				
	1) Chrétiens évangéliques du courant des apôtres	1	1		1
	2) Eglise de Dieu	1			1
	3) Sun Bok Ym	12	12		9
	4) Union des chrétiens de la foi	20	18	1	14
	5) Assemblées de Dieu	2	2		1
	6) Autres	61	61		10
16	**Presbytérianisme**				
	1) Mission "Grace"	72	38	33	30
	2) Eglise de la Grace	54	44	10	27
	3) Mission "Espoir"	13	9	4	8
	4) Mission "Emmanuel"	13	7	6	4
	5) Mission "Назарянина"	6	6		
	6) Mission "Salut"	2	2		
	7) Eglise "Sion"	4	3	1	1
	8) Eglise "Kore"	1	1		1
	9) Eglise"Onsezan"	1	1		1
	10) Autres	73	73		17
17	**Mouvements charsimatiques**				
	1) Eglise de la "Nouvelle vie"	57	52	5	26
	2) Mission "Agape"	51	44	7	33
	3) Eglise de la "Bonne nouvelle"	6	6		5
	4) Eglise de la "Moisson"	12	11	1	5
	5) Eglise de la"Bonne parole"	4	4		2
	6) Eglise "Vefil"	7	7		3
	7) Eglise de l'Evangile complète	32	31	1	5
	8) Mission "Résurrection"	5	4	1	
	9) Eglise "Lumière du monde"	6	4	2	1
	10) Eglise "Amour"	10	10		4
	11) Mission coréo-américaine au Kazakhstan	1	1		1
	12) Eglise «Şapağat»	1	1		
	13) Autres	114	108	6	33

18	Adventistes du septième jour	68	56	12	41
19	Eglise néo-apostolique	47	46	1	29
20	Témoins de Jéhovah	80	75	5	48
21	Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours (Mormons)	2	2		1
22	Eglise de l'Unification (Moon)	2	2		
23	Eglise « Science chrétienne »	1	1		
24	Bahaïsme	19	19		2
25	Association internationale pour la conscience du Krishna	12	10	2	2
26	Vaishnava	3	3		
27	Eglise de Scientologie	3	3		1
28	Eglise du dernier testament (Adeptes de Vissarionov)	2	2		
29	Christadelphes	2			
Bouddhisme					
30	Centre du bouddhisme tibétain	2	1		
31	Bouddhisme-Won et d'autres	3	3		1
Judaïsme					
32	Communautés juives	27	26		5

Source : « Svedeniâ o količestve kul'tovyh sooruženij religioznyh ob″edinenij i maločislennyh religioznyh grupp v Respublike Kazahstan v razreze konfessij po sostoâniû na 1 ânvarâ 2011 goda (Information sur le nombre d'édifices de culte des organisations religieuses et des groupes religieux moins nombreux du point de vue des confessions dans la République du Kazakhstan sur les données du 1 janvier 2011) » kdr.gov.kz/uploads/files/**Svedeniya_o_KS**.doc

Nombre de Kazakhs ayant fait le pèlerinage par année

Année	Nombre de pèlerins	Année	Nombre de pèlerins
1994	**170**	**2007**	**4 030**
2001	**228**	**2008**	**3 500**
2002	**177**	**2009**	**2 500**
2003	**360**	**2010**	**3 300**[325]
2004	**1 214**	**2011**	**4 097**
2005	**900**	**2012**	**5 000**[326]
2006	**2 740**		

Nombre des mosquées au Kazakhstan

Années	Nombre	Années	Nombre
1951	20	1984-1989	59
1965-1968	25	1989-1993	269
1968-1972	26	1993-1996	679
1972-1975	26	1996-1997	826
1975-1977	27	1997-1998	898
1977-1980	32	1998-1999	1000
1980-1982	39	1999-2003	1652
1982-1984	45	2007	1700

[325] SEYSENBEKOVA J., « V 2011 godu hadž v Mekku dlâ musul′man Kazahstana podorožaet na 300 dollarov (Le coût du pèlerinage à la Mecque pour les musulmans du Kazakhstan augmentera à 300 dollars) », 13.10.2011, http://tengrinews.kz/kazakhstan_news/v-2011-godu-hadj-v-mekku-dlya-musulman-kazahstana-podorojaet-na-300-dollarov-199044/

[326] ERJANULI E., « Qazaqstannan biyil qajiliqqa 5 min adam baradi (5 mille personnes vont aller au pèlerinage du Kazakhstan cette année) », 16.07.2012, http://baq.kz/kaz/news/cat/5/13876

Les plus grandes mosquées du Kazakhstan

Nom de mosquée	Superficie (en m2)	Capacité en accueil
Äziret Sultan, Astana	17 700	5 000
Nur Astana, Astana	3 930	5 000
Mosquée d'Öskemen	6 500	3 000

Tableau chronologique

Périodes	Grands événements historiques et les dates	Evénements liés à l'islam
Période turque	552-603 : Qaghanat turc 603-704 : Qaghanat turc occidental 704-756 : Qaghanat turguech 756-940 : Qaghanat Qarlouq Fin IXe-début XIe : Etat des Oghouzes 840-1212 : Etat des Qarakhanides 942-1212 : Qaghanat qimaq XIe - début XIIIe : Etat des Qaraqytaïs, Khanat Qypchaq	714 : Les armées de Qutayba ibn Muslim entrent dans le sud du Kazakhstan 751 : Bataille de Talas. Victoire des Arabes contre les Chinois Islamisation des Qarlouqs sous le règne de Satouq Boghra Qarakhan (915-955), d'Oghouzes, des Qimaqs, Qypchaqs et Petchenègues 955 : L'islam est la religion officielle du qaghanat des Qarakhanides 1141 : Bataille de Katvan. Défaite des musulmans des Qarakhanides des Qaraqytaïs bouddhistes
Période mongole et post-mongole	1218 : Invasion des armées de Gengis-khan 1243-1502 : Horde d'Or (Oulous de Djôtchi) 1222-1370 : Oulous de Djaghataï Mogholistan (1346-1706) 1428-1480 : Etat d'Aboulkhaïr khan	1312 : L'islam est proclamé religion officielle sous le khan Özbek XVe : Début des guerres saintes contre les Oïrats
Epoque du khanat kazakh	1465 : Création du Khanat kazakh 1512-1521 : Règne du khan Qasim 1598-1628 : Années du règne d'Esim 1680-1718 : Khan Täwke XVIIIe : Guerres kazakho-djoungars	« Qasim xannıñ qasqa jolı » « Esim xannıñ eski jolı » « Jeti jarğı » de Täwke
Période russe (coloniale)	1731 : Le Jüz Cadet fait partie de l'Empire russe 1801 : Création du khanat de Bökey 1822 : « Règlements sur les Kirghizes sibériens », abolition de l'institut du khanat dans le Jüz moyen 1824 : « Règlements sur les Kirghizes d'Orenbourg », le pouvoir du khan dans le Jüz cadet est aboli 1860 : Colonisation totale du Kazakhstan 1867-1868 : Réformes territoriales administratives au Kazakhstan 1907 : Réforme de Stolypine. Immigration des paysans russes au Kazakhstan	1789 : Instauration de la Direction spirituelle des musulmans d'Orenbourg 1868 : Retrait des Kazakhs de l'Assemblée Fin XIXe-XXe : Mouvement djadidiste

	1914-1918 : Première Guerre Mondiale 1916-1917 : Résurrection nationale libératrice du peuple kazakh 1917 : Création du parti Alaş	
Période Soviétique	1918-1920 : Guerre civile et intervention étrangère au Kazakhstan 1922 : Création de l'URSS 1924 : « Petit Octobre » de Golosekin, soviétisation forcée des aouls kazakhs 1925 : Création de la République Soviétique socialiste Autonome Kazakhe 1928 : Confiscation des biens des riches 1929 : Changement de l'écriture kazakhe de l'alphabet arabe au latin 1929-1933 : Collectivisation et sédentarisation forcée, grande famine, mort de 2,2 millions de Kazakhs, émigration de plus de 1,3 million en Chine 1936 : La RSSA Kazakhe se transforme en RSS : Kazakh 1936-1944 : Déportation des peuples de l'URSS au Kazakhstan 1937-1938 : Répressions massives de l'élite intellectuelle du Kazakhstan 1939-1945 : Deuxième Guerre Mondiale 1940 changement de l'écriture kazakhe de l'alphabet latin au cyrillique 1954-1962 : Campagne de terres vierges 16 décembre 1986- manifestations des étudiants kazakhs contre le régime totalitaire Jeltoqsan 1986 : Perestroïka de Gorbatchev 1989 : Retrait des armées soviétiques de l'Afghanistan	20 novembre 1917 : « A tous les travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient » 20 janvier 1918 : « Sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat » 8 avril 1929 : « Sur les organisations religieuses » 1929 : Création de la Commission antireligieuse Fermeture des mosquées et des écoles religieuses 1944 : Création de la Direction spirituelle des musulmans d'Asie centrale à Tachkent 1989 : Création de la Direction spirituelle des musulmans du Kazakhstan
Période d'indépendance	1991 : Accès à l'indépendance du Kazakhstan 1993 (28 janvier) : Adoption de la Première Constitution du Kazakhstan 1995 (30 août) : Adoption de la nouvelle Constitution	1992 : Loi « De la liberté de croyance et d'organisations religieuses 18 mai 2011 : Fondation de l'Agence aux affaires religieuses du Kazakhstan 11 octobre 2011 : loi « Sur l'activité et les organisations religieuses »

Table des cartes

Carte 1: Territoire du Qaghanat turc au moment de sa division 18

Carte 2 : Territoire du Qaghanat turguech (704-756) 21

Carte 3 : Khanat Qypchaq et Etat des Qarakhanides 25

Carte 4 : Kazakhstan au Xème siècle 28

Carte 5 : Oulous des gengiskhanides 35

Carte 6 : Territoire du Kazakhstan au XVème-XVIème ss 39

Carte 7 : Le Khanat kazakh et trois jüz 46

Carte 8 : Kazakhstan dans les frontières de l'Empire russe 70

Carte 9 : Kazakhstan dans les années 1920-1929 160

Index des noms des personnalités

Abdar-Rachid khan, 39
Abd ar-Rahim khan, 45
Abdoul Jalel, 20
Abdoul Rahim, 20
Abdoullaev, G., 221
Abdourahmanov, Mouhamet Charif, 55
Abdülmecid II, 149
Abılay khan, 43, 44, 59
Abılayxanov Süyik, 54
Äbilmämbet khan, 43
Äbilqayır khan, 43, 59
Abou Ar-Rahman khodja, 44
Aboulkhair khan, 39, 40, 41
Ahmet-Kerey, 65
Al-Askalani, 275
Al-Bakherzi, Chemseddin (Saifouddin),33
Al-Bekri, 27
Al-Boukhari, 275
Alektorov, A.,116
Alexandre Ier, 10, 50, 52, 53, 54, 93
Al-Farabi, Abou Nasr, 22
Al-Kelimati, Aboul Hasan Mouhammed ben Soufian, 24
Al-Maqdisi, 24
257, 260, 261, 265, 266, 267, 269, 270, 272, 273, 274, 275, 277, 289, 290, 291, 294
Al-Ousbanikati, Aboul Hassan Said ben Khatim 24
Al-Qimaqi, Djanah ibn Hakan, 27
Alsabekov, Khoussaïn,257
Al Saoud, Abdelaziz, 157
Altay, Xalïfa 251, 253
Altınsarıulı, Ibıray, 72
Alyp-derek, 29
Amin al-Hussein, 184
Aničkov, 103
An-Nabhani, Taqiouddin, 272
An-Nawawi, 275
Anne Ire, 62
Appaq-khodja, 38
Aqbayev, Jaqıp, 120
Aqşorïn, 77
Arıqova, Nağïma,158
Arslan-khan Ahmed, 25
Asfendiyarov, 168
As-Saadi, Abdurahman, 275
Atkeltirov, Qabıl, 66
At-Tamimi, 275
Äwezov, Muxtar, 203, 269
Axmedov, Qurban Ali, 269
Axmetqaliev, B, 256
Aysïn, R, 235
Ayşwaq khan, 54, 57
Ayt Mouhammed, 65
Azizbekov, Mechadi 132
Az-Zahir, Malik, 33
Babajanov, Qarawıl, 65, 72
Babakhanov, Chamsouddin, 190, 240
Babakhanov Ziyaouddin, 190, 215, 218, 219, 221,
Bammatov, Gaydar, 132
Bartold, Vassili, 13
Baybars, 33
Bayburïn, Jumabay, 75
Bayjanov, B223
Baymuratov, K,223
Baytaşev, 235
Baytursınulı, Axmet 123, 170
Bekmaxanov, Ermuqan, 203
Berke, 33, 34
Beyimbetov, K, 273
Bilge Qoul Qadyr qaghan, 23
Birimjanov, Axmet, 115
Bökey-khan, 63
Bökeyxan, Älïxan, 74, 101, 115, 120, 123, 132, 145
Bolotnikov, Ivan, 49
Bontch-Brouïevitch, Vladimir,133
Boqaş, Ğalım, 270
Boukharine, Nikolaï, 141
Brejnev, Léonid, 221
Budilovič, Anton,107
Burxanov, Baqıtjan, 275
Catherine II, 4, 5, 7, 10, 13, 14, 49, 50, 51, 79, 93, 285, 287
Čerevanskij, Vladimir,106
Černâev, Mikhaïl, 108
Chafi-Almas, Abdrakhman, 185
Chahrouh, 40
Charif, Mouhammad, 39
Chamsoutdinov Yousouf, 132

Chaybani, Mouhammed, 40
Cunow, Heinrich,141
Dalgat, Magomet,100, 132
Daouletchine, Abdoulaziz,100
Darwin, Charles, 130
Datulı, Sırım 49
Däwletyarov, 210
Derbisäli, Äbsattar, 260
Divana Machrab, 39
Djaghataï, 9, 35, 36, 37, 314
Djalil, Mousa, 185
Djamaladdin, 38
Djötchi, 9, 31, 32, 36
Djouïbari, 44
Dosjanova, Aqqağaz, 118, 120
Dosmuxamedov, Xalel, 120
Doudaev, Djohar, 257
Doukhovski, Sergeï, 90, 109
Doulati, Mouhammed Haïdar, 38
Doutov, Alexandre,132
Dulatov, Mirjaqıp,123, 132
Edige, 31
Engels, Friedrich,130
Enotaev, 66
Enver-pacha, 138
Esenğazïn, M, 256
Eset *batır*, 236
Esim khan, 41, 43, 45, 47, 314
Espembetov, J, 223
Essen, Piotr, 63
Fazılov, Malik, 223
Gaspirali, Ismail, 103
Ğaysïn, Şahimardan 149
Gengis-khan, 9, 30, 31, 33, 36, 42, 47, 314
Ghabdrahimov, Ghabdessalam, 54, 57
Ghazan khan, 36
Gorbatchev, Mikhaïl, 239, 241, 247, 276, 286, 287, 315
Grodekov, Nikolaï,108
Haït, Baïmourza, 207
Hammatov, D, 66
Haqq-Nazar, 43
Harčev, 240
Haroun Boghra khan ben Souleïman, 25
Heckel, 130
Higazi, Mahmoud, 262
Hitler, Adolf,183, 184, 189, 196
Houssaïnov, Mouhammedjan,50, 57
Houssam ad-Din al-Yagi, 37
Hristoradnov, Youri, 242
Iaroslavski, Iemelian,140, 141
Ibn Batouta, 33
Ibn Khaldoun, 33
Ibn Muslim, Qutayba 19, 314
Ibn Salih, Ziyad 19
Ichan-Baba, 269
Ichmouhametov, Mouhamedyar 55
Igelström, Iosif, 51, 62
Igozov, 158
Ilminsky, Nicolas71, 79, 80, 102, 125
Isanjanov, J 195
Isan-taïcha, 38
Ishaqi, Gayaz 185
Ishaq, 20, 39, 45
Ismail ibn Ahmed, 19
Ismatoulla, 265, 269
Jadaev, Köşek, 60
Jakina, Aynur, 282
Janaydaqov, 120
Jangeldïn, Älibï, 132, 167
Jäñgir, 43, 63, 64, 65, 66
Janibek,khan de la Horde d'Or 34
Jänibek, khan kazakh,34, 40, 41
Jantörin, Sälimgerey,116
Jiyenbayev, Toybazar, 259
Joldıbayulı, Qayrat, 264
Judin, V.,38
Kachani, Mouhammad, 38
Käkenov, Ğabdolla et Jekemurat,77
Kandelkhevi, Mouhammad Zakaria, 271
Karabekir, Musa Kâzım, 149
Karimov, Islam, 273, 275
Karpov, Gennadij,187
Kaufmann, Constantin, 69, 102, 108
Kebek, 36, 37
Kemal, Mustafa, 134
Kenjïn, 140
Kerensky, Alexandre,304
Kerey khan, 17, 40, 41, 65
Khodjaev, Nizametdin, 137
Khrouchtchev, Nikita, 205, 245
Klevleev, A, 146
Kolpakovskij, 103
Koltchak, Alexandre,123, 132
Konaševič, Luka, 48
Köpbayev, Seydolla, 255, 256
Kryjanovskij, Nikolaj 79
Kubilaï, 31
Kuharev, 158
Küzembaeyev, Ğumar, 149

Lama-Şärip, Qayrat, 264
Lapin, Seralı,121
Lénine, Vladimir, 123, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 137, 141
Lounatcharski, Anatoli, 141
Machanlo, Ibrahim,254, 255, 256, 257
Machdoum, I. 218
Mağzumov, K.,150
Makhtoum-khanoum, 38
Marov, Ibrahim,257
Marx, Karl, 130
Maşanov, 226
Maydani, Badr ad-Din, 36
Medjidkhanov, Babakhan Abdoul, 190, 200
Mirzaahmedov, 158
Mohamed, 31, 123
Molotov, Viatcheslav,173, 191
Moubarak chah, 36
Mouhamedjanov, Choukouralla, 241, 254, 258
Mouhametov, Ahmet, 55
Mouhammad Timour Bahadur sultan, 45
Mouhammed, Ala ad-din 29
Mouhammed-khan, 38
Mousa Arslan Khan, 24
Muqanov, Säbit, 203
Nadjmeddin Koubra, 31, 33
Namangani, Djouma, 275, 276
Narïmanov, Narïman,132
Nasr, 22
Nasser, Gamal Abdel, 218
Nazarbayev, Noursoultan, 255, 272, 277
Nicolas Ier, 51, 53, 55, 61, 65
Nicolas II, 114
Nısanbayulı, Rätbek, 235, 240, 241, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 277
Nutışev, Raşïd, 254, 256, 277
Ogedey, 36
Orazbayeva, Alma 132
Othman, 133, 218
Ousmanov Abdoujapar, 276
Özbek, 4, 5, 33, 34, 47, 314
Pierre Ier, 130
Polânskij, Dmitrij,187, 193, 197
Pougatchëv, Emelian, 49
Puzin, Aleksej, 205
Qadırov, 77
Qadyr khan, 29
Qalmenov,A., 115
Qara Qaid, 40
Qari, Abdulvakhid, 269
Qasım khan, 42, 43, 44, 47
Qayir khan, 29
Qodar, Äwezxan,282
Qorqyt, 27
Qosşığulov, Şäymerden, 77, 116
Qoul Muhammad, 40
Qoybağarov, Ahmetbek, 116
Qulıqov, 77
Qulmanov, Baqtıgerey, 115
Qunanbayulı, Abay 78
Qusdäuletov, 119
Qyran, 29
Raouf Malik, 222
Rasoulev, Abdourakhman, 195
Rasoulev, Zaynoulla, 84
Rasul-zade, Mamed Emin,185
Razine, Stepan, 49
Rısqulov, Turar,132, 137, 138
Saad, Abou Bakr, 44
Säbïtov, Nığmet, 188
Sadïn, Qojahmet 76
Sadrouch, Oubeydollah, 65
Sädwaqasov, Smağul, 158
Sakharov, Konstantin, 96
Şamsutdïnov, Ğabdulğafar, 188, 190, 195, 198
Sultangaliev, Mirsaet, 132
Sultanmämetov, Şanşar, 93
Saparbayev, S, 65
Sätbayev, Qanış,203
Satouq Boghra Qarakhan, 24, 314
Semitchastny, Vladimir, 205
Šestakov, Piotr, 79
Seydahmet, Djafer, 185
Seysenbayev, Rollan, 272
Seyxwnï, Dayrabay, 260
Smidovitch, Piotr, 166
Smirnov, E, 84
Sokolov, Dmitri, 100
Şoqay, Mustafa,115, 121, 122, 145, 185
Soulouq, 19
Speranski, Mikhail, 63
Staline, Joseph, 4, 14, 123, 135, 157, 161, 167, 173, 174, 179, 183, 186, 187, 191, 193, 196, 240, 286
Stolypine, Piotr, 105, 115, 117, 122, 314
Şülembayev, Qatırşat, 209

Sultangaliev, Mirsaet,134
Sviatopolk-Mirski, Piotr,114
Takaev, 100
Talasov, Nawrızbay, 77, 107
Tamerlan, 20, 37, 45
Tanaşev, Wälitxan,120
Tardjimanov, Kachafoutdin,151, 179
Tarmachirin, 37
Tasmağambetov, Imanğalï, 270
Taspar-qaghan, 18
Taube, Maxime, 74, 75
Täwekel,khan, 43, 45
Täwke khan, 42, 44, 47, 314
Tchernenko, Konstantin, 221
Tchousti, Loutfoulla, 44
Tekech, 29
Tereŝenko, Aleksandr, 64
Terken, 29
Tevâšev, Nikolaï, 97, 111
Tevkelev, Salimgerey, 73, 118
Tilewxan, Bekbolat, 264
Tilov, Zoulkarnaï, 254, 256, 257
Toghlouq Timour, 34, 37, 38
Toğısov, Kölbay 120
Tolstov, Vladimir, 123
Töreğulov, 77
Toulanov, 100
Trockij, 77
Tsalikov, Ahmed,135
Turgut Özal, 271
Tursın khan, 43
Twğanbayev, Şärip, 188, 190
Vahitov, Moullanour, 135
Vali Qayum-khan, 185
Validov, Ahmet-Zaki, 137
Von Friedrich, 60
Von List, Wilhelm, 184
Wali khan, 77
Wälixanov, Şoqan, 72
Ways khan, 38
Witte, Serge, 114
Yasawi, Ahmed, 20, 26, 29, 37, 251, 270
Youldashev, Tahir, 275
Zavaritko, I, 166

Index des noms des lieux

Afghanistan, 15, 135, 215, 220, 221, 222, 223, 230, 232, 235, 247, 256, 273, 275, 276, 286, 315
Alaş-Orda, 132
Albanie, 193
Aleksandrovsk, 102
Allemagne, 134, 184, 185, 194, 207, 236
Almaty, 17, 38, 44, 48, 50, 82, 104, 128, 168, 190, 197, 198, 208, 232, 235, 238, 241, 242, 251, 252, 253, 254, 255, 256,
Amou-Daria, 19, 21, 22
Andijan, 86, 90, 96, 100, 108, 158
Angleterre, 138
Ankara, 200
Aoulie-Ata, 59, 121, 261
Aqmechit, 172
Aqmola, 60, 68, 69, 73, 75, 76, 77, 82, 83, 86, 94, 95, 96, 106, 107, 108, 115, 116, 117, 120, 126, 152, 198, 235, 267
Aqtaou, 275
Aqtobe, 102, 177, 198, 259, 261, 264, 267, 269, 280
Arabie Saoudite, 157, 193, 220, 223, 251, 253, 260, 272, 284
Aral, 19, 26, 29, 59
Asie centrale, 6, 8, 9, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 26, 29, 31, 32, 33, 34, 40, 43, 44, 45, 46, 47, 50, 51, 52, 54, 57, 58, 59, 71, 84, 85, 89, 94, 138, 150, 174, 185, 189, 214, 219, 221, 222, 223, 230, 241, 242, 248, 249, 250, 251, 252, 269, 272, 275, 278, 279, 280, 281, 283, 284, 286, 287, 289, 291, 303, 306, 315
Astana, 250, 261, 264, 266, 267, 313
Astrakhan, 48, 49, 66, 88, 100, 185, 274, 276
Atbasar, 60, 106
Atlakh, 24
Azerbaïdjan, 171, 185, 203, 215, 235, 249
Bachkortostan, 8, 104, 119, 132, 150, 156, 157, 185, 261, 274
Bagdad, 20, 100
Bakhtchyssaraï, 118
Bakou, 134, 189, 193, 277
Balasaghoun, 25
Bangladesh, 271
Berlin, 185
Bessarabie, 183
Beyrouth, 200
Biélorussie, 183, 184, 249
Boukhara, 19, 22, 33, 37, 50, 58, 59, 88, 158, 198, 200, 252
Bouynaksk, 189
Bucovine, 183
Byzance, 17
Caire, 44, 200, 214, 216
Caucase, 8, 19, 58, 132, 148, 149, 150, 157, 184, 189, 196, 221, 235, 241, 257, 303
Chach, 19
Chamalghan, 261
Chine, 17, 38, 39, 49, 59, 157, 201, 230, 315
Chou, 41
Chymkent, 59, 121, 176, 198, 208, 210, 232, 241, 242, 254, 258, 261, 266, 267, 273, 276, 277
Constantinople, 99, 100, 304
Crimée, 49, 51, 56, 67, 106, 132, 148, 157, 184, 185, 196, 303
Dacca, 271
Daghestan, 132, 184, 189
Decht-i-Qypchaq, 32
Delhi, 271
Djedda, 100
Djoungarie, 38, 39
Douchanbe, 221
Egypte, 33, 34, 37, 117, 193, 201, 207, 218, 220, 251, 261, 263, 264, 284
Ekibastouz, 271
Emirats arabes unis, 260
Empire russe, 4, 10, 13, 14, 44, 48, 49, 50, 51, 55, 56, 61, 62, 63, 66, 67, 70, 72, 79, 88, 92, 98, 99, 108, 114, 124, 126, 128, 135, 193, 246, 285, 287, 288, 291, 314, 316
Ethiopie, 222
Ferghana, 19, 45, 91, 118, 120, 122, 239
Fez, 216
Finlande, 185
France, 13, 19, 138, 186, 289, 291
Ghana, 222

Gouriev, 123
Haut-Karabagh, 238
Hejaz, 157
Hongrie, 134, 185, 236
Horde d'Or, 4, 9, 31, 32, 33, 34, 36, 40, 47, 48, 293, 294, 314
Horde de Noghay, 35, 49
Inde, 38, 49, 193, 201, 271, 303
Indonésie, 220
Iran, 17, 19, 21, 24, 33, 34, 36, 37, 49, 112, 193, 219, 220, 230, 251
Iraq, 7, 135, 220
Irtych, 27, 93
Isfidjab, 20, 23, 24
Islamabad, 220, 222
Israël, 218
Istanbul, 44, 101
Jambyl, 204, 206, 235, 242, 254, 265, 270, 274
Janaozen, 275
Japon, 180
Jent, 23, 29
Jérusalem, 101, 272
Jetisou, 17, 18, 19, 23, 24, 26, 27, 28, 30, 31, 35, 36, 37, 40, 68, 83, 89, 108, 117, 119, 120, 122, 123
Jordanie, 218, 272
Jympity, 119
Kachgar, 22, 37, 38, 45, 59, 157
Karakalpakistan, 157, 175
Katvan, 26, 314
Kazakhstan, 1, 4, 5, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 34, 36, 37, 38, 39, 41, 45, 46, 48, 50, 51, 52, 54, 56, 58, 59, 61, 62, 67, 68, 70, 73, 75, 78, 79, 82, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 93, 95, 97, 99, 100, 101, 102, 104, 105, 107, 108, 111, 112, 115, 116, 117, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 130, 132, 135, 136, 138, 139, 140, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 163, 164, 166, 167, 168, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 181, 182, 185, 188, 189, 190, 191, 192, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 205, 206, 211, 213, 214, 215, 222, 223, 224, 225, 229, 230, 231, 232, 234, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 248, 249, 250, 252, 253, 254, 255, 256, 258, 259, 261, 262, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 309, 310, 312, 314, 315, 316
Kazan, 43, 48, 49, 51, 64, 65, 66, 71, 79, 88, 102, 117, 118, 131, 133, 154, 170, 198, 289
Khanat de Bökey, 10, 54, 55, 63, 64, 65, 66, 75, 76, 126, 314
Khanat de Sibir, 35
Khartoum, 220
Khiva, 44, 58, 88, 158
Khodjent, 84
Khorasan, 29, 30
Khwarezm, 21, 26, 29, 31, 40
Kirghizistan, 157, 203, 235, 238, 240, 241, 249, 257, 272
Kokand, 58, 59, 123, 132, 145, 158, 269
Kokchetaou, 76, 77, 107, 267
Kouznetsk, 185
Kurchim, 94
Lbichensk, 119
Leningrad, 222
Lybie, 220, 263
Makariev, 102
Malybay, 95
Mamyr, 270
Manghystaou, 34, 120, 235, 270, 274, 275, 293
Marguilan, 158
Maroc, 207, 219, 223
Mawarannahr, 21, 22, 25, 26, 30, 34, 36, 37
Mechhed, 100
Mecque, 34, 44, 65, 76, 77, 98, 99, 100, 101, 106, 118, 157, 200, 201, 226, 252, 253, 270, 272, 294
Médine, 44, 98, 99, 157, 200
Merki, 24, 254, 257, 261
Mogholistan, 9, 35, 36, 37, 38, 41, 45, 47, 314
Mongolie, 16, 30
Moscou, 65, 101, 119, 123, 144, 180, 184, 188, 218, 219, 222, 241, 265, 271, 277, 279, 289, 290, 291
Moldavie, 249
Moyen Orient, 30, 231
Namangan, 158
Naryn, 94

Nejd, 157
New York, 230
Nichapour, 24
Nijni Novgorod, 116
Novossibirsk, 185
Omsk, 54, 55, 77, 101
Oral, 65, 68, 69, 82, 84, 86, 96, 107, 108, 115, 118, 119, 120, 126, 130, 157, 167, 168, 242, 261, 266, 289, 291
Orda, 33, 35, 64, 65, 66, 120, 123, 132, 161, 168, 277, 293
Orenbourg, 4, 8, 50, 51, 52, 54, 56, 57, 60, 63, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 79, 80, 82, 84, 89, 93, 99, 105, 106, 108, 113, 116, 117, 119, 120, 133, 140, 141, 154, 171, 185, 189, 198, 285, 288, 314
Oskemen, 94, 232, 267
Otrar, 19, 22, 23, 29, 37
Oufa, 50, 66, 79, 84, 106, 117, 133, 147, 148, 150, 153, 154, 156, 157, 158, 170, 189, 193, 195
Ouganda, 222
Oural, 26, 41, 63, 76, 84, 85, 105, 132, 185, 285
Ouzbékistan, 119, 157, 203, 215, 235, 239, 241, 249, 252, 254, 261, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 280
Oyil, 123
Pakistan, 207, 220, 221, 230, 251, 264, 271, 284
Palestine, 184, 200
Pavlodar, 198, 261, 267
pays Baltes, 184
Pékin, 26
Perovsk, 121
Petrograd, 119, 122, 133, 299
Petropavlovsk, 60, 94, 121, 198, 235
Pologne, 237
Qaghanat turc, 14, 18, 314, 316
Qamys-Samar, 76
Qaraghandy, 185, 198, 208, 257, 266, 267
Qarakhanides, 4, 5, 9, 14, 19, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 46, 314, 316
Qarasou, 95
Qarayim, 95
Qarqaraly, 95, 198
Qazaly, 121, 198
Qostanaï, 208, 267
Qulan, 24
Qulja, 94
Quyrıqtöbe, 24
Qyzyljar, 77, 95, 116, 267
Qyzylorda, 168, 172, 198, 267, 269, 270, 274
Raiwind, 271
Ravalpindi, 207
Région Steppique, 74
République Tchèque, 275
Riga, 238
Roumanie, 185
Saint-Pétersbourg, 51, 71, 76, 77, 106, 108, 116, 133, 154
Saïram, 20, 23, 39
Samarcande, 18, 118, 158, 222
Saray, 33, 34
Saryaghach, 252, 261, 276
Sebe, 94
Semey, 55, 68, 69, 70, 75, 77, 82, 86, 95, 96, 102, 104, 107, 108, 110, 115, 116, 120, 126, 135, 195, 198, 206, 242
Sénégal, 222
Seyit, 82, 84
Sibérie, 8, 16, 60, 62, 63, 68, 69, 72, 73, 107, 125, 148, 157, 158, 179, 189, 195, 285, 303
Simferopol, 51, 106
Slovénie, 275
Soudan, 223
Soumgait, 238
Sri-Lanka, 222
Stalingrad, 185, 186
Sterlibach, 49, 84
Sterlitamak, 84
Syghanaq, 29
Syrdarya, 68, 83, 84, 89, 121, 123
Syr-Darya, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 29, 30, 41
Syrie, 37, 218, 222
Tachkent, 19, 45, 68, 84, 89, 121, 123, 133, 137, 154, 158, 189, 193, 196, 200, 216, 218, 219, 221, 222, 240, 242, 248, 252, 253, 275, 276, 315
Tadjikistan, 215, 235, 239, 240, 261, 275, 276
Talas, 19, 20, 29, 41, 46, 289, 314
Taldyqorghan, 254, 255
Talov, 76
Taraz, 18, 19, 24, 261, 276
Tatarstan, 104, 119, 150, 156, 157, 185, 203, 261, 274

Tauride, 50, 51
Tbilissi, 238
Tchécoslovaquie, 236
Tchétchénie, 132, 257, 274
Téhéran, 222
Temir, 177
Tibet, 38
Tiflis, 106
Tobolsk, 102
Togo, 222
Torghay, 68, 69, 82, 84, 86, 96, 102, 105, 107, 108, 115, 118, 119, 120, 126
Transcaucasie, 50, 189, 303
Tripoli, 222
Troïtsk, 84, 117, 198
Turkestan, 18, 19, 22, 24, 30, 31, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 43, 45, 49, 57, 59, 68, 86, 89, 90, 93, 96, 97, 102, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 115, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 125, 126, 132, 133, 134, 145, 146, 165, 185, 186, 198, 208, 230, 249, 255, 261, 263, 269, 270, 272, 274, 275, 277, 303
Turkménistan, 240, 249
Turquie, 16, 67, 74, 112, 117, 118, 134, 135, 149, 151, 157, 207, 214, 230, 251, 260, 264, 271, 284, 304
Union soviétique (URSS), 4, 8, 13, 14, 43, 129, 131, 157, 158, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 178, 179, 180, 181, 183, 184, 185, 186, 187, 189, 190, 191, 193, 194, 195, 196, 197, 199, 200, 201, 202, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 235, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 244, 246, 247, 250, 252, 253, 278, 281, 286, 287, 288, 289, 293, 298, 315
Volga, 22, 26, 27, 30, 32, 57, 58, 63, 67, 76, 84, 85, 105, 132, 148, 185, 186, 221, 266, 285, 303
Ukraine, 183, 184, 249
Vatican, 184
Verny, 95, 116, 119, 135
Vilnius, 238
Xinjiang, 255, 274
Yangikent, 23
Yémen, 222, 223
Yougoslavie, 186, 201, 237
Yrghyz, 106, 177